Première partie

Le soulèvement George Floyd

Shit, we been looting and marching before I got here
They still shooting, we the targets, no it's not fair

STARLITO

1. L'urgence du moment
et la patience d'un millier d'années

Chronorama du mouvement

Nous avons construit ce pays,
et nous le détruirons par le feu s'il le faut[1] *!*

Le 25 mai 2020 George Floyd est interpellé à la sortie d'un magasin de Minneapolis par la police, alertée par un vendeur qui le soupçonne d'avoir payé avec un faux billet de vingt dollars. Le policier Derek Chauvin, qui procède à l'interpellation, le maintient au sol, son genou sur le cou durant près de neuf minutes, entouré par trois autres policiers qui lui maintiennent les jambes et empêchent les passants d'intervenir. George Floyd meurt après avoir répété « *I can't breathe* », en écho terrifiant aux mots d'Eric Garner, étouffé six ans plus tôt par un agent du New York Police Department, dans des circonstances similaires.
La vidéo de la mise à mort de George Floyd fait le tour du monde sur les réseaux sociaux en quelques heures. Des gens descendent dans la rue dans tout le pays et les États-Unis connaissent à cette occasion un mouvement d'une ampleur exceptionnelle. Deux semaines plus tard, le *Times Magazine* dénombre déjà plus de quatre mille rassemblements dans deux mille cinq cents villes différentes. Des émeutes secouent les grands centres urbains et de nombreuses petites villes entre fin mai et mi-octobre[2]. Plus de vingt millions de personnes ont

1. Un manifestant à Minneapolis, interviewé par le vidéaste Unicorn Riot, la nuit du 27 au 28 mai 2020, diffusion en live.

2. La participation des petites villes n'a pas été anecdotique, comme nous le rappelle le site itsgoingdown.org, avec leur article « Fire on Main Street » : « Lorsque le soulèvement de George Floyd a éclaté dans tous les États-Unis cet été, des dizaines d'émeutes ont eu lieu dans de petites villes comme Spokane, Eugene, Fargo, Salt Lake City, Atlantic City, Lynchburg, Columbia, Fort Lauderdale, etc. ».

participé au mouvement. Les États-Unis n'avaient pas connu pareil soulèvement depuis l'assassinat de Martin Luther King en avril 1968.

La révolte du printemps 2020 s'inscrit dans la séquence initiée par le mouvement Black Lives Matters (BLM[3]). Celui-ci est né en 2013, en réaction aux meurtres à répétition de personnes noires, par des flics ou des tenants de la suprématie blanche. Il devient massif à l'occasion du soulèvement de Ferguson en 2014, où plusieurs jours de manifestations et d'émeutes de grande ampleur ont lieu après le meurtre de Michael Brown, abattu par un policier blanc. Ce mouvement fait également écho aux émeutes urbaines de Los Angeles[4] en 1992, et de façon plus lointaine à celles de Détroit en 1967, et de Watts en 1965 : des explosions de violences marquées par des pillages et des incendies spectaculaires à la suite d'épisodes de brutalité policière. Ces émeutes sont à chaque fois marquées par des milliers d'arrestations, des dizaines de morts et l'intervention de la garde nationale[5] pour rétablir l'ordre.

3. Il s'agit au départ d'un hashtag #BlackLivesMatter diffusé sur les réseaux sociaux par deux femmes noires après la relaxe de George Zimmerman en 2013. Ce dernier, un « voisin vigilant », avait tué Trayvon Martin, un adolescent noir de 17 ans l'année précédente, sous prétexte qu'il « rôdait de manière louche » dans son quartier. Zimmerman a finalement été innocenté pour légitime défense. En 2014, BlackLivesMatter devient un mouvement après la relaxe des policiers ayant tué Eric Garner à New York et Michael Brown à Ferguson. Le slogan est repris sur tout le territoire américain et d'énormes manifestations nationales ont lieu à New York et Washington. L'organisation tranche complètement avec celle des grandes organisations des droits civiques qui assumaient un leadership et une certaine verticalité. Le mouvement s'organise principalement sur les réseaux sociaux, de façon décentralisée et horizontale. Il existe un fossé politique entre le mouvement BLM et les organisations historiques des droits civiques qui ont beaucoup appelé au calme pendant le mouvement et ont peiné à partager le micro avec les nouveaux militants BLM. Au fur et à mesure, une partie du mouvement s'est structurée en collectifs BlackLivesMatter locaux. Le mot d'ordre BlackLivesMatter circule toujours sur les réseaux sociaux de manière indépendante de ces collectifs et structures. Voir à ce propos Keeanga-Yamahtta Taylor, *BLACK LIVES MATTER, le renouveau de la révolte noire américaine,* Agone, Marseille, 2017.

4. Voir le documentaire *LA 92* de T. J. Martin, Daniel Lindsay (2017).

5. La garde nationale est une force militaire composée d'environ quatre cent soixante mille réservistes volontaires. Descendante des milices du XVII[e] siècle, elle a été mobilisée lors de la guerre d'Afghanistan ainsi que celle d'Irak et lors de catastrophes naturelles comme l'ouragan Katrina mais aussi régulièrement lors de révoltes urbaines.

Le mouvement à la suite du meurtre de George Floyd intervient après deux mandats Obama et huit ans de luttes BLM. La perspective d'une condamnation judiciaire des policiers et d'une énième réforme semble être une éventualité à laquelle plus personne n'arrive à croire. À la place, un autre horizon s'est immiscé dans les esprits. *Defund the police*, *Abolish the police* (Couper les fonds de la police, Abolir la police), sont des mots d'ordre qui circulent massivement – et pas seulement chez les militant·es. Dans les conversations, les cortèges, sur les murs Facebook, jusque dans la presse *mainstream*, ces propositions fusent. Elles obligent tout le monde à considérer la question, à avoir un avis, à se positionner. Pour ou contre l'abolition de la police ?

Depuis l'intérieur du mouvement

Dès le lendemain du meurtre de George Floyd, le 26 mai, des milliers de manifestant·es sortent dans les rues de Minneapolis et se rassemblent pour une veillée funèbre. La foule se répand entre le lieu où il s'est fait tuer et le commissariat du 3e district, auquel sont rattachés ses meurtriers. Le lieu du meurtre devient un lieu de recueillement. Une trêve est immédiatement actée entre les gangs et assure la libre circulation de leurs membres sur les différents territoires de la ville. C'est depuis les alentours du commissariat que partent les émeutes, avec des tentatives pour le prendre d'assaut. Un grand nombre de vitrines volent en éclat, deux cent soixante-dix commerces sont pillés en trois jours, certains incendiés, des caméras de surveillance tombent et des voitures de flics sont attaquées et détruites. Pendant cinq jours[6], Minneapolis, puis très vite la ville voisine de St Paul, sont en ébullition. Le 28 mai, suite à deux jours de siège consécutifs, les flics sont obligés d'abandonner le commissariat du 3e district, qui finit réduit en cendres[7].

6. Sur ces cinq jours à Minneapolis, voir « The world is ours » sur itsgoingdown.org.

7. Pour un récit détaillé, voir « Le siège du commissariat du 3e district » sur lundi.am. En avril 2021, un jeune homme a été condamné à quatre ans de prison et douze millions de dollars de dommages et intérêts pour l'incendie du commissariat de Minneapolis.

Cet incendie marque le point d'orgue de ces premières journées d'émeutes. Les affrontements se déplacent ensuite aux abords du commissariat du 5e district, mais sans parvenir cette fois à le détruire.

Le climat insurrectionnel à Minneapolis donne un tour féroce à la mobilisation qui commence à gagner du terrain. Près de cent cinquante grandes villes américaines ne tardent pas à suivre l'exemple : manifestations de masse, blocages de ponts et d'autoroutes, rues entières repeintes, pillages de commerces, attaques de banques et de tribunaux, incendies répétés de voitures de police, occupations…
Les foules sont mobiles. Des sonos de voitures font rugir les hymnes du mouvement, des *burns* font vrombir les moteurs, des coups de feu sont tirés en l'air, des fresques murales géantes apparaissent çà et là. À Atlanta, le siège de la chaîne de télévision CNN est pris d'assaut par la foule et les magasins de luxe Prada, Louis Vuitton et Cartier du luxueux Lenox Square Mall sont dévalisés. À Philadelphie, des voitures de police sont vidées de leur contenu puis envoyées sur les forces de l'ordre, certaines incendiées, et une trentaine de distributeurs automatiques de billets sont détruits à coups d'explosifs en une seule nuit. Les magasins de luxe sont pillés de Beverly Hills, le quartier huppé de Los Angeles, jusqu'à Manhattan. À Boston, les manifestants défoncent les vitres des voitures de police avant de sauter joyeusement dessus ; des centres commerciaux sont là encore pillés. À New York, la ville aux quarante mille policiers, plus de trois cents véhicules du New York Police Department (NYPD) sont détruits. À Seattle, après qu'une manif contre la police soit violemment attaquée par les forces de l'ordre, une tempête de vandalisme s'abat sur le centre-ville contre les vitrines des entrepôts Amazon, les bâtiments gouvernementaux, la prison pour mineurs et un concessionnaire de voitures de luxe. L'ambiance oscille entre rage et exubérance, célébration et gravité, fête de quartier et guerre civile. Dans ces moments de déchaînement et de joie, des personnes sont aussi blessées et

tuées lors d'accidents, d'attaques liées à la répression policière ou du fait de milices trumpistes[8].

Contrairement aux manifestations BLM de ces dernières années qui s'incarnaient principalement dans des envahissements de ponts, de routes, d'autoroutes et quelquefois des affrontements avec la police, le soulèvement George Floyd a marqué le retour de la pratique du pillage. Le hashtag #lootback devient viral sur les réseaux sociaux. Les émeutiers prennent au sérieux le rêve américain : ils viennent se refaire directement dans les rayons des supermarchés et se défaire du paradoxe capitaliste (d'un côté l'inculcation du désir de la marchandise et de l'autre l'impossibilité de le satisfaire, faute de moyens). Le tout dans un contexte de confinement où 14 % de la population américaine se retrouve sans emploi, soit quarante millions de personnes, ce chômage de masse touchant proportionnellement deux fois plus les Noirs que les Blancs.
Les pillages donnent lieu à des redistributions collectives, de façon spontanée ou organisée, comme à Minneapolis où sont mis en place de véritables dépôts d'approvisionnement sous des barnums. Le collectif BLM de Chicago affirme lors d'un rassemblement de soutien à des manifestant·es interpellé·es pour pillage que cette pratique est une forme de réparation qui répond aux inégalités économiques. Il déploie une banderole « *Our futures have been looted from us… LOOT BACK*[9]*!* » L'une des porte-paroles déclare : « Je me fiche que quelqu'un décide de piller un Gucci ou un Macy's ou un Nike parce que cela lui permet de s'assurer qu'il mange ou qu'il ait des vêtements. »

Les pillages ont alimenté le siège du commissariat à Minneapolis, en fournissant de l'eau, du lait, des boissons énergisantes, des barres énergétiques… Ils ont été des moments d'explosion de joie et de partage. Le fait qu'ils se répandent autant dans la ville et qu'ils soient quasiment toujours suivis

8. Au total, vingt-huit personnes sont mortes durant le mouvement, tuées par les forces de l'ordre ou des membres de l'extrême droite, dans des fusillades ou renversées par des automobilistes.

9. « Notre avenir a été pillé… À NOTRE TOUR DE TOUT PILLER ! »

de l'incendie du bâtiment pillé a concrètement rendu la situation ingérable pour la police. Sollicités de partout à la fois et obligés de rester mobilisés sur place de longues heures durant pour protéger les pompiers, les flics se sont retrouvés largement dépassés. Dans des villes comme Chicago, Rockford, Louisville et Philadelphie[10], des « caravanes de pillages » sont organisées : des groupes de voitures se réunissent et convergent vers des centres commerciaux pour les dévaliser. Avant de repartir ensemble, le coffre plein, vers d'autres cibles.
Ce qui est manifeste à ce moment-là, c'est que les organisations clairement établies ou historiques comme des collectifs BLM, la National Association for the Advancement of Colored People[11] (NAACP) et des organisations de gauche liées au Parti démocrate ne sont ni à l'origine des appels à descendre dans la rue, ni capables d'orienter les manifestations. Le mouvement déborde de toutes parts et *Black Lives Matter* fonctionne plus comme un mot d'ordre que comme une véritable organisation qui dirigerait le mouvement. Les forces de l'ordre n'ont plus grand monde sous la main pour trouver un interlocuteur « responsable », capable d'avoir un ascendant sur les manifestant·es et susceptible d'appeler au calme.

L'Empire contre-attaque

Passé un moment de sidération, le pouvoir organise la contre-offensive pour reprendre la main sur la situation. À l'échelon municipal, les maires imposent des couvre-feux dès la première semaine, dans toutes les villes où ont lieu des émeutes. Deux cents couvre-feux sont ainsi imposés dès début juin. Certains États proclament l'état d'urgence. Le *Washington Post* recense plus de dix-sept mille arrestations après seulement deux semaines de mouvement. Plusieurs personnes sont

10. À propos des caravanes de pillage à Philadelphie en octobre 2020, qui ont fait suite au meurtre de Walter Wallace, un Afro-Américain abattu par la police de Philadelphie, voir « Cars, riots, and black liberation » sur illwill.com.

11. Cette organisation de défense des droits civiques, fondée en 1909, est l'une des plus anciennes et influentes.

éborgnées à cause des tirs tendus de lacrymo ou de *bean bag*[12]. Dans trente-quatre États, la garde nationale est mobilisée avec quatre-vingt-seize mille hommes déployés, signe que les flics locaux ne parviennent plus à gérer la situation.
Dans la bataille de l'opinion, les ficelles sont les mêmes que d'habitude : les personnes tuées par la police sont discréditées dans les médias en tant que délinquants ou criminels, via la publication par exemple de leur casier judiciaire. L'habituel discours de légitime défense pour justifier les assassinats policiers est mis en place. On explique que l'arrestation nécessitait « l'usage de la force » car la personne appréhendée se défendait et était dangereuse. Les autorités font pression sur les familles des victimes pour qu'elles appellent au calme. L'image de flics et de politiciens posant un genou à terre, ou priant pour exprimer leur soutien aux proches de victimes, fonctionne comme manœuvre de pacification et tente de faire exister ce mot d'ordre invraisemblable « Tous unis, la police avec le peuple. » Il s'agit de techniques de désescalades enseignées à l'école de police, dans les situations où les matraques et les gaz ne suffisent pas à rétablir l'ordre. Mais on peut également y voir le signe d'un rapport de force réel imposé par le mouvement.

S'il y a quelqu'un qui n'est pas adepte des génuflexions, c'est Donald Trump. Après avoir beaucoup tweeté sur l'incompétence et la mollesse du maintien de l'ordre de la part des maires démocrates, le président justifie l'envoi de policiers fédéraux pour la protection d'institutions fédérales comme les tribunaux. Il appelle aussi sans détour à tirer à balles réelles sur les émeutiers. « *When the looting starts, the shooting starts*[13] », tweete-t-il dès le 29 mai.
L'envoi des « *feds* », avec l'attirail treillis, masque à gaz et fusil d'assaut, combiné à la communication présidentielle très

12. Arme à feu dont les cartouches contiennent des sachets de sable ou de plomb, considérée comme une « arme non létale ».

13. « Quand les pillages commencent, les tirs à balles réelles s'ensuivent ». L'expression date de 1967, prononcée par le chef de la police de Miami à la suite des émeutes noires qui secouent alors plusieurs grandes villes. Ayant armé ses policiers de fusils, il assumait ne pas « se préoccuper d'être accusé de violences policières ».

martiale, est à son tour largement critiqué dans le pays. Beaucoup de maires et de gouverneurs démocrates se retrouvent dans une position inconfortable. D'un côté, ils s'indignent des assertions fascisantes de Trump et affichent un soutien de façade au mouvement, tout en minimisant son caractère insurrectionnel. De l'autre, ils et elles veulent que tout rentre dans l'ordre le plus vite possible. Tous les moyens sont bons : couvre-feu, promesses de réforme et le classique : « Votre colère est légitime, mais la violence c'est mal. » Sous pression du mouvement ou en quête de légitimité, plusieurs maires sont allés jusqu'à réduire les prérogatives de la police, avec par exemple l'interdiction des gaz lacrymogènes à Portland (hormis en cas d'émeute) ou le retrait du *no knock warrant*[14] à Louisville.

Breonna Taylor

À Louisville, dans le Kentucky, dans la nuit du 12 au 13 mars 2020, trois hommes s'introduisent par effraction dans le domicile de Breonna Taylor, jeune Africaine-Américaine. Croyant qu'ils sont l'objet d'un cambriolage ou d'une agression chez eux, son petit ami, Kenneth Walker, saute sur son arme. Un échange de coups de feu a lieu et la jeune ambulancière de 26 ans est tuée. Sauf qu'en fait de cambrioleurs, les intrus se révèlent être un groupe de trois policiers en civil qui agissent dans le cadre d'une affaire de stups et d'un no knock warrant. *Et il s'avère que les renseignements à l'origine de la perquisition sont erronés. Passée relativement inaperçue dans le flot hebdomadaire de meurtres policiers, cette histoire refait surface grâce à la mobilisation à la suite de la mort de George Floyd. De partout dans le monde, des gens, parmi lesquels Beyonce, demandent l'inculpation des policiers qui ont abattu Breonna Taylor. La campagne #SayHerName, massivement relayée sur les réseaux sociaux, met en lumière les femmes noires tuées par la police. Les policiers sont mis en cause pour*

14. Littéralement un « mandat sans frapper ». Il autorise la police à rentrer chez les gens et défoncer leur porte sans s'annoncer.

« mise en danger de la vie d'autrui » (en l'occurrence celle des voisins blancs) après avoir fait feu à vingt-deux reprises et tué Breonna. Concernant Kenneth, rescapé de l'exécution de sa compagne, il est dans un premier temps mis en accusation pour tentative de meurtre sur policiers avant que l'un d'eux ne porte plainte contre lui pour « détresse émotionnelle ». Le procureur en charge des poursuites, Daniel Cameron, Noir et républicain, est l'objet de vives critiques. Tamika Mallory, activiste africaine-américaine et cofondatrice de la Marche des femmes à Washington après l'élection de Trump, ne mâche pas ses mots : « Daniel Cameron n'est pas ici pour protéger les citoyens et pour rendre l'État du Kentucky plus sûr. […] Mais il a été honnête sur un point. C'est qu'il est un défenseur de la police. Et qu'il allait être leur voix et faire tout ce qui est nécessaire pour les protéger [...]. J'ai pensé aux navires qui sont allés à Fort Monroe et à Jamestown avec notre peuple à leur bord il y a plus de quatre cents ans et comment il y avait aussi des hommes noirs sur ces navires qui étaient chargés de faire venir notre peuple ici. Daniel Cameron n'est pas différent des traîtres Noirs qui ont participé à réduire notre peuple en esclavage. »

Face à la police : solidarité et multiplicité des modes d'action

La police est la cible numéro un de la colère des manifestant·es. Le rapport de force habituel se renverse temporairement. Se défendre face aux forces de l'ordre n'est plus la seule option. Les images de l'incendie du commissariat du 3e district de Minneapolis et des policiers en fuite resteront longtemps gravées dans les mémoires, de même que celles de

Trump et sa famille qui se calfeutrent dans le bunker présidentiel le 31 mai alors que les manifestant·es se rapprochent de la Maison Blanche.
Dans la rue, contre la police, l'imagination des manifestant·es est sans limite. Certains utilisent, comme lors du soulèvement hongkongais, des souffleurs à feuilles et des cônes de chantier contre les gaz lacrymogènes. Des murs de parapluies constituent des boucliers face aux forces de l'ordre et entretiennent l'anonymat. Les émeutier·es font preuve d'une grande fluidité, sachant cristalliser par endroits des points de tension en montant des barricades, mais aussi refluer dès que la situation n'est plus à leur avantage, pour se reformer plus loin. « *Be water my friends!* » comme disait Bruce Lee.
Par ailleurs, les guides « *What to wear in protest* » (comment s'habiller en manifestation) connaissent une grosse popularité en ligne. À Chicago, les flics se plaignent du brouillage de leurs ondes radio. Les fréquences de la police sont mises sur écoute dans plusieurs villes et les informations stratégiques sont retransmises sur des moyens de communication chiffrés comme Signal et Telegram. Des conseils circulent pour utiliser des smartphones sans carte SIM afin de déjouer les *IMSI catcher*[15]. Des outils pour flouter les visages se diffusent, notamment grâce à l'application Signal[16]. Des hackers s'introduisent sur des sites policiers et divulguent parfois des informations personnelles sur la toile. Il y a plusieurs manifs où des lasers sont utilisés pour aveugler les forces de l'ordre. Fin juillet, trois d'entre eux perdent partiellement l'usage de leur rétine à Portland. Plusieurs drones s'écrasent au sol grâce à des lasers et un hélico prend la fuite à leur vue. Des équipes se forment dans la rue pour faire circuler rapidement dans la manif bouteilles d'eau, pierres, feux d'artifice et matériaux

15. Appareil de surveillance policier utilisé pour intercepter les données de communication mobiles dans une zone déterminée.

16. Signal est l'application la plus sûre à l'heure actuelle pour envoyer des messages, photos et vidéos chiffrés afin de les rendre moins interceptables par les autorités. En juin 2020, l'application ajoute une fonctionnalité qui permet de facilement flouter les visages sur une vidéo pour empêcher l'identification des personnes filmées. Le patron de Signal déclare : « Chez Signal, nous soutenons les personnes qui sont descendues dans la rue pour faire entendre leur voix. »

afin de construire des barricades. Les *street medics*, équipes de secouristes de rue présentes un peu partout, peuvent s'organiser dans des locaux mis à leur disposition : magasins sympathisants ou centres religieux. À un certain point, il leur faut se former et s'équiper pour être capables de prendre en charge les blessures par balles. Différentes formes d'engagement et de solidarité trouvent à s'imbriquer dans la rue. Le cas de Portland est à ce titre exemplaire.

Portland

Portland est une ville de la côte Ouest avec une importante tradition libertaire. La situation y est assez folle pendant le mouvement. Chaque soir de l'été, pendant trois mois, des milliers de personnes prennent la rue. Au menu : feux d'artifice, feux de poubelles et affrontements avec la police. C'est le Justice Center (tribunal) qui concentre une bonne part de l'hostilité des manifestants et les barrières qui le protègent sont systématiquement arrachées. En juillet, Trump s'énerve sur Twitter et promet de « nettoyer la ville des anarchistes et des agitateurs ». Des policiers fédéraux sont envoyés : quand ils ne défendent pas le tribunal, ils se baladent dans des véhicules banalisés sans plaque et effectuent des arrestations ciblées dans la rue, façon police secrète dans une dictature. En parallèle, des groupes pro-Trump et de Proud Boys[17] *se mêlent à la danse et viennent mettre la pression dans le centre-ville à coups de rassemblements et de cortèges motorisés. Ils font des descentes et s'en prennent à des manifestants isolés. Mais toutes ces opérations ne découragent pas le mouvement. Les rassemblements et manifestations se poursuivent. Sur place, l'infrastructure de la mobilisation est robuste, les groupes bien organisés et coordonnés entre eux. Aux côtés des* street medics, *des journalistes favorables au mouvement assurent*

17. Les Proud Boys sont un groupe d'extrême droite masculiniste, misogyne, transphobe et nationaliste.

sa couverture. D'autres équipes (SnackBloc, Snack Van ou encore les Riot Ribs) fournissent des collations aux manifestant·es. Le collectif des Witches se charge des équipements de protection pour se protéger contre les lacrymos et les balles en caoutchouc. D'autres postes sont répartis comme le repérage, les communications, le contrôle de la circulation, etc. Le collectif SafePDXProtest s'occupe de la protection à l'aide de boucliers. Le PDX Comrade Collective propose tous les soirs des espaces où se rencontrer et partager ce qui a été vécu dans la rue. Détail qui a son importance : le fait de se confronter régulièrement ensemble à la police se traduit dans la rue par de nouvelles alliances et l'apparition de nouveaux groupes. À côté du black bloc, d'autres assemblages se créent comme le bloc des mamans [wall of moms]*, celui des papas, des vétérans, des enseignants ou encore du clergé. Reconnaissables parfois à des gilets de couleurs, ils et elles s'organisent et se coordonnent pour être une force dans les manifs et pouvoir s'interposer face aux forces de l'ordre. Des acteurs différents, des stratégies variées, des rôles tournants, mais un mouvement commun pour faire face à la répression policière dans la rue.*

Se tenir ensemble

Il existe assurément des dissensions au sein du mouvement sur les stratégies à adopter, sur ce qui constitue une victoire, sur l'horizon pour lequel les gens se battent et sur ce qu'ils croient possible de gagner. Mais cela n'empêche pas une véritable solidarité d'exister entre les manifestant·es. Certaines pratiques, même illégales, sont partagées ou du moins soutenues par une large partie des personnes présentes dans la rue, comme le non-respect du couvre-feu : pendant les jours qui

suivent la mort de George Floyd, des milliers de personnes bravent l'interdit chaque soir. Il y a également ce slogan d'engagement à ne pas se balancer les un·es les autres, « *I don't see shit, I don't know shit*[18] », qui résonne lorsque des vitrines tombent ou que des bâtiments sont attaqués. De nombreuses prises de position publiques défendent la légitimité des gestes de colère contre les voitures de police et les commissariats et plus de 50 % de la population déclare que l'incendie du commissariat du 3e district de Minneapolis était justifié[19].
En juin, des détenus sans-papiers d'un centre de l'ICE[20] en Californie entament une grève de la faim en l'honneur de George Floyd. À Minneapolis, San Francisco, New York, Washington et Philadelphie, des syndicats de conducteurs de bus refusent de participer au transport des manifestants arrêtés et de collaborer avec la police. Le 19 juin, des milliers de dockers et de travailleurs de l'industrie automobile arrêtent de travailler 8 minutes et 46 secondes. Le 20 juillet, c'est au tour de dizaines de milliers de travailleurs de divers secteurs (la santé, le transport, l'éducation, la restauration) de se mettre en grève.

NBA et réseaux sociaux

De nombreuses personnalités soutiennent la mobilisation[21] comme les basketteuses de la ligue nationale ou encore la

18. « Je ne vois rien, je ne sais rien. »

19. 54 % précisément, selon un sondage de la Monmouth University au 2 juin 2020.

20. *L'Immigration and Customs Enforcement* est une police fédérale qui traque les étrangèr·es en situation irrégulière. Depuis plusieurs années, elle est la cible de campagnes du mouvement abolitionniste, qui s'oppose à l'enfermement des étrangèr·es et à la séparation entre enfants et parents sans-papiers.

21. Comme par exemple Beyonce, LeBron James, Blake Lively, Ryan Reynolds, Chrissy Teigen, John Legend, Angelina Jolie, Ellen DeGeneres, Justin Bieber, Jordan Peele, Harry Styles, Kylie Jenner, Lady Gaga, Rihanna, The Weeknd… Ils et elles ont tous fait des versements conséquents au fonds juridique de BLM ou de la NAACP en soutien aux inculpés du mouvement. Certains d'entre elles et eux ont aussi signé une lettre ouverte pour défendre le mot d'ordre *Defund the police*.

joueuse de tennis Naomi Osaka qui porte à chaque match un masque imprimé avec le nom d'une victime de la police. Le 2 juin, une journée de *black-out* est organisée, toute l'industrie musicale est appelée à s'abstenir de diffuser de la musique. Sur Instagram, les utilisateurs ne publient ce jour-là que des carrés noirs. Rien ne doit faire l'actualité, hormis le meurtre de George Floyd. Des multinationales lancent également des campagnes en faveur de la lutte antiraciste. Amazon, Apple, Nike et consorts : tout le monde soutient *Black Lives Matter*. On peut bien sûr le lire comme une immense opération de récupération de la part d'entreprises et de stars soucieuses de valoriser leur image à peu de frais. C'est aussi le signe d'un mouvement suffisamment puissant pour donner le ton et imposer des mots d'ordre à son époque. Une partie des soutiens n'hésitent pas à appeler au vote, comme moyen de peser sur la situation. Ainsi, si la décision des joueurs de la NBA de faire grève pendant plusieurs jours à la fin du mois d'août, après les tirs sur Jacob Blake à Kenosha, apparaît comme un événement sans précédent, la reprise des matchs s'est négociée sur la simple base d'un appel de la ligue américaine de basket à s'inscrire sur les listes électorales pour voter aux élections présidentielles. La récupération d'un message politique radical au profit d'une célébration béate pour « plus de démocratie » a signé la fin d'une grève historique des basketteurs[22]. Au fil du temps, l'approche des élections présidentielles de novembre et les considérations politiciennes parasitent de plus en plus le mouvement. Cependant, nombreux sont les acteurs qui refusent de se faire prendre au piège électoral, telle Mariame Kaba, une des figures majeures de la galaxie abolitionniste. Dans une tribune qui fait grand bruit, elle renvoie ainsi dos à dos les républicains et les démocrates, en rappelant qu'aucun des deux camps n'est un allié contre la police[23].

22. À ce sujet, voir : « Lutte des parquets et luttes politiques » sur contretemps.media.

23. « Yes, We Mean Literally Abolish the Police » publiée sur le site du *New York Times* le 12 juin 2020.

Déboulonnages

Le déboulonnage des statues a une part importante dans l'imaginaire du mouvement, lui donnant parfois un petit air de chute de régime. Symboles du racisme meurtrier sur lequel s'est construit le pays, les statues de généraux confédérés ou d'autres figures du colonialisme comme Christophe Colomb sont des cibles d'autant plus évidentes qu'elles sont devenues des totems pour le mouvement suprémaciste blanc, au même titre d'ailleurs que le drapeau sudiste[24].
Le 1er juin[25] à Birmingham (Alabama), une statue d'un militaire confédéré, Charles Linn, est arrachée de son socle, où un tag ACAB[26] est posé. À Richmond (Virginie), le 10 juin, la statue du président de la Confédération des États sudistes est renversée après avoir été aspergée de peinture rose. Le même jour, deux effigies de Christophe Colomb sont vandalisées : l'explorateur est décapité à Boston (Massachusetts) et jeté à terre à Saint Paul (Minnesota). Le 24 juin à Charleston (Caroline du Sud), la statue de Calhoun, ancien président américain et défenseur de l'esclavage, qui exploitait lui-même quatre-vingts esclaves, est retirée après un vote du conseil municipal. À Portsmouth (Virginie), le monument confédéré est pris d'assaut par une foule, qui en arrache des parties, tandis qu'une femme y inscrit « Fuck Amerikkka[27] ». Le geste est repris outre-Atlantique, et la statue d'Edouard Colston, un marchand d'esclaves, est mise au sol par la foule le 7 juin à Bristol, puis jetée dans le fleuve.

24. Le drapeau sudiste, symbole de la confédération, représente les États partisans du maintien de l'esclavage qui ont combattu l'Union, c'est-à-dire les États du Nord, pendant la guerre de Sécession (1861-1865). Il est aujourd'hui généralement arboré par les suprémacistes blancs. Comme le Mississippi, les derniers États qui l'affichaient officiellement dans l'espace public ont décidé de le retirer sous la pression des manifestants.

25. Au printemps 2020 déjà, plusieurs statues de colons avaient été déboulonnées en Martinique.

26. *All Cops Are Bastards :* Tous les flics sont des bâtards.

27. Avec les trois K du Ku Klux Klan.

Occupations

Au bout de deux semaines de manifestations et d'émeutes, des occupations voient le jour. Elles permettent d'approfondir le mouvement au-delà des défilés ponctuels, par la refonte complète du quotidien et le partage d'activités nécessaires à la vie collective. La suspension de l'espace-temps habituel ouvre la possibilité de rencontres. Ainsi, le 8 juin, une occupation est lancée à Seattle, suite à l'abandon par les policiers d'un commissariat de quartier. Elle est surnommée la CHAZ (*Capitol Hill Autonomous Zone*) ou la CHOP (*Capitol Hill Occupied Protest)* et s'étend sur six pâtés de maisons[28] dans une zone qui a connu une vague de gentrification liée à l'arrivée de bureaux d'Amazon et de ses employés fortunés. C'est donc également sur fond d'explosion des loyers que se forme la CHAZ. En son sein, les gens se mettent à expérimenter une vie collective sans police avec l'intensité que contient le moment. L'ambiance est à la fois festive et combative. On peut obtenir sur place des soins médicaux, recevoir ou participer à une distribution de vivres, se rendre dans des lieux pour discuter, assister à des concerts ou se lancer dans des potagers.

De son côté, la mairie démocrate de Seattle essaie de garder constamment un lien avec les éléments de l'occupation les plus réformistes. Elle proclame des mesures pour caresser les contestataires dans le sens du poil[29] mais se désolidarise par la suite : « Il est temps de rentrer chez soi […], de rétablir l'ordre et d'éliminer la violence qui règne sur Capitol Hill. » La fin de la zone est assez chaotique et entourée d'un certain flou. Des sortes de *security teams*, des jeunes gens avec des armes à feu, se montent pour assurer la sécurité. Plusieurs fusillades ont

28. C'est précisément dans ce même endroit qu'à l'été 1965, suite au meurtre d'un homme noir par un policier blanc ivre, des *freedom patrols* se sont mises en place. À l'époque, les gens misent sur la surveillance populaire de la police. Pendant que des militants des droits civiques exigent de la mairie des enquêtes indépendantes sur les cas de violences policières, des bandes de militants, parfois en armes, se forment, suivent les flics et surveillent leurs interactions avec les personnes noires en particulier.

29. Le 15 juin, le conseil municipal de Seattle vote l'interdiction de l'utilisation des gaz lacrymogènes et des techniques d'étranglement par la police.

lieu : un jeune homme est tué lors d'un de ces échanges de tirs. Il y a au moins six blessés par balles sur la zone durant toute l'occupation. Finalement, les flics locaux, aidés par le FBI, délogent les gens qui sont encore sur place le 1er juillet, après trois grosses semaines d'occupation.
Plusieurs autres expériences de ce type ont tenté de voir le jour, sans forcément connaître la même pérennité. À Portland et à Nashville, la police est vite intervenue pour empêcher les installations. À New York, un campement a duré près de trois semaines devant la mairie, avec comme point de départ la revendication de la réduction du budget alloué à la police[30].

Les 1001 polices étasuniennes

Aux États-Unis, il n'existe pas de « police nationale », hormis quelques services fédéraux spécialisés comme le FBI (le renseignement intérieur), l'ICE (l'immigration) ou encore la DEA (les drogues). Chaque ville, petite ou grande, a sa propre police et doit la financer avec ses fonds propres. On doit donc parler des *polices américaines, celles des municipalités, mais aussi des comtés, des États, de l'État fédéral, des facs, des transports, etc. En tout et pour tout, il y a dix-huit mille services de police différents et environ un million de policiers pour trois cent cinquante millions d'habitants – là où en France la plupart des forces de l'ordre sont sous l'autorité de deux services : la police nationale et la gendarmerie nationale. Les polices municipales françaises ont, en l'état, beaucoup moins de pouvoir que leurs homologues américaines. Il existe des manières de faire et des doctrines très variables entre les différents départements de police et donc des réputations de brutalité et de racisme également très différenciées selon les services. Cette prééminence du local a autorisé et encouragé toute une série d'expérimentations : du retour de la patrouille à pied à la*

30. Revendication obtenue lors du vote, le 1er juillet, d'une réduction du budget de la police de un milliard de dollars, passant ainsi de six à cinq milliards.

> *doctrine de la tolérance zéro jusqu'à l'usage immodéré des équipes SWAT*[31] *et au mode de contrôle plus « doux » du* community policing[32]*, en passant par les politiques de discrimination positive et les quotas pour recruter plus de Noir·es, d'Hispaniques et de femmes pour montrer que la police est moderne et à l'image de la société. Cette prééminence de l'échelle municipale fournit également toute une série de prises qui existent beaucoup moins en France : les mobilisations contre les crimes policiers ou pour demander des comptes visent des responsables beaucoup plus proches et incarnés que le ministère de l'Intérieur français.*

À Minneapolis, épicentre de la contestation, un hôtel à moitié abandonné est reconverti en un refuge pour les SDF du coin qui campent dans des tentes. De jeunes volontaires, hébergés ou non, font office de personnel d'accueil. Le hall et le bar se transforment en espaces de rencontre où sont servis des repas gratuits.

Par ailleurs, dès les premiers jours du mouvement, des milliers de personnes se massent à l'intersection où George Floyd est décédé et la zone du meurtre, qui comprend quatre pâtés de maisons, est rebaptisée George Floyd Square. Elle est décrétée zone sacrée et accueille un mémorial dédié aux personnes tuées par la police. On vient se recueillir, mais également partager un repas. Des barbecues sont installés dans les rues.

31. Le terme SWAT, « *Special Weapons And Tactics* » (armes et tactiques spéciales), désigne un type d'unités d'intervention dotées d'un équipement spécifique (fusils d'assaut, fusils à pompe, grenades à effet de choc, etc.) fourni notamment dans le cadre d'un transfert d'armes du Pentagone. Ces équipes mènent régulièrement des raids meurtriers et sont financées par la loi sur la confiscation des biens, qui permet de conserver et revendre les biens saisis dans le cadre d'opérations contre la drogue. Cette politique mène à une énorme expansion de ces unités et à leur financement pratiquement illimité. Créées initialement pour faire face à des situations armées (comme l'affrontement avec les Black Panthers), elles sont dorénavant utilisées quotidiennement dans la lutte contre la drogue.

32. Le *community policing* est l'équivalent en France de la « police de proximité », pensée pour une meilleure acceptation des forces de police par les populations locales.

Ami·es et voisin·es font la queue pour des tacos et du poulet gratuits. Des familles et des bénévoles distribuent des provisions, des couches, du matériel de première nécessité, ainsi que des produits frais. Des réunions s'y tiennent pratiquement tous les matins et tous les soirs. 612 MASH[33], un groupe médical créé après le meurtre de Floyd, fournit également des soins médicaux gratuits sous tente. D'autres luttes viennent s'y greffer, que ce soit l'opposition locale à la construction d'un pipeline, les mouvements autour du logement ou ceux pour la justice raciale. Le Centro de Trabajadores Unidos en la Lucha (Centre des travailleurs unis en lutte) met ses locaux à disposition pour entreposer la nourriture, dans un contexte où beaucoup de magasins ont baissé le rideau.

Jusqu'à aujourd'hui, le George Floyd Square reste une petite zone autonome interdite à la circulation automobile grâce à des barricades. Les autorités et la police ne sont pas les bienvenues. « La rue n'appartient plus à la ville. Pour qu'elle lui revienne il va falloir négocier, il va falloir nous donner justice » explique une militante sur place.

La petite communauté qui s'est créée et tient le lieu s'est nommée Meet on the Streets (Rendez-vous dans la rue). Elle a rédigé vingt-quatre revendications en direction de la municipalité[34], qui vont de l'obligation de rendre des comptes pour les meurtres policiers locaux depuis vingt ans, à des investissements économiques pour les habitant·es, en passant par le licenciement du procureur du comté. La dernière revendication est la pérennisation du square, c'est-à-dire qu'il ne soit pas rouvert au trafic routier.

« Antifas », milices armées et stratégie de la tension

Le 30 mai, alors que les pillages et les affrontements se multiplient, Donald Trump pianote frénétiquement sur son téléphone :

33. MASH est un sigle qui désigne habituellement un hôpital militaire. Il est détourné ici et signifie *Minneapolis All Shall Heal,* traduit par « Tout le monde à Minneapolis devrait pouvoir se soigner. »

34. La liste des revendications est disponible sur healingmnstories.files.wordpress.com.

« Les États-Unis vont désigner les ANTIFAS[35] comme une organisation terroriste » assure-t-il. Une annonce grotesque et inapplicable tant le terme « antifa » ne fait référence à aucune organisation formelle. Mais sans doute que condamner la communauté afro-américaine eut été un peu trop cavalier et assez risqué, électoralement parlant. Aussi Trump s'en prend-il aux antifas pour désigner comme terroriste tout ce qui remue un peu trop dans les manifestations. C'est aussi une tentative du président américain pour construire dans les esprits une figure de l'infiltré qui serait blanc, anarchiste, extérieur aux luttes et qui profiterait des manifestations légitimes des Afro-Américains pour décrédibiliser leur mouvement par l'usage de la violence.

En mettant l'accent sur les antifas, Trump contribue à mobiliser ceux qui se reconnaissent comme leurs adversaires, en particulier les réseaux d'extrême droite pro-armes à feu et les organisations suprémacistes blanches. Depuis quelques années, l'*alt-right* a contribué à diffuser des thèses d'extrême droite : ce courant est friand d'une culture complotiste, misogyne, qui circule sur Internet par mèmes. Certains de ces groupes ont parfois pu sembler se ranger du côté des manifestants sur des bases antigouvernementales[36]. La présence de groupes de fascistes surarmés et prêts à se battre a en tout cas fait monter la tension. Il est sûr que des gens ont décidé de rester chez eux par peur des coups, de se retrouver dans une fusillade ou sur la trajectoire d'une voiture-bélier[37].

35. La dénomination « antifa » est un raccourci pour antifascistes.

36. En particulier les Boogaloo Boys, un des groupes les plus connus de *l'alt-right* étasunienne, né sur le forum 4CHAN et composé en partie de membres de l'extrême droite. Les Boogaloo Boys défendent la liberté de port d'arme, croient en une guerre civile imminente et sont opposés au gouvernement fédéral. Une poignée d'entre eux ont pu s'impliquer dans des manifestations BLM, soit qu'ils se sont sincèrement indignés des meurtres d'Afro-Américains par la police, soit qu'ils souhaitent participer d'un accroissement de la tension armée en vue d'une guerre civile. Pour une explication plus détaillée de ce phénomène, voir : « Le mouvement Boogaloo n'est pas ce que vous croyez » disponible sur lundi.am.

37. Cela fait écho au meurtre de Heather Heyer, fauchée par un néonazi, ainsi que vingt-huit autres personnes lors d'une manifestation antiraciste à Charlottesville en août 2017.

Des attaques bien réelles ont d'ailleurs eu lieu contre des manifestants comme à Détroit le 30 mai, où un anti-BlackLivesMatter tue un manifestant par balle. Le 25 août, pendant les émeutes de Kenosha, un adolescent armé d'un fusil-mitrailleur tue deux manifestants. Une vidéo le montre quelques heures auparavant en compagnie d'autres miliciens armés faisant ami-ami avec la police, tandis que Donald Trump lui apporte son soutien dans le plus grand des calmes. Quatre jours plus tard, à Portland, des militants d'extrême droite décident de venir en convoi parader dans la ville, gazeuses et armes de paintball à la main. Des manifestant·es s'opposent à eux, et c'est à cette occasion que l'un d'entre eux, membre des Patriot Prayers[38], est abattu par Michael Reinoehl, un militant antifasciste. Quelques jours plus tard, ce dernier sera lui-même exécuté par la police[39].

Plus sournoisement, la présence des groupes d'extrême droite joue aussi comme un facteur d'autolimitation du mouvement. Voir derrière chaque contestataire cagoulé, derrière chaque acte de destruction et d'affrontement avec la police, la main ou l'ombre de groupes paramilitaires de droite, entraîne une partie du mouvement à se désolidariser systématiquement de sa frange la plus combative. À Minneapolis, mais pas seulement, la cristallisation du mouvement autour d'attaques de groupes suprémacistes a pour conséquence la constitution de groupes de voisins pour assurer la sécurité de leur quartier, en mode police communautaire[40]. Le fait de se masquer en manifestation devient de plus en plus louche, et on parle

38. Groupe chrétien d'extrême droite.

39. Voir le texte « Lettre à Michael Reinoehl » d'Idris Robinson, dans cette partie.

40. « Dans les quartiers à majorité noire ou autochtone, des patrouilles armées étaient mises en place par des associations communautaires qui les considéraient comme un prolongement du mouvement de contestation, ou du moins en sa faveur : on peut nommer la patrouille du NAACP, qui a collaboré avec des membres du conseil municipal autant qu'avec des Boogaloo Boys armés, ou encore la patrouille de l'American Indian Movement près du quartier autochtone de Little Earth, qui a procédé à l'arrestation d'une poignée d'adolescents blancs qui avaient pillé un magasin de spiritueux décadenassé la veille. Ces patrouilles utilisaient un argumentaire d'autodéfense raciale pour justifier leurs actes, mais en réalité elles ont fini par protéger surtout des commerces, des entreprises et des banques tenus par des Blancs. » dans « Lettre à Minneapolis », disponible sur contrepoints.media.

d'anarchistes et de suprémacistes sur le même plan, tous étant des agitateurs extérieurs… Cette menace de groupes de suprémacistes blancs prêts à débouler sur la ville a également déplacé l'attention de l'institution policière raciste vers des groupuscules encore plus racistes et menaçants qu'elle. Brandir un épouvantail pour provoquer la sidération est une méthode efficace de contre-insurrection. Elle consiste à imprimer dans les esprits l'idée que prendre la rue de manière offensive ne peut être que l'œuvre de gens mal intentionnés ou infiltrés dans le mouvement. Enfin, la menace de groupes de néofascistes a également déplacé l'attention : les discussions portent plus sur le racisme et le danger de ces groupes plutôt que sur l'institution policière raciste.

La fin du *Hot Spring*

Le mouvement George Floyd semble refluer à la fin du printemps et au début de l'été 2020. Les mobilisations se poursuivent encore pendant l'été mais n'ont plus d'ampleur nationale et restent bien souvent cantonnées à certaines grandes villes comme Portland, Seattle, Oakland ou Los Angeles. C'est surtout en réponse à de nouveaux épisodes de brutalité policière que la foule reprend la rue. À Atlanta le 12 juin, Rayshard Brooks, un Africain-Américain de 27 ans, est abattu dans le dos sur le parking d'un Wendy's (une chaîne de fast-food) alors qu'il essayait de s'enfuir après avoir réussi à s'emparer du taser d'un des policiers qui tentait de l'interpeller. Dans la nuit, le restaurant est brûlé et son parking devient le siège d'une occupation de près d'un mois, qui se transforme en zone sans police défendue par les armes. Six semaines plus tard à Kenosha, le 23 août, Jacob Blake reçoit sept balles dans le dos alors qu'il est ceinturé par un policier et tente de remonter dans sa voiture où l'attendent ses enfants. Il va rester paralysé et l'équipage de police, appelé initialement pour un épisode de « violences conjugales » est finalement mis hors de cause par le bureau du

procureur début janvier 2021. Durant trois jours, des émeutièr·es affrontent la police, détruisent ou pillent une centaine de magasins du centre-ville et attaquent le tribunal. Même si ce sont ceux qui ont été le plus médiatisés, du fait des vidéos largement diffusées sur Internet, ce ne sont pas les seuls crimes policiers à survenir dans la période[41]. Et à chaque fois, une reprise des hostilités a lieu.

Les États-Unis ont malgré tout progressivement porté leurs regards vers les élections de novembre, tandis que la Chambre des représentants tentait d'éteindre le mouvement en votant deux projets de loi fédérale de réforme de la police à l'été 2020 puis en mars de l'année suivante[42]. Le 8 mars 2021 s'est ouvert le procès de Derek Chauvin. Le 24 avril, il est reconnu coupable de toutes les charges qui pesaient contre lui. Un jugement historique tant les flics, aux États-Unis comme ici, échappent habituellement aux affres des condamnations judiciaires. Ce jugement a occasionné des scènes de liesse à Minneapolis. Mais on peut y lire également les effets d'une opération de relégitimation de l'institution judiciaire et policière. Alors que la force du soulèvement George Floyd a été de proclamer la police coupable dans son ensemble, cette condamnation individuelle réactualise la croyance dans un fonctionnement juste et normal de la police et laisse intacts les mécanismes structurels de l'institution.

Les incendies du mois de mai paraissent alors lointains…

41. On peut citer le meurtre de Dijon Kizee (31 août) à Los Angeles ou de Ricardo Munoz (12 septembre) à Lancaster. Dijon Kizee a été pris en chasse par deux policiers parce qu'il roulait à contresens à vélo. Ce dernier se débat lorsque les flics lui mettent la main dessus et parvient à s'enfuir. Les deux agents lui tirent alors dessus, plus de vingt fois, dont plusieurs fois alors qu'il est à terre. Ils finissent par menotter son corps sans vie. Schizophrène, Munoz est en état de crise dans la rue un couteau à la main. Sa mère ne sait pas vraiment vers qui se tourner et décide d'appeler le 911 à contrecœur. Un équipage arrive, tente directement d'interpeller Ricardo. Le ton monte et un flic l'abat.

42. Ces projets défendaient notamment un approfondissement du *community policing*. Ils ne seront finalement pas votés du fait de l'opposition du Sénat à majorité républicaine.

Never give up! la lutte contre les crimes policiers aux États-Unis

Noémie Serfaty
• publié sur le site lundi.am • juin 2020

À partir de plusieurs cas de crimes policiers et de mobilisations des familles et des proches, l'autrice revient sur les années de lutte Black Lives Matter qui mènent au soulèvement George Floyd. Le choix du titre n'est pas anodin : « Never give up » *renvoie au combat mené par l'artiste hip-hop Mike Africa Junior pour libérer ses parents incarcérés depuis les années 1970 pour leur engagement politique. Il déclarait ainsi en 2018 : « Ça m'a pris quarante ans de sortir mes parents de prison ; si j'avais abandonné, ils y seraient encore ! ».*

« Comment sommes-nous arrivé·es à cette mobilisation historique ? »

Après six ans passés à Oakland en Californie, où je me suis engagée dans le mouvement de lutte contre les violences policières, je ne compte plus les portraits de martyrs noirs qui apparaissent régulièrement sur mon feed Instagram, accolés d'un « Rest In Peace » expéditif. Ce sont des hommes, mais aussi des femmes, des adolescent·es, des personnes transgenres. Souvent, la police a été appelée par une personne blanche qui se sentait menacée par une conduite « suspecte ». Souvent, le ou la dit·e suspect·e est simplement une personne

à la santé mentale fragile, en crise, dans une société où aucune forme de soin n'est mise en place pour les plus démunis. Parfois, c'est une dispute qu'il faudrait savoir calmer, chose dont la police est structurellement incapable. Et de fait, c'est tout le contraire qui arrive. Escalade de la violence. Le scénario funeste semble se répéter à l'infini. Les lynchages de personnes noires aux États-Unis n'ont rien de nouveau, ni d'exceptionnel. Ils se produisent toutes les vingt-huit heures, selon le rapport du Malcom X Grassroot Comittee. Pour ceux qui militent, le meurtre de George Floyd n'a rien d'une anomalie. Ce qui a pris le mouvement par surprise, c'est l'ampleur historique de la mobilisation. Alors qu'une manifestation contre les violences policières parvient habituellement à mobiliser entre vingt et mille personnes, nous découvrons cette semaine, éberlué·es, des dizaines de milliers de personnes rassemblées dans les rues d'Oakland et San Francisco. Sur les réseaux sociaux, nous découvrons que le soulèvement est global. Bouleversé·es, nous revenons sur les dernières décennies et nous nous posons la question : que s'est-il passé ? Comment sommes-nous arrivé·es à cette mobilisation historique ? Est-elle réellement porteuse d'espoir ou une énième réaction vouée à retomber comme un soufflé ? Qu'y a-t-il à apprendre de ce moment et comment le comprendre ? Je me remémore l'histoire récente de ce mouvement à Oakland et San Francisco.

Au début des années quatre-vingt, la résistance à la brutalité policière a été étouffée. Les militants des Black Panthers ont été sauvagement décimés par le FBI, à la suite de quoi Reagan, Bush et Clinton assurent sur deux décennies le passage à l'incarcération de masse. En 1992, l'agression de Rodney King par la police de Los Angeles est filmée et diffusée presque instantanément, provoquant un soulèvement spectaculaire. Mais tant de leaders du mouvement sont en prison ou assassiné·es que l'espoir passager d'une révolution est rapidement déçu. En février 1999, le meurtre d'Amadou Diallo marque le retour d'une conscience médiatique des violences policières, mobilisant cent cinquante mille personnes dans les rues de

New York[43]. L'année suivante le 13 juin 2001, Idriss Stelley, 22 ans, est tué à San Francisco. Ce jour-là, en pleine crise bipolaire, il était allé au cinéma avec sa petite amie. Durant le film, il avait allumé un joint et effrayé les spectateurs en annonçant que quelque chose de grave risquait d'arriver, puis s'était retrouvé seul dans la salle. Dans un monde idéal, une personne qualifiée serait intervenue et aurait fourni l'attention et le soutien psychologique dont avait besoin ce jeune homme qui, faut-il le préciser, était sans arme et inoffensif. Le cinéma a été encerclé par une horde de policiers armés de mitrailleuses, et Idriss tué de quarante-huit balles. Après la mort de son fils unique, Mesha Irizarry, immigrée aux États-Unis du Pays basque, se sert de l'argent reçu en compensation pour créer la Idriss Stelley Foundation qui, pendant une dizaine d'années, sera la ressource principale des familles victimes de violences policières.

Entre temps, avec l'adoption des smartphones et des réseaux sociaux, la culture du *copwatching* (surveillance de la police) s'est répandue, et avec elle une conscience de la gravité du problème. Les meurtres les plus spectaculaires sont hautement médiatisés, provoquent l'émoi du public et attisent les rues pendant quelques mois, parfois plus. L'un des premiers dont la mort a été filmée et diffusée, provoquant une réaction épidermique et la naissance d'un nouveau type de mouvement, c'est Oscar Grant, tué à Oakland le soir du nouvel an 2009, alors qu'il rentrait chez lui. Un flic paniqué, Johannes Mehserle, lui tire dessus alors qu'il est à terre, les mains retenues dans le dos. Un groupe de personnes s'engagent autour de la mère d'Oscar. Mais là encore, la poussière retombe. Les rues d'Oakland et San Francisco se calment, jusqu'à Occupy, en 2011. Mouvement de protestation contre les abus de la

43. Note des Traducteur·rices (NdT) : Le 4 février 1999, Amadou Diallo, 23 ans, vendeur ambulant d'origine libérienne, reçoit dix-neuf des quarante et une balles tirées par quatre policiers. Dans leur version, ils disent l'avoir confondu avec un violeur recherché et ont cru qu'il allait sortir une arme plutôt que sa pièce d'identité. Les policiers ont été acquittés et cantonnés à des tâches administratives. Ce crime policier a conduit, entre autres raisons, à la dissolution en 2002 de la Steet Crime Unit, (Unité de crimes de rue) créée en 1971 pour mener la « guerre contre la drogue » et qui a inspiré également création de la BAC française.

finance, Occupy était mené par une population à majorité blanche. Ces jeunes en révolte font pour la première fois l'expérience de la répression policière, et acquièrent une conscience nouvelle du problème. En novembre 2014, peu après mon arrivée aux États-Unis, le procureur du comté de St Louis annonce que le grand jury[44] – composé de neuf Blancs et de trois Noirs – a décidé de ne pas inculper le policier qui a tué le jeune Michael Brown à Ferguson. Oakland est au bord de l'explosion. Au crépuscule, sous le bourdonnement des hélicoptères, je me joins à la première manifestation à laquelle j'aie jamais été aux États-Unis. Je suis électrisée. Poings levés, regards lourds de larmes et de colère, la foule envahit l'autoroute, crie à l'injustice et chante ses disparus. Jour après jour, je rencontre des femmes, noires et latinxs[45] pour la plupart, qui ont perdu un enfant, un frère ou une soeur aux mains de la police.

L'indignation me pousse à m'instruire. Je m'engage dans la lutte en même temps que je découvre la pensée décoloniale. Je dévore Frantz Fanon, Angela Davis, Assata Shakur, bell hooks, C.L.R. James, James Baldwin, Audre Lorde… Je relis aussi l'histoire de ma famille, immigrée en France du Maroc et du Moyen-Orient, à travers ce prisme guérisseur. Le monde se présente à moi sous une lumière nouvelle : toujours hostile, mais plein de possibilités. Caméra à la main, je documente le mouvement. Engagée dans une organisation du

44. NdT : Le grand jury est une institution au sein d'un tribunal, qui a le pouvoir de mener une procédure pour enquêter sur des actes criminels et déterminer si des accusations doivent être retenues. Aux États-Unis, il en existe à l'échelle fédérale et au niveau des États. Les grands jurés enquêtent et votent à la majorité pour un chef d'inculpation, sans se prononcer sur une sanction. Dans plusieurs États, et particulièrement en Californie où vit l'auteure, le grand jury a aussi pour mission d'enquêter sur des affaires non-pénales et d'émettre des recommandations à l'attention des élus.

45. NdT : « Latinx » est un terme de genre neutre, utilisé pour désigner des personnes vivant aux États-Unis, dont la culture est principalement latino-américaine ou qui viennent d'Amérique du Sud. Le « x » remplace le « o » et le « a » de *latino* ou *latina*. Le but est de favoriser l'acceptation des personnes qui ne se reconnaissent pas dans la distinction entre « homme » et « femme ».

nom de Anti Police-Terror Project[46], mon rôle est de mettre en avant les récits de femmes ayant perdu un·e proche, d'une manière qui réhumanise les victimes, là où les médias tendent à user d'un langage et d'images qui les criminalisent.

Move

Never give up. *L'histoire de Mike Africa Jr. est inséparable de celle de l'organisation Move, dont ses parents étaient membres. Fondée en 1972, Move était une communauté noire à la fois révolutionnaire et écologiste basée à Philadelphie, dans le quartier de Powelton Village. Elle se réclamait de la libération noire, et militait pour un retour à la nature et les droits des animaux, tout en entretenant une proximité idéologique avec les Black Panthers. Les relations entre les forces de l'ordre et la communauté sont souvent tendues. En 1978, plusieurs membres du groupe, dont sa mère et son père, sont incarcérés à la suite d'une opération policière visant le siège et lieu de vie de l'organisation. Au cours de cette opération où des centaines de policiers sont mobilisées, un flic est tué (certains disent qu'il a été atteint par un tir policier). Neuf membres des Move, qui seront ensuite appelés les Move Nine, dont les deux parents de Mike Africa Jr., sont poursuivis pour homicide et conspiration et condamnés à des peines de trente à cent ans de prison. Les membres de Move qui ne sont pas incarcérés continuent à subir le harcèlement de la police et du FBI les années suivantes. En 1985, un nouvel assaut policier est lancé contre la maison du Move en Pennsylvanie : dix mille coups de feu sont tirés, un hélicoptère est mobilisé, et une*

46. NdT : « Anti Police-Terror Project est une coalition intergénérationnelle et multiraciale dirigée par des Noirs qui cherche à construire un modèle reproductible et durable pour éradiquer la terreur policière dans les communautés de couleur. Nous soutenons les familles qui survivent à la terreur policière dans leur lutte pour la justice, en documentant les abus de la police et en mettant en relation les familles touchées et les membres de la communauté avec des ressources, des références juridiques et des possibilités de guérison. » Voir le site antipoliceterrorproject.org.

bombe au C-4 rase soixante maisons environnantes, dont celle du Move. Seuls une femme et un enfant en réchappent sur les treize personnes qui occupaient les lieux. La survivante, Ramona Africa, continue de lutter aujourd'hui pour faire reconnaître la responsabilité étatique du massacre. En prison, la mère de Mike Africa Jr., Debbie, incarcérée enceinte, est déterminée à accoucher seule sans impliquer les agents pénitentiaires afin de pouvoir passer le maximum de temps avec son enfant[47]*. Mike Africa Jr. naît donc en prison clandestinement en 1978. Séparé de ses parents peu de temps après sa naissance, Mike est élevé par sa grand-mère et par différentes femmes membres de Move, en accord avec leur éthique communautaire (combat pour la libération noire, respect des plantes et des animaux, refus de la technologie, etc.). Mike Africa Jr., à force de mobilisation et de ténacité, a réussit à faire sortir sa mère et son père de prison en 2018, à l'âge de 62 ans tous les deux. Deux membres du Move sont décédés pendant leur détention. Un dernier est à l'heure actuelle toujours incarcéré*[48].

Les mobilisations Black Lives Matter

En décembre 2015, la police de San Francisco fusille le jeune Mario Woods dans son quartier, Hunter's Point, le dernier quartier noir d'une ville en pleine gentrification. La vidéo inspire une émotion semblable à celle de George Floyd. Un jeune

47. Son plan fonctionne et elle peut passer plusieurs jours avec son bébé. Elle le cachait sous un drap et quand il pleurait, d'autres femmes emprisonnées se tenaient à l'extérieur de la cellule et chantaient ou toussaient pour recouvrir les cris. Au bout de trois jours, elle informe ses geôliers de l'existence de Mike Africa Jr. Ils sont alors séparés pour quarante ans.

48. Voir le documentaire *Let the fire burn*, de Jason Osder (2013), ou sur le site movethestory.com (en français).

homme terrifié par les bourreaux qui l'encerclent, littéralement mis au pied du mur, est abattu de vingt balles. Les jeunes de Hunter's Point, s'organisent et forment un groupe nommé « Les derniers 3 % du San Francisco Noir », avec notamment un *leadership* de femmes noires très charismatiques. Ils entendent faire renvoyer le chef de la police de San Francisco, Greg Suhr, un raciste invétéré.

Black Lives Matter. Le slogan devient un mouvement intersectionnel, mené par des femmes et des personnes queers. Un moment d'espoir, de solidarité, de créativité et de fébrilité, au cours duquel nous sommes nombreux·ses à nous politiser. Certaines familles sortent du silence, avec l'espoir d'obtenir un semblant de justice. En quoi consiste la justice pour elles ? D'abord, la vérité. C'est-à-dire que la police révèle et admette les faits. La plupart du temps, les familles languissent dans des labyrinthes bureaucratiques pendant des années pour obtenir un semblant de transparence sur ce qui est arrivé à leur proche. Et ensuite, une enquête indépendante, et que les policiers soient jugés et sanctionnés, ce qui jusqu'ici n'est presque jamais arrivé.

Si le mouvement avait un profil psychologique, il serait bipolaire. Fin 2016, la fièvre optimiste du haut de la vague a laissé place à la torpeur. Le mouvement a culminé avec le meurtre par la police de Jessica Nelson Williams à Hunter's Point, en mai 2016. La jeune femme enceinte était dans une voiture prétendument volée. Le lendemain du meurtre, le chef de la police quitte ses fonctions. La communauté, traumatisée, célèbre avec peine cette victoire au goût amer, qui sera suivie d'une longue gueule de bois. L'élection de Donald Trump en novembre 2016 le confirme : le système auquel le mouvement s'attaque est coriace. Il a des racines profondes, et on n'oserait espérer en voir la fin de notre vivant. Les leçons les plus dures sont celles qu'il reste à tirer des contradictions internes à la lutte. Bilal, aîné du mouvement qui est aussi un ancien Black Panther, rabâche : « C'est pour ça que ça s'appelle la lutte ! Quoi ? Vous pensiez que ça allait être facile ? » Les jeunes femmes du groupe « Les Dernier 3 % », de même que les famille des victimes, tous

me disent être mal à l'aise avec la direction qu'a pris le mouvement. Des opportunistes, qui tentent de s'approprier la cause, haranguent les foules avec démagogie tout en se laissant séduire par des positions de pouvoir. Le rôle des médias est ambivalent : les vidéos de lynchages sont certes mobilisatrices, mais sans changement réel, à quoi servent-elles, si ce n'est à offrir à un public voyeur et inactif des images de la souffrance noire ? Ce régime du spectaculaire est à leurs dépens. Les avocats n'acceptent de prendre en charge que les familles de victimes dont le meurtre a été filmé. Les autres ne reçoivent presque aucune attention. La course à la manifestation de rue et à l'action directe, dont le rythme est dicté par les exactions de la police et par les médias, est intenable sur le long terme. La police est équipée pour fonctionner dans l'urgence. Même si parfois la pression continue de la rue est nécessaire, répondre systématiquement avec la même urgence implique une forme d'intériorisation de la violence qui à long terme peut mettre le mouvement en position de faiblesse. Seul·es des activistes professionnel·les et plus privilégié·es peuvent se permettre cette modalité de lutte, qui ne reflète pas la réalité vécue des femmes noires de Hunter's Point. Ces derniers mois, en plus du meurtre du jeune Mario, elles ont perdu plusieur·es ami·es et aussi des cousin·es. C'est une vieille histoire : la brutalité policière est l'aspect le plus spectaculaire du racisme systémique, mais les ramifications en sont plus profondes. La communauté est consumée de l'intérieur par la violence économique et sociale à laquelle elle est soumise au quotidien. Maltraitées par le système de santé, les mères noires sont trois fois plus susceptibles de mourir en couche que les mères blanches, les familles n'ont souvent pas accès à une nourriture saine, les jeunes sont criminalisé·es dès l'école primaire… Haine de soi et racisme intériorisé poussent certains jeunes à se tourner contre leurs semblables. Comme le dit Tur-Ha Ak, l'un des leaders de Anti Police-Terror Project, « la violence intra-communautaire est une forme secondaire de violence d'État. »

Guérir, s'auto-former

Ronni et Reem, deux des femmes de Hunter's Point qui ont fondé les « Derniers 3 % », vivent cette complexité dans leur chair. Aussi, elles décident de se retirer du front pour prendre soin d'elles-mêmes et des leurs. Elles font de la guérison une priorité. Elles animent des groupes pour les jeunes adolescentes de leur quartier. Elles fondent un commerce de *soul food*[49] vegan qui célèbre leur tradition culinaire et offre des plats délicieux et équilibrés à leur communauté. Elles participent à l'ébullition artistique de leur quartier. Poésie, peinture, musique, films… Célébrer leur communauté dans sa beauté et sa gloire, vivre des moments de joie et d'amour, prospérer en dépit de l'adversité, c'est aussi une victoire, une manière d'incarner l'objectif de la lutte. Leur engagement prend désormais une direction féministe, dont je trouve un écho dans les mots de Greg Tate cité par bell hooks :

> *Quand la rage réactive est la forme dominante de notre politisation, quand seules les violences policières nous galvanisent à réagir, cela signifie qu'il y a un niveau acceptable de souffrance et de misère. Quand les questions de qualité de vie n'obtiennent pas autant d'attention que nos activités anti-lynchages, cela signifie que nos attentes de la vie sont basses […] Les guerrier·ères dont nous avons aujourd'hui besoin ne sont pas ceux et celles qui cherchent la confrontation, mais les guérisseur·euses. Ceux et celles qui ont accès à là où nous avons vraiment mal, aux blessures que nous ne pouvons voir et dont personne n'aime parler. Si le* leadership *noir masculin ne prend pas la direction consistant à reconnaître la douleur et le traumatisme qui recouvre la rage, si nous n'exerçons pas notre pouvoir de nous soigner les un·es les autres en plongeant dans la profondeur*

49. NdT : La *soul food* (en français : « nourriture de l'âme ») est un type de cuisine associé aux traditions culinaires afro-américaines du sud des États-Unis.

de notre douleur mutuelle, cela signifie que nous nous battons seulement pour la fin de la suprématie blanche, et non pour le salut de ses victimes[50].

Si le haut de la vague est un moment de colère, d'élan, d'espoir fébrile et d'*hubris*, le creux de la vague est celui, plus sobre, de l'engagement, loin des caméras. Ces dernières années, ce travail a consisté à tisser des alliances nouvelles, à développer et renforcer des organisations comme Anti Police-Terror Project ou Poor Magazine à Oakland, et Frisco Copwatch à San Francisco, qui tiennent tête à la police[51]. Au-delà de ce rôle de contre-pouvoir, ces organisations développent des modèles d'alternative à la police, où des volontaires interviennent dans leurs propres quartiers pour désamorcer les conflits, venir en aide aux personnes en crise et servir les plus démunis. Quel contraste avec les policiers qui débarquent surarmés a Hunter's Point, comme si c'était un terrain de chasse ! L'éducation est elle aussi un point clé. Le travail que Ronni et Reem font avec les jeunes de leur quartier, en plus d'offrir aux adolescent·es un espace nécessaire pour exprimer leur colère, leur donne confiance en leurs talents et soutient leurs initiatives. Elles les aident à trouver des chemins de guérison et à s'épanouir. Le travail d'éducation est aussi à destination de ceux qui participent à la gentrification des quartiers. Il s'agit de leur expliquer pourquoi il faut à tout prix éviter d'appeler la police. De leur exposer d'autres façons de régler les problèmes, mais aussi de leur indiquer comment venir en aide à quelqu'un qui se fait harceler par la police. Le principe derrière tous ces efforts est de construire le monde d'après, qu'on voudrait voir advenir : *Strong Communities Make Police Obsolete*. Des communautés fortes rendent la police obsolète.

50. Greg Tate, *Love and the Enemy*, cité par bell hooks dans *We Real Cool, Black Men And Masculinity*, Routledge, 2003. NdT : Greg Tate est un journaliste promouvant la culture afro-américaine. bell hooks (volontairement en minuscule, pour majorer le contenu de ses écrits, dit-elle), est une intellectuelle féministe afro-américaine.

51. NdT : Poor Magazine est à la fois une revue et une organisation, lancée en 1996 par une mère indigène en proie à la justice criminelle. Frisco Copwatch est la branche locale de l'organisation Copwatch à San Francisco.

« Cette explosion a été alimentée par un contexte de crise aiguë »

Quand le Covid-19 est survenu, le mouvement en était là. Tout le monde s'efforçait de se concentrer sur le long terme, même si après quatre ans de présidence de Trump, les conditions de vie étaient de plus en plus dures, la précarité de moins en moins tenable. Dans les milieux plus centristes et blancs, les idées de Black Lives Matter semblaient avoir fait leur chemin, mais on était loin d'imaginer le soulèvement qui se préparait. La pandémie a agi comme un révélateur. Le chômage soudain et massif – les Noir·es sont les plus touché·es par la précarité, et aussi les premières victimes du virus. L'inepties des pouvoirs publics qui nous ordonnent de nous confiner et nous laissent basculer en masse dans la précarité tout en infusant des milliards de dollars à Wall Street… Quand la vidéo du meurtre de George Floyd a été publiée, l'Amérique, rivée à son smartphone, étouffait.
Ce soulèvement trouve ses racines dans une longue histoire de résistance et cette explosion a été alimentée par un contexte de crise aiguë. Si cette vidéo a servi d'amorce, ce n'est pas qu'elle offre le spectacle d'une violence insensée, au contraire. Il s'agit d'une violence pleine de sens. Un sens qui a lesté la conscience des foules d'une gravité jusqu'ici reléguée au champ du déni.

[…]

À l'instant ou j'écris, la rue est en ébullition depuis plus d'une semaine. Tous les jours, des manifestations, des marche, des veillées. Trump menace de tirer sur les foules. Depuis une semaine, nous avons déjà perdu plusieurs jeunes aux mains de la police. Hier, je suis allée rendre hommage à Sean Monterrosa, un adolescent tant aimé de sa communauté, tué par la police pendant une manifestation alors qu'il était agenouillé, sans arme. Ce matin, nous avons appris qu'à Oakland la police avait tué un jeune homme et tiré sur sa compagne qui était

enceinte. Je suis partagée entre la peur d'un scénario à la printemps arabe, et l'espoir du changement. Lorsque j'ai appris, incrédule, que Minneapolis avait décidé de dissoudre son service de police, il m'a semblé qu'un monde juste était possible. En France, la mobilisation autour de Assa Traoré pour son frère m'a émue aux larmes. Bristol se débarrasse de la statue d'un marchand d'esclave. Dans les grandes villes, les commissions municipales sont submergées par les demandes d'abolition de la police. Les mots de Mike Africa Jr. résonnent plus que jamais dans mon coeur : *Never Give Up*. N'abandonnez jamais. Grace Lee Boggs dans le film *American Revolutionary*, nous enjoint à repenser ce qu'est une révolution : « Une rébellion est une explosion de colère, mais ce n'est pas la révolution. La révolution, c'est l'évolution vers quelque chose de bien plus grandiose en terme de ce que cela signifie d'être un être humain. » Il me semble que seule une révolution féministe peut accomplir le travail qu'il reste à faire. Couper des têtes ne sert qu'à les faire repousser. Il ne s'agit pas seulement de renverser l'ordre établi mais de le dissoudre par la force du monde auquel le mouvement donne naissance.

À Minneapolis, construire une ville sans police

Jae Hyun Shim • « Minneapolis Organizers Are Already Building the Tools for Safety Without Police » • truthout.org • juin 2020

Jae Hyun Shim, habitante de Minneapolis, activiste queer et membre de Reclaim the Block et du MPD 150[52]*, revient dans un court article, sur les initiatives abolitionnistes qui ont précédé l'assassinat de George Floyd, et sur la manière dont ces pratiques ont connu une accélération majeure au fil de la révolte populaire. Toute la ville se retrouve en effet à discuter de l'opportunité et de la praticabilité de l'abolition de la police à une échelle inédite à la suite des annonces de la municipalité.*

En 2018, des membres des groupes de base du Minnesota Reclaim the Block et Black Visions Collective ont déployé une banderole devant l'hôtel de ville de Minneapolis. Sur celle-ci figuraient deux listes : à gauche, trois postes du budget du service de police de Minneapolis (Minneapolis Police Departement), d'un montant total de neuf millions de dollars. Le côté droit était beaucoup plus long, énumérant les programmes et les organisations où la ville pouvait investir ces neuf millions de dollars pour promouvoir la sécurité de la communauté,

52. Le collectif MPD 150 se crée à l'occasion de l'anniversaire des cent cinquante ans du service de police de Minneapolis et publie une brochure qui revient sur l'histoire du *policing* de la ville. MPD 150 formule des propositions concrètes en vue de l'abolition de la police locale, pour « préparer un avenir sans police à Minneapolis ». Quant à Reclaim the Block, il s'agit d'une campagne lancée dès 2018 réunissant des organisations communautaires et des élus municipaux pour « transférer le budget du Minneapolis Police Department vers d'autres secteurs du budget de la ville qui favorisent réellement la santé et la sécurité de la communauté ».

notamment des programmes de lutte contre les violences conjugales et familiales, pour le logement et la réduction des risques. Nous demandions ainsi à la ville de retirer les fonds alloués au Minneapolis Police Departement, violent et indigne de confiance, pour les transférer vers des programmes qui assurent réellement notre sécurité. Cette année-là, le conseil municipal a transféré un million de dollars du budget du service de police de Minneapolis vers la prévention de la violence, une goutte d'eau dans la mer des cent quatre-vingts millions de dollars alloués à la police, mais un investissement important pour un travail de lutte contre la violence sous-financé. C'était un début.

Moins de deux ans plus tard, après beaucoup d'organisation communautaire, le 7 juin 2020, les membres du conseil municipal de Minneapolis se sont mis en scène dans un parc local. Devant une foule de membres de la communauté, ils ont fait une annonce historique : la ville de Minneapolis allait dissoudre son département de police et entamer une transition vers un nouveau modèle de sécurité communautaire.
Ce soir-là, les questions ont commencé : « Est-ce que tous les flics seront partis demain ? », « Cela ne va-t-il pas permettre à toutes les « mauvaises personnes » de faire de « mauvaises choses » ? », « Qu'en est-il des meurtres ? »…
Aucun changement structurel radical ne peut se produire du jour au lendemain. Et la transition vers une Minneapolis sans police se produira de manière intentionnelle, mesurée et collaborative. Pour l'instant, il est important de comprendre que les habitants de Minneapolis ont déjà pris soin les uns des autres, et nous continuerons à le faire. Il convient également de reconnaître que l'abolition des prisons n'est pas une décision à un moment donné, mais un mouvement de longue haleine nourri par des décennies de pensée et d'expérience radicales des Noir·es.

Démanteler la police à Minneapolis

En plein mouvement George Floyd, le conseil municipal de cette ville de quatre cent trente mille habitant·es prend tout le monde de court (les policiers comme les manifestant·es) en annonçant devant des centaines de concitoyens vouloir démanteler son propre département de police, lequel est accusé d'être « impossible à réformer ». Les conseillers municipaux disent vouloir réfléchir à une autre manière de « protéger la communauté » avec « une sécurité publique orientée vers les besoins de la population et non-violente ». Il n'est pas nécessaire d'être un fin stratège pour voir dans cette annonce un tour de passe-passe pour faire retomber la pression et inviter tout le monde à rentrer chez soi plutôt que de continuer à recouvrir la ville de « Fuck 12 »[53] *et chercher à incendier les postes de police encore intacts. Il n'en reste pas moins que cette annonce permet de sentir la potentialité d'un basculement, face auquel les pouvoirs publics locaux se retrouvent en exercice d'improvisation complet, et à deux doigts de provoquer une rupture irrémédiable avec les modes habituels de gestion du maintien de l'ordre. Le conseil municipal a d'abord reporté le vote, puis prétexté que la constitution de la ville requérait l'existence « d'une force de police d'au moins 0,0017 employé par résident ». Une large campagne de communication pour défendre le MPD a été lancée en sous-main par la mairie, tandis que plusieurs conseillers favorables au démantèlement ont été retournés à grands coups de subvention. Au final, plusieurs mois après l'annonce, la police n'a pas été démantelée, et son budget annuel a seulement été amputé de huit millions de dollars (sur cent quatre-vingt), soit une réduction d'environ 5 %.*

53. L'expression argotique « 12 » désigne les flics.

Au cours des deux dernières semaines, depuis le meurtre brutal de George Floyd aux mains du service de police de la ville, Minneapolis a vu les membres de la communauté se mobiliser pour combler les lacunes là où les systèmes de la ville, de l'État et du comté étaient défaillants. Nous avons créé des brigades de pompiers communautaires, une ambulance populaire, un programme d'aide à l'accès aux transports en commun, des banques alimentaires et des lieux de distribution de repas chauds, ainsi que des équipes de sécurité et de défense communautaires. Des enseignements informels ont été dispensés et des pétitions ont été déposées pour que les musées, les entreprises et les écoles ne soient plus sous contrat avec le Minneapolis Police Departement. Les voisins se parlent et apprennent à connaître les habitants de leur rue.

Les gens discutent dans le détail des problématiques de soins et de sécurité de la communauté. […] Nous observons les gens, en temps réel, trouver des solutions pour changer non seulement leurs comportements mais aussi leurs façons de regarder les autres. Minneapolis est en train de créer un avenir sans police en temps réel.

La première question qu'on se pose souvent sur le démantèlement de la police est « Mais qu'en est-il des « criminels violents » ? » MPD150 propose des ressources pour répondre à certaines de ces inquiétudes. Au niveau local, le Domestic Abuse Project a développé un programme pour les personnes qui ont eu recours à la violence, ainsi qu'un programme pour les victimes/survivantes. L'année dernière, la ville a créé un groupe de travail sur les appels au 911 afin d'évaluer s'il était possible de répondre à ces appels […] sans dépendre du service de police. L'idée est que des personnes formées pour répondre à des situations d'urgence spécifiques soient envoyées à la place de la police. Par exemple, Cahoots à Eugene, dans l'Oregon, a été mis en place pour qu'un médecin et un professionnel de la gestion de crises répondent aux urgences de santé mentale[54]. Il ne s'agit là que d'un modèle d'intervention ; dans

54. NdT : Fondé en 1989, l'organisme parapublic Cahoots (Crisis Assistance Helping Out On The Streets) a effectivement fait chuter le nombre d'interventions policières liées à des crises de souffrance psychique à Eugene. Avec la diffusion des thèses abolitionnistes

d'autres communautés, les voisin·es ont établi un partage des compétences afin que le plus grand nombre possible de personnes soit formé pour répondre rapidement à divers types d'urgences. Bien entendu, aucun de ces programmes ne constitue à lui seul la seule solution.

Malheureusement, des programmes comme Cahoots – tout comme l'Office of violence prevention ici à Minneapolis, ont dû se battre pour obtenir un financement durable. Dans le même temps, les budgets de la police ont augmenté de façon exponentielle, année après année, sans que les habitants n'aient eu leur mot à dire. À l'heure où j'écris ces lignes, beaucoup de gens pensent sérieusement à s'investir dans la sécurité de la communauté et à se séparer de la police, il est donc temps que ces programmes de sécurité alternatifs soient testés et financés sérieusement.

L'avenir vers lequel je vois Minneapolis se diriger doit être un avenir sans police. Le Minneapolis Police Departement a montré à maintes reprises qu'il est effectivement l'une des plus grandes menaces pour la sécurité de nos communautés. Dans le processus de démantèlement de ce service de police, nous allons essayer et faire des erreurs, mais nous apprendrons à échouer avec panache et nous serons prêt·es à essayer à nouveau, ensemble. Vivre dans une société sans oppression policière est dans notre intérêt à tous, et nous avons besoin que la sagesse et le travail viennent de nous tous, pas seulement du conseil municipal, pas seulement d'un petit groupe de militants professionnels, mais de tous ceux qui, dans cette ville, s'investissent pour que ce soit un endroit plus sûr où vivre et prospérer. Et nous n'y arriverons pas seuls. Nous avons des générations de réflexion derrière nous et des années d'expérience sur le terrain.

Comme nous l'a rappelé la militante abolitionniste Mariame Kaba : « Nous devons agir avec l'urgence du moment et la patience d'un millier d'années ».

pendant le mouvement George Floyd, des groupes dans des centaines de villes différentes se sont tournés vers Cahoots dans l'idée de reproduire le programme chez eux.

Last night it was ten shots, one body
Last night it was ten shots,
Broke the hearts of everybody
Retaliate ? yeah probably
Pigs gonna get hurt, not sorry
Welcome to the party, welcome to the party

MOOR MOTHER

2. La violence en armes

Au Wendy's à Atlanta : entre paranoïa et fatalisme

anonyme • « At the Wendy's Armed Struggle at the End of the World » • illwill.com • novembre 2020

Ce texte, écrit à la première personne, revient sur la dynamique de l'occupation du Wendy's à la suite du meurtre policier de Rayshard Brooks sur le parking de cette chaîne de fast-food. L'occupation s'est rapidement projetée dans une perspective de long terme, pour faire du parking à la fois un mémorial et un lieu d'organisation communautaire. La défense de l'occupation par les armes, ainsi que la méfiance entre occupants, vont aboutir à son délitement en quelques semaines. L'article pointe plus largement les tendances paranoïaques et fatalistes risquant de miner les mouvements, par manque de perspectives, et les difficultés de composition entre différentes manières d'agir et d'exister politiquement au sein de cette occupation. Ces difficultés de composition comprennent une dimension raciale et le texte donne à voir le point de vue à ce sujet d'un militant blanc.

À Rayshard Brooks, Natalie White et Secoriea Turner.

Le 12 juin. Nous avons appris la nouvelle, vendredi soir, juste avant minuit. J'étais assis·e devant une maison avec tous les autres à une fête. La plupart d'entre nous avaient la tête à l'envers intoxiqué·es par un mélange d'adrénaline provenant de dix-sept jours d'émeutes consécutifs, d'une réserve d'un mois d'alcool pillé, de MDMA et de tout ce qu'on peut mettre

dans son corps pour l'aider à se débarrasser de sa vieille peau et à prendre de nouvelles formes dans le corps collectif de la révolte. Mais cette atmosphère carnavalesque s'est dégonflée d'un coup.

Quelqu'un est sorti·e de la maison en panique. « La police vient de tirer sur un homme au Wendy's. B [un de ses amis proches] a tout vu. Il était sur le parking en train de filmer et est retenu comme témoin. » Un vent de panique a fait basculer l'ambiance. Nous savions tous et toutes ce qui était arrivé à la personne qui a filmé le meurtre d'Alton Sterling[55], tout comme ce qui était arrivé à la personne qui a filmé le meurtre d'Eric Garner[56]. Nous devions le sortir de là rapidement. Au Wendy's ? Il se trouvait au croisement de University Avenue et Pryor Road. C'était à deux pas de là !

Finalement, nous décidons de nous rendre sur les lieux. Une foule petite mais en colère faisait face à un groupe de policiers. Elle était principalement noire, reflétant le quartier où le meurtre a eu lieu. Les gens gueulaient sur les flics et sur le procureur noir qui était venu pour les calmer. Mais personne ne se laissait berner. Ils parlaient entre eux de ce qui s'était passé, ne cachaient pas les armes qu'ils portaient et ont tenu les rues jusqu'à tard. Nous avons échangé des regards avec des camarades dans la foule et des habitant·es. Il était trop

55. NdT : Alton Sterling était un jeune homme noir, vendeur de CD ambulant. Il fut tué de cinq balles à bout portant par un policier le 5 juillet 2016, dans la ville de Baton Rouge en Louisiane. Abdullah Muflahi, épicier, a filmé sa mort sur son téléphone. Il a été arrêté et détenu illégalement pendant plusieurs heures dans une voiture de police puis au commissariat, pendant que les policiers saisissaient tout aussi illégalement les images de la caméra de sécurité de son magasin ainsi que son téléphone portable.

56. NdT : Eric Garner était un vendeur de cigarettes à la sauvette, et fut tué le 17 juillet 2014 à New York, par un policier qui l'immobilisait avec une clé d'étranglement. Il répéta à plusieurs reprises « *I can't breathe* ». La scène fut filmée et diffusée massivement, la phrase « *I can't breathe* » fut reprise dans de nombreuses manifestations. Ramsey Orta filma le meurtre d'Eric Garner. En représailles, il subit une campagne de harcèlement policier, fut arrêté à de nombreuses reprises et finalement condamné à quatre ans de prison pour des motifs sans rapport avec l'affaire (possession d'arme et de drogue). Une cagnotte pour sa sortie de prison a réuni deux cent mille dollars.

tôt pour savoir ce qui allait se passer, trop tard dans la nuit pour s'attendre à ce qu'une foule se forme.

Rayshard Brooks

La nuit du 12 juin 2020, Rayshard Brooks, un Africain-Américain de 27 ans, s'endort dans sa voiture, bloquant l'accès du drive *d'un fast-food de la chaîne Wendy's. Un employé appelle la police, leur expliquant qu'il a l'impression que Rayshard Brooks est saoul. Les policiers arrivent, lui font déplacer la voiture sur une place de stationnement puis le soumettent à un alcootest qui révèle qu'il dépasse la limite légale d'alcoolémie. Rayshard Brooks est sous un régime de mise à l'épreuve et une condamnation pour conduite en état d'ivresse pourrait facilement le reconduire en prison. Rayshard et les policiers discutent pendant près de quarante minutes avant que les deux policiers essayent de le menotter. Il se débat, saisit le pistolet taser d'un des agents avant de s'enfuir, poursuivi par l'un d'eux. Puis Rayshard se retourne et appuie sur la gâchette du taser en direction du policier. Dans le même temps, le flic lui tire trois fois dessus, l'atteignant deux fois dans le dos. La vidéo du meurtre est ensuite largement diffusée sur Internet. La foule afflue sur les lieux et incendie rapidement le restaurant. La cheffe de la police d'Atlanta, Erika Shields, démissionne le lendemain. De manière assez incroyable, le parking de ce fast-food en ruine va devenir le lieu d'une occupation au long cours, entre le 12 juin et le 14 juillet 2020. Un court documentaire vidéo « We Are Now: The Story of an Armed No-Cop Zone in Atlanta », paru sur le site crimethinc.com le 19 mai 2021, revient en images sur cette expérience.*

[...]

J'ai passé les dix dernières années à essayer d'imaginer à quoi ressemblerait une révolte comme celle que nous vivons actuellement, en débattant de ce qui la déclencherait, de la façon dont les gens se battraient, des magasins qu'ils pilleraient, de la façon dont tout cela serait coordonné. Mais je n'aurais jamais pu imaginer comment tout cela s'est vraiment passé.

Le jour où le Wendy's a brûlé, les pacificateur·rices criaient sur la foule avec leurs porte-voix, mais tout le monde les ignorait et passait devant eux sans le moindre égard. Les tentatives d'organiser la foule selon des critères raciaux – « Les Blanc·hes devant ! », etc. – étaient presque toujours inefficaces. Pendant que certain·es étaient envoyé·es bloquer la circulation sur l'autoroute, sur la route en contrebas, la foule collaborait et se faisait passer des projectiles et des armes sans tenir compte des divisions raciales. Le mythe de « l'agitateur extérieur » a résonné comme une mauvaise blague dans les oreilles de tous ceux qui se trouvaient là[57].

Les premiers jours de l'occupation ont été une période de liberté pour tou·tes. Chaque soir, des adolescent·es sortaient pour bloquer les routes avec des lance-flammes, des fusils, des épées et des voitures. Les intersections voisines ont aussi été occupées et à la tombée de la nuit, des caravanes se sont formées pour piller les quartiers riches de la ville. L'occupation de l'espace ne se limitait pas au parking. Elle était poreuse et diffuse, mobile plutôt que fortifiée.

57. L'histoire de Natalie White est plus sinistre que ce qui est souvent rapporté. C'était la petite amie de Rayshard, mais on oublie de dire que Rayshard était aussi marié. Natalie a été pourchassée après la diffusion sur les réseaux sociaux de vidéos d'une femme blanche qui aurait mis le feu au bâtiment du Wendy's. Mais la police d'Atlanta ne l'a arrêtée qu'après l'enterrement, auquel elle n'a pas assisté. Après que la famille Brooks a fait son deuil, l'État s'est alors occupé de sa partenaire « extra-conjugale », l'isolant le plus possible de la famille noire de Rayshard. La majorité des policiers noirs d'Atlanta ont ainsi pu se rapprocher de la famille de Rayshard sur la base de leur identité commune (noire), tout en essayant d'isoler Natalie White de la famille dans le but d'amener cette dernière à se désolidariser de la révolte qui a fait suite au meurtre de Rayshard.

Nous allions au Wendy's presque tous les jours, appréciant le sentiment nettement antipolitique de l'espace. Mais au fil du temps, nous étions de moins en moins sûr·es de l'issue de l'occupation. On s'est chargé de mettre en place des structures (toilettes, abris contre la pluie en bambou, barricades…) et à former des alliances avec quelques-unes des personnes qui s'occupaient de la sécurité, mais nous n'avons pas beaucoup parlé de ce qui adviendrait ensuite.

Avançons de quelques semaines. Le 29 juin, un camarade nous envoya un SMS des « chefs » [de l'occupation] du Wendy's, adressé « à qui de droit ». Les auteurs du message qualifiaient l'occupation de « manifestation privée » avant de poursuivre en disant : « Nous avons un plan détaillé et nous ne voulons pas que nos souhaits soient confondus avec ceux d'autres communautés ». C'était la première fois que nous entendions parler d'un « plan détaillé ». Ils ont continué : « Jusqu'à présent, nous n'avons enfreint aucune loi. » Ils « voulaient que les politicien·nes de la communauté discutent avec [eux] » pour organiser la construction d'un Centre de Paix[58] et d'un monument national, entre autres choses. Le reste de la lettre énumérait les demandes pour l'abolition de la police. Nous nous sommes moqués de l'idée d'appeler cela une « manifestation privée », et particulièrement du passage où ils disaient « [n'avoir] enfreint aucune loi ». L'occupation avait commencé par l'incendie du bâtiment, et c'est sûr que ce n'était pas très légal, beaucoup de gens ont été poursuivis pour cela. Les chefs autoproclamé·es n'étaient clairement pas là depuis le début. [...]

58. NdT : Plus loin, un paragraphe du texte a été coupé, en voici un passage qui en disait plus sur ce *Peace Center* : « Les chefs du Wendy's avaient pour objectif de créer le *Rayshard Brooks Peace Center*, un endroit imaginé pour mettre en place des services de soin et de guérison pour les Noir·es. Cet objectif semblait approprié à la situation et même potentiellement réalisable. Et en tant que revendication, il a gagné le soutien de nombreux·ses participant·es à l'occupation. »

Sur le leadership noir au sein du mouvement

Le groupe qui a établi une occupation permanente au Wendy's n'était en aucune façon affilié au groupe Black Lives Matter officiel ou à tout autre groupe militant préexistant, et c'est pourquoi nous ne pouvons pas le décrire comme un pouvoir politique au sens traditionnel. L'atmosphère de l'occupation était remarquable par son absence de figures gauchistes ou activistes comme les gens qui font du prosélytisme, qui donnent des ordres par mégaphones, mènent les assemblées générales ou font des tentatives pour « organiser » les autres. Alors qu'on ne voyait nulle part de commandement traditionnel et activiste, ce qui est apparu s'est inscrit davantage dans la lignée d'une direction silencieuse et informelle.

[...]

Les mouvements contemporains sont de fait sans leader. Ce n'est pas un choix moral – une décision de s'opposer à tout commandement venu d'en haut – mais une condition de notre époque. Comme l'a récemment écrit[59] le collectif We Still Outside, « ce qu'ils appellent « le *leadership* noir » n'existe pas ». Cela ne veut pas dire que personne ne prend d'initiative, ni ne dit aux autres ce qu'ils doivent faire. Loin de là. Il s'agit, encore une fois, d'une question d'époque. Dans les années soixante et soixante-dix, il y avait la NAACP, le SNCC, le SDS, le BLA[60], le Revolutionary Action Movement, les Black Panthers, le Weather Underground avec leurs figures concomitantes – Martin Luther King Jr, Huey Newton, Assata Shakur. Qui sont ces figures aujourd'hui ? Si les luttes de ces dernières

59. Anonyme, « On the black leadership & other white myths » disponible sur itsgoingdown.org.

60. NdT : National Association for the Advancement of Colored People (Association nationale pour la promotion des gens de couleur) fondée en 1909 ; Student Nonviolent Coordinating Committee (Comité non-violent de coordination étudiante), fondé en 1960 ; Students for a Democratic Society (Étudiants pour une société démocratique) créé en 1960 ; Black Liberation Army (Armée de libération noire) fondée en 1970.

années ont créé beaucoup de martyrs, il n'y a pas de leaders. Même si certaines branches de l'organisation officielle Black Lives Matter ont survécu au cycle précédent du BLM, elles ont surtout joué un rôle pacificateur dans le soulèvement actuel, ont préconisé des réformes ou, au mieux, ont été réduites à exprimer leur soutien à des actions plus combatives avec lesquelles elles n'avaient rien à voir. Black Lives Matter survit non pas comme une organisation mais comme un *meme*, c'est-à-dire, au mieux, un slogan.

[…]

Le problème du *leadership* du Wendy's a dépassé les critiques traditionnelles sur la direction du mouvement. De telles critiques tendent à se concentrer sur les acteur·rices qui essaient de circonscrire les limites de l'action à des gestes largement symboliques, tout en neutralisant ou en dénonçant toute force qui tenterait de dépasser ce cadre. Dans le texte « *On Black Leadership and other White Myths* », par exemple, le problème particulier attribué au *leadership* noir est sa tentative pacificatrice d'étouffer la rage noire spontanée dans le but de se plier à un imaginaire de lutte blanc. Si une telle critique saisit le problème des dirigeant·es noir·es comme la maire d'Atlanta, Keisha Lance Bottoms, ce récit ne décrit pas efficacement ce qui s'est passé au Wendy's. Plus précisément, si les dirigeant·es ont dicté les formes d'action qui étaient et n'étaient pas légitimes, ils et elles n'ont pas pacifié le mouvement, ni tenté de présenter une version plus acceptable de la colère noire qui obtiendrait un large soutien symbolique de la société civile blanche. Au lieu de cela, *le leadership* informel du mouvement a basculé d'une position militante pacificatrice à une escalade de violence qui a, comme je le décris plus loin, contribué à la fin de l'occupation. Le problème du *leadership*, combiné à la nature armée de l'occupation, a consolidé les rapports de force d'une manière qui a surdéterminé le reste de la situation.

D'un point de vue pragmatique, le principal obstacle rencontré avec ces tentatives de *leadership* plus combatives est que nos systèmes d'organisation étaient incompatibles, ce qui empêchait presque entièrement la communication entre ces différents systèmes. Il était presque impossible pour un groupe opérant avec une direction fermée et une idée claire de son propre fonctionnement interne d'interagir et de faire des choses avec des essaims chaotiques et sans chef·fe.

[...]

Poursuite de l'occupation et fusillades

C'est le *Juneteenth*[61], l'ambiance est à la fête, nous sommes en pleine révolution. Nous sommes sous un porche, nous nous défonçons à nouveau, à sept ou huit, à donf, et nous nous apprêtons à descendre au Wendy's pour la nuit. Tout à coup, nous entendons des coups de feu. Ici, c'est Lakewood Heights, les gens tirent tous les soirs dans ce quartier. Mais je n'ai jamais rien entendu de tel de ma vie. Au total, plus de cent coups de feu ont été tirés. Les tirs ont continué pendant environ trente minutes. On apprend que quelqu'un qu'on connaît a été touché par une balle perdue. Cette personne a garrotté sa jambe toute seule et s'est assise calmement, attendant que quelqu'un la sorte de là. Heureusement, elle s'en est sortie sans blessure grave. Plus tard, nous apprenons que les premiers coups de feu sont venus de Blancs qui se sont approchés et ont ouvert le feu sur le Wendy's.

Le *Juneteenth* marque le premier jour où nous n'étions pas au Wendy's. Le lendemain, nous prenons une pause et nous nous préparons à faire un grand barbecue pour le jour suivant. Il semble que les personnes hors de l'occupation ne savent pas vraiment ce qui se passe au Wendy's, alors nous essayons de

61. NdT : Aussi appelé jour de la Liberté (*Freedom Day*) ou jour de l'Émancipation (*Emancipation Day*). Fête célébrée le 19 juin en mémoire de l'émancipation des esclaves afro-américains au Texas et plus généralement à travers tout l'ancien Sud confédéré.

l'ouvrir à la communauté et d'attirer de nouvelles personnes dans cet endroit. Nous avons besoin que l'espace s'élargisse. Nous avons besoin que davantage de gens viennent avec leurs propres initiatives et aident à construire cet espace.

Nous lançons un appel aux dons et recevons de nombreuses participations. Nous préparons un festin exorbitant. Je ne parle pas de hot-dogs, mais de plusieurs sortes de viandes et de poissons, et d'une marmite de chili géante. Nous passons la majeure partie de la journée à tout préparer. Nous prenons deux voitures pour nous rendre au Wendy's vers une heure de l'après-midi. La première voiture entre sans problème avec le barbecue à l'arrière. Je suis dans la deuxième voiture, nous approchons de l'entrée du parking, le coffre plein de nourriture. Nous sommes accueillis par un homme étrange qui tient une feuille de papier plastifiée. Nous baissons la vitre et il nous dit : « Êtes-vous déjà venus au Centre de Paix ? ». « Monsieur, c'est le Wendy's », me suis-je retenu de répondre. J'ai plutôt dit : « Je suis venu ici tous les jours et je ne vous ai jamais vu ici, qui êtes-vous ? » L'homme s'échauffe, nous dit que nous devons nous arrêter et écouter son laïus avant d'entrer. Nous l'ignorons et faisons signe à certaines des personnes que nous connaissions des jours précédents, et essayons de faire venir nos camarades pour nous aider. L'homme s'impatiente et se met à crier « GAREZ-VOUS DE L'AUTRE COTÉ DE LA ROUTE ! ». À ce moment-là, les choses deviennent vraiment tendues. Tout d'un coup, notre voiture est entourée de gens armés. À ce stade, nous nous soumettons. On fait demi-tour et on traverse la route. Bon, maintenant c'est un peu le stress. Nous sommes escorté·es de l'autre côté de la rue, où nous nous garons. Notre voiture est toujours encerclée. « Vous avez des bombes dans cette voiture, des IED[62] ? », nous demande quelqu'un. Je réponds « non, je suis venu ici tous les jours, vous nous avez vu·es ici. Nous sommes venu·es faire la cuisine pour vous et la voiture est pleine de nourriture. » Ils fouillent la voiture ; je cache le

62. NdT : *Improvised Explosive Device* : engins explosifs impovisés.

couteau que j'ai apporté pour couper la nourriture sous mon siège aussi discrètement que possible. Sur le parking du Wendy's, des délibérations sont en cours. Nous enchaînons les cigarettes pour passer ce qui semble être une éternité. Nos ami·es sont toujours derrière le poste de contrôle armé. Tout ce que nous pouvons faire, c'est attendre. Enfin, les gens commencent à comprendre qu'on est juste venu faire des grillades. Un type plus âgé s'approche de nous : « Je sais que vous êtes tous là pour faire de bonnes choses pour nous. Mais ne faites pas de mal à cette communauté. Sinon, on a des snipers, il y a plus de cinquante armes sur ce parking en ce moment. Si vous faites un faux pas, vous n'en sortirez pas vivants. » Nous leur assurons que nous ne leur voulons aucun mal et là, un autre groupe armé traverse la route. Un des membres de l'équipe de sécurité nous dit : « C'est bien que vous soyez ici avec nous. Tous ceux qui ne sont pas avec nous vont mourir. »

Une fois que nous arrivons de l'autre côté du parking du Wendy's, nous commençons à décharger. Peu de temps après, une dispute éclate sur le parking, et finalement quelqu'un vient nous dire de ficher le camp avant que nous soyons chassé·es. Nous partons alors nous installer au coin de la rue et nous distribuons à distance des plateaux-repas.

La fusillade du 19 juin a transformé ce mouvement illimité en une occupation définie et circonscrite, et les Blanc·hes ont été temporairement banni·es de cet espace. Il paraissait logique de renforcer la sécurité après une fusillade, mais le résultat final a été une forte augmentation de la militarisation de l'espace combinée à une méfiance envers tous ceux et toutes celles qui n'y étaient pas allé·es auparavant. Au fil du temps, on a dit aux visiteur·euses qu'ils et elles pouvaient venir se recueillir auprès du mémorial de Rayshard, mais qu'après lui avoir rendu hommage, ils et elles devaient partir. Dans le pire des cas, tous ceux qui voulaient rester plus longtemps devaient s'enregistrer auprès de la sécurité, indiquer les tâches qu'ils voulaient accomplir, la durée prévue de leur séjour et partir

après avoir terminé ce qu'ils étaient venus faire. Un des cas plus notables, celui d'un jeune garçon qui s'était porté volontaire pour mettre en place une stratégie de communication pour l'occupation a été banni à vie pour avoir fait un trou dans la clôture du parking qui donnait sur le voisinage, un terrain géant rempli de matériaux à barricade et plein de cachettes, ainsi qu'une sortie secrète. Ce n'était plus un espace vibrant comme au début, et certainement plus un lieu d'expérimentation.

Paranoïa et fatalisme

La paranoïa et la prolifération des théories du complot font partie intégrante de notre atmosphère politique contemporaine. Si la police et les politicien·nes ne peuvent réprimer un mouvement à l'avance ou sur le moment, ils vont souvent tenter de le diviser après coup en semant la méfiance entre les acteurs et en attribuant des intentions malveillantes aux responsables. La police de Minneapolis a suivi cette stratégie, en essayant à maintes reprises d'imputer les actes les plus significatifs de la révolte aux « suprémacistes blanc·hes[63] ».

Les participant·es à l'occupation du Wendy's n'étaient pas immunisé·es contre ce genre de théories du complot. Ainsi, à un moment donné, les gens se sont convaincus que les tireurs qui ont attaqué le camp le 5 juillet étaient des « Russes » envoyés pour faire dérailler le mouvement. La plupart du temps, beaucoup de gens pensaient que nous étions aussi des agitateur·rices extérieur·es. On peut comprendre que des Noir·es se méfient des intentions d'un groupe composé en partie de Blanc·hes venant au Wendy's. Nous ne nous attendons pas à ce que cette méfiance soit immédiatement surmontée.

63. NdT : Là où en France, une partie de la gauche n'hésite pas à attribuer certains gestes de révolte (dans les manifs) à de fantasmatiques « policiers infiltrés » pour les discréditer, aux États-Unis, la même rhétorique est parfois employée, avec cette fois d'hypothétiques « militants d'extrême droite » qui infiltreraient les manifs. Voir à ce sujet le texte « Mise en garde » sur le site contrepoints.media.

Mais à mesure que la direction devenait de plus en plus paranoïaque, il devenait de plus en plus difficile pour notre groupe de faire quoi que ce soit. [...]

Si la paranoïa découle d'une incapacité à faire confiance aux bonnes intentions d'autres acteur·rices (« extérieur·es »), le fatalisme est causé par une incapacité à croire en une issue désirable de la lutte dans son ensemble. En termes simples, par fatalisme, j'entends le fait de se battre avec beaucoup de détermination mais sans espoir. En suivant tous les mouvements qui vont et viennent, on ne peut s'empêcher de s'inquiéter en entendant des jeunes dire « je suis prêt·e à mourir pour ce truc ». C'est le genre de choses que nous avons souvent entendu de la bouche de ces jeunes hommes noirs, armés jusqu'aux dents et parlant de défendre un parking contenant à peine plus qu'un bâtiment incendié. Bien sûr, à certains égards, cet endroit est sacré, puisqu'il a été le lieu d'un meurtre policier. D'autre part, l'incapacité à se détacher de ce sentiment est elle-même mortelle. Le fatalisme n'est une erreur de la part de personne. Ça semble plutôt être un problème propre aux révoltes émergentes, induit par un manque de clarté autour de l'horizon politique ultime des mouvements révolutionnaires en général, et au-delà, par l'horizon lugubre de nos vies dans leur ensemble. Si nous ne nous battons pas pour de simples négociations[64] (et je pense qu'une grande partie du mouvement veut bien plus que cela), et s'il n'y a plus de perception commune de ce que signifie la révolution, alors on ne sait pas non plus à quoi pourrait ressembler la victoire, à part brûler des commissariats de police. […] Sans une sensibilité partagée autour de leurs objectifs révolutionnaires

64. NdT : Plus loin, un paragraphe du texte a été coupé, mais voici un passage à propos de la question des négociations : « Mais la stratégie était confuse en ce sens qu'elle tentait de combiner des éléments d'une occupation conflictuelle et militante avec l'objectif final d'entamer un dialogue avec les politicien·nes de la ville. De cette façon, le conflit sur l'issue de l'occupation présente une analogie insoupçonnée avec le conflit sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Était-il préférable de maintenir un espace combatif qui refuse de négocier avec la ville, mais qui finirait écrasé militairement ? Ou était-il plus pertinent d'engager des négociations pour obtenir des victoires plus pérennes et qui, bien que potentiellement récupérables, pourraient en fin de compte donner du pouvoir aux personnes impliquées ? »

ultimes, les révoltes risquent d'adopter une stratégie d'escalade exponentielle qui ne peut conduire qu'à la répression ou à l'épuisement.
[…] Dans son autobiographie *Bad*, James Carr, un légendaire hors-la-loi et rebelle des prisons connu pour sa camaraderie avec George Jackson[65], énonce une célèbre critique de l'idéologie de la guérilla qui faisait partie à la fois de l'organisation des prisons et du radicalisme noir au début des années soixante : « J'ai réalisé qu'en tant que militant, je serais toujours à la merci d'actes arbitraires. Les militants et les membres des *Tactical Squads*[66] vivent en symbiose puisque les gauchistes parlent un langage que les matons peuvent comprendre : la résolution purement militaire des rapports de force ». Il poursuit : « J'ai constaté que toutes les alternatives que je m'étais fixées étaient réactionnaires dans la mesure où elles n'étaient que des réponses directes aux crimes commis par l'État. Les termes, le terrain et les armes de mon combat passé avaient tous été dictés par mon ennemi. Cela avait accru ma rage, mais aussi augmenté mon envie de combattre à tel point que je ne pouvais plus gagner. »

[...]

Nous sommes le 4 juillet. Une fête de quartier est organisée au Wendy's. Pour la première fois depuis la fusillade du *juneteenth*, l'espace est ouvert. Cela signifie que tout le monde est bienvenu. C'est ce que nous pensions qu'il fallait faire depuis le début. Des centaines de personnes entrent dans un espace où elles n'ont jamais mis les pieds. Il y a des personnes âgées et des enfants, certain·es ont traversé tout le pays pour venir manifester ici. Il y a des tonnes de nourriture, une tente avec un DJ et des gens qui dansent, des personnes qui boivent à

65. NdT : George Jackson, né en 1941, était un révolutionnaire noir américain. Il passa les 12 dernières années de sa vie en prison. Il est connu pour avoir publié deux ouvrages écrits depuis son quartier de haute sécurité : *Les frères de Soledad* et *Devant mes yeux la mort*. Il est décédé au cours d'une tentative d'évasion à l'âge de 30 ans.

66. NdT : Équivalent des ERIS (police destinée à mater les mutineries dans les prisons françaises).

longueur de journée, des joints tournent, c'est le point culminant du mouvement, tout fait sens. Quelques militant·es ont monté un stand de « formation à l'éducation politique », heureusement ils et elles ont rapidement été déplacé·es à l'arrière du parking où personne ne peut les entendre ou les voir, car ils et elles n'auraient pas pu être plus déconnecté·es de l'ambiance, même s'ils et elles avaient essayé. Malgré tout, je suis heureux que ces militant·es aient été là. Plus que tout, nous avons besoin que des groupes divers occupent la place. Pendant ce temps, d'autres ont peint des fresques de l'autre côté du bâtiment. Enfin, l'espace ressemble à une zone autonome. Les gens ont des idées différentes sur ce qu'ils devraient faire, personne ne domine l'espace, il n'y a pas de désaccord en soi et la diversité des composantes en présence devient une source de force plutôt qu'une source de confusion. Cette dynamique est ce que nous appelons la composition du mouvement, et à ce moment, la zone est invincible.

Soudain, quelque chose change. Sans s'annoncer, un groupe d'environ deux cent personnes vêtues de noir et armées jusqu'aux dents se présente et marche sur la zone en formation militaire. Il s'agit d'une milice entièrement noire. Le geste inspire une certaine admiration mêlée d'effroi chez tout le monde ; à présent plus personne n'oserait venir foutre la merde dans cet endroit. Mais il se passe quelque chose d'étrange. Après avoir posé pour une photo devant le bâtiment, la majorité d'entre eux font demi-tour et s'en vont. Ce sont des spécialistes qui ne sont jamais venu·es, qu'on pourrait littéralement qualifier « d'agitateur·rices extérieur·es », même s'ils et elles étaient noir·es. L'ambiance change. « Un nuage s'abat sur le ciel et cache le soleil. »

Quatre heures plus tard, c'est la nuit et je n'ai jamais été aussi heureux de l'occupation. Le parking d'un ancien fast-food s'ouvre comme un aperçu du paradis. Nous mangeons des plats que quelqu'un a préparés, nous attendons que le feu d'artifice commence, un peu défoncé·es par les joints et le soleil.

Je remarque que les gens recommencent à bloquer les rues, ce qu'ils n'avaient pas fait depuis que les flics avaient volé leurs barricades trois semaines plus tôt. Il faut trois gars avec des fusils pour bloquer une voie de la route, puisqu'il n'y a qu'une poubelle comme barricade. Je rentre à la maison pour me changer et me préparer pour la nuit, car il y a une marche dans un autre quartier de la ville plus tard dans la soirée. Quand je reviens environ une heure plus tard, je suis prêt à m'activer. J'ai bu une boisson énergisante et je suis prêt pour n'importe quoi. Je me fais la même remarque que plus tôt dans la journée : les véritables barricades c'est tout de même mieux pour bloquer une route.

Quand les balles se mettent à siffler, je perds tout sens de l'orientation. J'attrape ma meilleure amie et je la tire avec moi au sol et derrière une voiture, je la tiens près de moi, et quand les tirs s'arrêtent un instant, nous courons à ras du sol jusqu'à l'arrière du parking. Quelqu'un nous ouvre la porte de sa voiture et nous montons dedans pour nous abriter. Nous ne sommes pas en sécurité ici. Des cris à vous glacer le sang retentissent, je vois des échanges de coup de feu. Quelqu'un crie « CELUI QUI A TIRÉ SUR CET HOMME NOIR VA MOURIR ! ». Nous cherchons nos ami·es, nous essayons de savoir où ils et elles sont allé·es, en nous demandant si nous devons partir ou rester. La même voix retentit : « SI VOUS N'AVEZ PAS DE FUSIL OU DE FLINGUE, PARTEZ MAINTENANT. SI VOUS N'AVEZ PAS DE FUSIL OU DE FLINGUE, PARTEZ MAINTENANT ». Ok, c'est bon. Nous essayons de trouver une sortie. Je me souviens de la personne qui a été virée du Wendy's pour avoir fait un trou dans la clôture du terrain voisin, et c'est comme ça qu'on s'échappe. Je ne sais pas si ce gamin savait que son geste allait un jour sauver des vies, mais c'est exactement ce qui se passe à ce moment-là. Nous nous rendons dans le quartier voisin, sautons quelques clôtures et courons à la maison. Il est 21h, il y a une marche qui commence bientôt. Nous avons moins d'une heure pour décompresser et tout encaisser avant de retourner battre le pavé.

Nous sommes encore étourdi·es par ce qui vient de se passer, mais l'adrénaline nous pousse à vivre une aventure qui durera toute la nuit. Le lendemain, nous apprenons qu'une petite fille du nom de Secoria Turner[67] a été abattue lors d'une dispute qui a éclaté au niveau des barrages. Je ne réaliserai que des semaines plus tard à quel point ce qui s'est passé cette nuit-là m'a marqué.

Avoir affaire aux fous de la gâchette

[…] Il est illusoire de croire que les manifestations aux États-Unis se dérouleront sans armes à feu à l'avenir, et c'est pourquoi il est important de réfléchir à la meilleure façon de faire avec. Le problème est difficile. Si le fatalisme indique un problème stratégique d'escalade sans horizon clair, alors les armes à feu sont la contrepartie tactique de cette stratégie dans le contexte étasunien.

Si les armes étaient présentes dès la première nuit au Wendy's, juste après la mort de Rayshard, elles sont devenues un élément important de l'occupation après la fusillade du 19 juin. Cette première fusillade a eu deux conséquences notables : les Blanc·hes ont été temporairement interdit·es de séjour et les gens ont commencé à stocker des armes dans le parking du Wendy's. Que cela ait été ou non la bonne chose à faire, il faut dire que la stratégie de la droite dépend de la polarisation des tensions précisément autour de ces deux axes : la polarisation du conflit selon des critères ethniques et l'incitation au conflit armé.

Puisque les blocages de trafic ont finalement conduit à une confrontation armée, pouvons-nous imaginer le rôle stratégique spécifique qu'ils auraient pu jouer ? Dans les jours qui ont suivi le 19 juin, des barrages routiers constitués de restes

67. NdT : Secoriea Turner avait 8 ans, elle était dans la voiture de sa mère, à proximité du barrage de la route en face du Wendy's lorsque la fusillade a éclaté. Deux autres personnes furent tuées lors de cette fusillade.

de déchets brûlés provenant de l'incendie initial ont été mis en place dans les rues et renforcés par des jeunes hommes armés de fusils. Le barrage n'était pas installé dans n'importe quelle rue du quartier, mais au premier carrefour de la bretelle de sortie d'autoroute. En clair, ils ont bloqué l'entrée de tout le quartier. Les voitures des Noir·es qui manifestaient leur solidarité ou brandissaient le poing étaient autorisées à passer, tandis que les Blanc·hes faisaient généralement demi-tour bien avant de s'approcher des barrages. S'il avait été maintenu assez longtemps, un tel barrage était le genre de chose qui aurait pu provoquer la fuite des Blanc·hes de la zone, forçant certain·es à abandonner leurs plans de « nettoyage du quartier[68] ».

Si c'est grâce aux lanceur·euses de pierres et aux pyromanes qu'on a pu revendiquer ce territoire, c'est sans doute la présence de ces armes qui a tenu la police à l'écart pendant trois semaines. Les gauchistes sont souvent consterné·es lorsque la police laisse faire les manifestants armés de droite qui tentent de bloquer ou d'occuper l'espace, mais l'occupation du Wendy's a montré que cela avait plus à voir avec la présence d'armes que beaucoup de gauchistes ne voudraient le croire. L'exposition manifeste d'armes à feu a fait en sorte que les flics n'osaient pas s'approcher de l'endroit de peur d'être pris dans une fusillade. [...] Et pourtant, sur un total estimé de sept fusillades qui ont eu lieu en trois semaines, aucun·e fasciste ou flic n'a été abattu·e, et aucun·e de ceux et celles qui ont été tué·es n'étaient des adversaires de l'occupation.

Quel a été l'effet des armes à feu sur l'occupation ? Elles sont finalement devenues un *ersatz* de réflexion sur la manière de garder l'espace en sécurité – et également un *ersatz* de stratégie de pouvoir collectif. Bien qu'elles aient contribué à éloigner la police, elles sont devenues un substitut à d'autres types d'activités qui auraient pu renforcer l'occupation : ramener du monde plutôt que pas, construire de véritables barricades

68. NdT : Cette expression fait référence au processus de gentrification ayant cours dans le quartier en question.

dans la rue au lieu de laisser aux hommes armés le soin d'arrêter les voitures, etc. L'augmentation du nombre d'armes à feu a contribué à l'atmosphère militaire qui dominait le camp. Ainsi, au lieu de dormir la nuit, l'équipe de sécurité a été chargée de « patrouiller » sur zone pour repérer les menaces, la meilleure recette pour un *burnout* rapide. Selon moi, il ne fait aucun doute que la raison pour laquelle les gens ne sont pas venus en plus grand nombre dans cet espace est qu'ils avaient peur des armes. Et ce n'était pas juste le cas des Blanc·hes. Des voisin·es noir·es qui se baladent tout le temps avec des armes à feu ne voulaient toujours pas venir, parce qu'ils et elles ne voyaient pas les armes comme quelque chose de particulièrement impressionnant ; à leurs yeux, les armes à feu signalaient plutôt une activité de gang spécialisé qui était dangereuse pour leurs enfants. Cela n'avait donc pas le même effet d'attraction que pour de nombreux militants. En d'autres termes, le recours aux armes à feu a créé un environnement hostile qui a fini par limiter le champ d'action des acteur·rices engagé·es dans l'occupation, ce qui l'a rendu encore plus vulnérable à la violence et aux attaques.

Le problème n'était pas la présence d'armes à feu en soi, mais le fait que porter une arme se soit transformé en un rôle spécifique. Cette spécialisation a été particulièrement visible avec l'arrivée du groupe Not Fucking Around Coalition le 4 juillet. Leur présence exceptionnelle, qui n'était qu'une opération de com', n'a pas du tout tenu compte de la situation, a militarisé l'ambiance et n'a certainement pas contribué à la sécurité de qui que ce soit. [...] Plus les acteur·rices armé·es deviendront les chef·fes de file de la lutte, moins il restera de marge de manœuvre aux personnes qui lancent des molotovs, entrent par effraction dans les bâtiments pour pirater l'électricité ou coupent des clôtures pour voler du matériel.

L'idée selon laquelle la meilleure façon de répondre à la violence armée de l'État serait de recourir à davantage de violence armée est une erreur qui a une histoire. Un débat similaire

s'est déroulé dans les années soixante entre Eldridge Cleaver et Huey Newton : alors que le premier préconisait une avant-garde armée de lumpen-proletaires pour mener la lutte, Newton en est venu à constater les effets ostracisants que le militantisme « tête brûlée » avait sur la lutte et insistait plutôt sur la stratégie d'aide mutuelle et d'auto-organisation. Une approche plus centrée sur la communauté au Wendy's aurait peut-être créé l'espace nécessaire à la croissance d'un véritable pouvoir matériel autonome, et l'élargissement du champ d'action des acteur·rices aurait peut-être rendu cet espace moins vulnérable aux attaques armées, réduisant le nombre d'armes nécessaires.

[…] En même temps, il est clair qu'il n'aurait pas été possible de lancer une critique des armes à feu depuis une position non armée. Tout plaidoyer en faveur de la non-violence aurait été rejeté et mis de côté. [...]

La question de la violence sera décisive pour l'avenir des mouvements révolutionnaires aux États-Unis. Il ne fait aucun doute que ces mouvements devront s'armer pour se défendre. Pourtant, comme cela s'est également produit dans la CHAZ à Seattle, la violence dans les zones sans police a souvent pour conséquence directe de leur faire perdre du soutien politique. Lorsque c'est le cas, la police n'a même pas besoin de se donner la peine de poursuivre une stratégie de répression directe. Au lieu de cela, elle peut simplement attendre que son absence de la zone permette une violence suffisante pour que sa présence semble à nouveau justifiée. Contrairement à cette stratégie qui est composée de factions minoritaires de tireurs armés, l'héritage du mouvement d'action directe non-violente permet de s'assurer un soutien large. Souligner cela ne constitue pas un plaidoyer pour une non-violence moralisatrice, mais suggère plutôt que la force de nos mouvements dépendra d'un large soutien social plus que de victoires purement militaires.

Lettre à Michael Reinoehl

Cette lettre ne sera jamais lue par son destinataire. Michael Reinoehl a été abattu par une unité des forces spéciales de police à Olympia dans l'État de Washington le 3 septembre 2020. La police le soupçonnait depuis plusieurs jours d'avoir tué un partisan d'un groupe d'extrême droite, les Patriot Prayers, à Portland le 29 août 2020 lors d'affrontements entre supporters de Donald Trump et manifestant·es antiracistes[69].

Quelques heures avant sa mort, Michael Reinoehl avait justifié son acte face à un journaliste de Vice : « Je n'avais pas le choix. J'aurais pu rester là sans rien faire et les laisser tuer un de mes amis de couleur. Mais ce n'était pas mon intention. » Donald Trump félicita les policiers du châtiment qu'ils avaient infligé au militant antifasciste. Michael était quelqu'un vers qui les gens se tournaient pour les problèmes de sécurité pendant les manifestations à Portland. Son geste, tuer un néofasciste, a plongé le mouvement dans l'embarras : tout le monde parlait de lutter contre l'extrême droite et de ne pas reculer face à elle et voilà que quelqu'un les prenait aux mots. La mort de Reinoehl, quelques jours après, est venue opportunément refermer ce que son geste avait rouvert : le fantôme de la guerre civile, la possibilité de lutter de manière armée contre le

69. Dans ces manifestations et confrontations de rue, la présence de smartphones et de caméras est tellement massive qu'à peu près tout y est filmé et Michael a été reconnu sur une vidéo.

suprémacisme blanc. Peu de gens au sein du mouvement ont ouvertement soutenu son acte. En fait, la plupart ont pris leurs distances.
Idris Robinson, professeur de philosophie et militant révolutionnaire, ne leur a pas emboîté le pas. Il a participé au mouvement qui a suivi la mort de George Floyd et y a proposé plusieurs interventions[70]*. Dans cette lettre, Robinson affirme qu'en tuant un fasciste, Michael a transgressé les barrières raciales. Parce qu'il n'a pas réagi comme un Blanc, sans lien avec ce qui se passe autour de lui (les meurtres policiers impunis, les partisans de Trump qui défilent en pick-up dans sa ville…), il est sorti en acte de sa blanchité et a pris ses responsabilités en jetant sa vie dans la lutte. À partir de là, Robinson inscrit le geste de Michael dans la continuité d'une histoire bien plus ancienne, en faisant directement référence à une figure légendaire de l'abolitionnisme étasunien : celle de John Brown.*

John Brown

Cet homme très croyant était un tanneur du Connecticut, père d'une vingtaine d'enfants. Le 7 novembre 1837, il s'est levé lors d'une réunion de prière à Hudson, dans l'Ohio, et a fait publiquement le vœu suivant : « Ici, devant Dieu, en présence de ces témoins, à partir de ce moment, je consacre ma vie à la destruction de l'esclavage ! ». Cette prise de position a répondu directement à l'incendie des presses du journal abolitionniste St. Louis Observer *et à l'assassinat dans la foulée de son rédacteur en chef et ami de John Brown, Elijah P. Lovejoy, par une foule blanche pro-esclavagiste à Alton, dans l'Illinois. Brown a respecté cette promesse pendant tout le reste de sa vie. Son existence s'est restructurée autour de l'impossibilité de continuer à vivre*

70. Dont une a été traduite « Comment ça devrait pouvoir se faire », qui est la retranscription d'un discours prononcé à Seattle en juillet 2020, disponible sur le site lundi.am.

*chaque jour comme si de rien n'était, avec l'existence de l'esclavage sous les yeux. Frederick Douglass, orateur abolitionniste et ancien esclave, disait de lui que, bien qu'il fût blanc, il se comportait « comme si sa propre âme avait été transpercée par le fer de l'esclavage ». En 1849, John Brown obtint d'un riche philanthrope deux cent quarante-quatre acres de terre pour y accueillir des recrues en vue d'un renversement de l'esclavage par les armes. Avec Harriet Tubman, ancienne esclave et figure majeure de la lutte contre l'esclavage, il participa au réseau de l'*Underground Railroad *(chemin de fer clandestin). La tannerie qu'il dirigeait a d'ailleurs été un relais de ce réseau d'évasion par lequel quelque deux mille cinq cents fugitifs transitèrent. Entre autres faits d'armes, lui et ses hommes ont abattu cinq colons esclavagistes en 1856 à Pottawatomie Creek en représailles au saccage de la petite ville de Lawrence fondée par des colons antiesclavagistes. Lors de la bataille d'Osawatomie, la même année, John Brown, à la tête d'une quarantaine d'hommes, défendit cette petite ville du Kansas face à plusieurs centaines de miliciens armés (qui tentaient de faire de ce territoire un État esclavagiste), avant d'être forcés de se retirer. Sa ferveur pour détruire le suprémacisme blanc et obtenir la liberté pour tous les Africains-Américains a finalement conduit au raid contre le dépôt d'armes de Harpers Ferry en Virginie en 1859. Une trentaine d'années après la tentative de l'esclave et prêcheur Nat Turner de lancer une insurrection armée contre le système esclavagiste, et son écrasement sanglant, John Brown se lança dans une entreprise similaire avec la même conviction que Turner : Dieu l'a personnellement choisi pour accomplir une mission de rédemption. En espérant s'emparer d'un grand nombre d'armes à feu, ses hommes (dont certains*

de ses fils) et lui comptaient déclencher une rébellion d'esclaves dans les États sudistes. Le raid échoua rapidement, et la vingtaine de compagnons qui l'accompagnaient furent encerclés et défaits. Ceux qui ne furent pas tués dans l'assaut furent faits prisonniers. Les chefs d'inculpation retenus contre eux ont eu le mérite d'être clairs : trahison et insurrection. L'affaire fut largement médiatisée grâce aux interviews données par John Brown et aux lettres écrites depuis sa geôle. John Brown et ses camarades rescapés furent pendus. Leur geste va contribuer à tendre encore plus les relations entre le Nord et le Sud et précipiter la guerre civile quelques années plus tard. John Brown devint très vite un martyr chez les partisans de l'abolition[71]*, et son combat va inspirer de nombreuses vocations dans le camp abolitionniste. Son sacrifice est encensé dans la chanson* John Brown's Song *qui va devenir un hymne très populaire chez les soldats nordistes et les abolitionnistes pendant la guerre de Sécession, avec notamment ce couplet :* « John Brown's body lies a-mold'ring in the grave, His soul goes marching on. » *(Le corps de John Brown gît dans la tombe. Son âme, elle, marche parmi nous.)*

Cher Michael Reinoehl,

Pour commencer, je m'excuse de ne pas vous avoir écrit plus tôt, et de ne pas vous avoir fait parvenir cette lettre avant que tout ne soit terminé, ou plutôt, avant qu'ils ne se chargent d'y mettre fin eux-mêmes. Cependant, s'il y a une consolation à laquelle nous pouvons nous raccrocher dans cette histoire, c'est bien, comme vous et moi le savons très bien, que rien n'est jamais *vraiment* terminé. Et comme le dit le vieux slogan : « Rien ne s'arrête, tout continue… »

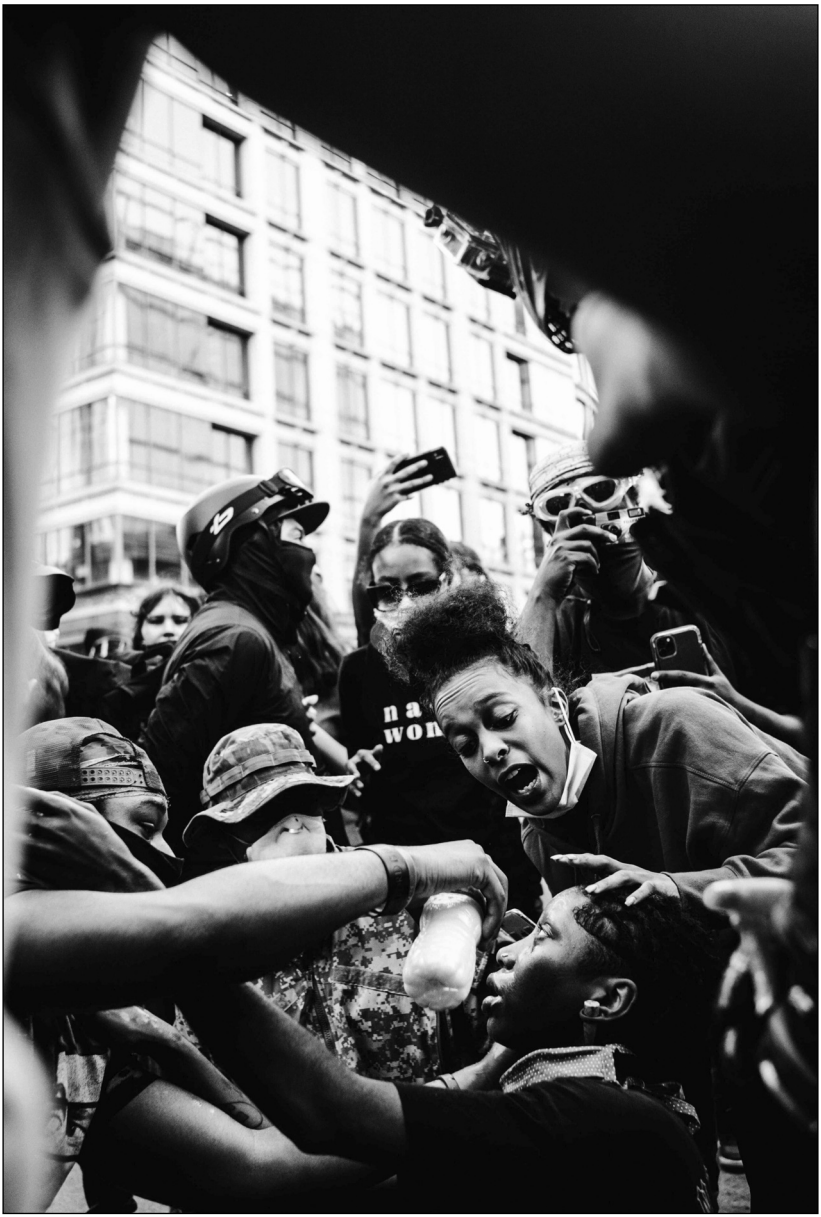
71. Henry David Thoreau et Victor Hugo écrivirent des textes pour soutenir Brown et célébrer sa mémoire.

Croyez-moi, je comprendrais tout à fait s'il n'y avait tout simplement plus de pardon dans votre grand cœur, puisque nous vous avons tous laissé tomber au moment où vous aviez le plus besoin de nous. Ce qui est triste, c'est que tout le monde de notre côté prétend attendre le prochain John Brown, mais quand il apparaît enfin, tout le monde le rejette à l'unanimité. Plus tard, je pense que la plupart d'entre nous en viendront à reconnaître la tragédie de laisser l'histoire se répéter, mais très peu auront l'honnêteté d'admettre que vous et vos enfants avez été sacrifiés pour que nous puissions continuer à vivre notre vie grotesque de peur et de honte.

« Il n'y a tout simplement aucun moyen d'éviter la spirale de la violence »

Ce que je veux dire, c'est que certains continueront à porter de faux témoignages, même s'il est impossible de nier que c'est bel et bien ce bon vieux Brown et personne d'autre qui s'est manifesté à travers vous. Il est évident, pour quiconque a eu le courage de ne pas se détourner, que le regard perçant que vous partagez tous les deux est en fait un seul et même regard. Il s'est en effet manifesté à nous, alors que vous étiez assis dans ce bosquet, où le feu inimitable de vos yeux a fait le même serment silencieux que celui proclamé par ce grand abolitionniste du XIX^{e} siècle, la paume levée. C'est le regard d'une personne, homme ou femme, qui a déclaré une guerre éternelle à l'esclavage.

Tout s'est passé si vite… Et presque immédiatement, dans l'instant qui a suivi, tant de ceux qui se tenaient autrefois à vos côtés ont trouvé un moyen commode d'abandonner ces liens en exprimant leurs inquiétudes, au lieu d'utiliser leurs paroles pour renforcer les engagements collectifs de solidarité. Par-dessus tout, ce qui indique l'hypocrisie implicite de toute cette affaire, c'est la rapidité avec laquelle ils sont arrivés



à certaines conclusions, avant même d'avoir eu la chance de connaître les détails de la situation.

Le fait qu'ils n'aient pas réussi à se convaincre que ce qui s'est passé était de toute évidence un cas de légitime défense est assez révélateur en soi. Depuis le début du soulèvement, la liste des personnes martyrisées par les tenants de la suprématie blanche, avec ou sans insigne, continue de s'allonger presque quotidiennement : Calvin Horton, Sean Monterossa, Sarah Grossman, Italia Kelly, Marquis Tousant, Malik Graves, Victor Cazares, Robert Forbes, Oluwatoyin Salau, Victoria Simms, Erik Salgado… Et cette même semaine, lorsque vous avez pris la décision audacieuse d'agir, nous avons perdu deux autres figures marquantes de votre stature à Kenosha : Anthony Huber et Joseph Rosenbaum. Comme c'est le sang du martyr, et non la vie désincarnée, qui doit être considéré comme la chose la plus précieuse, je dois accepter toute la faute d'avoir inévitablement omis des noms qui demandent à être répétés, encore et encore. Ainsi, puisque nous voyons chaque jour, chaque semaine et chaque mois, un autre être humain détruit par les armes à feu ou les automobiles, la question se pose avec plus de force : pourquoi leurs hypothèses initiales se sont-elles écartées du cas prévisible de l'autodéfense, que vous confirmerez plus tard dans cette dernière interview ?

D'autre part, aucun Noir, à moins qu'il ne s'agisse d'un oncle Tom[72] absolu, aurait ne serait-ce qu'hésité à vous accorder le bénéfice du doute dans ce cas. C'est parce que le cours de notre vie nous a montré que quiconque joue avec des armes aussi imprudemment que le font les fascistes finira, sans surprise, par se faire tirer dessus. Pour parler franchement, si nous parlions d'un membre de gang d'un quartier au lieu d'un membre de l'extrême droite, il n'y aurait certainement pas de discussion à ce sujet.

72. NdT : Figure du Noir allié aux Blancs.

Ce que ce cas de deux poids, deux mesures en ce qui concerne votre situation révèle, c'est que la violence aux États-Unis aura toujours nécessairement une dimension profondément raciale. Et c'est précisément cela, le noyau terrifiant de la violence racialisée, qu'ils essaient de réprimer lorsqu'ils mentent à la fois à eux-mêmes et aux autres, prétextant que ce qui leur pose problème dans ce que vous avez fait est une question de stratégie ou de tactique. Mais enfin, soyons sérieux : dans un pays littéralement saturé de violence, de ceux qui commettent des tueries de masse aux policiers meurtriers, personne ne peut honnêtement prétendre que les quelques coups de feu que vous avez tirés pourraient d'une quelconque manière être interprétés comme une escalade. Il n'y a tout simplement aucun moyen d'éviter la spirale de la violence qui a commencé au moment même où les premiers navires ont atteint les côtes de l'Atlantique.

« Il a tracé une ligne qui a élevé la vérité et la justice au-dessus de la vie elle-même »

En vérité, si l'on considère qu'une véritable industrie a été construite pour promouvoir le statut de victime, où tous, sauf les plus infortunés, trouvent un moyen d'en tirer un profit, ce dont ils ont peur, ce n'est pas tant de se retrouver du mauvais côté du canon d'une arme à feu. Ce qu'ils redoutent vraiment, c'est d'avoir le sang d'une autre personne sur les mains. En d'autres termes, c'est ce qu'implique le fait de verser le sang d'une autre personne qui constitue leur crainte la plus profonde. Cela signifierait qu'ils devraient enfin croire en quelque chose, c'est-à-dire croire en quelque chose qui les dépasse. Un tel choix impliquerait nécessairement une transgression consciente : franchir une frontière dangereuse, au bord, aux limites, là où la blanchité s'arrête ; et une fois qu'elle a été franchie, ils ne pourraient jamais revenir en arrière.
Là où je veux tant bien que mal en venir, c'est à ce que Walter Benjamin s'était autrefois efforcé d'expliquer à propos des enjeux éthiques du commandement « Tu ne tueras point » :

> *Ils ont tort, ceux qui fondent sur ce commandement la condamnation d'une mise à mort violente de l'homme par ses semblables. Le précepte n'est pas là comme étalon du jugement, mais, pour la personne ou la communauté qui agit, comme fil conducteur de son action ; c'est à eux de se mesurer avec lui, et dans des cas exceptionnels, d'assumer la responsabilité de ne pas en tenir compte. […] Mais les penseurs qui adoptent le point de vue opposé se réfèrent à une doctrine de la sainteté de la vie [et] professent que plus haut que le bonheur et la justice de l'existence se trouve l'existence seule. Aussi certainement que cette dernière proposition est fausse, voire ignoble, elle montre la nécessité de chercher la raison du commandement non plus dans ce que l'acte fait à la victime, mais dans ce qu'il fait à Dieu et à celui qui le fait. La proposition selon laquelle l'existence est plus élevée qu'une existence juste est fausse et ignoble, si l'existence ne doit rien signifier d'autre que la simple vie*[73] *[…].*

Aussi saint soit-il, John Brown a mené, avec la plus grande sincérité religieuse, exactement cette bataille intérieure en lui-même. En contrevenant à l'interdiction du meurtre, à Pottawatomie, à Harpers Ferry, il a tracé une ligne qui a élevé la vérité et la justice au-dessus de la vie elle-même. Il a démontré que toute vie restera insensée et stérile, tant qu'il y aura les personnes réduites à une servitude abjecte. Et oui Michael, vous avez fait de même, lorsqu'en vous protégeant vous-même et en protégeant votre ami, vous avez concrétisé le chant, par ailleurs négligemment répété, selon lequel

73. W. Benjamin, *Critique de la Violence*, Payot & Rivages, Paris, 2012.

« Aucune vie n'a d'importance tant que les vies noires n'en ont pas » [*No Lives Matter Until Black Lives Matter*].
Une telle conversion des mots en actes implique intrinsèquement une transformation fondamentale du soi. C'est ce que Benjamin voulait dire quand il a dit qu'il s'agit plus de ce qui est fait à l'auteur du crime qu'à la victime. Une fois de plus, dans notre contexte, cela a une signification irrévocablement raciale. Dans une certaine mesure, cela se résume au simple fait que je connais tant de Blancs qui ne se sont jamais retrouvés dans une bagarre ; mais, à l'inverse, lorsque vous grandissez en tant que Noir, votre grand-mère ne vous laissera même pas rentrer à la maison si vous ne vous êtes pas défendu en balançant quelques droites. C'est pour cette raison que je peux si facilement rejeter les prétendues préoccupations stratégiques comme étant sans importance, parce qu'on nous apprend à nous battre même si nous sommes sûrs de perdre contre un adversaire plus fort. Dans la lutte contre les États-Unis, à une plus grande échelle, il est clair que, de la même manière, nous n'avons à la fois rien à perdre et rien à gagner, à l'exception de ce quelque chose de « plus élevé » qui ne pourrait être abandonné que dans le renoncement. Comme l'a dit James Baldwin, ceux qui sont contraints de sortir leur humanité du feu de la cruauté, qu'ils survivent ou non, en viennent quand même à connaître quelque chose qu'aucune école ou église ne pourra jamais enseigner. Pour d'autres, accepter ce pari revient à commettre la plus haute des trahisons envers leur propre blanchité. C'est devenir un abolitionniste.
En menant son raid, John Brown a précisément assumé ce mélange particulier d'espoir et de désespoir afin de prendre résolument position sur le terrain de la mort. En conséquence, sa volonté d'agir se reflétait entièrement dans son caractère. À cet égard, il est resté gravé en moi quelque chose du récit de l'historienne Margaret Washington :

> *Il est important de comprendre quelle anomalie John Brown était à son époque en ce qui concerne son attitude envers les personnes*

> *d'origine africaine, car John Brown se considérait comme un égalitaire complet. Il était très important pour lui de pratiquer l'égalitarisme à tous les niveaux […] Et même chez les [autres] abolitionnistes, aussi anti-esclavagistes furent-ils, la majorité d'entre eux ne considéraient pas les Afro-Américains comme des égaux […] Eh bien, John Brown n'était pas comme ça. Pour lui, la pratique de l'égalitarisme était un premier pas vers l'abolition de l'esclavage. Et les Afro-Américains qui sont entrés en contact avec lui l'ont su immédiatement. Il a dit très clairement qu'il ne voyait aucune différence, et il n'a pas fait que le dire. Il l'a aussi appliqué dans ses actes*.

À défaut d'une meilleure formulation, on pourrait dire que le *sens commun* est très blanc, alors que le *bon sens* est totalement anti-blanc.

Reposer la question de la race

Cela signifie qu'une grande partie du débat universitaire sur la race, qui est maintenant passé dans le langage courant, est en fait hors sujet. Elle n'est ni biologique ni sociale : la blanchité se mesure au degré auquel une personne s'accroche aux derniers vestiges de ce pays mourant et condamné. C'est pour maintenir la foi dans les mêmes protections constitutionnelles que votre exécution sommaire s'est à nouveau révélée vide. C'est nourrir des sentiments à l'égard de ce membre raciste de la famille qui parvient encore à obtenir de l'affection et de l'amour. C'est de croire qu'un emploi se joue au mérite dans une entreprise où les employés à la peau foncée sont cantonnés à faire le ménage. En bref, c'est la mesure dans laquelle une personne incarne la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Il est intéressant de noter que, selon cette norme

d'évaluation, il s'ensuit qu'un grand nombre des personnes que l'on appelle « noires » devraient plutôt être jugées comme étant blanches.
Pour éviter sa propre dissolution, la société suprémaciste blanche nous dit qu'il n'y a rien de plus insensé que le désir de naître avec une peau noire. C'est ainsi qu'ils nous présentent Rachel Dolezal[74]. John Brown a été contraint de porter cette étiquette pendant plus d'un siècle et elle vous sera malheureusement accolée, Michael, pendant un certain temps encore. Cependant, ce n'est rien d'autre qu'une projection d'un ensemble de pathologies bien plus répandues qui envahit les États-Unis blancs : une situation dans laquelle les opiacés et l'automutilation sont devenus les seuls moyens d'atténuer la douleur des relations personnelles qui se désagrègent.
De même, l'état émotionnel désastreux du citoyen se reflète dans la manière dont le pays, dans son ensemble, s'effondre sous nos yeux. Pour être plus précis, je dirais que le gouvernement des États-Unis fait de son mieux pour se renverser lui-même. Pourtant, si habitué à la déception, j'aurais dû m'attendre à ce que certaines des voix les plus fortes au sein du mouvement expriment un scepticisme, une attitude défaitiste et acquièrent une posture défensive par leur réticence. Cela me rappelle le vieux « Compte-rendu de la section sur le Conseil Régional du S.D.S » distribué par Up Against the Wall Motherfucker[75] :

UN « RADICAL BLANC »
C'EST TROIS QUARTS DE CONNERIE
ET UN QUART D'HÉSITATION.
CE N'EST PAS UN RÉVOLUTIONNAIRE
ET ON DOIT L'ÉVITER
À TOUT MOMENT…

74. NdT : Enseignante et activiste accusée d'avoir transgressé sa « véritable » identité raciale en se faisant passer pour « noire » pendant plusieurs années. Elle a du démissionner de la NAACP et de son poste d'enseignante.

75. NdT : Groupe dadaïste et situationniste fondé en 1966 à New York.

Malgré certaines illusions grandioses sur la maîtrise et le contrôle des Blancs, il devient de plus en plus évident que la guerre civile est inéluctable. Elle ne dépend de personne. C'est plutôt un jeu de forces qui n'a pas besoin de se trouver des excuses : une fois que le tigre est sorti de sa cage, il n'y retourne pas sans essayer de transformer ses anciens geôliers en proies. En d'autres termes, il ne semble pas que les Noir·es vont se rasseoir de sitôt, à moins que Monsieur Charlie[76] ne trouve le moyen de nous ligoter à une chaise. La question stratégique n'est donc pas tant de savoir comment empêcher la guerre civile, mais plutôt comment la gagner.

Et donc, les craintes par rapport à ce que vous avez fait ont tendance à s'estomper. De plus, ils ferment tous les yeux sur les leçons concrètes que nous enseigne l'Histoire. C'est-à-dire que les critiques et les appréhensions, que vous avez sûrement aussi entendues, tendent à ignorer la longue tradition d'auto-défense militante, qui a toujours été le fil rouge capable d'unir les secteurs les plus avancés et les plus révolutionnaires de la lutte pour la liberté des Noirs. Ce n'est qu'en négligeant cet héritage que l'on peut supposer à tort que la terreur raciste disparaîtra en quelque sorte d'elle-même, ou qu'elle sera endiguée par les autorités.

Hélas, j'ai trop écrit. Cela dit, si tout cela est trop accablant, ne vous sentez pas obligé de vous empresser de me répondre. Même si je n'ai pas de nouvelles de vous, je sais que vous êtes toujours là. Pour terminer, je dois mentionner qu'en ces temps difficiles, où nous pouvons être étourdis par les hauts et les bas que nous traversons, je me retrouve à dire à mes amis, plus souvent et plus sérieusement, que je les aime.

Amour et solidarité,

Idris Robinson

76. NdT : Référence à la pièce écrite par James Baldwin en 1964, *Blues for Mister Charlie*, traduite en français et publiée en 2020 sous le titre *Blues pour l'homme blanc*.

Deuxième partie

De l'esclavage au Black Power

Defund the police
BLACK LIVES MATTER

They gave my dawg a long sentence,
hit him with the textbook.
Hit him with the textbook,
he can't even read
His family never finna go seem him,
'cause they sent him way up to Creek
The society corrupted we going through
modernized slavery
Sell a black male to a plantation
Like a slave master sell a black male
to a plantation

KODAK BLACK

Les prisons sont les nouvelles plantations

Ce texte s'inspire particulièrement de la lecture de *The new Jim Crow*, l'ouvrage de Michelle Alexander[1].
Entre le XVII^e^ et le XIX^e^ siècles, la traite négrière transatlantique déporte environ douze millions d'Africain·es vers le continent américain, dont au moins cinq cent mille vers les colonies britanniques. Dès le départ, des Africain·es se battent pour ne pas être capturé·es et se révoltent lors des traversées. Sur place, après des voyages éprouvants qui font de nombreux morts, les esclaves sont soumis·es à la terreur des planteurs dans les rizières, les champs de coton, de tabac ou de maïs. Les femmes réduites en esclavage effectuent des travaux aussi durs que les hommes, sans jamais pouvoir prétendre à des statuts intermédiaires comme celui de contremaîtres, et sont constamment exposées aux agressions sexuelles[2]. Vivre en tant qu'esclave signifie, en plus d'un travail harassant, le fait de passer sa vie au service d'un propriétaire et d'être un « bien meuble », pouvant être vendu ou loué. Des punitions sévères (allant jusqu'à la mort) sont régulièrement infligées et aucun droit n'est accordé concernant la filiation : les familles peuvent ainsi être disloquées au gré des ventes.

1. Michelle Alexander, *The New Jim Crow,* traduit en français sous le titre *La couleur de la justice,* Paris, Syllepse, 2017.

2. Sur l'histoire méconnue des femmes esclaves noires, voir le chapitre « Sexisme et vécu des femmes noires esclaves » de bell hooks, *Ne suis-je pas une femme?,* Cambourakis, 2015. Sur l'imbrication du sexisme et du racisme dans la construction « des discours sur la race », voir Elsa Dorlin, *La matrice de la race*, La Découverte, 2006.

Résistances à l'esclavage

Avant la massification de l'esclavage, c'est le système de l'engagisme qui a cours : les engagés sont principalement des exilés européens pauvres, en provenance d'Angleterre, d'Irlande et d'Allemagne. L'engagement est un état de servitude volontaire, proche de l'esclavage par les conditions de vie, mais limité à une durée de six ou sept ans. Cette durée de travail est censée rembourser le prix de la traversée aux armateurs. Les engagés travaillent avec les esclaves, sans système d'apartheid. Les révoltes qui surviennent sous ce système nourrissent les inquiétudes des colons anglais quant aux alliances entre esclaves et engagés. Cette crainte explique l'augmentation du recours à des esclaves venant d'Afrique. Ne parlant pas anglais et étant moins familiers des mœurs européennes que ceux venant des Caraïbes, ils sont moins susceptibles de fomenter des révoltes et de s'associer aux migrants européens. Un « favoritisme racial » est également mis en place afin d'étendre certains privilèges aux anciens engagés blancs : on leur octroie les terres des peuples autochtones d'Amérique du Nord et le droit de posséder des esclaves. Ces mesures, en renforçant une hiérarchie sociale fondée sur le critère de la race, doivent conjurer le risque d'un soulèvement multiracial. C'est ainsi que l'engagisme disparaît au profit de l'esclavage.

Néanmoins, les esclaves mènent fréquemment des révoltes contre les colons. Entre le XVII^e^ et le XIX^e^ siècle, l'historien marxiste Herbert Aptheker en répertorie plus de deux cent cinquante. La plus célèbre est sans doute celle de Nat Turner[3] en Virginie. En août 1831, cet esclave prédicateur réunit soixante-dix esclaves pour s'en prendre aux maîtres. La révolte dure deux jours : ils parviennent à tuer une soixantaine de Blancs mais échouent dans la prise d'une armurerie. La répression est impitoyable et tous les révoltés sont exécutés, tandis que des représailles conduisent à la pendaison de centaines de personnes noires dans les environs[4]. Bien d'autres formes de résistance

3. Voir le film *The Birth of a Nation*, 2016, de Nate Parker, qui en retrace l'histoire.

que la violence frontale ont cours : sabotages pour ralentir le travail, empoisonnements, chants au sens caché[5], entraînements au combat, fuites et marronnages, maléfices, incendies de bâtiments voire, comme ultime tactique désespérée, l'infanticide, pour éviter que leurs propres enfants ne soient vendus[6]…

Le soulèvement des esclaves est une hantise permanente pour les propriétaires[7]. Malheureusement, la taille modeste des plantations et la position minoritaire des Noir·es dans le Sud des États-Unis (contrairement aux Caraïbes où les Blancs sont peu nombreux) ont segmenté les révoltes et facilité ainsi leur répression.
Dès le XVIII[e] siècle, des groupes religieux, principalement protestants, se positionnent contre l'esclavage. Ce sont d'abord des quakers, animés par un idéal égalitaire, qui interdisent l'esclavage dans leurs communautés puis fondent la première société abolitionniste au Nord en 1775. Ce mouvement, à l'origine marginal (en 1827, on compte deux cents groupes pour huit mille membres environ), commence à s'organiser autour de sociétés abolitionnistes utilisant le prêche et la pétition pour tenter d'en convaincre d'autres. Beaucoup, comme les baptistes, les méthodistes ou les puritains, défendent l'abolition au nom de l'incompatibilité entre la servitude et les enseignements du christianisme[8].
Le mouvement abolitionniste est contraint de mener le combat au niveau de chacun des États car, depuis sa création,

4. À la suite de cette révolte, les États du Sud interdisent l'éducation des Noir·es, libres ou esclaves, et imposent la présence d'un homme blanc lors des services religieux.

5. Voir à ce propos le chapitre « La domination, le jeu et l'imaginaire », du livre *La domination et les arts de la résistance*, de James C. Scott, éditions Amsterdam, 2008.

6. Sur la multiplicité et la complexité des gestes de résistance des esclaves, voir Elsa Dorlin, « Les espaces-temps des résistances esclaves : des suicidés de Saint-Jean aux marrons de Nanny Town (XVII[e]-XVIII[e] siècles) », *Tumultes,* n° 27, p. 37-51, 2006.

7. En particulier depuis 1791 et la puissante révolte des esclaves de Saint Domingue.

8. Ils se réfèrent alors beaucoup à l'Épître aux Galates de saint Paul : « Il n'y a plus ici ni Juifs ni Grecs, il n'y a plus ni esclaves ni libres, il n'y a plus ni homme ni femme, mais tous sont en Jésus-Christ ».

le gouvernement fédéral est tenu de s'abstenir sur toute question relative à l'esclavage. C'est donc sur le modèle des sociétés locales que l'abolitionnisme obtient ses premières victoires politiques à partir de la fin du XVIII[e] siècle dans certains États du Nord. En revanche, dans le Sud rural et agricole où l'économie dépend constitutivement de l'esclavage, avec la culture du coton, et où vit l'écrasante majorité des personnes noires, le mouvement abolitionniste a plus de mal à percer.

Second souffle

Malgré les premières victoires, il faut attendre les années 1830 et un second souffle d'engagement, de la part des religieux notamment[9], pour que l'abolitionnisme devienne un mouvement de masse. Le nombre de sociétés antiesclavagistes croît et le mouvement gagne en force et en ambition. L'American Anti-Slavery Society, fondée en 1833 par William Lloyd Garrison regroupe ainsi jusqu'à mille trois cent cinquante groupes locaux et près de deux cent cinquante mille membres. Les premières divisions apparaissent. D'une part entre les « immédiatistes », partisans de l'abolition immédiate et sans condition, et les « gradualistes », favorables à un abandon progressif et négocié du recours aux esclaves. Et d'autre part entre ceux qui misent sur le rôle de la force et les tenants de la persuasion morale. D'autres débats traversent le mouvement sur la question de l'égalité sociale, du futur statut légal des Noirs, de la place des femmes, des liens avec les syndicats, de la pertinence du fédéralisme et du caractère inévitable de la guerre qui s'annonce avec le Sud esclavagiste.

Si certains, comme l'immédiatiste Garrison, refusent tout compromis, beaucoup ne sont pas hostiles aux propriétaires d'esclaves. Ils pratiquent le sermon et préconisent des discussions au sein de clubs de réflexions, auxquels sont parfois conviés propriétaires et marchands d'esclaves pour qu'ils se rendent compte de l'immoralité de leur commerce grâce aux

9. C'est le moment du « Second grand réveil », une vague de réveil spirituel chez les protestants étasuniens.

témoignages d'anciens esclaves. Un grand nombre de ces sociétés sont timorées. Certaines n'acceptent pas les Noir·es ni les femmes blanches dans leurs rangs. Peu à peu cependant, des personnes issues de la petite classe des Noir·es libres vivant dans les États du Nord ainsi que certaines femmes rejoignent des sociétés abolitionnistes.
Les abolitionnistes diffusent leurs idées à travers des journaux, comme *The Liberator*. Ils organisent des meetings, mènent des combats juridiques pour modifier les législations et défendent d'anciens esclaves devant les tribunaux. Ils diffusent aussi les récits des atrocités racontés par les évadé·es pour mobiliser l'opinion publique. Mais leur plus grosse réalisation est sans doute l'*Underground Railroad :* un enchevêtrement de groupes organisés, de caches, de personnes, de routes et de lieux clandestins utilisés par les esclaves évadés durant leur fuite. C'est une infrastructure d'évasion à grande échelle, permettant à plus de cent mille esclaves de rejoindre les villes du Nord, le Canada (et parfois même le Mexique). Ce réseau connaît son apogée autour de 1850 et 1860. Beaucoup d'abolitionnistes et d'anciens esclaves mettent leur vie en jeu pour en libérer d'autres. Harriet Tubman[10], ancienne esclave, n'hésite pas à retourner clandestinement plusieurs fois dans les États du Sud, pistolet à la ceinture, pour faire évader des dizaines d'esclaves. Les passages s'effectuent souvent la nuit avec la complicité d'habitant·es du coin et de pasteurs. Des comités de vigilance, qui prennent en charge les fugitifs une fois arrivés au Nord, se forment dans plusieurs villes, comme Boston, Philadelphie et New York. Une bonne part du travail est accomplie par des Noirs libres habitant dans les États du Nord.

Missions

De nombreuses figures abolitionnistes sont animées par une mission messianique. Harriet Tubman était surnommée la « Moïse noire », elle puisait sa force et son inspiration dans les récits de l'Ancien Testament notamment dans le récit de Moïse guidant les

10. Le film *Harriet*, réalisé par Kasi Lemmons en 2019 retrace la vie et les réalisations de cette combattante.

Juifs hors d'Égypte. Elle avait fréquemment des visions et des rêves qu'elle interprétait comme autant de signes divins de sa mission. L'abolitionniste John Brown représente lui aussi ce rapport particulier entre religion et lutte contre l'esclavage. Se sentant personnellement missionné par Dieu, il part en guerre contre le système esclavagiste au nom de l'amour universel des premiers chrétiens.

« Ne suis-je pas une femme ? »

L'engagement des femmes dans le mouvement abolitionniste contribue à lancer le mouvement pour les droits des femmes, notamment pour le droit de vote. Si, dans les sociétés abolitionnistes, on parle beaucoup d'égalité entre Noirs et Blancs et de l'horreur de l'esclavage, certaines femmes blanches utilisent la métaphore pour décrire leur condition : ne sont-elles pas, elles aussi, les esclaves de leurs maris ? De nombreuses femmes noires militent activement pour le droit de vote, persuadées du poids politique que pourraient avoir les femmes aux États-Unis. Sojourner Truth, ancienne esclave évadée, militante du mouvement des droits des femmes, prononce son célèbre discours en 1852 *Ain't I a woman* ? (Ne suis-je pas une femme ?). Elle répond ainsi aux hommes blancs qui mettaient en avant la faiblesse des femmes pour légitimer leur exclusion du droit de vote. Elle qui travaille autant qu'un homme, qui a mis au monde cinq enfants pour voir la plupart d'entre eux vendus, est-elle faible ? Et n'est-elle pas une femme[11] ?

Certaines perspectives de libération pourraient s'articuler entre femmes blanches et personnes noires : autodétermination, droit de vote, accès à l'éducation, indépendance écono-

11. « Bon, les enfants, quand il y a autant de raffut quelque part, c'est qu'il y a quelque chose de chamboulé. Je crois qu'entre les Noir·es du Sud et les femmes du Nord, qui parlent tout·es de leurs droits, l'homme blanc va bientôt être dans le pétrin. » Extrait du discours de Sojourner Truth lors de la seconde convention annuelle du mouvement pour les droits des femmes, voir bell hooks, *Ne suis-je pas une femme ?*, Cambourakis, p. 246, 2015.

mique, etc. Pourtant leurs intérêts divergent : certaines féministes noires rappellent la façon dont les femmes blanches ont tiré profit de l'esclavage et dont certaines approuvent les lynchages, tandis que des suffragettes blanches sudistes militent pour le droit de vote des femmes blanches, dans le but de conforter la suprématie blanche… Dans les faits, peu de féministes blanches ont engagé une réelle solidarité politique avec les femmes noires.
Dans le mouvement abolitionniste, les femmes, qu'elles soient noires ou blanches, ne sont que tolérées au sein de l'American Anti-Slavery Society : il leur est interdit de prendre part aux décisions, aux votes et d'occuper des fonctions de direction. Certaines abolitionnistes décident donc de former leurs propres groupes. À Salem, en 1832, des femmes noires fondent une société antiesclavagiste tandis qu'une quaker, Lucretia Mott, crée en 1833 la Philadelphia Female Anti-Slavery Society. En plus de militer dans les sociétés et clubs abolitionnistes, certaines agissent depuis leur lieu de travail : des ouvrières de filatures rognent sur leurs maigres salaires pour contribuer au mouvement et des institutrices blanches acceptent des enfants et des adultes noir·es dans leurs écoles, déclenchant la fureur de certains parents d'élèves.

De la fin de l'esclavage aux lois *Jim Crow*

En Europe, la demande de coton explose et les planteurs colonisent de nouveaux territoires fertiles (l'Alabama, le Mississippi ou encore la Louisiane) pour étendre les plantations. Si la traite négrière transatlantique a été abolie en 1808, les planteurs contournent l'interdiction en se lançant dans « l'élevage » d'esclaves pour les vendre dans des marchés. L'esclavage est donc loin de dépérir et le conflit entre le Nord industriel et le Sud rural s'annonce inévitable.

En 1859, un épisode illustre la radicalisation des positions dans les années précédant la guerre civile étasunienne. Il s'agit du

raid visant une armurerie fédérale, organisé par John Brown, l'un des rares abolitionnistes blancs à prendre les armes[12]. À partir de ce coup de main téméraire, il s'agissait de déclencher une insurrection armée avec les esclaves du Sud. L'affaire tourne court et tous finiront tués. Le jour de son exécution, un grand hommage est rendu à John Brown dans les États du Nord, renforçant ainsi la colère des sudistes. Cet épisode va tendre encore davantage les relations entre le Nord et le Sud. Les différends portent principalement sur le maintien de l'institution esclavagiste, la possibilité d'étendre l'esclavage à de nouveaux États et le respect du *Fugitive Slave Act*[13].

Onze États du Sud font sécession de l'Union en 1861, déclenchant par là la Guerre de Sécession opposant le Nord, abolitionniste, et le Sud, confédéré et esclavagiste. Le conflit dure jusqu'en 1865 avec la victoire militaire du Nord. Victoire impossible sans l'enrôlement de presque deux cent mille soldats noirs dans les rangs des *Yankees*.
La fin de la guerre civile marque la fin de l'esclavage, mais cette victoire est amère. Dans le Sud, quatre millions d'esclaves sont libérés. La plupart n'ont aucune possession et sont parfois obligés de repartir se faire embaucher par leurs anciens propriétaires, dans des conditions similaires. Les promesses d'octroi de quarante acres de terrain et d'une mule pour tout soldat noir qui se battrait du côté de l'Union n'ont pas été tenues. La guerre a fait des centaines de milliers de morts des deux côtés, et une partie des habitants du Sud est terrorisée par l'accès massif à la liberté des personnes noires.

12. Pour plus d'informations sur John Brown, voir le texte de la première partie « Lettre à Michael Reinoehl » et la série *The Good Lord Bird* de Ethan Hawke et Mark Richard, 2020.

13. Le *Fugitive Slave Act* ou loi sur les esclaves évadés, est le nom donné à une loi votée en 1850 par un congrès à majorité sudiste pour lutter contre le succès du mouvement abolitionniste et les évasions d'esclaves. Elle autorise les propriétaires et les chasseurs d'esclaves à pénétrer dans les États du Nord et à contraindre les autorités locales et fédérales à les assister dans la capture d'esclaves en fuite. Elle stipule également que toute personne aidant un fugitif en lui fournissant des soins ou même de la nourriture est passible de six mois d'emprisonnement ainsi que d'une amende de mille dollars. Une sorte de « délit de solidarité » de l'époque.

Le système économique des États du Sud, qui repose sur l'esclavage, est complètement déstabilisé, mais d'autres ressorts viennent nourrir ce sentiment de panique : l'épanouissement de l'institution de l'esclavage a fait prospérer l'idée de race. Comme l'explique Loïc Wacquant, « la division raciale était une conséquence et non une condition préalable de l'esclavage ; mais une fois qu'elle fut établie, elle se détacha de sa fonction initiale et gagna une puissance sociale propre »[14]. Les notions de différence de races et de suprématie blanche vont s'avérer plus durables que l'institution dont elles sont issues.

Réparations

La question des réparations est un serpent de mer aux États-Unis. En avril 2021, une commission du Congrès étasunien a finalement adopté un projet de loi qui soutient le principe d'une compensation financière pour le préjudice lié à l'esclavage, qui serait payée aux descendant·es de plus de quatre millions d'esclaves que les États-Unis ont comptabilisés. Le texte devra encore passer au Congrès, puis au Sénat. Dans le troisième point de son programme d'autodéfense, le Black Panther Party soutenait l'indemnisation en espèces des descendant·es d'esclaves. La mesure soulève néanmoins de nombreuses questions : qui pourra en bénéficier ? Comment prouver sa filiation ? Comment s'estiment de tels préjudices ? Quel sentiment de réparation ou de justice cela offre-t-il ?

Le groupe Salish Sea Black Autonomists a publié une position tranchée sur la question en avril 2019, dans le texte « Reparations As A Verb »[15] : « Nous voyons cet appel à la réparation par les démocrates pour ce qu'il est : la récupération de ce qui pourrait potentiellement être une demande dangereuse pour

14. Cité dans Michelle Alexander, *op. cit.*

15. Texte disponible sur theanarchistlibrary.org. Le Salish Sea Black Autonomists est un groupe autonome noir situé dans la baie du nord de Seattle qui borde la mer des Salish.

> *la classe dirigeante (ou un cri de guerre à une époque de révolte noire). […] Nous sommes d'accord avec Saidiya Hartman lorsqu'elle dit : « Je refuse de croire que les revendications politiques les plus vastes ou les imaginations les plus folles de l'esclave concernent les arriérés de salaires ou l'allègement de la dette. Il y a trop de vies en danger pour recycler les formes d'appel qui, au mieux, ont permis l'émancipation limitée contre laquelle nous luttons aujourd'hui ». Nous repensons les réparations comme une action, une attaque contre l'ordre construit à partir de notre travail volé – à partir de nos vies volées – qui confine notre existence à l'esclavage, aux salaires et aux dettes, aux prisons et à la mort, non seulement il y a cinq cent ans mais aujourd'hui encore, ici et maintenant. […] Nous pouvons exiger de l'État qu'il nous donne des terres, ou nous pouvons les libérer pour tous. Nous pouvons exiger de l'État qu'il nous donne une vie meilleure, ou nous pouvons nous en créer une et la partager nous-mêmes. Nous pouvons exiger de l'État qu'il cesse de nous tuer, ou nous pouvons agir pour nous défendre. Nous pouvons exiger de l'État, ou nous pouvons agir pour créer notre propre pouvoir autonome, notre propre libération, contre et en dehors des limites de l'État et du capital. »*

Plusieurs amendements sont ajoutés à la constitution des États-Unis après la Guerre de Sécession. Le treizième amendement abolit l'esclavage et la servitude involontaire, sauf en cas de condamnation judiciaire. Il permet de prolonger le contrôle racial sur les populations noires[16]. Les prisonniers deviennent alors des « esclaves de l'État[17] ». Neuf États du Sud adoptent la loi sur le vagabondage s'appliquant sélectivement

16. Voir à ce sujet le documentaire *13e* de Ava Duvernay (2016).

17. Littéralement dans les textes de lois de certains États.

aux Noir·es et rendant illégal le fait de ne pas travailler. Chaque personne noire devait avoir sur elle une attestation écrite prouvant son emploi sous peine d'être envoyée au pénitencier du coin et mise au travail forcé. Huit de ces États autorisèrent même la location de prisonniers à des planteurs ou à des entreprises privées. Des dizaines de milliers de Noir·es furent arrêté·es arbitrairement pendant cette période-là, écrasé·es sous le poids des amendes et forcé·es à travailler pour les rembourser. La mortalité des prisonniers dans les entreprises (scieries, briqueteries, construction de chemin de fer, plantations) est alors supérieure à celle qui avait cours durant le système esclavagiste.

Dans les faits, c'est le même geste de capture qui est accompli, depuis l'arrachement brutal de personnes en Afrique, à la réduction à l'esclavage jusqu'à l'incarcération. « Capturer c'est s'emparer d'un destin » comme le note un article de la revue politique *Critique panafricaine*, qui retrace la généalogie de cette pratique et note combien les captures originelles sont, pour les Afro-Américains, « [la] préhistoire et la source d'une normalisation sans précédent de l'accaparement massif de populations noires[18] », notamment par le système carcéral.

En 1866, d'anciens officiers de l'armée sudiste fondent le Ku Klux Klan, directement en réaction à l'abolition de l'esclavage prononcée l'année précédente. Cette organisation suprémaciste blanche s'oppose aux droits constitutionnels précédemment obtenus. En effet, le quatorzième amendement accorde la citoyenneté à toute personne née ou naturalisée aux États-Unis et le quinzième garantit le droit de vote à tous les citoyens des États-Unis, indépendamment de « la race ou d'une condition antérieure de servitude ». « Tous les citoyens » renvoie en réalité aux hommes de plus de 21 ans uniquement. Les femmes obtiendront quant à elles le droit de vote en 1920,

18. « L'abolition de la prison : enjeu panafricain et décolonial. Généalogie de la capture », paru sur critiquepanafricaine.net, 2017. Le panafricanisme est un mouvement politique qui prône l'indépendance des États d'Afrique et la solidarité entre les peuples africains et afro-descendants.

par l'intermédiaire du vingtième amendement, mais les femmes noires seront, dans les faits, empêchées de voter. Ces amendements sont votés dans la période dite de « Reconstruction » menée par le Nord, à laquelle répond la campagne de « Rédemption » portée par les conservateurs, qui aboutira au retrait des troupes nordistes des États du Sud des troupes nordistes. En 1877, le droit de vote accordé aux hommes noirs disparaît dans les faits, à la faveur de tests d'alphabétisation ou de taxes encadrant le vote. D'autres lois promulguées instaurent la ségrégation et empêchent les Noir·es de porter une arme, de chasser, de pêcher, de posséder du bétail… Quelques années plus tard, l'État du Mississippi cesse de louer ses détenus à des entreprises pour créer son propre camp de détention, et sera imité par la suite par les autres États. Le pays connaît alors son premier boom carcéral et les détenus sont principalement de jeunes Noirs. En 1898, en Alabama, trois quarts des richesses de l'État sont produites par des prisonniers[19]. Ce sont des détenus qui ont construit l'essentiel du réseau routier des États-Unis.

Au début du XX^e siècle, avec la mise en place du système Jim Crow[20], les discriminations et la ségrégation raciale s'inscrivent dans presque tous les domaines de la vie : écoles, églises, logements, emplois, toilettes, hôtels, restaurants, hôpitaux, prisons, morgues, cimetières, etc. L'image du Ku Klux Klan est popularisée à la suite du film *The Birth of a Nation*[21], premier blockbuster américain, réalisé en 1915, qui fait explicitement l'apologie de l'organisation raciste. Les lynchages se multiplient[22] et l'été 1919, qui sera par la suite surnommé *The Red Summer* (L'été rouge), est particulièrement violent.

19. Keeanga-Yamahtta Taylor, *Black Lives Matter, Le renouveau de la révolte noire américaine*, trad. Celia Izoard, Marseille, Agone, 2017.

20. Les lois *Jim Crow* sont mises en place dans les États du Sud à partir de 1877 pour contrer les acquisitions de droits constitutionnels pour les Noir·es, elles sont notamment à l'origine de la ségrégation.

21. À ne pas confondre avec le film éponyme de Nate Parker cité plus haut.

22. Sur la période qui va de 1915 à 1935, l'université de Tuskegee en décompte 726.

Son point culminant est le massacre d'Elaine, où plus de deux cents Africains-Américains sont abattus par des milices blanches, à la suite de tentatives d'organisation de métayers noirs. Face à ces lois et aux lynchages, W. E. B. Du Bois et William Monroe Trotter fondent le Niagara Movement en 1905 qui devient quelques années plus tard la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP).

En route vers les droits civiques

Les mouvements de libération noire sont à un carrefour. Les messages d'égalité sociale et de solidarité interraciale de la part de syndicats comme Industrial Workers of the World (IWW) ou des partis socialistes et communistes gagnent en popularité dans la population laborieuse noire. Le contexte est explosif. En 1919, une grève générale conduite par les dockers éclate à Seattle : soixante-cinq mille ouvriers prennent le contrôle de la ville pendant plus d'une semaine. La NAACP et l'United Negro Improvement Association (UNIA) de Marcus Garvey défendent les idées panafricaines mais agissent concrètement de manières très différentes. Quand la NAACP adopte clairement une visée intégrationniste et plaide pour une meilleure représentation et participation des personnes noires à la vie politique et économique du pays, Garvey prône un retour vers l'Afrique en vue de former des nations noires indépendantes et de chasser les colons européens. Des millions de Noir·es, surtout les plus pauvres, sont séduit·es par Garvey. Le terrain culturel est aussi investi et des artistes commencent à valoriser l'identité noire américaine et souhaitent libérer la conscience qu'ont les Afro-Américain·es d'elles et d'eux-mêmes, en dehors du regard des Blancs, via notamment « La Renaissance de Harlem[23] » et le jazz.

Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le milieu des années 1950, les organisations noires, le NAACP en tête,

23. Mouvement culturel afro-américain pendant l'entre-deux-guerres dont le foyer est le quartier new-yorkais de Harlem.

se concentrent sur l'action judiciaire et le lobbying en direction du gouvernement et des municipalités. Dès 1944, la Cour Suprême rend plusieurs avis jugeant la ségrégation inconstitutionnelle dans le logement, le transport et l'éducation. Cette série de décisions historiques, dont le fameux *Brown contre le Bureau de l'Éducation* en 1954, couplée à la montée en puissance d'organisations noires et au refus des États et des villes du Sud de céder du terrain, donne le départ d'un mouvement de grande ampleur contre la ségrégation.

Dans les années cinquante, le mouvement des droits civiques devient un véritable raz de marée, porté par des organisations noires majeures comme la NAACP, le CORE, le SCLC et le SNCC[24]. Le mouvement s'incarne dans de larges coalitions interraciales avec la participation de religieux et d'étudiants ayant une sensibilité de gauche. Elles ont en ligne de mire l'égalité juridique entre personnes blanches et noires et dénoncent la situation des Noir·es du Sud. Des actions collectives d'inscription sur les listes électorales sont menées. Des écoles gratuites sont mises en place dans les zones rurales avec des cours d'éducation politique et des *sit-in* sont effectués contre les commerces qui pratiquent la ségrégation raciale. Des campagnes massives de boycott contre les transports qui pratiquent la ségrégation sont aussi réalisées, comme à Montgomery en 1955, quand Claudette Colvin et à sa suite Rosa Parks se font arrêter pour avoir refusé de céder leur place dans un bus. Le mot d'ordre de la désobéissance civile s'impose, et la non-violence marque les stratégies mais aussi l'idéologie du mouvement. Martin Luther King en est le fervent défenseur. Les militants n'hésitent pas à aller manifester dans des villes du Sud où ils savent pertinemment qu'ils vont se faire molester par les polices locales. La stratégie adoptée est celle d'une mobilisation de l'opinion publique par la visi-

24. National Association for the Advancement of Colored People (Association nationale pour la promotion des gens de couleur) fondée en 1909 ; Congress of Racial Equality (Congrès de l'égalité raciale), créé en 1942 ; Southern Christian Leadership Conference (Conférence du leadership chrétien du Sud) est fondée en 1957, son premier président est Martin Luther King ; Student Nonviolent Coordinating Committee (Comité non-violent de coordination étudiante), fondé en 1960.

bilisation de la répression, destinée à forcer les gouvernants à se positionner.
L'opposition de la police et des suprémacistes à la déségrégation est immédiate et violente. Des *Freedom rides*[25] sont attaquées par des foules hostiles tandis que des bombes sont placées dans des églises noires. Une nouvelle vague de terreur blanche déferle sur ceux qui soutiennent le démantèlement de Jim Crow. Les manifestant·es affrontent lances à incendie, bergers allemands, forces de police, cocktails Molotov et lynchages par des foules racistes… Des conseils citoyens se forment dans toutes les villes du Sud pour le maintien de la ségrégation. Le KKK réaffirme son statut terroriste : castrations, meurtres, incendies de maisons et d'églises fréquentées par des Noir·es ; des leaders du NAACP sont fouettés et assassinés. De nouvelles lois ségrégationnistes sont votées.
Malgré tous leurs efforts, les suprémacistes sont en train de perdre le combat politique. Les lois empêchent dorénavant d'invoquer la race explicitement, et les mentalités ont changé : il leur faut adopter maintenant l'argument du *law and order* plutôt que celui du *segregation forever*[26].

La rhétorique du *law and order* est employée pour la première fois à la fin des années cinquante, lorsque les gouverneurs des États du Sud, appuyés par la police, essaient de mobiliser la population blanche contre les militant·es des droits civiques. Ils qualifient leurs actions de délictueuses et prétendent que le mouvement va entraîner un effondrement de la loi et de l'ordre moral. Pendant dix ans, jusqu'à la fin des années soixante, les conservateurs vont systématiquement faire cette association. Les manifestations sont criminalisées,

25. Littéralement les « voyages de la liberté ». Ce sont des bus interétatiques mixtes qui parcourent les États du Sud et donc violent les lois *Jim Crow*. Soudés par des liens d'amitié et de solidarité face aux risques qu'ils et elles prennent, les participant·es à ces voyages parlent de ces groupes comme de « *beloved communities* » (des communautés adorées). Sachant la violence de l'accueil qui va leur être réservé, certain·es écrivent leur testament avant de partir. Le documentaire *Freedom riders*, réalisé par Stanley Nelson en 2010, raconte leur combat.

26. Respectivement « la loi et l'ordre » et « la ségrégation pour toujours ».

et dans le même geste, dépolitisées. Les quelques cent cinquante-neuf émeutes qui éclatent face aux brutalités policières dans plusieurs villes durant ces années là comme à Watts (Los Angeles), Detroit, Newark, New York, Boston, Buffalo ou Cincinnati sont utilisées comme nouvelle preuve de la criminalité des Noirs. L'articulation entre crime et race est en train de se mettre en place. Cette rhétorique ne va cesser de se déployer et trouve des prolongements jusqu'à Trump, qui appelait en toute logique à « la loi et à l'ordre » face aux manifestations George Floyd à l'été 2020.
Le *Civil Rights Act* de 1964 et le *Voting Rights Act* de 1965 finissent d'abattre sur le papier la ségrégation légale, dans les domaines du logement, de l'emploi, du vote et de l'éducation. Ces lois n'ont pas mis fin à l'existence des ghettos et du racisme, qui se retrouve dans toute la structure de la société, dans la pauvreté organisée, dans les difficultés de tous les jours pour pouvoir se loger, étudier, travailler ou accéder aux soins.

Black Power

C'est à partir de cette analyse et d'un désaccord profond avec les stratégies réformistes que, dès le milieu des années soixante, d'autres voix se font entendre. Le mouvement Black Power[27] prend de l'ampleur, dans le sillage de l'assassinat en 1965 de l'un de ses représentants, Malcom X, et de l'embrasement du *Long, hot summer*[28].

> *Les révoltes qui s'étendirent dans tout le pays en 1967 marquèrent un tournant aux États-Unis. Après la révolte du quartier de Watts à Los Angeles en 1965, la philosophie de la non-violence de Martin Luther King fut rejetée*

27. Voir le documentaire disponible en ligne *The Black Power Mixtape* de Göran Olsson, 2011.

28. L'été long et chaud fait référence à l'été 1967 où des émeutes ont éclaté dans plusieurs grandes villes des États-Unis.

> *à mesure que les Noirs américains comprenaient, en un sens fanonien, qu'on ne pouvait parler à la structure du pouvoir que « dans le seul langage qu'elle comprenait – par le feu*[29]*. »*

Plusieurs groupes politiques, comme le SNCC, délaissent l'activisme réformiste, centré sur la conquête de l'égalité des droits et l'élévation sociale par le travail. Ces activistes ne veulent pas créer une nouvelle petite élite noire. Si les réformes n'ont pas suffi, il faut une révolution. Le Black Panther Party[30] (BPP) est créé en 1966 à Oakland, et les thèses de Frantz Fanon – *Les Damnés de la Terre* est alors traduit et largement distribué aux États-Unis – irriguent la pensée révolutionnaire de l'époque : réappropriation et légitimation de la violence, conception du lumpenprolétariat comme force révolutionnaire et importance du soin à apporter aux siens, aux communautés[31].

Le BPP s'allie avec d'autres groupes comme les Young Lords ou l'American Indian Movement[32]. Le contexte est celui de la guerre du Vietnam et de la décolonisation : les mots d'ordre des organisations politiques radicales sont « se mettre au service du peuple » et « *bring war home* » (Ramener la guerre chez nous), créer un front intérieur pour soutenir les guerres anti-impérialistes à l'extérieur et s'attaquer à la société étasunienne. Les campus universitaires sont en

29. Nigel C. Gibson, « Pratiques fanoniennes. Aventures des traductions anglaises des *Damnés de la terre :* des États-Unis à l'Afrique du Sud », in *Cahiers philosophiques*, n° 138, 2014, p. 16.

30. Plusieurs documentaires retracent une partie de l'histoire du Black Panther Party dont *Black Panthers* d'Agnès Varda (1968), *The Murder of Fred Hampton* (1971) de Mike Gray et Howard Alk, ou encore *Black Panthers : prémices d'une révolution* (2015) de Stanley Nelson.

31. Nigel C. Gibson, *op.cit,* « *Les Damnés de la terre*, se souvient Kathleen Cleaver, devint une lecture indispensable des révolutionnaires noirs aux États-Unis, influençant profondément leur pensée. L'analyse de Fanon semblait expliquer et justifier la violence spontanée qui ravageait le pays, et reliait les insurrections naissantes à l'émergence d'un mouvement révolutionnaire. »

32. Voir le texte suivant « Héritages du *Black Power* ».

ébullition et des groupes révolutionnaires émergent comme les Weather Underground[33].

L'incarcération de masse : un nouveau Jim Crow

La réaction de l'Amérique conservatrice contre les droits civiques n'a pas réussi à éviter le démantèlement du système Jim Crow. Mais l'assimilation entre délinquance et population noire est bien ancrée dans les esprits et constitue le socle du nouveau système de contrôle des personnes noires. Elle s'actualise dans la « guerre contre la drogue » lancée par Nixon en 1971. Cette politique est conçue pour déstructurer les mouvements de protestation contre la guerre et les quartiers noirs[34]. Reagan lui emboîte le pas lors de sa campagne de 1980, se dressant comme pourfendeur du crime et des aides sociales. Il montre du doigt la *welfare queen* (la « reine des allocations », stéréotype de la mère noire du ghetto) et les « criminels prédateurs » (les jeunes hommes noirs appartenant à des gangs). Les législations antidrogue sont considérablement durcies et on peut être condamné à cinq ans de prison pour simple possession de crack, ou bien être expulsé de son logement social pour consommation de drogue[35]. L'administration Reagan procède à des coupes dans les programmes sociaux (santé, logements, allocations, etc.). La conséquence est une recrudescence de la pauvreté et l'apparition d'une vaste population de sans-abri. Des centaines de petits hôpitaux de proximité ferment faute de budget.

33. Groupe clandestin d'extrême gauche qui a mené plusieurs actions de propagande par le fait, ils posent une vingtaine de bombes, notamment au palais de justice de Marin, en Californie, en soutien à Jonathan Jackson et Angela Davis, incarcérés à ce moment-là, ou devant des bâtiments militaires pour contester la Guerre du Vietnam. Un de leur but est de desserrer l'étau de la répression à l'encontre du BPP et d'autres groupes révolutionnaires.

34. La construction de cette politique est abordée dans le texte de la partie III de cet ouvrage, « Généalogie de la police américaine ».

35. En France, la loi Egalité et Citoyenneté de 2017, qui prévoyait la résiliation du bail en cas de condamnation pour stupéfiants a été censurée par le conseil constitutionnel, mais le débat revient régulièrement dans les médias.

En 1994, l'administration Clinton adopte une série de lois comme « la loi sur le crime » qui crée des dizaines de nouveaux crimes passibles de peine capitale et rend automatique la perpétuité pour certains récidivistes. Dans la foulée, le gouvernement Clinton attribue seize milliards de dollars aux prisons ainsi qu'aux services de police.
Les coups portés aux programmes sociaux ainsi que les budgets fédéraux distribués aux polices locales s'engageant à faire de la « guerre à la drogue » leur priorité font rapidement exploser la population carcérale : elle passe de deux cent cinquante mille détenus en 1970 à plus de deux millions trois cent mille aujourd'hui (et quatre millions et demi de personnes en probation). Les États-Unis deviennent ainsi le pays qui incarcère le plus sur la planète. Et cette incarcération est évidemment loin d'être *colorblind* (indifférente à la couleur de peau). Les hommes noirs ont six fois plus de risques d'aller en prison que les hommes blancs, et un homme noir sur neuf, entre 20 et 35 ans, est incarcéré. Dans certains quartiers, quatre jeunes hommes noirs sur cinq vont en prison durant leur jeunesse. Les femmes noires ont quant à elle deux fois plus de risque d'aller en prison que les femmes blanches. Il y a plus d'Américain·es noir·es derrière les barreaux et en aménagement de peine aujourd'hui que d'esclaves en 1850. D'où le slogan qui apparaît dans les années 1970 : « les prisons sont les nouvelles plantations ».

Cette incarcération massive a des effets bien au-delà des murs des prisons. Elle éclate et désorganise complètement les familles : quand un membre de la famille est emprisonné, certaines sources de revenus disparaissent, il faut souvent faire de longs trajets pour aller le voir en prison. Un peu comme au temps de l'esclavage, quand les familles d'esclaves étaient dispersées au gré des ventes… Ensuite, très pratiquement, le fait d'avoir un casier judiciaire fonctionne comme une forme de bannissement social. Certains emplois ne sont plus accessibles, les aides sociales et le droit de vote disparaissent, et les anciens détenus peuvent aussi être exclus des logements sociaux.

Quand on est passé par la case prison, on devient un citoyen de seconde zone pour le reste de sa vie. « Aujourd'hui, un criminel est moins respecté qu'un homme noir pendant Jim Crow en Alabama, et une vie en taule pour drogue est probablement moins désirable que vivre près des siens même dans la pauvreté et sous la menace du Ku Klux Klan[36] », juge Michelle Alexander. Elle analyse ces discriminations légalisées comme la continuité du système Jim Crow adapté aux exigences du climat politique contemporain.

À partir des années quatre-vingt, on célèbre une Amérique post-raciale, et on loue le *colorblind* de ses institutions[37]. S'il y a des vedettes noires à la télé, dans le sport, au cinéma, dans la musique, c'est bien que la couleur de peau n'est plus un obstacle ! Les luttes de libération afro-américaines n'auraient plus de raisons d'être, si ce n'est traquer devant les tribunaux les vestiges d'un racisme résiduel.

Des émeutes contre les crimes policiers se produisent sporadiquement, dont la plus mémorable est sans doute celle de 1992 à Los Angeles[38], après l'acquittement des policiers qui avaient tabassé Rodney King un an plus tôt. Ces violentes émeutes durent plusieurs jours, donnent lieu à de nombreux pillages, font soixante-trois morts et conduisent à l'arrestation de douze mille personnes.

L'abolitionnisme aujourd'hui

La fin de l'esclavage a nécessité rien de moins qu'une guerre civile. La fin de la ségrégation légale a été obtenue par des luttes massives dans les rues et devant les tribunaux. Et maintenant ?

La lutte contre l'incarcération de masse prend forme dans un mouvement abolitionniste à partir des années soixante-dix,

36. Michelle Alexander, *op. cit.*

37. Le même genre de discours pouvait se tenir sur la fin du féminisme et l'égalité-déjà-là avant que #Metoo ne vienne quelque peu remettre les pendules à l'heure.

38. Voir le documentaire *LA92* réalisé par T. J. Martin et Daniel Lindsay en 2017.

notamment avec la publication en 1976 de la revue *Instead Of Prisons* (À la place des prisons). Cette dernière propose une stratégie en trois axes pour lutter contre les prisons : premièrement, stopper l'augmentation du nombre de prisons ; deuxièmement, sortir le plus possible de prisonnièr·es des taules ; troisièmement, empêcher le plus possible de personnes de se faire emprisonner. Le tout en promouvant des solutions communautaires aux conflits. Cette stratégie continue d'irriguer le mouvement abolitionniste jusqu'à aujourd'hui.
Comme pour les luttes pour l'abolition de l'esclavage, les quakers sont à l'avant-garde. Fay Honey Knopp, féministe quaker, a coordonné l'édition de cette revue. Le Quakers Comitee on Jail and Justice (comité quarker sur la justice et la prison) s'est prononcé depuis le Canada pour l'abolition des prisons dans les années quatre-vingt, sous l'impulsion de la quaker Ruth Morris, et a participé au lancement d'une série de conférences internationales pour la fermeture des lieux d'enfermement. Intitulées « *International Conferences on Prison Abolitionism* » (conférence internationale pour l'abolition des prisons), elles devriendront lors de l'édition suivante « *International Conferences on Penal Abolitionism* » (conférence internationale pour l'abolition du système pénal). Le mot d'ordre d'abolition s'est élargi à tout le système pénal devant le constat que l'introduction d'alternatives à l'emprisonnement (bracelets électroniques, travaux d'intérêt général par exemple) ne faisait en réalité qu'étendre le filet pénal. Ces conférences entendent construire un mouvement international et ont lieu tous les deux ans, sur un continent différent à chaque fois.

À la fin des années quatre-vingt-dix, la lutte contre l'incarcération de masse trouve un nouvel élan grâce à la fondation, en 1997, de l'organisation Critical Resistance. Les figures de proue sont pour beaucoup des femmes noires. Angela Davis, ancienne militante au BPP, et Ruth Wilson Gilmore participent avec cette organisation à créer le concept de CIC, complexe industrialo-carcéral (Prison Industrial Complex, PIC en anglais) pour penser l'expansion et la normalisation de la détention.

Le CIC définit « les intérêts superposés du gouvernement et de l'industrie qui utilisent la surveillance, le maintien de l'ordre et l'emprisonnement comme solutions aux problèmes économiques, sociaux et politiques », d'après la définition qu'en donne Critical Resistance. Ce concept désigne le vaste réseau de prisons privées et publiques, de pénitenciers, de centres pour mineurs et pour sans-papiers et toutes autres activités en lien avec l'industrie carcérale (la fabrication de bracelets électroniques, la livraison de repas ou les services téléphoniques en prison, etc.). Ce secteur emploie un million de personnes et brasse chaque année des dizaines de milliards de dollars. Certaines sociétés construisent les prisons, les gèrent, et passent des contrats avec les États qui contiennent des « clauses d'occupation » entre 80 et 90 % de leurs établissements. S'il y a trop peu de prisonniers enfermés, les États doivent payer des pénalités aux entreprises. Par ailleurs, certaines entreprises pénitentiaires ont favorisé, et parfois même contribué à rédiger, des lois favorisant la détention, comme les *Three-strikes laws*[39] et les *Truth-in-sentencing laws*[40]. Une fois sous les verrous, tous les services sont payants (manger, téléphoner, écrire un e-mail à ses proches[41]) et on assiste à une mise au travail généralisée des condamnés. Les prisonniers fournissent en effet une main-d'œuvre quasiment gratuite, exploitée par

39. La *Three-strikes law* (loi des trois prises) contraint les juges à prononcer des peines de prison à perpétuité à l'encontre d'un prévenu condamné pour la troisième fois. L'application de cette loi peut exclure certaines personnes de la société pendant de très longues périodes (la libération conditionnelle étant parfois impossible), conformément à la théorie dite de *selective incapacitation* (mise hors d'état de nuire sélective), selon laquelle un faible nombre de personnes ayant maille à partir avec la justice serait responsable de la très grande majorité des crimes et délits. Ces lois ne visent pas spécialement des crimes graves, mais plus prosaïquement des vols ou des cambriolages, la simple possession de drogue, même minime. Des cas de condamnations délirantes ont été rapportés comme une condamnation à vingt-cinq ans de prison pour le vol d'une part de pizza. Par définition, ces lois abandonnent toute volonté de réinsertion ou de réhabilitation.

40. « Vérité dans la détermination de la peine », elle a pour but d'empêcher des remises de peines et d'imposer à l'inverse des peines incompressibles.

41. Gwenola Ricordeau raconte comment l'entreprise Jpay, grâce à son implantation dans les prisons, génère plus de soixante millions de dollars de profit par an et vend des services de messagerie mail et de transfert d'argent. Voir *Pour elles toutes, femmes contre la prison*, Lux, 2019, p. 134.

de nombreuses entreprises étasunienne, sous les auspices du « capitalisme carcéral », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Jackie Wang. Elle décrit précisément dans ce livre les logiques qui sous-tendent l'incarcération des plus pauvres, et notamment des personnes endettées incapables de payer leurs amendes : « En somme, on enferme les pauvres dans un cycle de dette et d'incarcération qui affecte leur existence en profondeur[42] ». Ce sont par exemple des détenus, payés un dollar de l'heure, qui sont intervenus au côté de pompiers lors des incendies ravageurs en Californie ces dernières années. Pas étonnant que lors d'une grève nationale en août 2018, les prisonniers aient demandé « la fin de l'esclavage » en prison…

Cette analyse de la structuration de la société moderne par des logiques sécuritaires et racialistes héritées du passé, mène la lutte abolitionniste à ne plus se retreindre aux seules prisons, ni seulement au système pénal (police-justice-prison), mais à s'attaquer à l'ensemble du système industriel, gouvernemental et économique parcequ'il permet le contrôle et l'exploitation des populations.

Le mot d'ordre « Abolir la police » est riche de toute cette histoire.

42. Jackie Wang, *Capitalisme carcéral*, Divergences, 2019, p. 147.

Héritages du Black Power

Il est des périodes de suspension du temps, où le passé rencontre le présent. Les initiatives abolitionnistes d'aujourd'hui et les révoltes de l'année 2020 dialoguent avec d'autres époques révolutionnaires. Certains groupes en font mention explicitement : dans leur manifeste « Burn Down The American Plantation » (Réduire en cendres les plantations américaines), le Revolutionary Abolitionist Movement[43] prône la création d'un réseau d'entraide sur le modèle de l'*Underground Railroad* pour venir en aide aux personnes en cavale et à celles sans-papiers traquées par les services de l'immigration et les douanes[44]. Ce groupe politique a également participé à l'organisation de la solidarité pour les inculpé·es du mouvement George Floyd à travers le Jail Mutual Aid Fund (le fonds d'entraide aux prisonnièr·es). Il encourage enfin « les communautés noires, indigènes, musulmanes, immigrées et homosexuelles » à créer des groupes d'autodéfense contre les groupes fascistes et la police, à l'instar des patrouilles des Black Panthers dans les années soixante-dix. D'autres filiations sont encore plus explicites : comme dit précédemment, Angela Davis, engagée dans le parti des Black Panthers et incarcérée à la suite d'une prise d'otages dans un tribunal[45] en 1970,

43. On peut lire les textes du Mouvement Abolitionniste Révolutionnaire sur leur site internet revolutionaryabolition.org.

44. L'ICE aux États-Unis, pour Immigration and Custom's Enforcement (police des douanes et des frontières).

45. Le 7 août 1970, Jonathan Jackson pénètre dans un tribunal de Californie. C'est le frère du célèbre militant George Jackson, mis en cause dans la mort d'un gardien de prison, ayant tué un détenu. Jonathan, avec l'aide de détenus présent au tribunal, prend en otage le juge, le procureur et trois jurées. Lui, le juge et deux détenus sont tués, une jurée blessée, alors qu'ils s'enfuient en camionnette. Angela Davis, accusée d'avoir acheté les armes de l'attaque, est arrêtée après deux semaines de cavale et détenue pendant plus de seize mois. Menacée de la peine de mort, elle est finalement acquittée.

participe en 1997 à la création, avec Ruth Wilson Gilmore et Rose Braz d'une des principales organisations de l'abolitionnisme pénal contemporain : Critical Resistance. L'héritage du Black Power éclaire les pratiques et les idées du mouvement abolitionniste contemporain.

Dans les années soixante et soixante-dix, la vague révolutionnaire qui se déploie à l'échelle mondiale secoue les États-Unis : elle se compose notamment des mouvements contre la guerre et contre-culturels, ou encore des luttes féministes, noires, indigènes et ouvrières. Les mouvements radicaux noirs, latinos et natifs américains s'inspirent largement des luttes pour la décolonisation et de libération nationale qui éclatent en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. La guerre au Vietnam (1955-1975) est à ce titre un vecteur de politisation majeur sur le sol étasunien. L'émergence du mot d'ordre « *Black Power* », le « Pouvoir Noir », s'inscrit dans ce contexte.
Popularisé par le militant Stokely Carmichael[46] en 1966, ce puissant mot d'ordre se fait entendre un an après les émeutes de Watts[47]. Cette expression rend compte de la nécessité politique d'auto-organisation des communautés noires, affranchie du regard et du pouvoir blancs. Il prône l'autodétermination et le développement d'une culture noire, allant du refus des normes esthétiques anglo-saxonnes (par exemple, en assumant des « coupes afro »), à la valorisation d'une identité, jusque-là dénigrée, avec le slogan « *Black is beautiful* », en passant par la reconnaissance de spiritualités d'origine africaine. De nombreux groupes, tous marqués par une approche

46. Stokely Carmichael fut dirigeant du SNCC, puis ministre du Black Panther Party, et enfin, dirigeant du A-APRP, All African People's Revolutionary Party (Parti révolutionnaire de tous les peuples africains). Partant du Mouvement des droits civiques, sa radicalisation progressive suit la trajectoire du mouvement noir de l'époque.

47. En août 1965, à watts, quartier de Los Angeles, suite à une scène de violence lors de l'arrestation de trois Noirs par des policiers blancs, les habitant·es du quartier s'engagent dans cinq jours d'émeutes. Cet épisode aboutit trente-quatre morts (dont vingt-trois civils tués par la police), environs mille blessé·es, trois mille cinq-cent interpellé·es, mille bâtiments attaqués et un slogan entêtant *« burn baby burn »* (« brûle, bébé, brûle »). Watts 1965 est un précurseur des émeutes de la fin du XX^{e} siècle.

révolutionnaire, composent le mouvement du Black Power. On y trouve la Nation of Islam (NOI) dont Malcom X fut l'un des porte-parole, le SNCC, les Deacons for Defense and Justice, le CORE, le DRUM et surtout les Black Panthers[48].

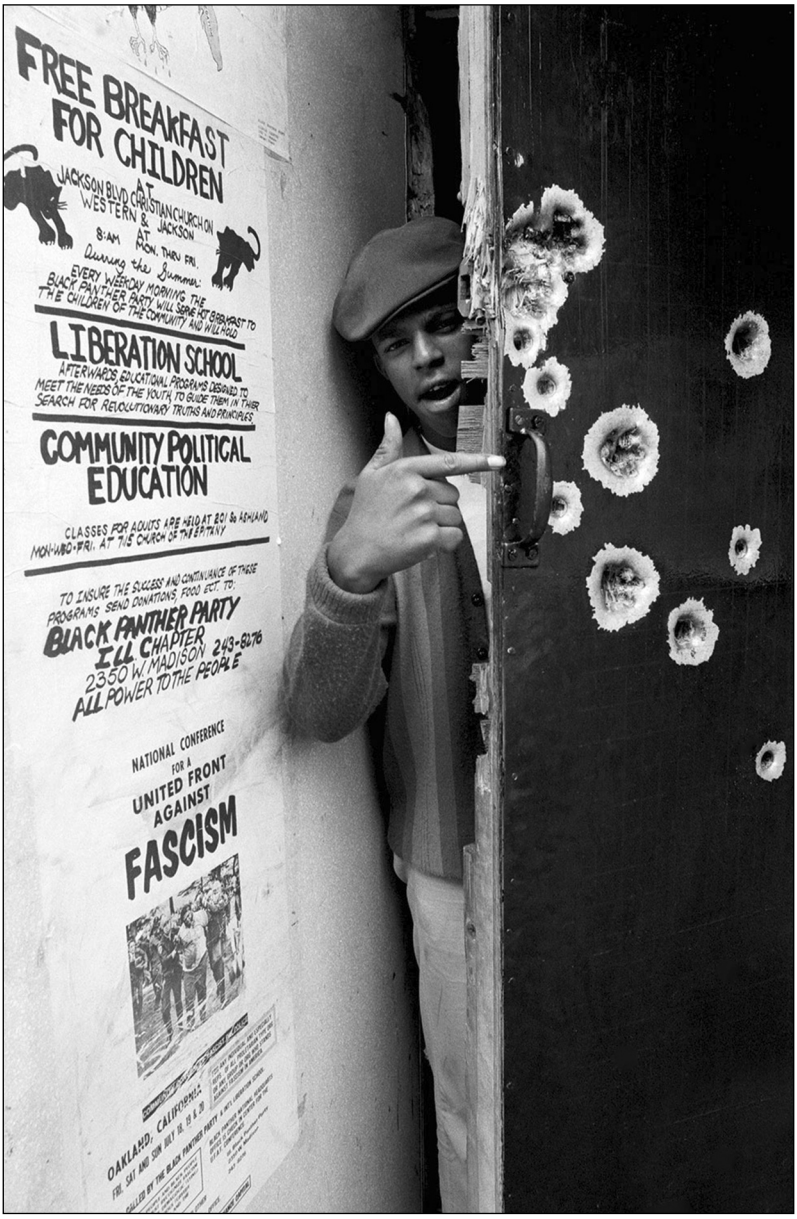
Le Black Power marque une rupture avec le mouvement des droits civiques. Les avancées obtenues par celui-ci, principalement sur le plan juridique, n'ont pas répondu à la question sociale que pose le système d'oppression raciale. Après l'abrogation des lois ségrégationnistes *Jim Crow* en 1965, les Noir·es vivent toujours pauvres, dans des logements insalubres et sont constamment harcelé·es par la police. Martin Luther King, à la fin de sa vie, entendait y répondre plus directement, en organisant une manifestation nationale avec des grévistes en direction de la Maison Blanche. Il infléchit lui-même ses positions, en faisant référence à la « non-violence offensive » et au « sabotage non violent », avant d'être assassiné en 1968[49]. La stratégie de désobéissance civile non violente est alors en train de perdre du terrain. Le Black Power entend proposer une autre stratégie : « Il n'y a qu'une seule manière d'empêcher les Blancs de nous brimer, c'est de prendre nos affaires en main. Cela fait six ans que nous disons « Liberté » et nous n'avons rien obtenu. Ce que nous dirons à partir de maintenant, c'est *Black Power*[50]. »

Le leader Malcom X, également assassiné (en 1965), balaye d'un revers de main l'adage chrétien de la non-violence :

48. La Nation de l'islam est une organisation politico-religieuse hétérodoxe, établie en 1930 à Détroit. Le SNCC est historiquement plus proche du mouvement des droits civiques, mais progressivement remet en cause ses modes d'actions pacifistes et assume une organisation entre militant·es noir·es. Les « Diacres pour la défense et la justice » est un groupe fondé en 1964 en Louisiane, notamment par des vétérans noirs de la Seconde Guerre Mondiale, pour assurer la défense en armes des militants des droits civiques. Le Congress Of Racial Equality (le Congrès de l'Égalité Raciale), fondé en 1942 à Chicago, a vu ses militants prendre part au *Freedom Rides* contre la ségrégation dans les États du Sud. Le Dodge Revolutionary Union Movement (Mouvement syndical révolutionnaire de Dodge) est une organisation créée en 1968 lors d'une grève spontanée dans les usines du constructeur automobile.

49. Voir Ahmed Shawki, *Black and Red, Les mouvements noirs et la gauche américaine, 1850-2010*, Syllepse, 2012, p. 221-223.

50. Sitkoff Harvard, *The Struggle for Black Equality*, New York, Hill & Wang, 1993, p. 199, cité dans Ahmed Shawki, *Black and Red*, *op. cit.*, p. 211.


FREE BREAKFAST FOR CHILDREN
AT
JACKSON BLVD CHRISTIAN CHURCH ON WESTERN & JACKSON
AT
8:AM MON. THRU FRI.
During the Summer:
EVERY WEEKDAY MORNING THE BLACK PANTHER PARTY WILL SERVE BREAKFAST TO THE CHILDREN OF THE COMMUNITY AND WILL HOLD
LIBERATION SCHOOL
AFTERWARDS, EDUCATIONAL PROGRAMS DESIGNED TO MEET THE NEEDS OF THE YOUTH TO GUIDE THEM IN THEIR SEARCH FOR REVOLUTIONARY TRUTHS AND PRINCIPLES.
COMMUNITY POLITICAL EDUCATION
CLASSES FOR ADULTS ARE HELD AT 801 So ASHLAND MON-WED-FRI. AT THE CHURCH OF THE EPIPHANY
TO INSURE THE SUCCESS AND CONTINUANCE OF THESE PROGRAMS SEND DONATIONS, FOOD ECT. TO:
BLACK PANTHER PARTY
ILL CHAPTER
2350 W. MADISON 243-8076
ALL POWER TO THE PEOPLE
NATIONAL CONFERENCE
FOR A
UNITED FRONT
AGAINST
FASCISM
OAKLAND, CALIFORNIA:
FRI. SAT. AND SUN. JULY 18, 19 & 20
CALLED BY THE BLACK PANTHER PARTY

« Il n'y a pas de révolution pacifique. Il n'y a pas de révolution où on tend l'autre joue. Une révolution non violente n'existe pas[51]. » Ces débats stratégiques sont toujours vivaces aujourd'hui. Le journaliste Yannick Giovanni Marshall reprend en juin 2020, dans une tribune intitulée « Libéraux Noirs, votre temps est écoulé », les mots de la Panther Assata Shakur : « Personne dans le monde, personne dans l'histoire, n'a jamais obtenu sa liberté en faisant appel au sens moral des personnes qui l'opprimaient[52] ».

Black Panther

Le Black Panther Party for Self-Defense (abrévié en BPP) est fondé en 1966 à Oakland, par Bobby Seale et Huey P. Newton. C'est l'organisation la plus marquante de ce moment révolutionnaire. Elle développe une position marxiste et internationaliste, en s'inspirant autant de Mao, de Che Guevara que de l'IRA ou du FLN algérien. Les Panthers ouvrent des bureaux dans près de soixante-dix villes et comptent, en 1970, des milliers de membres. Leur conception de la révolution implique de rassembler tous les groupes raciaux opprimés. Pour cela, ils s'allient à différentes formations politiques, dont les Young Lords, l'American Indian Movement (AIM) et la Young Patriots Organization, formant ainsi la Rainbow Coalition (la Coalition arc-en-ciel) à Chicago[53] :

> *[…] il n'y aura pas de révolution ou de libération noire aux États-Unis aussi longtemps que les révolutionnaires noirs, blancs, mexicains,*

51. Malcom X, *Malcom X Speaks : Selected Speeches and Statements*, New York, Grove Weidenfeld, 1966, p. 9-10.

52. Yannick Giovanni Marshall, « Black Liberal, Your Time is up », Al Jazeera, 6 juin 2020.

53. Les Young Lords sont un groupe de révolutionnaires portoricain·es, qui construisent des alternatives communautaires et anticapitalistes. Voire Claire Richard, *Young Lords, histoire des Black Panthers Latinos (1969-1976)*, L'Echappée, 2017. L'AIM est un groupe créé en 1968 à Minneapolis pour lutter contre les agissements policiers à l'encontre des Natifs Américains. Les Patriots, Blancs originaires du sud du pays, forment un groupe politique luttant contre les discriminations et la pauvreté des immigrés blancs du Sud dans la région des Appalaches.

portoricains, indiens, chinois et esquimaux ne voudront pas, ou ne sauront pas, s'unir au sein d'un dispositif fonctionnel en mesure de faire face à la situation. […] Si nous en sommes là, et il est peut-être trop tard car les forces de la contre-révolution déferlent sur le monde, c'est précisément parce que par le passé le peuple s'est uni sur des bases perpétuant la division entre les races et ignorant les principes et les analyses révolutionnaires[54].

Black Feminism

Les Black Panthers sont composés d'une majorité de femmes. À l'intérieur du parti, les militantes manient les armes et luttent pour ne pas être cantonnées à s'occuper des petits-déjeuners pour les enfants. Parmi elles, on peut mentionner Assata Shakur, condamnée pour meurtre après avoir participé à une fusillade où un policier est tué. Elle écrit sur la situation des femmes noires incarcérées. Elle s'évade ensuite en direction de Cuba, terre d'exil de nombreuses Panthers. D'autres femmes deviennent des figures des Black Panthers, Tarika Matilaba, dessinatrice, artiste et musicienne, une des premières membres du BPP où elle entre à 16 ans, ou encore Kathleen Cleaver, en charge de la communication du parti.

Même si les Panthers sont une organisation moins sexiste que d'autres – raison pour laquelle Assata Shakur aurait choisi de la rejoindre – elle véhicule un type particulier de virilisme, soutenu par la nécessité d'affirmer des masculinités noires puissantes. À ce sujet, Michelle Wallace, militante féministe proche du BPP pointe le sexisme de l'organisation :

Il m'a fallu trois ans pour comprendre que Stokely Carmichael était sérieux quand il disait

54. Extrait d'une lettre d'Elridge Cleaver à Stokely Carmichael, citée dans Ahmed Shawki, *op.cit.*, page 232.

> *que ma position dans le mouvement était « couchée », trois ans pour réaliser que je n'étais pas incluse dans les innombrables discours invoquant « l'homme Noir ». […] Non, je ne devais pas me maquiller, mais oui, je devais porter des jupes longues qui m'empêchaient quasiment de marcher. […] Non, je ne devais pas flirter avec les hommes blancs et avaler leurs conneries, mais oui, je devais coucher avec les hommes Noirs et avaler leurs conneries sans broncher. […]*
> *Au cours d'un « atelier de prise de conscience », j'appris que les femmes Noires (moi comprise) s'étaient conduites de manière odieuse pour tenter de détruire la masculinité de l'homme Noir. On m'expliqua que nous l'avions castrée. […]*
> *Le message du mouvement Noir était que j'étais sous surveillance, que je devais faire mes preuves en tant que femme Noire. Au moindre signe d'agressivité, d'intelligence ou d'indépendance, on me refuserait jusqu'au seul rôle qui m'était encore accessible : être la « femme de mon homme », la gardienne du foyer, des enfants et des diffuseurs d'encens*[55].

Comme Michelle Wallace, Elaine Brown, dirigeante du BPP entre 1974 et 1977, nommée par Huey P. Newton lors de son départ en cavale à Cuba, rapporte comment la présence des femmes dans le mouvement était considérée : au mieux, sans intérêt ; au pire, comme un affront, lorsqu'elles faisaient part d'une quelconque velléité de pouvoir[56]. Progressivement, des féministes noires formulent la nécessité qu'une

55. Michelle Wallace, « Une féministe Noire en quête de sororité » dans Elsa Dorlin (dir.), *Black Feminism, anthologie du féminisme africain-américain (1975-2000)*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 47-49.

56. Voir sa biographie, Elaine Brown, *A taste of Power, a Black Woman's Story*, New York, Pantheon Books, 1992.

révolution socialiste et antiraciste soit également féministe. Certaines font référence au mouvement d'abolition de l'esclavage. Le Combahee River Collective (1974-1980) se nomme ainsi en mémoire de la rivière par laquelle sept cent cinquante esclaves prirent leur liberté, le 2 juin 1863, lors d'un raid mené par l'ancienne esclave Harriet Tubman. La jonction entre socialisme, antiracisme et féminisme se fait aussi dans les termes marxistes de Angela Davis qui, avec *Femme, race, classe*[57], porte une critique radicale de la tradition féministe bourgeoise et blanche. Nul doute que la compréhension intersectionnelle des mouvements abolitionnistes actuels et la prédominance de militantes noires, féministes, queers et LGBTQ+ à leur tête s'inscrivent dans cette histoire révolutionnaire[58].

« Par tous les moyens nécessaires »

Les relations entre les membres de la communauté noire et l'État raciste s'opèrent d'abord par l'intermédiaire des patrouilles de police, qui sillonnent les ghettos et brutalisent la population. Ce n'est donc pas un hasard si c'est précisément contre ces opérations policières que le BPP s'est fondé, prônant sans ambiguïté une autodéfense en armes :

> *Le flic blanc est l'instrument que le pouvoir envoie dans nos communautés pour pacifier et contrôler les Noirs. Il n'est donc pas étonnant que les actions menées ces jours-ci soient centrées sur le comportement de ces flics blancs qu'on envoie patrouiller dans nos communautés huit heures par jour. Mais les Noirs vivent dans ces communautés 24h/24. Il est donc temps que les Noirs agissent en vue de*

57. Angela Davis, *Women, Race and Class,* publication originale en 1981, traduit en français sous le titre *Femme, race, classe,* Paris, Des femmes, 2020 [1983].

58. Voir le livre *Abolition. Feminism. Now.* de Angela Davis, Gina Dent, Enrica Meiners et Beth Richie, chez Haymarket Books, qui vient de sortir en juillet 2021.

> *libérer nos communautés de cette oppression foncièrement brutale. Le Black Panther Party for Self-Defense a élaboré un programme destiné précisément à affronter cette situation*[59].

Dès janvier 1967, le parti lance une campagne de *cop-watching* s'inspirant partiellement des Negro Citizen Alert Patrols (Patrouilles d'alerte des citoyens noirs), organisées l'été précédent dans le quartier de Watts à Los Angeles. Ces groupes équipés d'une radio pour pouvoir repérer les interventions policières, pistaient ensuite les équipages avec magnétophones et documents juridiques pour vérifier la légalité des opérations de maintien de l'ordre. Les flics cassaient régulièrement le matériel et dispersaient violemment ces groupes d'alerte citoyens. Les patrouilles du BPP s'arment en conséquence, comme la loi californienne l'autorise. En réponse, l'État de Californie étudie la possibilité de supprimer l'autorisation de port d'arme dans la rue. Au moment du vote, le 2 mai 1967, les Black Panthers convergent en armes devant le bâtiment du Capitole situé à Sacramento, capitale de l'État. Même s'ils n'empêchent pas le vote, leur popularité explose dans tout le pays.

L'autodéfense ne passe pas que par les armes. Elle s'incarne aussi par les formations juridiques que le parti dispense aux membres de la communauté pour qu'ils et elles puissent connaître leurs droits et faire face au harcèlement policier. Le BPP organise par ailleurs le soutien financier d'un grand nombre de justiciables, notamment pour les cautions, qu'ils soient ou non adhérents du parti. Le programme en dix points du BPP rédigé par Huey P. Newton et Bobby Seale en octobre 1966 intègre ainsi l'enjeu des brutalités policières, et plus largement des persécutions pénales ciblant les communautés.

59. « Des frères noirs armés dans la communauté de Richmond », publié dans le journal *The Black Panther,* 25 avril 1967, traduit et reproduit dans *All power to the people*, par le collectif Angles morts, Paris, Syllepse, 2016, p. 50.

Extrait de la deuxième section du « Programme en dix points[60] » des Black Panthers

6. Nous pensons que les Noirs ne devraient pas être obligés de se battre dans le service militaire pour défendre un gouvernement raciste qui ne nous protège pas. Nous ne lutterons pas et ne tuerons pas d'autres personnes de couleur dans le monde qui, comme les Noirs, sont victimes du gouvernement raciste blanc d'Amérique. Nous nous protégerons de la force et de la violence de la police et de l'armée racistes, par tous les moyens nécessaires.

7. Nous pensons que nous pouvons mettre fin à la brutalité policière dans notre communauté noire en organisant des groupes noirs d'autodéfense consacrés à la défense de notre communauté contre l'oppression et la brutalité policière raciste. Le deuxième amendement de la Constitution des États-Unis nous donne le droit de porter des armes. Nous pensons donc que tous les Noirs devraient s'armer pour se défendre.

8. Nous pensons que tous les Noirs devraient être libérés des nombreuses prisons, car ils n'ont pas bénéficié d'un procès équitable et impartial.

9. Nous pensons que les tribunaux devraient respecter la Constitution des États-Unis afin que les Noirs puissent bénéficier d'un procès équitable. Le 14e amendement de la Constitution américaine donne à un homme le droit d'être jugé par ses pairs. Un pair est une personne issue d'un contexte économique, social,

60. « Ten-point programm », programme d'autodéfense du BPP publié en 1966, traduit et reproduit dans *All power to the people*, *op. cit.*, p. 127.

> *religieux, géographique, environnemental, historique et racial similaire. Pour ce faire, le tribunal sera obligé de choisir un jury de la communauté noire d'où vient l'accusé noir. Nous avons été et sommes en train d'être jugés par des jurys composés exclusivement de Blancs qui ne comprennent pas « le raisonnement et la mentalité » de la communauté noire. »*

En refusant de rejoindre l'armée, en appelant à porter les armes, en demandant la libération des prisonnièr·es et la constitution de jurys communautaires, le BPP fait de plus en plus peur aux gouvernants étasuniens. Le FBI redoute la constitution d'une coalitions de groupes noirs, alliés avec les franges de la jeunesse blanche, latina et native. Il craint également l'arrivée d'un nouveau « messie noir » qui, à l'image de Dr. King ou de Malcolm X, unirait les foules. Un programme secret de contre-espionnage et de liquidation, le COINTELPRO[61], est alors activé contre les Panthers et contre tous ceux désignés comme nationalistes noirs, c'est-à-dire ennemis de la nation blanche[62].

Dès la fin des années 1960, la répression brutale du mouvement révolutionnaire amène une partie des partisan·es à rejoindre une structure armée parallèle, la Black Liberation Army (BLA). L'Armée de libération noire assure clairement des tactiques de guérilla contre l'appareil sécuritaire étasunien. En plus de braquages pour financer son infrastructure clandestine, la BLA revendique une quarantaine d'actions

61. COINTELPRO (*Counter Intelligence Program*) est un programme de contre-espionnage du FBI de 1956 à 1971, mis en place sous la direction de son directeur J. Edgar Hoover, un anticommuniste notoire, qui avait pour objectif d'enquêter et d'infiltrer les organisations politiques dissidentes aux États-Unis afin de perturber leurs activités et de les affaiblir parfois au prix d'exécutions ciblées.

62. Au total vingt-sept Black Panthers furent ainsi assassiné·es entre 1968 et 1976. En 1969, la police avait conduit plus de treize raids sur des locaux du parti. À la fin de l'année, on estimait que trente Panthers risquaient la peine de mort, quarante la perpétuité, cinquante-cinq des peines de prison allant jusqu'à trente ans, alors que cent cinquante-cinq étaient soit incarcéré·es, soit recherché·es.

armées entre 1971 et 1973, aux cours desquelles une vingtaine de policiers trouvent la mort. Une partie des opérations du groupe sera dirigée au sein des ghettos noirs pour en chasser les proxénètes et les dealers, identifiés comme des relais de la « guerre chimique » orchestrée par le FBI contre les communautés de couleur.

La BLA s'attaque à la police et à sa prétendue nécessité de deux façons : en harcelant la police pour limiter son déploiement comme force d'occupation dans les quartier ; en remettant en cause sa raison d'être dans les communautés, c'est-à-dire en s'attaquant aux dispositions à commettre un crime, qui sont surtout perçues comme les reflets du capitalisme. Ces enjeux sont explicitement développés dans le communiqué *Message au mouvement noir : prise de position depuis le mouvement noir clandestin*[63]. Ce texte rédigé en 1975 par le comité de coordination de la BLA, vise à exposer les fondements politiques du mouvement armé, afin d'en élargir la base de soutien.

Extrait de « Message au mouvement noir »

> *L'ensemble de la société capitaliste est fondé sur des rapports d'exploitation. Dès lors, la « délinquance » des classes dominées est un reflet des valeurs et des pratiques criminelles de la classe dirigeante. Au sein de la communauté noire, le « prisonnier » ordinaire est exposé et assiégé par ces valeurs profondément criminelles. Nous nous frappons les uns les autres, nous nous volons, nous cambriolons nos appartements, nous vendons de la came pour nous « en sortir » car chacun d'entre nous veut ce que le système a défini comme ayant de la valeur, mais qu'il nous a pourtant interdit d'acquérir de manière « légitime ». De ce point de vue, dans une société qui juge la valeur*

63. *Message To The Black Movement : A Political Statement From The Black Underground*, par le comité de coordination de la Black Liberation Army, publié en 1975, traduit et reproduit dans *All power to the people*, *op. cit.*, p. 396.

d'une personne à l'aune de ces possessions matérielles – nous sommes en fait les plus désireux d'être des personnes « de valeur » – la délinquance est essentiellement du capitalisme illégitime. Nous sommes socialisés au sein de cette existence difforme et nous peinons à identifier les causes profondes qui font de notre communauté un refuge pour les dealers, les maquereaux et les arnaqueurs.

La réalité de l'expérience noire en Amérique n'a pas eu pour seul effet de nous socialiser pour que nous vivions des vies illégitimes (selon la loi capitaliste). Elle nous a aussi programmés pour tout attendre de ces mêmes institutions, afin qu'elles remédient à notre détresse. Nous demandons plus de policiers dans nos communautés, alors que la police joue un rôle répressif dans le maintien de notre oppression. Nous tolérons et nous glorifions les traîtres et les balances, tandis qu'à l'avenir notre survie dépendra d'idéaux à l'opposé de telles conduites méprisables. Nous demandons des peines de prison plus dures pour ceux que l'on condamne en tant que « criminels », alors que ce sont les prisons qui contribuent à perpétuer des relations sociales destructrices dans notre communauté. Le fait que l'Amérique tout entière soit une prison échappe à la plupart d'entre nous. Cette réalité explique que les Noirs se soient adaptés si facilement au passage de la vie dans la rue à la vie derrière les barreaux.

Afin de briser ces chaînes psychologiques propres à la classe de l'esclavage du XX^e^ siècle, nous devons construire une culture révolutionnaire. Une culture qui conduise nos esprits

hors de l'oppression mais qui nous incite à nous dresser contre les classes et la culture ennemies. La contribution de la Black Liberation Army a l'édification d'une telle culture sera de s'efforcer de créer une tradition de résistance armée à notre oppression et de créer des dispositions mentales sociopsychologiques, à la fois chez les opprimés et les oppresseurs, qui mèneront enfin à notre autodétermination en tant que peuple.

LA SAISON DE LA LUTTE
EST NOTRE SAISON!

La Maison Umoja

En 1969, Frankie Brown, dite Queen Mother Falaka Fattah et son mari David Fattah apprennent qu'un de leurs six fils a rejoint un gang. Ils lui proposent alors de revenir chez eux, ainsi que d'accueillir d'autres membres de son groupe. C'est le début de l'histoire d'une petite communauté étonnante. Elle témoigne de la multiplicité d'initiatives de l'époque pour renforcer l'autonomie noire, en constituant une alternative aux chemins de vie qui mènent tout droit au cimetière ou à la prison lorsqu'on est un jeune du ghetto[64].

C'est l'époque du Black is Beautiful *et du* Black Power. *Ces deux mots d'ordre résument bien les missions que se donne la Maison Umoja. D'abord, cultiver la fierté et la solidarité entre jeunes Afro-Américains.* Umoja, *qui signifie « unité » en langue swahilie*[65]*, est le premier des sept principes*

64. La description qui suit est tirée d'une série de témoignages publiés dans la revue pionnière de l'abolitionnisme contemporain : *Instead of Prison: A Handbook for Abolitionists*, publiée en 1976 par Prison Research Education Action Programme (PREAP), puis rééditée en 2005 par Critical Resistance. Voir sur le site internet abolirlapolice.org la traduction complète des témoignages.

65. Groupe de langues bantoues de l'Afrique de l'Est, officielles notamment au Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie.

de la fête Kwanzaa, développée en contestation du Noël chrétien, un an après les émeutes de Watts. Son initiateur, l'Afro-Américain Maulana Karenga, prêche une révolution culturelle traditionaliste basée sur l'harmonie de la famille. L'histoire veut que les Fattah laissent la porte d'entrée sans verrou pour que les « frères et sœurs » puissent trouver refuge à toute heure du jour ou de la nuit. Ils y trouvent beaucoup de choses qu'ils n'ont pas ailleurs : un repas et une veste chaude, des cours particuliers de mathématique ou de swahili, des temps de discussions avec les parents en galère ou les petites amies en colère, une réunion tous les vendredis soir pour régler les conflits en cours, de l'aide pour trouver un emploi, une cravate pour un entretien d'embauche ou un avocat pour plaider en sa faveur. « Du groupe d'origine, sept jeunes sont maintenant à l'université, sept ont un travail normal et seulement un est en prison », rappelle Sista Fattah. La Maison Umoja sert aussi de lieu de médiation entre gangs dont les conflits, entre 1964 et 1974, occasionnent au moins trois cents décès, rien que pour l'agglomération de Philadelphie. David Fattah ne cesse de s'engager dans des médiations et, à force de persévérance, il arrive à faire signer à plusieurs dizaines de gangs un traité de paix en 1974 qui fera chuter sensiblement le nombre d'homicides. En quarante ans, environ trois mille jeunes hommes sont passés par la Maison Umoja.

Prendre soin de la communauté

Ainsi, se défendre de la police et se passer de l'État raciste ne nécessite rien de moins que la construction d'une culture

révolutionnaire et la constitution de réseaux de solidarité communautaire. L'organisation du BPP offre un support à l'auto-organisation des communautés afro-américaines par l'ouverture d'une myriade de lieux qui constituent de puissants leviers pour lutter contre des conditions de vie dégradées.

L'initiative la plus retentissante est peut-être le Free Breakfast for Children Program (Programme de petits-déjeuners gratuits pour les enfants), lancée à Oakland dès 1968. Elle permet d'offrir un petit-déjeuner à des dizaines de milliers d'enfants, dans une perspective d'éducation politique et de démonstration de puissance. Cette campagne démontre que la communauté est capable de s'occuper des siens. Elle s'étend à une cinquantaine de villes dans les années suivantes. Aussi, le BPP organise des distributions gratuites de vêtements, des cours de politique et d'économie, des leçons d'autodéfense, des trajets vers les prisons pour les membres de la famille des détenus, un programme de soins ambulatoires d'urgence, des programmes pour limiter la dépendance à l'alcool et à d'autres drogues, des services d'accès au droit pour obtenir des logements voire des emplois et des programmes d'aides pour les personnes âgées. Un autre exemple important des réalisations du BPP se trouve dans les projets de rénovation urbaine. Là où certains propriétaires sont introuvables, laissant leur logement en ruine, les locataires décident de ne plus payer le loyer et de mettre cette somme en commun pour financer les travaux.

Les Panthers se penchent aussi sur la question de la santé des habitant·es des ghettos, dont l'accès aux soins est limité. Une première clinique gratuite ouvre à Kansas City en 1969, dix autres suivront les deux années suivantes. Ce sont des dispensaires pour les premiers soins mais aussi des centres de vaccination, de détection de l'anémie, de la tuberculose, de l'intoxication au plomb, et de la drépanocytose, maladie qui touche exclusivement les Afro-Américains et largement oubliée de la recherche médicale. Finalement, plus d'un million de personnes passeront par ces centres de soins autonomes. La santé individuelle n'est pas le seul enjeu de ces cliniques, elles constituent aussi des lieux d'organisation et d'éducation politique et

sont comprises sur un plan plus général de renforcement des communautés. Une des cliniques montées par le BPP, le Carolyn Downs Medical Center à Seattle, est toujours en activité aujourd'hui. Un ancien Panther, Malik Rahim, a également participé à l'ouverture de la clinique Common Ground (Base commune), fondée à La Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina de 2005, suivant le mot d'ordre *Solidarity, not charity* (La solidarité, pas la charité).

Toutes ces interventions entrent directement en résonance avec le mouvement abolitionniste actuel, qui insiste sur le soin à apporter aux communautés, en construisant des ressources gratuites et collectives. Des tumultueuses années soixante jusqu'aujourd'hui, résonne toujours le slogan *Strong Communities Make Police Obsolete*.

POLICE
POLICE
POLICE

Troisième partie

Police : réforme impossible

I got 99 problems and 12 still the biggest

RAPSODY

GÉNÉALOGIE DE LA POLICE AMÉRICAINE

« Protect and serve » (Protéger et servir)… La plupart des gens connaissent cette fameuse devise des policiers américains. Mais que protège la police exactement, et qui sert-elle au juste ? Si on en croit la grande masse des productions audiovisuelles qui nous abreuvent depuis qu'on est enfant, les flics font des cascades, des courses-poursuites et des enquêtes pour, évidemment, protéger la veuve et l'orphelin, et plus généralement la société, du crime, des incivilités et de toutes sortes de sociopathes. L'idée sous-jacente reprend les grands récits hobbesiens sur l'état de nature : sans l'État et ses « forces de l'ordre », ce serait le chaos, la loi du plus fort, la « jungle ». Pour faire court : les policiers sont des gardiens de la paix, et la justice et la liberté dont nous jouissons en démocratie résultent de leur travail : on ne saurait donc se passer d'eux.

Pourtant la police moderne, comme corps d'État professionnel (salarié à plein temps par l'État ou la municipalité et portant l'uniforme) est une invention relativement récente et située géographiquement : autour des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles en Europe. C'est une innovation contemporaine de l'économie de plantation et des révolutions industrielles, avec leurs lots de prolétaires arrachés à leurs communautés et installés dans les quartiers miteux des villes en expansion[1]. Elle s'est ensuite imposée par la force, via la colonisation, aux quatre coins du monde à des gens qui avaient jusque-là d'autres manières d'affronter les conflits. Cette institution n'a donc

1. À ce sujet, voir la première partie du documentaire *Le temps des ouvriers* de Stan Neumann, 2020.

rien de naturel, elle vise avant tout à imposer et maintenir l'ordre socio-économique, colonial et racial.

Toutes ces images d'Épinal reflètent en outre assez grossièrement la réalité du travail policier. La plupart des enquêtes à la suite de délits ou de crimes ne sont pas résolues et les flics passent beaucoup de temps à faire de la paperasse. Les criminologues rappellent d'ailleurs régulièrement que plus de 98 % des actes « criminalisables » (c'est-à-dire qu'un magistrat pourrait faire rentrer dans les cases de tel ou tel crime ou délit) ne sont pas judiciarisés. La majeure partie du travail policier concerne donc une sorte de contrôle diffus des comportements à travers des sanctions pour des délits non graves, permettant au passage de répondre aux objectifs chiffrés liés aux nouvelles formes de management public et de renflouer les caisses de l'État ou des municipalités grâce aux amendes[2].

Par ailleurs, il n'existe aucune corrélation entre le nombre de policiers et le taux de criminalité[3]. Les policiers n'empêchent pas le crime : ils participent à sa définition. La criminalisation est une manière de construire une réalité sociale, les crimes et infractions sont des constructions historiques dont l'évolution reflète celle des mentalités et des rapports de pouvoir au sein

2. Dans certaines municipalités étasuniennes, le budget de la ville inclut par défaut des quotas d'amendes que les policiers doivent infliger aux contribuables. Jackie Wang a bien montré dans *Capitalisme carcéral* comment ce racket organisé explique en partie les émeutes impressionnantes contre la police suite au meurtre de Michael Brown à Ferguson à l'été 2014. La population noire et pauvre se faisait littéralement harceler, notamment au niveau des contrôles routiers : 85 % des voitures arrêtées par la police étaient conduites par des Noir·es, comme 90 % des personnes recevant des amendes, 93 % des personnes arrêtées, 95 % des accusés d'infractions piétonnières… Les Noirs étaient deux fois plus fouillés que les Blancs lors de contrôles de véhicule et les chiens policiers n'étaient utilisés que contre eux. Un rapport de l'État fédéral suite à ces émeutes s'est même permis de décrire le service de police de Ferguson comme n'étant « plus un service public mais un outil pour gagner de l'argent ».

3. David Bayley, spécialiste de la police, en parle dans *Police for the Future,* publié en 1996 chez Oxford University Press : « La police n'empêche pas la criminalité. C'est l'un des secrets les mieux gardés de la vie moderne. Les experts le savent, la police le sait, mais le public ne le sait pas. Pourtant, la police prétend qu'elle est la meilleure défense contre la criminalité et affirme sans cesse que si on lui donne plus de ressources, en particulier plus de personnel, elle pourra mieux protéger les communautés contre la criminalité. C'est un mythe. »

des sociétés. Comme le soulève Louk Hulsman, « le crime n'a pas de réalité ontologique. Le crime n'est pas l'objet mais le produit de la politique pénale. La criminalisation est l'une des nombreuses façons de construire la réalité sociale[4]. » Le système pénal, avec toute la chaîne police-justice-prison, produit ainsi des représentations légitimes du crime. Les conduites illicites correspondent souvent aux pratiques des franges les plus remuantes ou les moins dociles à la domestication du moment : la plèbe, les sauvageons, les femmes célibataires, la sociabilité de cabaret, les vagabonds, toute la petite vie de la rue qui parfois dégénère en émeutes…
Aux États-Unis, la réalité sociale qu'il s'agit de reproduire inlassablement ou d'actualiser se structure fondamentalement au travers de l'oppression et de l'exploitation raciale. Ainsi, la vieille histoire de l'esclavage des déporté·es d'Afrique, qui se perpétue au travers du dispositif ségrégationniste après la Guerre de Sécession et l'abolition de l'institution esclavagiste, sécrète mécaniquement ses figures de « nègres violents et violeurs ». La conquête des droits civiques et les turbulences politiques des années soixante et soixante-dix menaçant l'édifice ségrégationniste, il faudra une nouvelle mutation pour que se maintienne le système de domination interne aux États-Unis. Ce sera donc la « guerre contre la drogue » et l'incarcération de masse. Les gangs, les dealers, les junkies, les clandestins, les « super prédateurs » ont remplacé la figure du nègre même s'ils sont d'abord noirs et latinos : ça se voit à la télé, dans les journaux et les fictions, ça se lit aussi dans les statistiques ethniques. Les policiers, les juges et les jurés (même non-blancs) en sont intimement persuadés en tout cas.

Les flics, donc, comme gardiens du monde tel qu'il fonctionne. Mais comment c'est arrivé au juste ? Si on prend le temps de se plonger dans quelques vignettes historiques, on peut repérer d'anciennes fonctionnalités, les restes de vieilles machineries colonisatrices ou contre-insurrectionnelles, que les évolutions

4. Louk Hulsman dans « Critical criminology and the concept of crime », *Contemporary Crises*, n°10, p. 63-80, 1986.

contemporaines ne font qu'actualiser en une sorte de synthèse cauchemardesque.
Ce texte est écrit à la lumière, entre autres, de l'ouvrage d'Alex Vitale, *The End of Policing*[5].

Chasseurs d'esclaves

Avant même l'importation d'une police à l'anglaise dans les grandes villes de la côte Est (New York, Philadelphie, Boston et d'autres), un corps de police en uniforme, rémunéré et dûment intégré au système pénal existait déjà dans les villes du Sud comme Charleston, Savannah, La Nouvelle-Orléans ou Mobile. Cette force était issue des *slave patrols* (patrouilles qui traquaient les esclaves), qui sévissaient de manière non professionnalisée dans les zones rurales. Il s'agissait de milices d'hommes blancs chargées de surveiller la population noire et, le cas échéant, de rattraper les esclaves en fuite d'abord dans les États du Sud, puis sur l'ensemble du territoire américain. Les *slave patrols* ciblaient plus largement tous les lieux potentiels d'organisation pour les esclaves, comme les rassemblements religieux. Ces bandes constituaient ainsi une force indispensable au maintien de l'économie de plantation du Sud des États-Unis. Elles pouvaient se rendre sur n'importe quelle propriété privée pour s'assurer que les esclaves ne cachaient pas d'armes ou de fugitifs, n'organisaient pas de réunions, ou n'apprenaient pas à lire ou à écrire.
Dans le système esclavagiste, les Noir·es représentaient à la fois un patrimoine, une force de travail et une menace perpétuelle. Indispensable main-d'œuvre, redoutable force subversive : le spectre des insurrections serviles de plus ou moins grande ampleur hantait évidemment cette Amérique des plantations. Les *slave patrols* conjuraient cette angoisse par la chasse à l'homme et la torture, reconduisant la discipline esclavagiste par des stratégies de terreur, pour dissuader les évasions comme les révoltes…

5. Alex Vitale, *The End of Policing*, New York, Verso, 2017.

Au sein des villes, la professionnalisation des patrouilles eut lieu dès 1783. Du fait de la densité de population, les esclaves noir·es travaillant pour différents propriétaires étaient à même de se rencontrer et de se lier de bien des manières. Et dans certaines villes du Sud, presque la moitié des habitant·es étaient Africain·es-Américain·es. Le contrôle de cette socialité noire devait éviter qu'elle prenne des tournures conspiratrices ou qu'elle permette une forte organisation communautaire. Les patrouilles faisaient donc preuve d'un zèle particulier dans le contrôle des laissez-passer, en fermant les lieux de convivialité comme les bars clandestins ou les groupes d'étude, et en s'assurant du respect d'un couvre-feu pour les Noir·es, mêmes libres, sous peine de sévères châtiments corporels.

Dans les zones rurales, le passage des *slave patrols* traditionnelles à une police professionnelle est plus lent mais bénéficie paradoxalement de l'abolition de l'esclavage proclamée en 1865. Il y a alors urgence à créer des forces de l'ordre à même de contrôler la population noire formellement « libérée ». Les lois d'émancipation prévoient fort opportunément que des personnes condamnées pour un crime puissent être facilement incarcérées et obligées d'effectuer des travaux sans être payées (comme casser des cailloux ou construire des routes), avec un uniforme rayé et des chaînes aux pieds. L'esclavage n'est pas si loin…

Une loi interdisant le vagabondage complète le piège : toute la main-d'œuvre noire jetée sur les chemins après sa « libération » se retrouve alors dans l'illégalité, elle peut être poursuivie, capturée et renvoyée à son travail servile par un État qui vient tout juste d'abolir l'esclavage. À cette mutation du système esclavagiste, s'ajoute le versant extra-légal du travail policier, des meurtres, viols, mutilations et pogroms dans une ambiance à la fois de revanche (pour faire payer la défaite du Sud confédéré) et de grande peur vis-à-vis d'une masse opprimée qui pourrait abriter de puissants affects de vengeance. Pour échapper au harcèlement de ces forces de l'ordre et de leurs supplétifs miliciens, des milliers

d'Afro-Américain·es fuient vers le nord où les attendent d'autres policiers, chargés d'organiser le confinement des vies noires dans des ghettos, en restreignant leurs déplacements et la moindre velléité de prendre trop de place (dans la rue, les commerces, les transports, les institutions politiques ou professionnelles, etc.).

Vigilants et milices

D'autres bandes armées chargées de faire régner l'ordre commencent à se structurer dans les années 1760, mais sur un autre front : les *Vigilance comittees*[6]. On retrouve une distribution comparable : des hommes blancs, propriétaires terriens, fermiers, artisans ou juristes qui, jusqu'à la fin du XIX[e] siècle, s'organisent et s'auto-instituent comme des « justiciers ». Leurs regroupements peuvent représenter de dix hommes à six mille personnes selon les contextes, avec une mission à peu près standard : lutter contre « les ennemis de la propriété privée, de la famille et de la race blanche ». Ils rendent une justice expéditive, sans passer par le système judiciaire classique (quand il existe), à base de bannissement, de fouet et de corde. Leur développement accompagne les différentes phases de la « conquête de l'Ouest » : la poursuite de la colonisation, la ruée vers l'or, l'accaparement des terres amérindiennes… Les gouvernorats locaux encouragent ces groupes de volontaires qui assurent des missions de police. Charles Lynch, planteur de Virginie et juge de paix, crée son groupe de *vigilants* pour punir les « voleurs de chevaux et autres bandits ». Il bénéficie de la tolérance des autorités qui le laissent user de tous les moyens, même illégaux, « en raison de l'imminence

6. « La plupart des comités de vigilance à la fin du XVIII[e] siècle utiliseront le fouet, le bannissement et la pendaison et chasseront sur le territoire de leurs États tous les hommes considérés comme indésirables et constituant une menace pour la société coloniale blanche. Dans un contexte où les prémisses de la Guerre de Sécession se font de plus en plus ressentir, les organisations de *vigilants* se multiplient dans les États du Sud pour instaurer l'ordre racial, et s'apparentent désormais à la branche armée de l'idéologie de la « suprématie blanche » » dans Elsa Dorlin, *Se défendre, Une philosophie de la violence,* La Découverte, p. 101, 2017.

d'un danger[7]. » La pratique d'exécution sommaire extra-judiciaire à laquelle il aura donné son nom finira par être ironiquement dénommée loi Lynch, une manière de désigner cette zone intermédiaire entre le crime de masse et la « justice » expéditive, dont font les frais des milliers de vagabonds, de métèques, de marginaux blancs, d'esclaves rebelles et de militants abolitionnistes.

Certaines de ces milices connaissent un succès certain, comme les fameux Texas Rangers. Au moment de leur création, en 1823, c'est un regroupement de mercenaires engagés pour la protection des fermes et des colons blancs récemment arrivés après la guerre d'indépendance du Mexique. Leurs effectifs et leur pouvoir de nuisance croissent rapidement jusqu'à en faire une force majeure pour l'expansion coloniale, via des campagnes d'extermination des indigènes et la répression sanglante du soulèvement mexicain entre 1910 et 1919. À bien les regarder, on peut parler effectivement d'« Ouest sauvage », au vu de leur recours aux tactiques terroristes, aux actes de tortures ou aux meurtres plus ou moins légalisés après coup. Sur la même lancée, ils participeront au maintien du système ségrégationniste au Texas en empêchant l'accès au droit de vote pour des milliers de personnes non blanches tout au long des années soixante et soixante-dix, entre coups de pression et arrestations de masse.

Imports/Exports coloniaux

Forts de leurs expériences de colonialisme interne, les États-Unis ont largement exporté ce savoir-faire lors de quelques expéditions au long cours ou auprès de « clients » étrangers.

7. Même si celle-ci est fortement liée au contexte de la Guerre d'Indépendance, elle fait bizarrement écho à l'argumentaire des flics quand ils tuent un Noir américain : « J'avais l'impression qu'il allait m'agresser », « Il s'enfuyait », « J'ai cru qu'il allait sortir une arme », etc. La plupart du temps, l'argumentaire de la « légitime défense » reçoit l'aval des tribunaux. Pour une analyse dans le contexte français, voir Vanessa Codaccioni, *La légitime défense, homicides sécuritaires, crimes racistes et violences policières*, Paris, CNRS éditions, 2018.

Et chaque fois, ces opérations extérieures ont donné lieu à des transferts de technologie pour perfectionner le système de maintien de l'ordre sur le territoire américain. La colonisation des Philippines (qui a tout de même duré entre 1898 et 1946) a été l'occasion pour l'état-major américain de revenir au pays avec dans ses bagages le manuel du policier moderne, préconisant des tactiques plus militarisées, la mise en place de patrouilles en voiture et la prise automatique des empreintes digitales pour les personnes arrêtées. Les États-Unis avaient déjà importé des Philippines l'idée que les flics doivent se servir largement du téléphone ou des systèmes télégraphiques, notamment dans leur travail de renseignement.
Au début du XX^{e} siècle, les États-Unis créent des forces de police coloniales qui agissent directement pour soutenir des régimes amis (là où les intérêts des grandes entreprises américaines sont les mieux représentés, comme en Amérique centrale). Après la Seconde Guerre Mondiale, des forces de police sont créées directement par des « conseillers américains » au Japon, en Corée du Sud, au Vietnam avec pour mission principale le renseignement et la contre-insurrection (en plus des écoles et des camps d'entraînement de la CIA qui forment une flopée d'escadrons de la mort en Amérique du Sud et en Asie du Sud-Est). On retrouve alors le même mouvement de balancier puisque cette vision militarisée, faite d'opérations préventives et d'assassinats plus ou moins ciblés peut opportunément s'intégrer au programme de contre-insurrection intérieur, visant les mouvements radicaux et les luttes noires et latinas des années soixante et soixante-dix.

Les polices métropolitaines

En 1829, la police métropolitaine de Londres est créée dans un contexte d'industrialisation et donc de formation, dans la douleur, de la classe ouvrière. Entre 1792 et 1820, les émeutes et les insurrections urbaines se multiplient, favorisées par l'émergence de mouvements politiques organisés (Luddites,

Jacobins, Chartistes) et le contexte du soulèvement irlandais résistant à la colonisation britannique. Pour faire face, les gouvernants sont sommés de mettre en place un moyen de gestion des foules plus efficace que les milices locales, qu'on suspecte d'être toujours proches de fraterniser avec leurs communautés d'origine, et l'armée qui provoque trop de haine, et multiplie les martyrs. Tandis que les milieux militaires s'ouvrent à des réflexions sur des techniques un peu moins létales de maintien de l'ordre, la montée en puissance d'un style de gouvernement parlementaire opère une petite révolution dans les sensibilités politiques : il devient ainsi plus difficile ou plus coûteux au pouvoir souverain de tuer des sujets, et plus avantageux de se soucier de les faire vivre selon ses termes. Comme de toute façon une grande partie des militaires est envoyée outre-mer combattre contre les soldats de la Révolution Française puis de l'Empire, les calculs d'épicier finissent par l'emporter et Scotland Yard décide finalement la création d'une « Force de préservation de la paix ». Ses missions : protéger la propriété, réprimer les émeutes, mettre fin aux grèves et générer le carburant humain nécessaire aux flammes de l'industrie grâce à l'application d'une nouvelle loi permettant d'arrêter les vagabonds et de les mettre au travail forcé.

Ce modèle de police fut importé à Boston dès 1838, avant de se répandre rapidement dans des grandes villes (1844 pour New York, 1849 pour San Francisco, 1855 pour Chicago, etc.), en proie à un contexte de crises nourries par l'industrialisation rapide, l'immigration massive dans les centres urbains, et le début des organisations prolétariennes. La *city police* prend alors le relais de la garde de nuit qui surveillait les incendies, tentait de contenir le petit vandalisme et arrêtait toute personne noire qui ne pouvait pas prouver sont statut d'homme ou de femme libre. Ces missions ingrates ne correspondaient à aucun métier en bonne et due forme et tous les citoyens avec un peu de moyens ou d'entregent arrivaient à les éviter. Peu de chance donc pour qu'un groupe aussi peu professionnel que la garde de nuit ne parvienne à faire face aux

émeutes, aux grèves fréquentes, aux sabotages et autres désordres estampillés « classes dangereuses », si on en croit du moins la presse de l'époque.
Il y a près d'une émeute par mois à New York entre 1825 et 1830. Des émeutes de Noirs refusant l'expulsion d'anciens esclaves forcés de retourner chez leurs anciens maîtres ou des grèves associant marins noirs et blancs (1802) pour de meilleures conditions de travail. On trouve des mouvements multiraciaux du même ordre chez les dockers (1825 et 1828). Mais aussi régulièrement des manifestations aux allures de pogrom visant la communauté noire, et parfois leurs alliés abolitionnistes (1826). Au nouvel an 1828, une foule d'environ quatre mille ouvriers sort les tambours et se dirige vers Broadway, le quartier aisé d'alors. En chemin, ils ravagent une église de la communauté noire. La garde est incapable de les arrêter et ils détruisent certaines des maisons les plus cossues avant d'être dispersés *in extremis* par l'intervention d'une milice privée, à quelques centaines de mètres de l'hôtel de ville où les grandes familles new-yorkaises réveillonnaient. La vision terrifiante de cette émeute tout près d'en découdre dans les lieux du pouvoir ne fut pas oubliée de sitôt et elle a visiblement hanté les nuits de certains dirigeants jusqu'à la véritable professionnalisation et centralisation des forces de l'ordre, une quinzaine d'années plus tard.
La sécurité publique, ou plutôt la protection de l'ordre existant, n'est plus alors entre les mains de veilleurs de nuit amateurs, mais elle est transférée à un organisme professionnel dirigé par les autorités municipales. La police devient un outil de choix pour réprimer les mouvements populaires et briser les grèves.

Police et morale

C'est en vertu de ce puissant pouvoir d'intervention dans la vie sociale que la police devient une force de moralisation. Cette possibilité se joue dans le cadre d'un antagonisme opposant les riches protestants drapés dans la bannière du puritanisme aux

hordes de nouveaux immigrants pauvres et catholiques, irlandais ou italiens, qui débarquent au début du XIX^e^ siècle. L'idéologie protestante en est venue à façonner non seulement l'application de la loi mais également la loi elle-même, en prétendant définir juridiquement l'ordre public et le vice. Les lois sur le vice imposent l'interdiction de la consommation d'alcool en public, la prohibition des drogues, des jeux et de la prostitution, et réglementent jusqu'aux tenues vestimentaires des femmes. Sous l'influence des ligues de tempérance, l'ivresse habituelle puis l'ivresse publique sont interdites à Boston autour de 1830. Des milliers d'arrestations en découleront. Au milieu du XIX^e^ siècle, treize États optent pour la prohibition totale de l'alcool « sauf pour usage médical, mécanique ou manufacturier ». Bien que la police ait à charge de faire respecter cette prohibition qui s'impose à tous les États-Unis entre 1920 et 1933, elle participe clandestinement à la régulation du trafic d'alcool.

Dans cette même période, des restrictions drastiques s'imposent sur les consommations d'opium, d'héroïne, de cocaïne et de marijuana, impliquant chaque fois un « biais » profondément racial et un objectif clair de contrôle de certaines populations. Ainsi, l'interdiction de l'opium fait suite aux décrets interdisant l'immigration chinoise aux États-Unis, en 1882, c'est la première loi interdisant l'accès au territoire américain à certains ressortissants nationaux et elle entraîne une surveillance accrue autour de la frontière mexicaine, avec son cortège de persécutions. Les lois anti-opium ont en outre donné les outils nécessaires à la police pour permettre un harcèlement constant des populations asiatiques dès la fin du siècle. Les interdictions de la cocaïne en 1906 et de la marijuana en 1937 ciblent plus particulièrement les populations noires. Elles servent en particulier de prétexte pour fouiller, fermer ou vandaliser les lieux de sociabilité jazz des grandes villes dans les années folles, et pour traquer les migrants à la frontière Sud.

Une espèce de bouillie idéologique va finalement permettre d'aligner lutte contre les vices, lutte contre le crime et chasse

aux rouges (c'est l'époque de la première *red scare*[8]). Face à toutes ces turpitudes, les forces conservatrices vont trouver leurs chevaliers blancs chez les policiers, à qui elles demandent si possible d'arrêter de verser directement dans les trafics, mais surtout de se moderniser et de se professionnaliser. L'intégration des différents corps de police en un système global de maintien de l'ordre devient de plus en plus nette.

Les privés s'en mêlent

Au début du XX[e] siècle, plusieurs officines privées s'ajoutent aux multiples et disparates corps policiers existants. Ce sont des agences de détectives privés au sein desquelles sévissent souvent d'anciens criminels passés du « bon côté », et travaillant au forfait ; autant dire qu'ils avaient intérêt à honorer leur part du contrat par tous les moyens. Avec le temps, ces détectives ont en partie été absorbés par les agences municipales et ils ont reçu un salaire régulier. C'est désormais un procureur professionnel qui ordonne des enquêtes et lance les poursuites.

La célèbre agence de sécurité privée des Pinkerton a joué un rôle considérable à la fois dans la légende et dans la réalité de l'application de la loi aux États-Unis[9]. Cette agence de sécurité privée, fondée en 1850, vendant ses services aux plus offrants, a disposé en son temps de plus d'effectifs que l'armée américaine. Si, sur le front intérieur, elle est célébrée pour avoir déjoué un attentat contre le président Abraham Lincoln, elle a surtout servi à protéger les capitaux qui transitent par voies ferroviaires, à arrêter ceux qui les attaquent et à s'affronter

8. Littéralement « peur rouge », l'expression correspond à deux périodes de développement de l'anticommunisme aux États-Unis. La première débute avec la Révolution d'Octobre de 1917. La seconde, avec le maccarthysme et la chasse aux sorcières dans les années cinquante. Ces séquences se caractérisent par l'inculpation des militants ou sympathisants communistes et anarchistes ainsi que la crainte paranoïaque d'une infiltration communiste au sein des administrations américaines.

9. Et même si l'agence a perdu son hégémonie dans le secteur du maintien de l'ordre, elle a su rester une officine bien cotée sur le marché de la sécurité privée : elle est rachetée en 2003 par un petit consortium suédois… Securitas.

violemment avec les grévistes. Les grands industriels n'hésitent pas à faire appel à ces hommes de main pour protéger leurs intérêts, surtout en cas de conflits sociaux, en infiltrant les organisations socialistes et communistes, en protégeant les « briseurs de grève », et en molestant des ouvrièr·es en lutte. En 1930, ils comptent plus de treize mille indicateurs au sein des syndicats. On comprend mieux pourquoi Amazon confie aujourd'hui à des agents de Pinkerton le rôle de déstabiliser les syndicats naissants dans ses entrepôts.

Contre les séditieux

L'importance des missions anti-subversion dans la constitution et l'intégration du système de sécurité des États-Unis saute aussi aux yeux si on s'intéresse à l'émergence des premières polices d'État. La Pennsylvanie, pays d'exploitation minière, est un des foyers les plus importants du syndicalisme au tournant du XX^{e} siècle et les conflits durs s'y multiplient face aux conditions de travail très difficiles. La police locale est peu à peu désavouée pour cause de « sympathies pour les mineurs ». Les propriétaires miniers demandent dans ce contexte de pouvoir bénéficier de l'appui d'une force armée plus sûre : l'État de Pennsylvanie autorise ainsi la constitution d'une police entièrement privatisée, la « Police du charbon et du fer ». Des accrochages violents ont lieu en permanence entre cette force de sécurité et les ouvriers en lutte, et plus généralement la population du coin qui les soutenait. Dans le but de donner plus de légitimité à ce corps de police, l'État choisit finalement de le prendre à sa charge sous le nom de « Police d'État de Pennsylvanie ». C'est l'apparition en 1905 de la première police d'État. Le modèle fait rapidement tache d'huile, les grandes entreprises qui, jusque-là, entretenaient à prix d'or leurs services de sécurité préférant évidemment que le maintien de l'ordre capitaliste soit mis à la charge de tous les contribuables. Quitte à faire quelques généreuses donations à qui de droit pour mettre de l'huile dans les rouages. *Business is business.*

À l'échelon municipal, les Red Squads (littéralement : Brigades Rouges) sont des unités de renseignement spécialisées dans l'infiltration et la collecte d'informations sur les syndicats, les communistes, les anarchistes et autres dissidents. Ces brigades se répandent dans les grandes villes comme Chicago, New York et Los Angeles pendant la première *red scare,* qui s'ouvre à la suite de la révolution bolchevique de 1917. Une trentaine d'années plus tard, dans le contexte de la Guerre Froide et du maccarthysme, les campagnes de surveillance et de harcèlement des militant·es s'intensifient nettement à la moindre suspicion d'accointances communistes. Les opérations de police politique sont encore étendues sous les administrations Johnson et Nixon[10], au cours des années soixante et soixante-dix, en lien notamment avec le programme de surveillance et de harcèlement COINTELPRO du FBI. En plus des agents communistes, il s'agit de contrôler toute l'effervescence révolutionnaire qui semble souffler d'un continent à l'autre, entre guerres d'indépendance dans les colonies et mouvements d'insubordination généralisés au cœur des grandes puissances occidentales. D'où la définition de toute une série de nouvelles cibles : opposant·es à la guerre du Vietnam, militant·es pour les droits civiques, mouvements révolutionnaires afro ou latino-américains, mouvements amérindiens, mouvements féministes, mouvements écologistes. Le programme fédéral de déstabilisation de ces différentes mouvances peut inclure la programmation d'assassinats ciblés. Selon l'historien Ward Churchill, vingt-sept membres du Black Panther Party furent ainsi assassinés entre 1968 et 1976 ainsi que soixante-neuf membres de l'American Indian Movement (AIM). Le scandale du Watergate menant à la chute de l'administration Nixon en 1971 et la révélation de l'existence du programme COINTELPRO créent une vague de critiques et d'indignation qui aboutit à une limitation plus stricte des pouvoirs de surveillance et d'espionnage, au niveau des polices d'État ou des instances fédérales, et à la fin des Red Squads (le tout est officialisé dans

10. Lyndon Johnson et Richard Nixon ont été présidents des États-Unis, respectivement de 1963 à 1969 et de 1969 à 1974.

le *Foreign Intelligence Surveillance Act*[11], adopté par le Congrès en 1978). Après les attaques du 11 septembre 2001, le vote du *Patriot Act* lève la plupart des restrictions concernant l'espionnage intérieur et les barbouzeries diverses et variées, au nom de la désormais sacro-sainte « lutte contre le terrorisme ».

La loi et l'ordre

Dès le milieu du XX^e^ siècle, l'architecture de sécurité étasunienne apparaît assez stabilisée. Son évolution dépend alors moins de l'intégration de nouveaux groupes de fous de la gâchette qui prennent la sécurité pour mission mais plutôt de la diffusion de nouvelles doctrines. La machine est en place, mais quels seront les nouveaux logiciels ?

Le second élément d'intégration des fonctions policières concerne son cœur de métier, ou plutôt les façons dont il se donne à voir. Le flicage semble aujourd'hui assumer moins explicitement ses missions de maintien de l'ordre politique. Avec la fin officielle de la ségrégation et le reflux des grands mouvements contestataires, les policiers n'ont plus officiellement pour mission de faire en sorte que les « nègres » et les « cocos » restent à leur place. Ils doivent lutter contre le crime et les incivilités, maintenir la sécurité des citoyens et des institutions. Mais ce qui va être défini comme crime et délit, et donc être poursuivi et conduire des millions de personnes en prison, où elles pourront être à nouveau privées de leurs droits civiques et soumises à un travail forcé, n'est ni socialement ni racialement neutre.

Dès les années soixante, la rhétorique de la guerre contre le crime, qui veut faire de Nixon le champion du *law and order* (la loi et l'ordre), vient sciemment habiller une stratégie politique pour conquérir les électeurs racistes du Sud, historiquement démocrates mais désorientés par l'affirmation des droits civiques. Le camp républicain leur fait la promesse tacite mais solennelle de s'occuper du problème en même temps que de

11. Loi sur la surveillance et le renseignement international.

License
TO
KILL

régler celui des communistes. Un article récent a exhumé un témoignage de 1974 du principal conseiller en politique intérieure de Nixon qui assume :

> *La maison blanche de Nixon avait deux ennemis : la gauche anti-guerre et les Noirs. […] Nous savions que nous ne pouvions pas rendre illégal le fait d'être soit contre la guerre, soit Noir, mais en amenant le public à associer les hippies à la marijuana et les Noirs à l'héroïne, et en criminalisant ensuite les deux, nous pouvions perturber ces communautés. Nous pourrions arrêter leurs dirigeants, faire des descentes dans leurs maisons, interrompre leurs réunions et les vilipender nuit après nuit aux informations du soir. Savions-nous que nous mentirions à propos de la drogue ? Bien sûr que nous le savions*[12].

Une fois établie la nouvelle doctrine politique de sécurité intérieure, reste à l'asseoir par un habillage scientifique dont les criminologues ont le secret. Un des logiciels les plus performants pour instiller cette nouvelle gestion des illégalismes reste sans doute la tristement célèbre « théorie de la vitre brisée » (*broken window theory*). En 1982, Wilson et Kelling proposent un modèle à même de réorienter le travail policier de la lutte contre les crimes vers un contrôle des comportements et des petites incivilités. En partant d'une étude en psychologie sociale de 1969, qui mettait en avant le fait qu'une voiture avec une vitre brisée avait plus de risques de se faire cambrioler qu'une voiture en bon état, ils ont tenté de transposer ces résultats à l'échelle d'un voisinage et en ont conclu la nécessité d'un contrôle strict des délits mineurs pour éviter que le quartier ne se dégrade et ne devienne le terreau naturel d'infractions plus graves. Ce sont les années Reagan, et il faut en finir avec tous les discours larmoyants et les interprétations

12. Baum Daniel, « Legalize it All », *Harper's magazine*, avril 2016.

qui voudraient offrir des causes sociales à la délinquance (pauvreté, culture de l'exclusion, angoisses et troubles psychiques de masse). Les « minorités » sont en fait pointées du doigt comme responsables de leurs malheurs parce qu'elles ne font pas ce qu'il faut pour prendre soin de leur communauté. Sur la base de cette nouvelle doctrine, les flics doivent aller au contact, même pour des broutilles, pour éviter que le laisser-aller dans un recoin donné ne contamine le reste de la ville et ne la transforme en « jungle urbaine ». Voilà pour la petite musique qui joue en sourdine derrière la politique de la tolérance zéro et les pratiques institutionnelles de harcèlement comme le *stop and frisk*[13]. En définitive, la « théorie de la vitre brisée » est la toile de fond de tous les outils qui permettent de mettre la pression sur une zone ou une population donnée.

Dix ans après le succès de ces premières théorisations, Clinton et les démocrates ont bien compris qu'ils ne pouvaient pas laisser le monopole du discours sécuritaire aux républicains. L'alternance (élection de Clinton à la Maison Blanche en 1992) donne lieu à une surenchère à la fois législative et médiatique : la ligne dure se traduit par une augmentation sans précédent des effectifs et des dotations des forces de police. Du point de vue du droit, la *Three-strikes law* et l'instauration des peines planchers causent des ravages dans les quartiers populaires, et notamment au sein des communautés noires et latinas. En 1995, un des théoriciens de la « vitre brisée », Wilson, émet une nouvelle prophétie : d'ici 2010, une vague de criminalité juvénile va s'abattre sur les États-Unis due à l'augmentation des familles monoparentales, au crack et au déclin moral. Il diffuse la figure du « superprédateur », des jeunes criminels endurcis qui provoqueront une nette augmentation de la criminalité violente. La seule réponse consiste à les contrôler, les arrêter et les incarcérer le plus longtemps possible pour les exclure de la société. Ce mythe du *superpredator* a connu un retentissement

13. Cette méthode permet aux policiers new-yorkais de contrôler, de palper et de fouiller toute personne « raisonnablement » soupçonnée d'avoir commis ou d'être sur le point de commettre un crime. Les plaintes pour violence policière se sont envolées en même temps que l'application de ce nouveau mode de *policing*.

médiatique énorme, entrant en résonance avec les affects dominants de l'Amérique profonde : la peur intergénérationnelle et interraciale. Évidemment, les effets législatifs de ce moment paranoïaque ne se sont pas fait attendre : abaissement de l'âge de la responsabilité pénale, facilitation des inculpations et incarcérations des jeunes dans des prisons pour adultes, déploiement massif des forces de police dans les écoles pour gérer la discipline scolaire. Cette nouvelle présence policière a largement participé à la construction du « pipeline école-prison » : un continuum de sanctions disciplinaires jusqu'à la réponse pénale, menant les élèves des bancs de l'école à l'exclusion scolaire, aux arrestations et à l'emprisonnement. Par ailleurs, les structures pour répondre aux besoins spécifiques de certaines situations ont été démantelées en supprimant les aides gouvernementales. De même, le numéro unique instauré depuis 1968 en cas d'urgence, le 911, équivaut à ramener automatiquement une voiture de police[14]. Ce qui, là aussi, contribue à remplir les prisons.

L'esclavage a été aboli depuis cent cinquante ans, les lois *Jim Crow* depuis un demi-siècle, pourtant des millions de personnes sont actuellement privées de liberté du fait de leur supposée dangerosité sociale, et, plus encore, vivent dans l'angoisse d'une condamnation ou d'un contrôle policier qui « dégénère », à l'ombre d'une potence. Derek Chauvin étouffant George Floyd… pas besoin de croire en la transmigration des âmes pour déceler en arrière-plan les ombres des chasseurs d'esclaves, des supplétifs du KKK ou d'un Pinkerton à qui on a lâché la bride pour qu'il accomplisse sa sale besogne. Gestes répétés pour plier l'histoire, pour que les esclaves et leur engeance, pour que les révolté·es toujours manquent d'air et mendient les conditions de leur survie. Et dans le regard de la foule, la rage ancestrale, chez ceux et celles qui gardent chevillée au corps la mémoire des vaincus. « On ne peut plus respirer… sauf à abolir la police ».

14. En France, les députés ont voté en mai 2021 l'expérimentation d'un numéro unique d'appel d'urgence pour la police, les pompiers et le SAMU.

Les réformes de la police fonctionnent… pour la police

L'ouvrage dont est extrait ce texte a été dirigé par Colin Kaepernick, star du football américain, qui est devenu mondialement célèbre après avoir mis le genou à terre en 2016, durant l'hymne national, pour protester contre les violences policières envers les Noirs.

Naomi Murakawa est professeure de sciences politiques à Princeton. Ses travaux portent sur les dynamiques racistes de l'incarcération de masse aux États-Unis. Elle a notamment publié The First Civil Right : How Liberals Built Prison America[15]*, dans lequel elle rappelle comment, malgré ses discours progressistes, le Parti démocrate a toujours soutenu l'incarcération de masse.*

Dans ce texte, Naomi Murakawa démontre au travers d'exemples historiques que la réforme de la police, loin de changer fondamentalement ses pratiques, est toujours synonyme de perfectionnement de ses techniques. Toutes les lois ou mesures engagées pour la réformer à la suite de meurtres policiers retentissants ratent leur objectif affiché. L'obligation de « rendre des comptes » aux citoyen·nes ou d'être plus professionnels, de ne plus utiliser certaines techniques d'interpellation ou de diversifier son recrutement, ont toujours comme

15. Naomi Murakawa, *The First Civil Right: How Liberals Built Prison America,* Oxford University Press, 2014.

horizon la préservation et la consolidation du système de maintien de l'ordre.

« Réformer la police » signifie généralement « récompenser la police ». C'est le premier piège de la réforme. Comme un semblant de concession face à la première vague de manifestations Black Lives Matter entre 2014 et 2016, l'administration Obama a offert à la police un cadeau : quarante-trois millions de dollars pour des caméras-piétons. Mais celles-ci n'ont pas tenu leurs promesses initiales, qui étaient de réduire le recours à la force par la police. Par contre elles ont étendu son pouvoir de surveillance, notamment lorsqu'elles étaient équipées d'un logiciel de reconnaissance faciale. Lorsque la police encadrait les manifestations Black Lives Matter en 2020, elle a filmé les manifestant·es – en utilisant cette même technologie dont les élites avaient promis qu'elle limiterait les pouvoirs de la police, pouvoirs à l'origine des manifestations quelques années auparavant.

De bien plus gros cadeaux sont offerts à la police, emballés dans un langage de flic rassurant, à base de « police de proximité », de « respect des procédures », etc.. Après les soulèvements de masse contre la police au milieu des années soixante, l'administration Johnson a créé l'Administration d'Assistance à l'Application de la Loi [*Law Enforcement Assistance Administration*]. Celle-ci a distribué dix milliards de dollars, principalement à la police locale, souvent au nom de l'amélioration de l'équité raciale et des relations entre la police et la communauté.

Plus la police brutalise et tue, plus son budget de matériel, d'entraînement et d'équipement augmente. Le LAPD (Los Angeles Police Department) illustre parfaitement cette sordide corrélation. Entre janvier 1964 et juillet 1965 – les dix-huit mois précédant la révolte des habitants de Watts[16] – le LAPD a tué soixante-quatre personnes. Malgré le fait que vingt-sept d'entre elles aient été abattues d'une balle dans le dos,

16. NdT : Les émeutes de Watts (ou rébellion de Watts) ont eu lieu entre le 11 et le 17 août 1965 dans le quartier de Watts, à Los Angeles, à la suite d'une altercation entre trois membres d'une famille afro-américaine et des policiers blancs.

le département des affaires internes de la police a décidé que soixante-deux de ces homicides étaient justifiés. Pendant les évènements de Watts, le LAPD et la Garde nationale ont tué vingt-trois autres habitant·es de Los Angeles, dont la plupart étaient noir·es. Beaucoup ont évidemment pensé que le LAPD devait être réformé, professionnalisé, mieux équipé et formé pour « combattre le crime », sans provoquer de manifestations qui coûtent des millions en dommages matériels. Le pays, les États et les comtés ont injecté des millions dans le maintien de l'ordre, si bien que le chef du LAPD, Thomas Reddin, était triomphant. C'était « l'année du flic », disait-il en 1967, ajoutant : « Tout ce que vous voulez, vous l'obtiendrez. Si je dis que je veux plus, je devrais l'obtenir ».

Cette histoire montre que la police, comme les banques, est trop importante pour faire faillite. Lorsque les krachs boursiers ou les manifestations (de masse) mettent fin à la continuité des activités, les élites apportent leur soutien aux auteurs de la dévastation, et non aux personnes qu'ils ont laissées sans le sou.

Les manifestations de 2020 ont popularisé les principales revendications des abolitionnistes, qui réclament l'arrêt du financement de la police et l'abolition du complexe industrialo-carcéral. Mais les élites fédérales ont au contraire doublé les faveurs accordées à la police, notamment par le biais des Community Oriented Policing Services (NdT : littéralement, les services de police destinés à la communauté, abrégé COPS), une création de l'administration Clinton de 1994 qui avait déjà donné quatorze milliards de dollars à la police locale. En juin 2020 – alors que le chômage atteignait dix-huit millions de personnes, qu'une famille sur cinq était en situation d'insécurité alimentaire et que les taux de mortalité des Noir·es, des Latino·as et des Natif.ves par coronavirus étaient deux fois plus élevés que ceux des Blanc·hes – les législateurs fédéraux ont préféré embaucher plus de trois mille policiers supplémentaires via le COPS. S'il est élu, Joe Biden promet de donner trois cents millions de dollars supplémentaires à la police de proximité.

La police est intrinsèquement prédatrice et violente. La police pousse des millions de personnes dans le monde carcéral, où les disparités raciales et autres inégalités se trouvent décuplées. Les Noir·es représentent 13 % de la population américaine. Pour autant, ils et elles représentent environ 30 % des personnes arrêtées, 35 % des personnes emprisonnées, 42 % des condamnés à mort et 56 % des condamnés à perpétuité. Près de la moitié des personnes assassinées par la police sont handicapées, et la violence sexuelle est une forme routinière mais invisible de brutalité policière utilisée en particulier contre les jeunes LGBTQ, les travailleuses du sexe, les femmes sans papiers, les femmes noires et les femmes de couleur.

Devant cette violence incontrôlée, on voit l'attrait de la réforme, mais aussi son second piège : parce que la police semble sans loi, les réformateurs espèrent que la création de nouvelles lois pourra freiner son pouvoir. Mais le postulat est faux. La police n'est pas l'absence de loi, c'est l'essence même de la loi dans un système de capitalisme racial. Dans ce système, les lois protègent le droit de la police à établir des contrôle au faciès, à mentir et à tuer.

Le racisme n'est pas un poison qui s'infiltre dans la police, comme si les législateurs avaient laissé ouverte une faille que des réformateurs dévoués seraient à même de combler. La police est omniprésente là où habitent les ouvriers et les personnes de couleur avec autorisation légale et explicite. Les tribunaux valident les interpellations policières à répétition. Arrêter quelqu'un parce qu'il marche dans une « zone à forte criminalité » ? Parfaitement légal. Fouiller une voiture pour y chercher de la drogue parce que le conducteur noir s'est arrêté trop longtemps à un panneau Stop ? Totalement acceptable. Comme la police le dit souvent en plaisantant sur les contrôles au faciès, « ça n'arrive jamais, mais ça marche ».

Les réformateurs cherchent à renforcer les droits procéduraux des personnes, comme si le fait d'armer les individus de protections juridiques pouvait ralentir le rythme de la criminalisation. Mais considérez l'apogée de la révolution des droits procéduraux, la décision de 1966 de la Cour suprême dans

l'affaire *Miranda contre Arizona*[17], qui exigeait que les policiers récitent le discours contenant le fameux « Vous avez le droit de garder le silence ». Des conservateurs outrés se sont insurgés contre ces tribunaux libéraux qui menottaient les flics. Mais la police a simplement appris un nouveau protocole. Après la lecture de leurs droits Miranda lors d'une arrestation, la plupart des gens y renoncent, et la police obtient des déclarations incriminantes dans plus de la moitié des interrogatoires : des taux comparables à ceux d'avant l'arrêt Miranda. La police utilise couramment le mensonge, l'intimidation et l'isolement lors des interrogatoires, mais le simple fait de prononcer ces mots magiques est devenu preuve de professionnalisme. En bref, les droits Miranda fournissent une bonne protection pour la police, pas pour les personnes qu'elle interroge.

Les réformateurs tentent de réglementer l'usage de la force par la police. Mais les règles sont aussi des instructions. Dans l'arrêt *Tennessee contre Garner* en 1985, par exemple, la Cour suprême a jugé que la police de Memphis avait tué Edward Garner, un collégien noir, de manière injustifiée. La Cour a estimé qu'il était interdit de tirer dans le dos de l'enfant ; une telle violence n'étant autorisée que dans le cas où un policier craignait que des passants ou lui-même soient grièvement blessés. En définitive, cet arrêt sur l'illégalité des meurtres a donné à la police quelque chose de plus : des instructions sur la façon de tuer légalement. La police a donc appris le scénario : « Je me suis senti menacé ». Si les policiers oublient leur texte, des enquêteurs internes les aident à s'en souvenir. Après que la police de Chicago a tué un enfant, pourtant identifié dans un rapport du Département de la Justice

17. NdT : Miranda contre Arizona est un arrêt de la Cour suprême des États-Unis datant de 1966 : il y est stipulé qu'un suspect doit être informé de ses droits à consulter un avocat et à garder le silence. Les droits Miranda portent le nom d'Ernesto Miranda qui, au cours de son interrogatoire, sans avoir été informé de ses droits et sans avoir été assisté d'un avocat, avoue l'enlèvement et le viol pour lesquels il est inculpé. Lors du procès, le procureur utilise ses aveux comme moyen de preuve contre lui, et Ernesto Miranda est condamné.

uniquement comme « adolescent non armé », l'enquêteur interne de la police a conduit le flic à l'acquittement grâce à cette question : « Vous vous êtes senti menacé, alors vous avez tiré combien de fois ? »

« Nous croyons en un monde où il n'y a aucun meurtre policier parce qu'il n'y a pas de policier, et non pas parce que les policiers sont mieux formés ou davantage tenus par des règles », écrit le collectif 8toAbolition. Cela nous amène au troisième piège de la réforme : parce que les réformateurs refusent l'abolition, ils ne peuvent que changer les pratiques de la violence policière.

L'interdiction de la clef d'étranglement, par exemple, écarte une façon de tuer mais pas le fait de tuer. Elle est néanmoins saluée comme une victoire, comme à New York récemment. Seulement, le NYPD (New York Police Department) avait déjà prohibé la clef d'étranglement une fois auparavant, en novembre 1993, et cela avait déjà été applaudi à l'époque. Entre 2006 et 2013, près de deux mille New-Yorkais se sont plaints d'avoir subi cette technique. Quelques semaines seulement après que les policiers ont tué Eric Garner en 2014, la police de New York l'a utilisée sur Rosann Miller, une femme noire enceinte de sept mois, après l'avoir interpellée pour un barbecue devant sa maison. L'interdiction de la clef d'étranglement était pourtant en vigueur.

Est-ce vraiment un progrès d'interdire encore une fois la clef d'étranglement tout en laissant la police tuer avec des lampes de poche, des fourgonnettes, des pistolets paralysants, des armes de poing et des étranglements qui n'ont changé que dans le nom ? On peut faire une analogie avec les réformateurs de la peine de mort qui ont remplacé le nœud coulant par la chaise électrique, puis la chaise électrique par l'injection létale. Ils ont dû être témoins de l'horreur des électrocutions, des têtes qui prennent feu, et ils ont donc trouvé une « meilleure » solution.

Mais meilleure pour qui ? La technique d'exécution ne réconforte pas les morts. Elle réconforte les bourreaux – et tous leurs partisans. La réforme, c'est le renflouement perpétuel,

la bouée de sauvetage jetée à la police chaque fois que les gens réclament un monde meilleur, pas un meilleur châtiment.
Nous suivons la voie de la réforme en partant du principe que le système dysfonctionne. Mais comme nous le dit Mariame Kaba, « le système n'a pas de problème de fonctionnement, il fonctionne très bien, tout comme les pouvoirs qui lui sont conférés ». Je suis d'accord et je vais ajouter ceci : la réforme de la police n'est pas un échec. Elle marche très bien, mais seulement pour la police.

Luttes et réformes

Fin 2015. Le maire de Chicago, Rahm Emanuel, est sous le feu des critiques. On lui reproche notamment une gestion des services de police trop « agressive » envers les Africains-Américains, en particulier depuis la mort en octobre 2014 de Laquan McDonald, 17 ans, tué en pleine rue de seize balles par un policier. Cette même année, dix-neuf personnes ont été tuées par la police de Chicago. Mais c'est surtout la mort de Quintonio LeGrier (19 ans) et Bettie Jones (55 ans) qui met le feu aux poudres. L'histoire est tristement banale : un appel est passé pour un « trouble de voisinage » ; en fait, c'est une dispute familiale impliquant Quintonio, qui souffre de troubles psychiques et brandit une batte de base-ball devant son père. Une patrouille arrive au domicile des LeGrier. Le jeune homme est abattu par un des deux policiers. Une balle perdue atteint également la voisine du dessous, Bettie, à qui le père de Quintonio avait demandé de ne pas ouvrir aux forces de l'ordre[18].

Le policier a été suspendu trente jours, à la suite d'une réforme appliquée par le nouveau chef de la police : un homicide entraîne trente jours de renvoi. Plus largement, le maire de Chicago s'engage à mieux former les agents et à doubler le nombre de tasers. Dans un contexte conflictuel entre mairie, police et manifestants, une telle promesse de réformes à la suite d'un crime policier est exemplaire de ce que signifie « réformer la police » en général et de la fonction de ce genre d'annonces : gagner du temps, dessécher les révoltes en les inscrivant dans

18. L'histoire ne s'arrête pas là, le policier meurtrier réclame à la famille LeGrier dix millions de dollars pour « traumatisme émotionnel extrême ».

le temps judiciaire et faire en sorte que les protestataires rentrent chez eux, persuadé·es que « les choses vont changer ».

Les appels à la réforme de la police aux États-Unis sont de plus en plus forts et fréquents. On peut y lire un effet des luttes BLM qui remettent fortement et régulièrement en cause l'institution policière. Mais l'enjeu, aujourd'hui, réside à porter une critique de la police – et du complexe industrialo-carcéral (CIC) par extension – qui ne soit pas immédiatement traduite en termes réformistes, c'est-à-dire en vue de l'amélioration de l'institution et des pratiques policières. On voit souvent émerger des demandes pour une meilleure conduite des forces de l'ordre, mais rarement des discours affirmant qu'il faut en finir définitivement avec la police.
Battre en brèche les propositions de réforme pour l'amélioration de la police est devenu un art dans lequel le mouvement abolitionniste excelle. Il arrive à formuler clairement des critiques des institutions et des propositions de luttes qui ne sont pas aisément recapturées dans la rhétorique réformiste.

Poursuivre les policiers ?

Si l'on regarde le contexte étasunien, plusieurs obstacles empêchent habituellement les poursuites judiciaires à l'encontre des policiers. Premièrement, du point de vue du droit, les pouvoirs de police ne relèvent pas directement de l'État fédéral mais d'abord des États locaux, qui eux-mêmes délèguent aux comtés et aux municipalités les missions d'organisation et de commandement. Si le ministère de la Justice est saisi en cas de « manquements répétés » à l'encontre des droits constitutionnels des citoyens, un éventuel jugement n'aboutit qu'à un accord au rabais entre le ministère et un département de police spécifique. Pas grand espoir de ce côté-là. Et cela n'impacte en rien les multiples autres services de police du pays.
Deuxièmement, depuis la fin des années soixante, les syndicats de policiers sont extrêmement puissants, aux États-Unis

comme ailleurs. Dans un contexte d'émeutes urbaines et de contestation politique, ils se sont posés en rempart d'une société assiégée à protéger. Forts d'un grand nombre de syndiqués, ils ont obtenu des conventions collectives qui rendent très difficiles les actions disciplinaires contre eux, comme les renvois pour comportements racistes et violents. Ces conventions peuvent s'imposer face au droit, confortant ainsi le régime d'exception de l'institution policière. Par ailleurs, les élus étasuniens cèdent régulièrement aux demandes des syndicats de police, une grande majorité d'États ont par exemple mis en place la loi *Stand Your Ground* (défendez votre territoire) qui autorise le recours à une « force raisonnable » dès que quelqu'un considère être soumis à une menace. Cette loi permet à de nombreux policiers ayant étranglé ou abattu quelqu'un d'échapper à un procès[19]. Les policiers mis en cause dans des affaires de violence ou de crimes policiers peuvent compter sur le soutien systématique et sans faille de leurs collègues et des syndicats, quoi qu'ils aient fait[20]. Ainsi, l'organisation décentralisée de la police, son appui sur des syndicats puissants, une législation protectrice et un esprit de corps à toute épreuve enterrent tout espoir de refonte.

« Le réformisme n'est pas une libération, c'est de la contre-insurrection »

Comme le note le chercheur et militant Dylan Rodriguez, depuis soixante ans, les grandes phases de réformes contemporaines de la police répondent systématiquement à des révoltes urbaines contre la police[21]. Que ce soit à la suite des émeutes de Watts en 1965, celles de Détroit en 1967, ou plus récemment

19. À ce sujet en France, voir le livre de Vanessa Codaccioni, *La légitime défense*. *op. cit.*

20. Une des seules exceptions est Derek Chauvin qui a été lâché par le conseil municipal (son ancien employeur), ses collègues et les syndicats policiers de Minneapolis. Son seul soutien public, lors de son procès, est son avocat qui persiste à dire qu'il n'est pas responsable du meurtre de George Floyd.

21. « Magical thinking of reformism. Reformism isn't liberation. It's counterinsurgency », Dylan Rodriguez dans *Abolition for the people*, parution en ligne, Level Media, 2020.

après celles de Los Angeles en 1992, chaque épisode de révolte donne lieu à des commissions gouvernementales réunissant politiciens, chefs de la police, militants des droits civiques et universitaires pour plancher sur la réforme de la police[22].

Les réformistes qui souhaitent endiguer la colère contre les forces de l'ordre misent en particulier sur le modèle du « *community policing* », qui correspond à la « police de proximité » en France. À partir des années soixante aux États-Unis, les villes mettent en place des brigades piétonnes et à cheval. Des petits commissariats de quartier voient le jour, ainsi qu'une politique de quotas de recrutement de policiers non-blancs. Les policiers sont censés discuter, nouer des contacts avec les commerçants, organiser des activités sportives pour les jeunes. Ils doivent privilégier les partenariats avec des associations locales, des habitant·es connu·es et reconnu·es dans leurs communautés. Le *community policing* passe aussi par la tenue de réunions régulières entre responsables policiers et habitants (souvent les plus âgés et les propriétaires) pour faire remonter les problèmes de voisinage (propreté de la chaussée, point de deal, présence de travailleuses du sexe, de jeunes qui traînent, etc.[23]). Ce bouquet de mesures vise à valider un partenariat avec ceux de la communauté qui trouvent un intérêt dans la présence policière.

Cependant, on ne peut pas dire que le *community policing* soit très implanté dans les services de police américains – même si

22. Le soulèvement pour George Floyd n'a pas échappé à la règle. Les parlementaires ont proposé à sa suite deux lois de réforme de la police qui ont finalement été rejetées par le Sénat. La ville de New York a elle aussi planché sur des mesures pour sa police à l'automne 2020. Elles sont bien décortiquées dans le texte « Police stories » disponible sur illwilledition.com. En France, ça nous rappelle le Beauvau de la sécurité, annoncé après le tabassage médiatisé de Michel Zecler, producteur de musique noir en novembre 2020, et qui débouche sur… de nouveaux acquis sociaux pour la police (gratuité des transports publics, subventions pour les mutuelles de flics entre autres).

23. Certaines villes vont même jusqu'à faire passer les flics pour des agents de lutte contre les inégalités. Ruth Wilson Gilmore relate par exemple que la police de Los Angeles, après les émeutes de 1992, formait des équipes pour recueillir les doléances dans les quartiers pauvres et distribuer des lunettes ou des bons d'achat. Voir Ruth Wilson et Craig Gilmore, « Beyond Bratton », dans *Policing the Planet*, dirigé par Jordan Camp et Christina Heatherton, Verso, 2016, pp 145-164.

on peut penser que le retour des démocrates à la Maison Blanche va relancer le phénomène. Cette méthode de travail, même si elle est encouragée par des financements fédéraux, reste minoritaire. Cette approche est basée sur l'existence de communautés un minimum structurées autour d'organisations avec des interlocuteurs du monde associatif ou religieux par exemple. Sans cela, pas de possibilité d'installer les indispensables partenariats entre policiers et populations. Dans les quartiers où une bonne partie des gens se méfient de la police et sont peu enclins à collaborer avec elle, les approches en ces termes ne semblent pas avoir beaucoup d'avenir.

Dans les années quatre-vingt-dix, l'accent est mis sur la responsabilité (*accountability*[24]) de la police. Il faut que les flics soient transparents, que les citoyen·nes puissent leur demander des comptes. À ce moment-là, les commissions de veille citoyenne se multiplient dans les grandes villes[25]. L'idée d'un contrôle communautaire de la police qui avait émergé depuis les luttes des années soixante-dix prend une nouvelle forme. Aujourd'hui piloté par la mairie, il permettrait de redonner de la confiance dans la police, grâce à une transparence accrue. Face à ces arguments, les abolitionnistes avancent que la police ne peut être séparée de ses fonctions historiques simplement avec une « bonne » supervision. Par ailleurs, la violence policière envisagée comme relevant de dysfonctionnements individuels mine la capacité à s'attaquer au système dans son ensemble. Investir dans un organe de surveillance de la police signifie investir dans la possibilité de sa réforme, donc sa légitimation. Une impasse, en somme.

Un des derniers groupes de travail fédéral sur la police date de l'administration Obama. Baptisé « President's Task Force on 21st Century Policing », il a rendu à peu de chose près les mêmes conclusions que beaucoup d'autres commissions : renforcer le

24. Nous avons choisi de traduire *accountability* par responsabilité ou responsabilisation.

25. Ces groupes de surveillance citoyenne de la police se réunissent en 1995 dans la National Association for Civilian Oversight of Law Enforcement (NACOLE).

dialogue entre les communautés et la police, améliorer la communication des forces de l'ordre, former les policiers à la désescalade de la violence et aux alternatives à l'interpellation, faire évoluer la culture policière en passant d'un « esprit guerrier » à un « esprit de gardien », etc. Certaines commissions expliquent même les émeutes en termes d'inégalités sociales et de ségrégation. Pour autant, elles ne font jamais que proposer des mesures pour mieux faire accepter la présence des forces de l'ordre au sein des communautés et miser sur une meilleure compréhension réciproque. Comme s'il s'agissait de régler un malentendu.

Ce ne sont pas les pommes qui sont pourries, c'est le pommier

Les nombreuses tentatives de réformes paraissent toutes plus incapables les unes que les autres de faire cesser le harcèlement, les violences et les assassinats policiers. La documentation, la formation ou la surveillance ne protègent pas contre les fouilles, les intimidations, les coups et la mort. L'exemple du policier Derek Chauvin est éclairant : il avait déjà fait l'objet de dix-huit signalements internes au département de police de Minneapolis, il avait suivi une formation sur les préjugés raciaux, une autre sur la désescalade lors d'interventions avec des personnes en situation de crise et sa caméra-piéton ne l'a pas empêché de maintenir George Floyd sous son genou pendant près de neuf minutes. Les policiers n'ont pas nécessairement besoin d'agir cachés pour brutaliser la population, sachant pertinemment que leurs actes seront couverts, relativisés et étouffés par leurs responsables et la justice. Un plus haut degré de transparence et de proximité de l'institution ne permet pas d'interrompre la violence.

La question pour les abolitionnistes n'a jamais été de dénoncer les « brebis galeuses » ou les « pommes pourries » au sein de policiers globalement considérés comme bons et compétents.

Ni d'imaginer une police plus respectueuse du droit, qui tuerait moins de citoyens de seconde zone. Car cette institution a pour raison d'être la défense et l'approfondissement des rapports de domination, comme le montre le lien historique entre apparition de la police, début de l'esclavage et naissance du capitalisme. Les réformes ne pourront modifier que les moyens de parvenir à remplir cette mission, mais elles ne changeront pas leurs objectifs. Les militants antiesclavagistes avaient le même genre de certitudes : ils condamnaient le système esclavagiste dans son ensemble et luttaient pour son éradication complète, sans se demander si distribuer des manuels de savoir-vivre aux « maîtres » permettrait l'invention d'un système de servitude à visage humain…

> *Ceux qui font l'apologie de l'esclavage parlent souvent des abus de l'esclavage ; et ils nous disent qu'ils sont tout aussi opposés à ces abus que nous le sommes ; et qu'ils iraient aussi loin pour corriger ces abus et améliorer la situation de l'esclave que n'importe qui. La réponse à ce point de vue est que l'esclavage est en soi un abus ; qu'il vit par l'abus, et qu'il meurt par l'absence d'abus*[26].

« Renforcer la police ou l'abolir pas à pas ? »

Les réformes de la police sont également analysées sous les plumes abolitionnistes à travers ce qu'elles produisent en positif pour les policiers, pas seulement comme des opérations cosmétiques finalement inutiles. La réforme est une alliée directe des forces de l'ordre en étendant leur pouvoir et en augmentant leur budget sous couvert d'amender la profession. Elle légitime les institutions du maintien de l'ordre en réactualisant l'objectif possible d'un fonctionnement juste et a pour but la perpétuation et l'amélioration du système répressif. Le collectif

26. Frederick Douglass, *The prospect in the future*, 1860.

Critical Resistance a publié un document à la suite des émeutes de Ferguson en 2014 intitulé « Renforcer la police ou l'abolir pas à pas[27] ? ». Prenant la forme d'un tableau à double entrée, chaque réforme est scrutée sous l'angle de l'interrogation suivante : est-ce que cette mesure va réduire l'emprise de la police sur nos vies ? Toutes les lois imaginées par les législateurs vont dans le sens inverse. Par exemple, l'amélioration de la formation des policiers, brandie comme étendard par la gauche de part et d'autre de l'Atlantique, a pour effet d'augmenter le budget de l'institution. Surtout, elle multiplie les possibilités d'intervention pour les flics. Ainsi, si un commissariat offre à ses agents une formation pour mieux gérer les personnes en crise psychiatrique, ils auront une légitimité supplémentaire à intervenir dans ces cas-là et cela agrandit de fait leur champ d'action[28]. Ce type de réforme tend en réalité à ajouter des cordes à l'arc répressif.
L'abolition suppose de construire un mouvement politique large luttant pied à pied contre le système pénal. Cette lutte comprend différentes réformes arrachées au pouvoir, qui rapprochent d'un monde sans police : la seconde partie du tableau de Critical Resistance, présente des réformes dites « non réformistes » ou « abolitionnistes ». Un grand nombre d'abolitionnistes défendent ce type de mesures que Thomas Mathiesen[29], l'un des militants et penseurs du mouvement abolitionniste depuis les années soixante-dix, nommait pour sa part « réformes négatives ».

Il est en réalité impossible de dresser la liste de « bonnes » ou « mauvaises » réformes dans l'absolu. Cela dépend du contexte, et ce qui serait une reculade quelque part pourrait être audacieux ailleurs. Les abolitionnistes le rappellent régu-

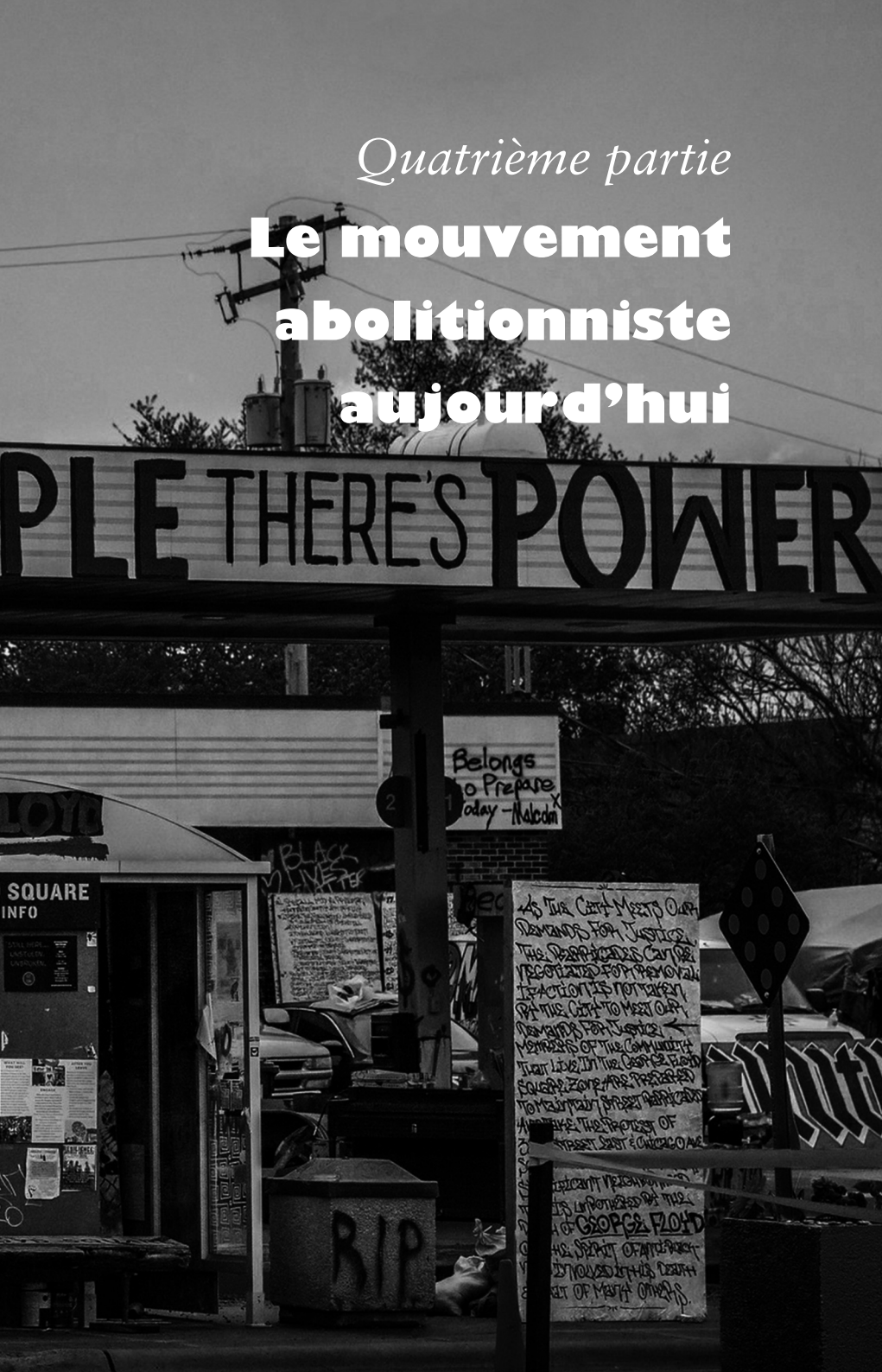
27. Voir le tableau traduit par la revue *Jef Klak* dans l'article « Que faire de la police ? Les fonctions du maintien de l'ordre social en question », disponible sur leur site internet.

28. Sachant que plus d'un quart des meurtres policiers aux États-Unis concerne une personne ayant des problèmes de santé mentale.

29. Thomas Mathiesen est un sociologue abolitionniste norvégien, auteur entre autres de *The Politics of Abolition*, London, Martin Robertson, 1974.

lièrement, ceci est une question de stratégie. Par contre, l'importance d'énoncer l'objectif final demeure : défaire la police. Voici quelques questions qui peuvent aider à prendre du recul sur la pertinence d'une campagne et évaluer si elle renforce ou non le maintien de l'ordre :
– Est-ce que cette réforme réduit le budget de la police ?
– Est-ce qu'elle réduit son échelle, ses outils, ses technologies, sa portée ?
– Est-ce qu'elle dissocie la police des idées de « sécurité » et de « protection » ?
– Est-ce qu'elle diminue la légitimité des forces de police ?

En clair, il s'agit d'éviter les réformes qui aident l'institution policière à surmonter les crises, se restructurer et conserver son pouvoir. Plutôt viser celles qui la discréditent, diminuent son budget, ses armements, ses protections judiciaires, son moral ou ses soutiens politiques. Elles recoupent des choses très différentes : s'organiser localement pour renvoyer des policiers d'un lycée, obtenir la libération d'un détenu, abaisser drastiquement le nombre de policiers d'une ville, limiter le paiement des heures supplémentaires ou encore suspendre le salaire d'un agent si une enquête sur lui est en cours, faire payer les responsabilités professionnelles de la poche des policiers…
Autant de petits bouts du pouvoir policier arrachés et grignotés dès maintenant.



Quatrième partie

Le mouvement abolitionniste aujourd'hui

I try to do right and help my community
Police still kicking at my door, dirty motherfuckers
You probably think I got the world at my hands,
but really, dog, I got the world on my shoulders !

LIL BOOSIE

ABOLITION NOW!

À la suite des mouvements des années soixante-dix pour l'abolition des prisons, la fin des années quatre-vingt-dix signe le renouveau des luttes abolitionnistes aux États-Unis, avec la tenue d'une grande conférence en 1998, à Berkeley. Cette dernière donne le véritable coup d'envoi de Critical Resistance (CR), une organisation majeure du mouvement abolitionniste contemporain. Critical Resistance se situe au croisement de la création de concepts ou de mots d'ordre et de l'organisation de campagnes et de stratégies qui alimentent le mouvement depuis lors. Trois mille cinq cents militant·es, artistes, universitaires, éducatrices, avocat·es, indigènes, migrant·es, ancien·nes prisonnièr·es, organisations religieuses et militant·es gays, lesbiennes et trans sont réunies lors de cet événement qui dure trois jours, comprend deux cents ateliers ainsi qu'un festival de films. À cette occasion, CR diffuse largement un nouveau concept pour parler de l'emprisonnement, celui de complexe industrialo-carcéral (CIC[1]). Ce terme désigne la superposition des intérêts des gouvernements et des industries qui prennent part à la surveillance et à l'emprisonnement de la population. Le mot d'ordre « abolition du CIC » est alors lancé, celui d'« abolition de la police » en découlera stratégiquement près de vingt ans plus tard.

CR commence par diffuser un numéro de téléphone permettant à la fois de rejoindre le mouvement et de dynamiser une campagne naissante contre l'expansion des prisons californiennes. Elle devient par la suite une organisation nationale,

1. CIC est la traduction de PIC, l'acronyme de *Prison Industrial Complex*. Voir précédemment « Les prisons sont les nouvelles plantations ».

dispose de quatre sections locales (à New York, Los Angeles, Oakland et Portland) et diffuse gratuitement aux personnes emprisonnées un journal trimestriel bilingue (anglais-espagnol), *The Abolitionist*. L'organisation compte un nombre de victoires relativement important depuis ses débuts. En dix ans, elle parvient à mettre fin au boom de la construction de pénitenciers en Californie et joue un rôle déterminant dans la création du mot d'ordre *defund*[2]. Elle prive ainsi le système pénitentiaire californien de plusieurs millions de dollars. À Portland, une campagne a permis d'empêcher la création de trente-cinq nouveaux emplois d'agents de police. D'autres ont également été menées pour l'abolition de l'isolement dans les prisons, contre les restrictions de visites des prisonniers ou pour bloquer des expositions et ventes d'armes à destination d'équipes SWAT. Certaines campagnes visent à soutenir les réseaux de travailleurs du domaine de la santé et le développement de ressources autonomes pour éviter d'appeler la police en cas de situation d'urgence.

Une proposition radicale

Cette riche lutte abolitionniste contemporaine a pour point de départ un constat : la criminalisation et l'emprisonnement de masse ne sont pas le résultat d'un échec du complexe industrialo-carcéral mais son fonctionnement normal. La généalogie du système pénal aux États-Unis démontre ses missions de reproduction de la suprématie blanche et de l'exploitation économique. La réforme du CIC n'en changera pas sa fonction politique. Une seule issue apparaît alors : son abolition, passant nécessairement par celle de la police.
La proposition politique sous-tendue est radicale : il ne s'agit pas de mettre en place une *autre* police, communautaire, de proximité ou non armée, qui continuerait à maintenir un ordre structurellement injuste par d'autres moyens plus acceptables, mais bien de cesser de déléguer à une force spécialisée

2. « Couper les fonds ». Voir le texte « #8ToAbolition », dans cette partie.

la gestion de situations problématiques – inhérentes à la vie – et la prise en charge de notre sécurité. L'abolition de la police n'a rien à voir non plus avec un vigilantisme généralisé ou la surveillance de tou·tes par chacun·e[3].
Un des enjeux abolitionnistes consiste à distinguer maintien de l'ordre et sécurité. Les questions de sécurité – considérées comme vitales – ne sont pas écartées, mais questionnées et ressaisies collectivement. Qu'est ce qui nous permet de nous sentir en sécurité ? De quoi avons-nous besoin ? Dans une perspective abolitionniste, la « sécurité » devient synonyme de « besoins fondamentaux satisfaits » et les abolitionnistes plaident pour le réinvestissement du budget de la police dans le logement, l'alimentation, l'éducation ou les transports. D'une part, ils et elles s'attaquent aux conditions de la violence identifiées comme la pauvreté, l'exploitation économique, les trafics de drogues, la crise du logement, la culture patriarcale, etc. D'autre part, ils et elles créent des formes collectives, en misant sur l'autodétermination communautaire, pour prendre en charge les conflits qui demeurent. La communauté correspond ici à ce que Louk Hulsman, un des théoriciens majeurs de la décriminalisation des conflits, identifiait comme les collectifs au sein desquels « des interactions de face-à-face et porteuses de sens sont envisageables ». Ces lieux apparaissent adaptés au traitement de ces « situations-problèmes[4] ».

Abolir la police implique donc des changements d'ordre plus globaux. C'est un projet révolutionnaire beaucoup plus large pour une frange importante du mouvement, qui s'envisage depuis des luttes au long cours contre le patriarcat, la colonisation, le racisme et le capitalisme mondialisé. Un projet qui prend un accent internationaliste quand Ruth Wilson Gilmore l'énonce : « L'objectif de l'abolition est d'exposer et de vaincre

3. Sur l'incitation généralisée à la vigilance citoyenne par les gouvernements, voir Vanessa Codaccioni, *La société de vigilance : Auto-surveillance, délation et haines sécuritaires,* Paris, Éditions Textuel, 2021.

4. Si on suit ses exemples, les collectifs peuvent être : quartier, conseil d'entreprise, association de pêcheurs, club sportif, union locale de consommateurs, association de parents, famille, voisinage, groupe d'amis, mouvement de jeunesse, église, etc.

toutes les relations et les politiques qui font des États-Unis le premier flic, le premier belliciste et le premier geôlier du monde… L'abolition est un mouvement visant à mettre fin à la violence systémique[5]. »

Construire des alternatives

Pour rendre la police obsolète, il n'est pas suffisant de ne plus y avoir recours. La délégation des questions de sécurité aux institutions policières produit une incapacité et la prise en charge de beaucoup de situations conflictuelles nécessite un apprentissage.

Le mouvement tire sa force de toutes les initiatives qu'il a déployées et qui permettent de rendre ses ambitions politiques effectives et consistantes dès aujourd'hui. Différentes formes sont utilisées : campagnes, formations vidéo, cercles de justice transformatrice, publications de brochures et de guides, expositions artistiques, ateliers pour renforcer l'auto-organisation des communautés et prendre en charge les besoins collectifs… Il n'y a pas de programme préétabli pour faire advenir l'abolition, mais un foisonnement de chemins vers cet horizon. Différents collectifs accompagnent des processus de responsabilisation, identifient les ressources existantes, se préparent aux situations d'urgences en amont, documentent leurs expériences, enquêtent pour mener des luttes contre les institutions policières et les industries de la surveillance, formalisent la non-coopération avec les forces de l'ordre dans des lieux de vie, de lutte ou de travail… Ils font des essais, connaissent des échecs, apprennent de ces derniers, et finalement, construisent *pas à pas* un futur sans police. Tout un ensemble d'alternatives à la judiciarisation des conflits entre les personnes et au *policing*[6] sont ainsi

5. Citée par le site internet criticalresistance.org.

6. Le *policing* correspond à l'activité de maintien de l'ordre par les forces de police, de la patrouille aux fouilles et contrôles, en passant par les arrestations, violences, intimidations, harcèlements et perquisitions, soit tout ce qui permet de réguler les comportements dans l'espace public.

expérimentées. Il n'y a pas de solution unique. La question est de savoir laquelle est adéquate pour quelle situation. Et comment ne pas reproduire les mécanismes et logiques du système pénal[7].

La transformation subjective est au cœur du projet abolitionniste : elle vise à changer les manières de réagir face aux situations problématiques, de prendre du recul sur les réflexes punitifs qui travaillent les individus et les collectifs, pour devenir porteurs de dynamiques réparatrices[8]. « Les flics sont dans nos têtes et dans nos cœurs », dit Paula Rojas de l'organisation Sista II Sista[9]. En cela le mouvement abolitionniste a une portée éthique, d'abord dans ses moyens, en changeant intimement nos manières de vivre et de sentir. Mais également dans son but, abolir n'est pas soustraire quelque chose au monde, mais appeler à une véritable présence, à la construction de pratiques et de relations au monde porteuses de sens. Ces transformations éthiques, d'autant plus si elles sont collectives, sont un des moyens de modifier les conditions d'émergence des situations violentes ou indésirables.

« *We Do This 'Till We Free Us* »

Une conviction est unanimement partagée : l'élimination du système pénal passera par la construction d'un mouvement large, par la lutte collective et non simplement par des associations ou des organisations non gouvernementales. Différentes options politiques animent le mouvement abolitionniste. À côté d'ancien·nes membres du courant Black Power (comme Angela Davis), il y a des anarchistes radicaux,

7. Pour repenser les conceptions de la peine et du statut de victime, voir Gwenola Ricordeau, *Crimes et peines, Penser l'abolitionnisme pénal*, Caen, Grevis, 2021.

8. Voir, par exemple, Catherine Baker, *Pourquoi faudrait-il punir? Sur l'abolition du système pénal,* Tahin Party, 2004. disponible sur le site tahin-party.org.

9. Voir « *Sistas Makin' Moves!* Une organisation de femmes à l'échelle d'un quartier», de Sista II Sista, dans la partie V de cet ouvrage.

des quakers (comme Ruth Morris[10]), des révérends (comme Jason Lydon[11]), des militant·es pour la justice sociale, des activistes queers décoloniales, des personnes ciblées par des opérations de polices, des familles de personnes tuées par les forces de l'ordre, etc. Plusieurs féministes noires y jouent un rôle majeur. La religion et la spiritualité imprègnent une part importante du mouvement. Le spectre politique va des plus modéré·es, qui parlent de transférer les fonds des polices locales aux services sociaux, jusqu'aux plus révolutionnaires, qui envisagent la possibilité de repenser l'organisation de la vie collective sans État.

Si les mots d'ordre et pratiques du mouvement abolitionniste contemporain connaissent depuis ces vingt dernières années une certaine diffusion dans les centres communautaires, écoles ou églises de certains quartiers, ils restaient toutefois cantonnés à la marge du débat public et paraissaient pour beaucoup relever de l'utopie. Le soulèvement suite au meurtre de George Floyd les a projetés au cœur du débat national et international[12]. La question « À quoi ressemblerait un monde sans police ? » a été débattue passionnément et plus largement que n'importe quel abolitionniste n'aurait pu l'espérer. Fort de ses réalisations et propositions prolifiques, le mouvement abolitionniste est plus vivant que jamais.

10. Ruth Morris, quaker, membre du Quaker Committee on Jails and Justice et fondatrice de l'ICOPA, conférence internationale pour l'abolitionnisme pénal, a énormément œuvré pour l'abolition du système pénal et pour la justice réparatrice puis transformatrice. Elle a notamment publié *Stories of Transformative Justice*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 2000.

11. Jason Lydon, révérend homosexuel, a fondé l'organisation Black and Pink pour soutenir les prisonniers LGBTQI+ et séropositifs, et lutte dans une perspective d'abolition du CIC.

12. Un exemple parmi d'autres, le retentissement du mouvement End-SARS, Special Anti-Robbery Squad (brigade spéciale anti-vol) pour la dissolution d'une unité de police particulièrement violente au Nigeria à la rentrée 2020.

#8TOABOLITION

8 to Abolition ● 8toabolition.com
● traduction française initiale par Anarchaud @coco_bac ● juin 2020

Nous traduisons ici et adaptons au contexte français une campagne qui a été largement diffusée sur Internet aux États-Unis pendant le soulèvement de 2020. Le but de #8toAbolition est de proposer des revendications contre la police dans une visée abolitionniste. Leur stratégie est de viser des réformes à l'échelle municipale. Dans cette perspective, #8toAbolition cible huit secteurs clefs pour affaiblir les forces de l'ordre. La longueur de la liste est à la mesure de l'emprise du pouvoir policier sur la vie des populations : en effet, les forces de l'ordre sont présentes à l'école, dans la rue, sur les campus, dans les transports, les aéroports, etc. On peut voir cette liste de revendications comme autant de points de départ possibles pour lancer des luttes contre la présence policière dans son propre établissement scolaire, dans son quartier, militer pour la libération de détenus du pénitencier du coin, etc.

Le nom de la campagne est une réponse cinglante à #8cantwait, campagne réformiste lancée pour réclamer des « changements dans les départements de police », comme l'obligation d'intervenir pour les policiers témoins de recours excessifs à la force de la part de leurs collègues ou l'obligation d'effectuer des sommations avant de tirer.
Sur le plan politique, la différence principale entre les deux initiatives tient au fait que #8cantwait se donne pour objectif de créer un monde où la police existe toujours mais tue le moins possible (71 % en moins d'après eux si leurs réformes étaient appliquées), alors que #8toAbolition affirme que ce ne sont pas seulement les meurtres policiers et impunis qui sont problématiques mais l'existence même de la police.

8 to

Démanteler la police

Rejeter toute proposition d'augmentation des budgets de la police / Exiger la suppression progressive des budgets / Pas d'embauche de nouveaux agents / Suppression totale du financement de service de communication / Abolir l'outrage à agent / Mettre fin à la prise en charge des frais de justice pour les forces de l'ordre par l'État / Abroger toutes les lois qui justifient les fautes professionnelles de policiers / Exiger que les policiers puissent être tenus responsables de leurs fautes et d'avoir recouru à la violence / Supprimer l'IGPN et l'IGGN / Réduire le pouvoir des syndicats policiers / Exiger que les universités mettent fin à leurs relations avec les préfets de police / Dénoncer les conventions Justice-Police-Éducation et resanctuariser les écoles et les universités.

Démilitariser les quartiers

Désarmer les forces de l'ordre: y compris la police nationale, municipale, la gendarmerie et les entreprises de sécurité privées / Interdire l'usage de LBD et de grenades offensives / Mettre fin à la militarisation et au maintien de l'ordre dans les quartiers, à la police de proximité et à tous les programmes de police type « Quartiers de Reconquête Républicaine» / Dissoudre la BAC et la BRAV-M / Mettre fin au plan VIGIPIRATE et abroger les états d'urgence qu'ils soient terroristes ou sanitaires / Renoncer aux programmes de militarisation de la police / Interdire les formations militaires aux forces de l'ordre et séparer la gendarmerie de l'armée / Interdire les échanges de formation entre les forces de l'ordre françaises et les institutions militaires et policières internationales / Cesser l'exportation d'armes.

Abolition

Interdire le fichage

Mettre fin aux contrats de la police et de l'armée avec toute entreprise privée qui fournit des technologies de surveillance (vidéosurveillance, reconnaissance faciale, bases de données ADN et biométriques, détection acoustique des coups de feu, drones, IA – intelligence artificielle – et algorithmes de profilage des risques ainsi que toutes autres formes de police prédictive) / Interdire la conception expérimentale et le déploiement de ces technologies / Interdire aux forces de l'ordre de mettre en place des contrats avec les universités pour améliorer la reconnaissance faciale / Supprimer la biométrie dans les écoles et universités / Interdire les relevés biométriques / Interdire les applications policières et les bases de données permettant le fichage / Interdire le fichage S ainsi que l'accusation d'apologie du terrorisme / Supprimer les bases de données / Interdire les perquisitions et les assignations à résidence.

Libérer les prisonnièr·es

Fermer les prisons et les CRA / Rejeter les « alternatives à l'incarcération » qui sont carcérales par nature, y compris les tribunaux de police et les maisons de Justice, le bracelet électronique et des programmes coercitifs de justice réparatrice / Baisser les financements des services du parquet / Mettre fin à la détention provisoire / Libérer toutes les personnes en détention pour violation de la libération conditionnelle / Rendre libres et gratuites toutes les communications entre et par les prisonnièr·es / Mettre fin à la détention des migrant·es et à la séparation des familles / Supprimer les ERIS / Abolir le mitard et les quartiers disciplinaires.

Abroger les lois qui criminalisent la survie

Abroger les lois criminalisant les personnes impliquées dans le travail du sexe, la vente de drogue et l'économie de rue / Abroger les lois criminalisant l'occupation de l'espace public, en particulier pour les personnes sans-abri et les « gens du voyage » / Abroger les lois qui criminalisent les survivantes de violences genrées / Mettre fin aux amendes et frais de justice associés aux procédures judiciaires pénales y compris les contraventions, les cautions en espèces, les frais de justice ainsi que les frais de libération conditionnelle et de probation / Abroger les lois sur l'absentéisme scolaire qui précarisent les étudiant·es bousièr·es du CROUS et qui suppriment les allocations familiales aux parents / Abroger les lois contre la dissimulation du visage, y compris le port du voile.

Fournir un logement sûr à tou·tes

Annuler les loyers sans obligation de remboursement pendant le COVID-19 / Réutiliser les bâtiments, les maisons, les appartements vides et les hôtels pour loger les personnes sans-abri / Interdire les expulsions / Fournir un soutien sans équivoque aux personnes réfugiées et aux communautés cherchant l'asile / Assurer que les survivantes de violences genrées aient accès à des options de logement alternatives / Fournir des options de logements non-coercitives pour les jeunes queers et trans qui ont subi des préjudices ou ont été rejeté·es par leurs familles.

Investir dans l'entraide pas dans la police

Investir dans l'enseignement et la santé, y compris mentale, et soutenir les plannings familiaux / Rendre les transports publics, gratuits et accessibles pour tou·tes / Mettre fin à l'inégalité de financement des écoles en fonction de leur zone géorgaphique / Installer des toilettes publiques gratuites, sécurisées et non-genrées / Investir dans des banques alimentaires, des coopératives d'épiceries, des jardins et des fermes locales et collectives / Investir dans des programmes d'éducation qui promeuvent l'apprentissage, la sécurité et le soin communautaires.

Investir pour l'auto-organisation communautaire

Favoriser les conseils de voisinage avec une attention particulière pour les communautés et personnes marginalisées / Déterminer les besoins de la communauté et investir dans des ressources communes / Investir dans des approches de santé publique communautaire, qui comprennent la prévention non-carcérale de la violence, les programmes d'intervention et d'éducation basée sur le témoignage, le consentement et les limites, les relations saines / Investir dans des ressources multilingues pour les communautés de migrant·es et de demandeur·ses d'asile.

#8toAbolition

Un monde sans prison ni police

où nous pouvons être en sécurité

L'abolition ne peut pas attendre

Aux États-Unis, les policiers que l'on croise dans la rue sont généralement employés par la municipalité ou le comté, rarement rattachés au gouvernement fédéral. C'est pourquoi beaucoup de groupes pensent que des changements sont d'abord possibles au niveau des villes plutôt qu'à l'échelle nationale.

Defund the police *(couper les fonds de la police) a été un des mots d'ordre les plus répandus au sein du mouvement : ce premier levier a été activé au niveau local et concerne les budgets alloués par les mairies aux forces de l'ordre. Ces derniers peuvent représenter jusqu'à 40 % du budget municipal, comme à Chicago ou à Oakland.–*

Il provient à l'origine des luttes menées par Critical Resistance et d'autres organisations contre l'expansion des prisons californiennes au début des années 2000. La stratégie de s'attaquer au financement des institutions a ensuite été adaptée à d'autres campagnes, par exemple contre les gang injonctions[13] *(avec succès à Oakland), pour éviter la construction de nouvelles académies de police, la présence de policiers dans le métro ou dans les écoles, la militarisation de leur armement. L'objectif est de réaffecter une partie des fonds publics à des organisations locales dans une dynamique d'*empowerment *des communautés. Mais également d'utiliser ces campagnes pour délégitimer les forces de police et leur association aux notions de sécurité.*

13. Des ordonnances prises par des tribunaux contre de jeunes gens accusés d'appartenir à des gangs (parfois sur la seule base de leurs fréquentations, de leur couleur de peau et de leurs habits) et imposant des restrictions permanentes : interdiction de se trouver dans une zone, de rencontrer telle personne, de porter certains vêtements, de se battre, etc. Ces ordonnances visent une appartenance collective et non plus des actions individuelles.

Cette année, plusieurs collectifs abolitionnistes ont uni leurs forces pour créer le site internet defundpolice.org. Ce site fournit des outils pour calculer les différents budgets des services de sa ville ainsi que des supports juridiques pour mener des campagnes de transfert de fonds auprès des municipalités.
Et de fait, il y a certains endroits où ces campagnes fonctionnent. En novembre 2020, les électeurs de Los Angeles ont approuvé l'obligation d'investir 1 % du fonds général des services de police dans les services sociaux et les alternatives à l'incarcération, et non dans les prisons et les services de police. À New York, la coupe s'élève à un milliard de dollars et le budget passe ainsi de six à cinq milliards en 2020.

Partir des ressources existantes

La brochure dont est extrait ce texte a été publiée à l'occasion des cent cinquante ans du département de police de Minneapolis (MPD). Ses auteur·rices sont des militant·es, des « organisateur·rices communautaires[14] », des lanceurs d'alerte, des familles de victimes de crimes policiers, des chercheuses et des artistes. Leur objectif est de « sortir l'idée de communautés sans police du domaine de l'utopie et d'en faire un enjeu d'actualité ».

À cette fin, leur travail est principalement axé sur la narration : développer toute une gamme de récits (interviews, BD, bilans, recours à l'histoire…) décrivant comment les communautés de Minneapolis arrivent à se passer des forces de l'ordre.

« Notre intention est de raconter une histoire. […] Les histoires prennent du temps à prendre racine et nous n'avions pas prévu que celles-ci poussent aussi vite », écrivent-ils après la vague de révoltes qui a secoué les États-Unis, et particulièrement Minneapolis, à la suite de la mort de George Floyd. Plusieurs approches s'entremêlent pour tramer cette histoire d'une ville sans police. La brochure retrace l'histoire des méfaits de la police locale depuis 1867, année de la fondation du MPD, jusqu'à nos jours. À partir d'une foule de petits récits

14. Les *community organizers* sont des militant·es (souvent salarié·es) d'organisations, elles-mêmes subventionnées par des fondations, qui travaillent pour organiser et mobiliser les populations pauvres dans les villes américaines sur des thèmes comme l'éducation, le transport ou la régularisation des sans-papiers.

singuliers se dessine l'image d'une bande de brutes au service des possédants. Le MPD était une sorte de milice privée au service du maire et de sa famille. Ce département s'alliait avec les industriels et « l'Alliance des citoyens » (groupe d'extrême droite créé par des hommes d'affaires puissants en 1903) pour briser les grèves à la fin du XIX^e^, début XX^e^ siècle et maintenir la ségrégation. Il est responsable de violences policières ciblées contre les populations noires et d'une série de meurtres impunis. Après ce bilan de cent cinquante ans de policing*, la perspective d'une réforme du MPD s'apparente à une illusion pure et simple. Comme l'idée qui voudrait que tous les meurtres, le harcèlement systématique, la répression des mouvements d'émancipation, etc. puissent être l'œuvre de quelques « pommes pourries » qu'on pourrait renvoyer ou juger. L'avenir sans police face à ces constats n'est pas une idée naïve ou irréaliste mais la seule solution pragmatique envisageable.*

Après avoir relayé des témoignages d'habitant·es de Minneapolis décrivant leur relation chaotique et violente avec le MPD d'aujourd'hui, la dernière partie de la brochure, reproduite partiellement ici, traite des perspectives concrètes et situées pour commencer à se passer de la police.

Pour ce faire, MPD 150 sépare deux aspects du problème. D'un côté, une partie des affaires dont s'occupe la police est tout bonnement illégitime et basée sur la morale des dominants : contrôler et arrêter les usagers de drogue, virer les personnes sans domicile fixe, harceler les travailleuses du sexe, etc. C'est l'aspect le plus simple à critiquer : dépénaliser ces infractions ou délits ne causerait de tort à personne.

De l'autre côté – et c'est sans doute la partie la plus difficile, mais la plus prometteuse – il est nécessaire

de s'attaquer aux situations qui occasionnent des torts au sein des communautés. Les conflits de voisinage, les violences conjugales, le mal-logement, les difficultés d'accès aux soins, etc. La volonté de vivre sans police nécessite de penser ce qu'il faut mettre en place dès aujourd'hui dans de telles situations.

Cette proposition fait l'effort de penser et rendre réaliste à l'échelle d'une ville une organisation sans police, en partant des multiples associations, réseaux militants et travailleurs sociaux en présence. Elle ne dessine finalement que le monde d'aujourd'hui, mais avec ce léger décalage : la possibilité de nous confronter depuis nos propres forces aux aspects parfois les plus tragiques de nos expériences collectives. Et voir où ça nous emmène…

Introduction

[...] Dans cette dernière section, nous allons présenter nos réflexions sur les façons dont nous pourrions faire en sorte que cette tragédie longue de cent cinquante ans prenne fin, pour ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de Minneapolis.

[...]

Imaginez un instant qu'on vous mette en charge de la stabilité dans une ville nouvellement créée, établie dans un environnement sûr et sain. Comment allez-vous résoudre les problèmes rencontrés par vos amis et vos voisins ? Comment réagirez-vous si une crise apparaît, ou si une explosion de violence survient ? Votre premier choix sera-t-il de faire appel à une armée qui ne rend aucun compte, et qui a un lourd passif d'oppression et de violence lors de ses patrouilles incessantes dans votre quartier ?

[…]

Le 911

Le 911 n'est apparu dans le Minnesota que dans les années quatre-vingt. À l'époque, beaucoup de gens étaient sceptiques quant à l'idée de centraliser la police, le personnel paramédical et les pompiers dans le même centre d'appels, étant donné les différentes fonctions qu'ils remplissent. Mais si les répartiteurs peuvent décider lequel de ces trois services envoyer en cas d'urgence, pourquoi ne pas faire appel à plus de services ? Pourquoi ne pas avoir des professionnels de la santé mentale, des travailleurs sociaux, des spécialistes des violences conjugales, et d'autres personnels qui pourraient être envoyés sur place en fonction de la situation ? Ou, pour le dire autrement, combien d'appels au 911 nécessitent vraiment l'intervention de personnes qui portent des armes ?

[…]

Qui allez-vous appeler ?[15]

Nous n'avons pas les ressources nécessaires pour vivre dès maintenant dans une ville sans police, mais nous avons ce qu'il faut pour commencer. Dans les pages qui suivent, nous allons partager quelques idées sur la manière d'utiliser les programmes existants pour commencer à mettre en place un réseau de sécurité communautaire qui puisse remplacer la police. [...]

Répondre à la souffrance psychique

Ce n'est un secret pour personne que les États-Unis ne disposent pas de structures de soins destinées à la santé mentale adéquates. Depuis que la plupart des hôpitaux psychiatriques

15. NdT : « *Who you gonna call?* », référence au refrain du thème principal du film S.O.S. Fantômes de 1984.

n'ont plus été financés et ont été fermés dans les années soixante et soixante-dix, les personnes qui traversent des crises psychologiques n'ont guère de recours[16]. À l'heure actuelle, lorsqu'une personne en crise appelle le 911, la police est la première à être envoyée sur place. [...]

Aux États-Unis, le policier moyen reçoit cinquante-huit heures de formation sur les armes à feu et quarante-neuf heures pour les tactiques défensives, mais seulement huit heures de formation à la désescalade, un élément clé pour aider à résoudre les crises de souffrance psychique[17]. [...] Cela se reflète dans le nombre de personnes atteintes de maladie mentale qui ont été brutalisées et tuées par des policiers, à Minneapolis et dans tout le pays, depuis de nombreuses années[18].

Heureusement, nous disposons déjà d'un certain nombre d'alternatives à la police pour faire face aux crises liées à la santé mentale à Minneapolis. Le comté de Hennepin dispose d'un programme appelé COPE (Community Outreach for Psychiatric Services) qui envoie des intervenants qualifiés en santé mentale sur place, à toute heure du jour ou de la nuit. Il existe également un programme similaire pour répondre aux crises de souffrance psychique chez les jeunes, appelé Hennepin County Child Crisis. Nous disposons également d'un réseau d'assistances téléphoniques locales pour ces situations de souffrance psychique, comme Crisis Connection, Tubman's Crisis Line et MN Warmline.

16. NdT : Aujourd'hui, 2 millions de personnes incarcérées chaque année aux États-Unis sont considérées comme ayant des problèmes de santé mentale. Les prisons sont à ce titre considérées comme le plus grand établissement psychiatrique du pays. Les personnes ont peu ou pas accès aux traitements dont elles ont besoin et le suicide y est la deuxième cause de mortalité.

17. Tom Lyden, « Twin Cities officers taking Crisis Intervention Training to help people with mental illness », disponible sur fox9.com, 2016.

18. NdT : Un quart des meurtres policiers annuels, aux États-Unis, sont considérés comme liés à des problèmes de santé mentale.

ABOLISH
THE POLICE

La plus grande limite à laquelle sont confrontés les programmes de réponses aux crises de souffrance psychique est le manque de ressources. [...]

Les sans-abri

Depuis que le Minnesota a adopté sa première loi sur le vagabondage au début du XX^e^ siècle, l'un des rôles du service de police de Minneapolis a été de rafler et de criminaliser les personnes sans domicile fixe. Cela reste vrai aujourd'hui ; Minneapolis a criminalisé toute une série d'activités qui sont inévitables pour de nombreux sans-abri, notamment la mendicité dans certains endroits, le fait de dormir dans des véhicules et l'utilisation de structures temporaires telles que des tentes[19]. La police entre également en contact avec les sans-abri d'autres manières, notamment lorsque des habitants qui se plaignent des sans-abri appellent le 911, ou lorsque la police est chargée de « nettoyer » un quartier de la ville avant un événement majeur comme le Super Bowl. Arrêter, brutaliser et criminaliser les personnes qui n'ont pas accès à un logement stable ne les aide pas à trouver un toit ; au contraire, cela leur rend la tâche plus difficile. [...]

Certaines des ressources dont nous avons besoin pour résoudre notre crise du logement existent déjà : Minneapolis dispose d'un certain nombre de foyers et de prestataires de services sociaux qui peuvent aider les personnes sans domicile fixe à trouver un endroit où dormir, à court ou à long terme. Nous disposons d'un réseau particulièrement solide de

19. NdT : Seattle, dans l'État de Washington, est un exemple de ville ayant poussé à l'extrême la criminalisation des sans-abri. Les délits mineurs liés au fait de ne pas avoir de domicile (uriner dans la rue, partager de la nourriture gratuite...) donnent lieu à des ordonnances civiles (et non pénales) dont la police est complètement maître. Il n'y a pas d'audience formelle ni d'avocats. Si ces personnes sont reconnues coupables de ces délits par des policiers, alors l'exclusion d'une zone géographique est prononcée. C'est le retour de la pratique médiévale du bannissement comme forme de gestion des pauvres et des indésirables.

ressources pour les jeunes sans-abri, notamment des organisations comme Streetworks, Avenues for Homeless Youth, The Bridge et Youthlink. Il existe même une équipe de maraude dirigée par l'église St. Stephens, qui cherche à être le premier point de contact pour les personnes vivant dans la rue, en les aidant à trouver des ressources et en intervenant parfois dans les interactions entre la communauté [des sans-abri] et la police qui, autrement, pourraient mener à une arrestation.

Nous sommes confrontés à une crise des logements abordables à Minneapolis. Le taux d'inoccupation des logements locatifs tourne autour de 2 % et la population augmente rapidement sans que l'on construise suffisamment de nouveaux logements. Dans le même temps, nos foyers pour sans-abri sont remplis : nous ne disposons que d'environ six cents lits pour adultes seuls dans la ville et des dizaines de personnes sont refusées chaque nuit, forcées à dormir dehors par manque de financement. Si nous voulons résoudre le problème des sans-abri à Minneapolis, nous devrions commencer par là, en augmentant le nombre de lits disponibles dans les foyers, en construisant davantage de logements abordables et en résistant à la gentrification, et non pas en envoyant la police arrêter tous les sans-abri.

Les contrôles routiers

Les policiers procèdent couramment à des contrôles de « personnes suspectes », de « véhicules suspects » et de « circulation ». Les personnes de couleur sont arrêtées de manière disproportionnée lors de ces contrôles sous des prétextes peu convaincants et sont parfois fouillées dans l'espoir de trouver des preuves d'activités criminelles. [...] Par exemple, les Noir·es ont presque neuf fois plus de chances que les Blanc·hes de finir au poste après un contrôle routier en journée.

Les contrôles routiers ne sont pas seulement des désagréments mineurs [...]. Philando Castile[20] a été tué lors d'un tel contrôle après en avoir subi quarante-neuf en l'espace de treize ans.

Les contrôles routiers n'apportent rien en tant que pratique de sécurité communautaire. Le peu de bien qu'ils font est contrebalancé par le harcèlement et la violence qu'ils infligent aux communautés marginalisées. […] Même dans le cas d'infractions plus immédiates, comme les excès de vitesse ou la conduite imprudente, le fait de faire intervenir un policier armé ne fait que renforcer la probabilité que le contrôle se termine en tragédie. Les contrôles routiers sont une mauvaise idée et nous devrions chercher d'autres moyens d'assurer la sécurité de nos rues.

La violence conjugale

Que faire lorsque vous êtes dans une relation qui devient violente ? Les personnes victimes de violence conjugale peuvent avoir besoin que quelqu'un intervienne, d'un endroit sûr où aller, de s'éloigner d'un proche et d'un soutien émotionnel. Appeler la police veut dire rajouter de la violence dans une situation où elles y sont déjà confrontées. Les agents de police peuvent mettre la vie d'un proche en danger, ainsi que la leur. Ils sont également deux à quatre fois plus susceptibles de *commettre* des violences conjugales que les autres membres de la communauté, ce qui en fait un mauvais choix pour les survivant·es[21] qui cherchent de l'aide.

20. NdT : Philando Castile est un Afro-Américain de 32 ans qui a été abattu lors d'un contrôle routier en 2016, par un policier du Minneapolis Police Department. Sa femme et sa fille de 4 ans étaient présentes lors de ce contrôle. Sa femme a filmé et a retransmis en direct le meurtre de son mari sur FacebookLive. Le policier a ensuite été acquitté.

21. Ndt : Le terme de survivant·e est utilisé pour valoriser les capacités d'agir d'une personne à la suite d'une agression ou de violences répétées, ses capacités à résister et à se reconstruire, il est préféré au terme de « victime » qui peut renvoyer à une forme de passivité, à une définition par l'agression subie, et qui comprend une connotation négative. Voir le témoignage « Quand la communauté réagit à la violence conjugale » à la partie V.

Minneapolis dispose d'un certain nombre de ressources pour les personnes victimes de violence intra-familiale, notamment contre le harcèlement, les violences verbales, émotionnelles et physiques. [...] Le Domestic Abuse Project dispose d'une ligne d'urgence pendant les heures d'ouverture en semaine, de conseils individuels et de groupes pour les adultes et les enfants victimes de préjudices, ainsi que d'un soutien pour les adultes qui en ont commis et qui s'efforcent de mettre fin à ce cycle. Crisis Connection, dans les comtés de Washington et d'Anoka, crée des équipes mobiles qui répondent aux appels de détresse lorsque cela est approprié.

Les personnes victimes de violence familiale doivent assurer leur sécurité personnelle et celle des autres membres de la famille touchés par la violence. Il est nécessaire de disposer de membres de la communauté en qui on a confiance pour répondre aux situations de violence. Les personnes qui interviennent doivent être capables de lire la situation et être prêtes à intervenir, à désamorcer la situation ou à offrir un soutien émotionnel et un accès à des ressources telles qu'un logement temporaire. Les personnes qui interviennent doivent donner la priorité à la personne qui subit la violence et offrir un soutien à la personne qui la commet. Les agresseurs doivent être tenus responsables, la priorité doit être donnée aux besoins des victimes, tout en suivant les normes déterminées par la communauté et en créant un chemin vers la guérison et la réconciliation pour la personne qui a commis le préjudice.

La violence sexuelle

Toute violence enfreint les limites des personnes, mais la violence sexuelle peut être particulièrement odieuse en raison de la combinaison des limites physiques, émotionnelles et sexuelles qu'elle franchit. Comme dans le cas de la violence intra-familiale, les policiers ne répondent pas bien aux violences sexuelles pour plusieurs raisons, notamment parce

que ceux-ci en commettent plus souvent que le reste de la population.

Crisis Connection, RAINN, le Sexual Violence Center, MN Day One Crisis Hotline et la National Sexual Assault Telephone Hotline fournissent des lignes d'urgence et un accès à des ressources. Le programme Stop It Now! Helpline est destiné aux adultes qui risquent d'abuser sexuellement d'un enfant, aux proches des survivant·es d'agressions sexuelles et aux parents d'enfants ayant des problèmes de comportement sexuel.

En plus de ce que nous avons présenté comme des réponses nécessaires aux situations de violence familiale, les survivant·es d'agressions sexuelles peuvent avoir besoin d'un soutien physique et émotionnel spécialisé. Il est de notre responsabilité, en tant que communauté, de nous assurer d'avoir des personnes qui peuvent fournir ce soutien. Nous avons également besoin de membres de la communauté prêts à s'engager auprès de la personne qui a commis l'agression sexuelle, à la tenir responsable de ses actes et à s'attaquer aux causes et aux questions sous-jacentes qui ont pu conduire à ses actes. [...] Vous trouverez une multitude d'écrits sur les approches abolitionnistes de la prévention de la violence sexuelle sur notre site et sur le centre de ressources TransformHarm.org.

Le trafic d'être humains et l'exploitation sexuelle

Là où il y a un traumatisme historique, de la pauvreté et de la marginalisation économique, il y aura toujours une possibilité d'exploitation. Le trafic d'être humains et l'exploitation sexuelle, comme d'autres formes d'exploitation de la main-d'œuvre, s'attaquent aux personnes vulnérables, celles dont le pouvoir et l'autonomie ont été confisqués par un système qui les maintient dans un cycle de pénurie, en particulier les femmes et les personnes trans issues des communautés autochtones et des communautés de couleur.

Certaines ressources sont désormais disponibles pour les survivant·es de la traite : entre autres, TeenPRIDE/The Family Partnership s'occupe des jeunes femmes et des jeunes trans qui ont survécu à la traite humaine et à l'exploitation sexuelle. La Minnesota Indian Women's Sexual Assault Coalition (MIWSAC) et le Minnesota Indian Women's Resource Center (MIWRC) œuvrent tous deux spécifiquement au sein des communautés indigènes, en fournissant des services directs et en défendant les intérêts des communautés. [...]

Si nous voulons vraiment soutenir les personnes survivant·es, nous devons investir dans la prévention, et plus particulièrement nous attaquer aux conditions économiques et sociales à l'origine de ces vulnérabilités profondément enracinées.

La consommation de drogues

La guerre contre la drogue a été très efficace pour criminaliser systématiquement les communautés de personnes de couleur, enfermer des millions de personnes et faire gagner des milliards de dollars à des entreprises carcérales privées. Mais elle a été totalement inefficace pour réduire la disponibilité des drogues ou empêcher les dommages qui peuvent résulter de la consommation de certaines d'entre elles. Tout comme le département de police de Minneapolis n'a pas réussi à arrêter la consommation d'alcool pendant la prohibition dans les années vingt, il n'a pas réussi à réglementer la vente et la consommation d'autres drogues dans les décennies qui ont suivi.

Malgré une perpétuelle criminalisation de la consommation de drogue, il existe de nombreuses ressources disponibles à Minneapolis pour aider les utilisateurs, notamment des conseils, l'accès aux seringues, le dépistage du VIH et la prévention des overdoses. Parmi les organisations et les collectifs qui font ce travail, on peut citer HAND, ou Heroin Alternative

Needle Distribution, le Minnesota AIDS project, la Minnesota Transgender Health Coalition et le Morpheus Project.

Il existe une solution simple face à la consommation de drogue dans un monde sans police : la légaliser. Partout aux États-Unis, des communautés ont décriminalisé l'usage récréatif de la marijuana, empêchant ainsi des milliers de membres de la communauté d'être incarcérés pour avoir consommé une drogue relativement inoffensive. D'autres pays sont allés encore plus loin : le Portugal a décriminalisé toutes les drogues en 2000, et a constaté une baisse des infections par le VIH, des décès par overdose et de la consommation générale de drogues[22]. Bien entendu, la décriminalisation ne suffira pas à elle seule à réparer les dommages que la guerre contre la drogue a causés aux communautés de couleur, et toute discussion sur la légalisation devrait inclure la question des dédommagements à accorder aux communautés qui ont été ciblées sous couvert de lutte contre la drogue.

Le travail du sexe

Bien qu'elle existe à Minneapolis depuis ses débuts, la prostitution est stigmatisée et criminalisée dans notre ville[23]. Le MPD a une longue histoire d'extorsion et d'intimidation des travailleurs et travailleuses du sexe, y compris des cas où des policiers ont menti à des prostituées pour recevoir des faveurs sexuelles avant de les arrêter. MPD150 a contacté le Sex Workers Outreach Project Minneapolis (SWOP MPLS) pour obtenir des informations sur les alternatives existantes face au harcèlement et à la criminalisation par la police. Voici ce qu'ils et elles nous ont envoyé :

22. Samuel Oakford, « Portugal's Example : What Happened After It Decriminalized All Drugs, From Weed to Heroin », VICE News, disponible sur news.vice.com, 2016.

23. NdT : La prostitution est également criminalisée au niveau fédéral, puisqu'une loi datant de 2003 confond toute prostitution avec de la traite forcée. Cela a permis l'ouverture de nouveaux fonds fédéraux ainsi que l'intervention du FBI pour lutter contre la prostitution. Dans les zones de prostitution connues, être arrêté avec un simple préservatif ou une tenue suggestive peut être une preuve suffisante pour des poursuites.

Les ressources qui servent directement la communauté des travailleur·euses du sexe viennent principalement des institutions religieuses qui travaillent en collaboration avec les forces de l'ordre, l'ICE et le mouvement de lutte contre la traite des êtres humains[24]*. Certaines organisations opèrent en mode « sauveur » et traitent tout le travail du sexe comme s'il s'agissait d'un trafic.*

En terme de ressources sans jugement pour les travailleur·euses du sexe, nous devons surtout nous tourner vers les communautés pour les droits reproductifs et les ressources pour les homosexuels. Des organisations comme Family Tree Clinic, Aliveness Project, Whole Woman's Health, Red Door Clinic et Planned Parenthood comprennent l'effet de la stigmatisation sur les travailleur·euses du sexe et offrent des espaces sûrs pour les soins médicaux et le soutien politique. [...]

Le SWOP MPLS est la première organisation constituée de pairs qui défend les droits des travailleur·euses du sexe dans cette ville. Nous avons recueilli sur notre site web des informations sur des thérapeutes, des avocats et des prestataires de services bien informés et sensibles aux besoins des travailleuses du sexe. Malheureusement, cette liste n'est pas très fournie. La décriminalisation du travail du sexe est l'objectif central de notre mouvement. La légalisation s'accompagne de réglementations gouvernementales qui causeront des préjudices nouveaux et différents aux travailleur·euses du sexe. Le mode de fonctionnement des maisons

24. NdT : Ce sont pour beaucoup des groupes chrétiens conservateurs, collaborant avec les forces de l'ordre et les services de justice pour fournir des programmes incitant les prostitué·es à quitter leur métier et forcer leur participation à des conseils et mentorats religieux suite à une arrestation.

closes légales du Nevada[25] *et des Pays-Bas s'est avéré quelque peu problématique, et les travailleur·euses hors de ces institutions restent plus exposé·es aux sanctions légales*[26]*. [...]*
Il existe actuellement peu de recours, légaux ou autres, pour les travailleur·euses du sexe. Nous disposons de forums et autres espaces communautaires en ligne où nous pouvons nous signaler les unes aux autres les clients abusifs. Le forum le plus important et le plus efficace est celui de Backpage.com, dont la section « Divertissement pour adultes » a été fermée l'hiver dernier. Quelque chose d'autre apparaîtra à sa place car nous sommes très résilient·es, mais nous avons besoin de meilleurs outils. Les travailleurs et les travailleuses du sexe ont plutôt tendance à faire les choses par elles et eux-mêmes [DIY attitude], *et entretiennent une relation compliquée avec le capitalisme. La plupart ne sont pas des révolutionnaires, mais la communauté préférerait être autorisée à s'occuper elle-même de ses problèmes.*

Les atteintes à la propriété

La plupart des atteintes à la propriété ne sont pas motivées par la malveillance, mais par le désespoir. Une économie capitaliste oblige chacun d'entre nous à se débrouiller seul avec peu de soutien ou d'aide sociale. À une époque où les inégalités de revenus sont historiquement élevées, il n'est pas surprenant que certaines personnes se tournent vers le vol, le cambriolage et d'autres crimes contre la propriété pour subvenir à leurs besoins. La meilleure façon de réduire les délits contre les biens

25. NdT : La prostitution est légale dans les zones rurales du Nevada.

26. Network of Sex Work Project, « The World Aids Campaign. Sex Work And The Law : The Case For Decriminalization », disponible sur nswp.org, 2010.

n'est pas d'emprisonner tous les pauvres ou d'essayer d'effrayer les membres de la communauté pour qu'ils obéissent : il s'agit d'investir dès le départ dans les communautés afin que les gens aient moins besoin de se voler les uns les autres.

En cas de délit contre la propriété, les processus de justice réparatrice et transformatrice donnent souvent de meilleurs résultats que l'arrestation et l'incarcération. Outre les communautés autochtones qui pratiquent des formes holistiques de justice au Minnesota depuis des millénaires, nous avons un certain nombre d'associations qui travaillent dans le domaine de la justice réparatrice à Minneapolis, notamment Restorative Justice Community Action (Action communautaire en matière de justice réparatrice) et Seward Longfellow Restorative Justice Partnership (Partenariat de justice réparatrice de Seward Longfellow). [...]

Répondre à la violence

Nous ne pouvons pas discuter de la manière de répondre à la violence dans nos communautés sans reconnaître que la police la provoque, directement par les coups et les tirs, et indirectement par le harcèlement et la criminalisation.

Si nous voulons mettre fin à cette violence, il est nécessaire de mettre fin à la violence policière. La police n'est certainement pas la seule source de violence dans notre ville. La violence interpersonnelle a été une constante tout au long de l'histoire de l'humanité, et elle n'est qu'exacerbée par la pauvreté et le désespoir.
La police n'est pas si efficace que ça pour empêcher la violence. Des études montrent que l'augmentation ou la diminution du nombre de policiers dans une ville n'affecte pas le niveau de criminalité violente, et de nombreuses agressions et de nombreux meurtres ne sont pas résolus.

Ce qui s'est avéré efficace, ce sont les programmes qui redonnent des ressources à la communauté, en nous donnant les moyens de prendre nos propres décisions sur la manière de maintenir la sécurité dans nos quartiers. Dans les villes jumelles[27], les efforts de la communauté pour empêcher la violence comprennent les MAD DADs, le Youth Coordinating Board's Outreach Team et un certain nombre d'initiatives de prévention de la violence gérées par le département de la santé de la ville.

Des modèles provenant d'autres régions du pays et du monde peuvent également servir d'inspiration. Les programmes d'interruption de la violence de l'organisation Cure Violence sont un exemple dont l'efficacité à réduire la violence est empiriquement prouvée[28]. [...]

Répondre à la violence est l'un des défis les plus difficiles auxquels nous sommes confrontés en tant que ville, avec ou sans police. Mais en fournissant des ressources indispensables aux différentes communautés, en leur donnant l'espace nécessaire pour créer leurs propres stratégies de sécurité et en réduisant notre dépendance à l'égard des réponses inefficaces et nuisibles préconisées par le service de police de Minneapolis, nous pouvons créer une Minneapolis plus sûre et plus saine.

27. NdT : Minneapolis et Saint Paul.

28. Cure Violence, « Violence Prevention Model », disponible sur cureviolence.org, 2017.

ATELIERS POUR IMAGINER DES MONDES SANS POLICE

Les deux textes qui suivent, proposés par NIA et Critical Resistance, sont des guides pour faciliter l'organisation d'ateliers sur l'abolition de la police. Ces ateliers prennent comme base de départ les expériences que chacun·e a de la police et mettent l'accent sur les ressources mobilisables dès aujourd'hui. Le mouvement abolitionniste développe des ateliers collectifs sous différents formats, dans des écoles, des centres communautaires, des églises… Le jeu de rôle et le théâtre de l'opprimé, où les participant·es rejouent ensemble des situations problématiques et se proposent mutuellement des scénarios pour s'en sortir, font aussi partie des techniques proposées. L'accroissement des capacités de tout un chacun à faire face aux conflits ou aux violences est un des objectifs principaux de ces activités.
Les deux ateliers présentés ici ont été animés des centaines de fois.

Atelier 1 – NIA

L'atelier tourne autour d'une série de questions (mon point de départ, mon seuil de tolérance, comparaison, action), auxquelles réfléchir avant de partager autour de soi les idées tirées de la discussion.

NIA Project
• «Imagine Alternative Activity»
Transformative Justice A Curriculum Guide
• project-nia.org • 2013

I. Réfléchir et inventer

Trouvez quelqu'un avec qui vous pouvez parler de choses lourdes, ou prenez un stylo et du papier si vous êtes seul·e. Posez-vous les questions suivantes :

Avez-vous déjà appelé la police ?
– Pourquoi ?
– Qu'avez-vous gagné à appeler la police ?
– Savez-vous quel a été la conséquence de votre appel pour les autres personnes avec qui vous étiez dans la même situation ?

Avez-vous déjà choisi de ne pas appeler la police lorsque cela vous semblait possible ?
– Pourquoi ne l'avez-vous pas appelée ?
– Avez-vous trouvé une autre solution ? Qu'avez-vous tiré de cette réponse ?
– Savez-vous quel a été l'effet de cette réponse sur les autres personnes dans cette situation ?

Cherchez la limite de votre propre « seuil » d'appel à la police :
– Dans quelles situations n'est-il même pas imaginable d'appeler la police ? Qu'est-ce qui vous paraît évident de faire à la place ?
– Y a-t-il des situations dans lesquelles vous estimez qu'il est nécessaire d'appeler la police ?
– Citez une situation (ou un type de situation) dans laquelle vous pensez que vous appelleriez la police, une où c'est la seule chose que vous pouvez imaginer faire, une où ce serait automatique.
– Réfléchissez à ce « seuil » pendant une minute. Imaginez une réponse originale qui permettrait de le faire reculer un peu et de trouver une réponse plus inventive, basée sur la communauté.
– De quoi auriez-vous besoin ?
– Qui serait impliqué·e ?
– Comment pouvez-vous commencer à construire cette possibilité ?

Y a-t-il des situations dans lesquelles vous et votre ami·e ne vous entendez pas sur le fait d'appeler ou non la police ?
– Que pouvez-vous apprendre de votre ami·e ?
– Que pouvez-vous lui proposer ?

Appelleriez-vous les flics pour dénoncer par exemple un bar bruyant ou un manquement à la sécurité dans une école ?
– Pensez-vous que c'est différent ?
– En quoi serait-ce différent ?
– Pour vous, à quoi pourraient ressembler des réponses alternatives ?

Qu'en est-il des moments où vous êtes spectateur·rice d'une intervention policière ?
– Que faites-vous lorsque vous voyez un policier arrêter quelqu'un dans votre quartier ? Réfléchissez à un plan d'action pour du *cop-watching* spontané.
Pensez aux moyens de soutenir les personnes arrêtées par la police.

II. Partager

Faites circuler cette lettre. Apportez-la au cours d'un dîner. Posez ces mêmes questions à votre famille, vos ami·es et vos colocataires.

Nia Project

***Le projet NIA** a été fondé par Mariame Kaba à Chicago en 2009, dans le but de mettre fin à l'incarcération des jeunes en s'appuyant sur des processus de justice transformatrice. Au cours des dix dernières années, le collectif a proposé plus de deux cents ateliers communautaires sur la justice pour mineurs et le complexe industrialo-carcéral et publié des dizaines de programmes éducatifs. Il continue à animer des formations sur la justice transformatrice, qui montrent entre autres comment la violence est liée à des situations d'oppression plus générales*[29].

Le projet NIA a créé une « bibliothèque de la Libération » visant à fournir des livres aux jeunes en prison, et a lancé des campagnes pour la fermeture des prisons pour mineurs et contre la présence des flics dans les écoles. Une grande place est laissée à l'art dans leurs modes d'action : les intervenant·es organisent des expositions et des résidences, afin d'imaginer un monde sans prison. Le projet NIA a également contribué à créer le Centre de justice transformatrice de New York, un lieu ressource qui, en plus de fournir des formations politiques et un appui aux processus de justice transformatrice, met en lien les différents groupes qui travaillent dans ce domaine.

29. La traduction de la brochure de NIA est disponible en intégralité sur le site abolirlapolice.org.

Atelier 2 – CRITICAL RESISTANCE

Critical Resistance Oakland
• • «Abolition of Policing Workshop»
• • criticalresistance.org • 2009

Nous reproduisons ici la dernière partie d'un atelier créé en 2009 par la section d'Oakland de Critical Resistance après le meurtre d'Oscar Grant par la police. La proposition est de discuter en plusieurs petits groupes à partir d'un scenario où quelque chose se passe mal. Une réflexion collective permet ensuite de voir quels sont nos réactions immédiates, les ressources déjà existantes et les moyens de les mobiliser en faveur du groupe.

I. Se séparer en petits groupes :

Dans votre petit groupe, choisissez un preneur de notes et une ou deux personnes qui feront un compte rendu de votre discussion. Demandez à un·e volontaire de lire le scénario à haute voix, afin que tout le monde puisse l'entendre. Discutez de votre scénario pendant vingt minutes et prenez des notes sur les principaux points de votre discussion.

Groupe 1
Vous vivez dans un immeuble d'habitation. Vos voisins du dessus se disputent fréquemment mais ce soir, il semble que cela devienne violent. Vous ne connaissez pas très bien ces voisins, mais vous vous êtes déjà salués et avez déjà discuté dans le couloir une ou deux fois.

Groupe 2
Votre voisin frappe à votre porte pour vous dire que sa maison a été cambriolée. Plusieurs objets de valeur, dont un ordinateur portable et des outils qu'il utilise pour travailler, ont été emportés. Votre voisin craint que ces personnes ne reviennent. Il s'inquiète également de la façon dont lui et ses proches vont pouvoir travailler sans leurs outils.

Groupe 3
Vous voyez les flics harceler un groupe de jeunes alors que vous rentrez chez vous à pied du magasin. Ils les ont plaqués contre un mur et il semble que certains d'entre eux vont être arrêtés. Les flics sont durs avec les jeunes et ils crient. Vous savez que ces jeunes traînent dans le parc tous les après-midi et que l'un d'entre eux est le fils de votre voisin d'à côté.

Groupe 4
Vous êtes en train de conduire et vous vous trouvez à un feu rouge lorsque vous êtes percutés à l'arrière. Vous et la personne qui vous a heurté vous arrêtez pour parler. Vous regardez votre voiture et vous constatez qu'un des feux arrière est cassé et que le pare-chocs est en train de tomber. Vous savez que vous n'avez pas les économies nécessaires pour les faire réparer. La personne qui vous a percuté avoue qu'elle n'a pas d'assurance et qu'elle est en liberté surveillée.

Questions d'orientation :
1. Comment réagissez-vous pendant l'incident ? Comment réagissez-vous après l'incident, de manière à ne pas impliquer la police ou à atténuer les effets de la police, des tribunaux ou d'autres branches du système pénal ?
2. Quelles sont les ressources existantes dans votre communauté que vous pourriez utiliser ? Quelles sont les ressources manquantes que vous aimeriez voir ?
3. Comment pouvez-vous soutenir à la fois les personnes qui ont subi un préjudice et celles qui l'ont causé, de manière à rendre votre communauté plus forte ?

II. Retour en grand groupe

Chaque petit groupe prend cinq minutes pour faire une synthèse.

A-t-il été facile de trouver des solutions ?

Les gens ont-ils eu une expérience personnelle de situations comparables ?
Quelles solutions ont fonctionné ?
Quelles solutions n'ont pas fonctionné ?

Les idées clés à retenir :
– Les gens et les communautés ont *toujours* résolu les conflits sans que la police n'intervienne. Nous devons renforcer les stratégies qui existent principalement dans les communautés où la police inflige le plus de dommages.
– La police ne représente pas la sécurité pour tout le monde. Nous sommes souvent mis au défi de désamorcer la situation en convainquant les voisins, les membres de la communauté de ne pas faire appel à la police.
– Grâce à la police, l'État a acquis le monopole de l'intervention d'urgence, de la gestion des crises, de la résolution des conflits interpersonnels et de bien d'autres choses encore. En s'opposant à la mainmise des forces de l'ordre, nous devons également créer des infrastructures non policières et non étatiques pour répondre à toute une série de problèmes.

Conclusion de l'atelier :
C'est à ce moment que nous discutons des victoires récentes contre la police, de l'organisation des luttes en cours et des ressources qui peuvent vous aider dans la vie quotidienne. Les participant·es seront également invité·es à réfléchir à la manière dont ils et elles résistent à la police au quotidien, et à une chose qu'ils feront pour éviter d'appeler la police ou de compter sur elle.

Quelques idées pour structurer cette conversation :
Sur un papier scotché au mur et divisé en deux colonnes, demandez aux participants de dessiner ou d'écrire comment ils résistent à la police au quotidien, et une comment ils remettent en question l'utilisation de la police dans leur vie quotidienne.

S'il y a des activistes ou des membres d'associations dans le groupe, animez une (courte) discussion sur la manière dont leur collectif peut mieux œuvrer à l'abolition de la police. S'ils sont impliqués dans le travail politique ou législatif, comment concevoir des réformes pour ne pas renforcer l'autonomie de la police et mettre en place des alternatives basées sur la communauté ?

Si votre collectif ou votre communauté est impliquée dans le travail anti-répressif, partagez ce sur quoi vous militez et tout ce qui peut aider les participants à comprendre à quoi ce travail peut ressembler.

S'EXERCER À L'ABOLITION, JOUR APRÈS JOUR

Sarah Lamble • «Practising every day abolition» • *Abolishing the police: An Illustrated Introduction* • édité par Dog Section Press • juin 2021

Sarah Lamble est une chercheuse féministe et militante, cofondatrice du projet Bent Bars (Barreaux tordus), un collectif qui coordonne un programme de rédaction de lettres pour les prisonnièr·es LGBTQ+ en Grande-Bretagne. Elle est également membre du réseau Abolitionist Futures, qui rassemble des militant·es et des groupes qui s'organisent pour construire un avenir sans système pénal en Grande-Bretagne et en Irlande.

L'autrice part du constat que les relations quotidiennes produisent tout un tas de conflits et de souffrances, intentionnels ou non. Elle propose alors de créer des manières de prendre en charge les torts et les blessures sans volonté de punir ou d'écraser les parties en présence. Plutôt que d'attendre le grand soir, l'énorme ambition de vivre sans système pénal invite à un apprentissage constant, fait de tâtonnements. Ainsi, l'autrice promeut une éthique abolitionniste dans la vie quotidienne : au-delà des discours politiques critiques de l'État punitif, elle invite à de nouvelles manières d'aborder les situations conflictuelles dans nos vies personnelles.

L'abolition peut sembler une tâche gigantesque. Nous vivons dans un monde saturé par l'hypothèse que la police et les prisons sont nécessaires pour faire face aux problèmes généralisés de violence et de préjudices. Même parmi celles et ceux qui

reconnaissent que la police et la prison ne nous protègent pas et perpétuent plutôt les inégalités, la violence et la souffrance, il peut être difficile d'imaginer la vie sans ces institutions[30].

Mais comme nous le rappelle Ruth Wilson Gilmore, penseuse et militante abolitionniste de premier plan, l'abolition ne consiste pas simplement à se débarrasser des prisons, de la police ou des systèmes de surveillance et de punition ; l'abolition concerne ce que nous construisons à la place. « L'abolition consiste à abolir les conditions dans lesquelles la prison est devenue la solution aux problèmes, plutôt que d'abolir les bâtiments que nous appelons prisons[31] ». De même, nous ne pouvons pas simplement supprimer la police – nous devons nous pencher sur les conditions dans lesquelles les gens estiment que la police est la seule ou la meilleure option pour répondre aux problèmes graves qu'ils rencontrent. Nous devons mettre en place d'autres moyens de prévention et de traitement des préjudices qui nous permettront réellement d'assurer notre sécurité.

Une partie de cette tâche consiste à ne pas traiter l'abolition comme un « événement » unique ou révolutionnaire, mais comme un processus et une pratique continues. L'abolition est un mode de vie et une approche collective du changement social. Elle exige que nous nous engagions dans des stratégies de démantèlement des structures, des institutions et des systèmes qui sous-tendent et soutiennent les prisons et la police tout en mettant en place des systèmes de soins, de bien-être et de soutien qui répondent aux besoins humains et permettent aux communautés de s'épanouir. L'abolition exige un double travail : s'engager dans ce que les abolitionnistes appellent des « réformes non réformistes[32] » – des stratégies qui réduisent le

30. Angela Davis, *Are Prisons Obsolete ?*, Toronto, Seven Stories Press, 2003.

31. Ruth Wilson Gilmore et Naomi Murakawa, « Covid-19, Decarceration, and Abolition », 2020, disponible sur le site haymarketbooks.org.

32. Comme Berger, Kaba et Stein le décrivent, les réformes non-réformistes sont des mesures qui « réduisent le pouvoir d'un système oppressif en même temps qu'elles pointent l'inefficacité du système pour résoudre les problèmes qu'il a lui même créé ». Pour un exemple concret, voir le tableau des réformes abolitionnistes proposé par Critical Resistance, « Reformist reforms vs. abolitionist steps in policing », 2020.

pouvoir et la portée du système de justice pénale et diminuent notre dépendance à son égard – tout en renforçant simultanément nos compétences, nos capacités et nos ressources pour des systèmes alternatifs de prévention, de traitement et de réponse aux préjudices[33].

Un tel changement implique de *pratiquer l'abolition au quotidien*. L'abolition au quotidien est un moyen de relier les efforts que nous réalisons en faveur de changements structurels à nos cultures et pratiques quotidiennes. L'abolition au quotidien signifie défaire les normes culturelles et les mentalités qui nous enferment dans des habitudes et des logiques punitives. Il existe de nombreuses façons d'aborder cette question, mais nous ne présenterons ci-dessous que quatre stratégies clés.

Défaire les cultures carcérales

Le carcéral est partout. Regardez autour de vous et vous verrez des logiques punitives dans nos écoles, sur nos lieux de travail, dans nos services publics, dans nos familles et dans nos relations. Le carcéral est ancré dans les normes sociales et les institutions que nous habitons. Il est culturellement ancré dans notre conscience.

Par « carcéral », les abolitionnistes font référence aux logiques et aux pratiques qui normalisent les réponses punitives au préjudice. C'est la logique du « bon sens » qui assimile la justice à la punition. Lorsqu'un préjudice se produit, les logiques carcérales nous encouragent à localiser la cause du problème chez un individu (mauvais choix, mal inhérent, mauvaise éducation, carences culturelles, altérité monstrueuse, etc.), puis à isoler et à punir cet individu et souvent à stigmatiser la communauté dont il fait partie. Parfois, cela se fait ouvertement, par le biais de l'État et du système pénal, ou lorsque quelqu'un appelle les flics contre quelqu'un d'autre. Mais cela se fait également

Disponible sur criticalresistance.org/abolish-policing/ et traduit par Jef Klak sur leur site.

33. Dan Berger, Mariame Kaba et David Stein, « What Abolitionists Do », 2017, publié sur le site de *Jacobin Magazine* : jacobinmag.com.

de manière plus subtile, au quotidien, d'une manière qui normalise les comportements vindicatifs ou punitifs, qui célèbre la violence rédemptrice. Ces logiques punitives s'infiltrent dans nos interactions quotidiennes au travail, à l'école, à la maison, dans nos quartiers et dans nos communautés d'organisation.

Voici quelques exemples. Un enfant « se conduit mal » en classe, alors nous l'excluons de la classe. On fait la gueule à notre amoureux·se quand il ou elle nous dit quelque chose de blessant. Un·e collègue de travail fait quelque chose que nous n'aimons pas, alors nous lui faisons honte publiquement devant les autres collègues. Un·e voisin·e vend de la drogue dans son appartement, alors nous le ou la signalons à la mairie, même s'il ou elle risque d'être expulsé·e et de se retrouver sans abri. Une organisation avec laquelle nous travaillons utilise un langage ou des stratégies que nous pensons être oppressantes, alors nous arrêtons simplement de travailler avec eux. Un·e prisonnièr·e a besoin d'une aide pour se loger au moment de sa libération, mais personne ne l'aide car il ou elle a été condamné pour violence sexuelle. Nous humilions ou dénigrons les gens sur les réseaux sociaux et nous encourageons les autres à les « *cancel*[34] » lorsque nous n'aimons pas ce qu'ils disent. Nous faisons notre exercice moral quotidien en consommant des médias qui nous encouragent à diviser le monde en bons et mauvais, ceux et celles qui méritent de l'empathie et ceux et celles que nous diabolisons ou abandonnons.

Si la plupart de ces exemples ne sont pas directement des formes de maintien de l'ordre et de violence d'État, ils contribuent tous à une culture carcérale qui normalise la punition et l'isolement comme une réponse aux problèmes sociaux. Au lieu de s'attaquer directement à un problème ou de chercher à comprendre pourquoi il est apparu, nous sommes encouragés à réagir par le blâme, les représailles et la punition.

34. NdT : *Cancel* signifie littéralement « annuler ». Ce terme fait référence à la *cancel culture* (culture de l'annulation), terme apparu en 2017 pour qualifier la pratique de rejeter ou boycotter une personne publiquement et massivement en raison de ses actes, paroles ou fréquentations perçues comme problématiques. L'utilisation du terme *cancel culture* est sujet à polémique car elle est régulièrement dénoncée par des réactionnaires afin d'attaquer toute position publique critique des comportements sexistes et patriarcaux.

Nous essayons de résoudre le problème en excluant la personne de notre communauté, en la marquant comme fondamentalement différente du reste de « nous » et en nous éloignant d'elle. Ces schémas jouent souvent sur les lignes de classe, de race et de handicap. Par exemple, les enfants qui risquent le plus d'être exclus de l'école sont ceux qui sont racisés, issus de milieux défavorisés ou qui ont des difficultés d'apprentissage[35]. Au lieu de nous demander pourquoi le système éducatif ne répond pas à leurs besoins ou ce qui leur arrive, nous considérons ces enfants comme des « problèmes » et nous les isolons.

[…] Aucun·e d'entre nous n'est à l'abri des normes culturelles générales, qui assimilent constamment la justice à la punition. Ces récits sont profondément ancrés et intériorisés. Il faut travailler pour les identifier et les démêler [...]. La punition peut nous séduire sur le moment, mais elle génère rarement la résolution, la guérison ou le changement que nous recherchons en fin de compte à long terme.

Les abolitionnistes soutiennent que si nous ne remettons pas en question ces logiques et pratiques carcérales au niveau quotidien, il est difficile de les remettre en question au niveau institutionnel. Il est facile d'être un abolitionniste en théorie. La mettre en pratique exige un effort et une réflexion permanentes. C'est pourquoi l'abolition au quotidien doit être un effort collectif pour lutter contre l'individualisation des problèmes sociaux. […]

Cela ne signifie pas que nous ne devons pas remettre en cause les comportements nuisibles ou tenir certaines personnes pour responsables. Cela signifie que nous devons réagir avec des stratégies qui ne visent pas à aggraver les dommages par des punitions individuelles. [...]

35. Berny Graham, Clarissa White et Amy Edwards, « School exclusion : a literature review on the continued disproportionate exclusion of certain children », *Rapport du Ministère de l'Éducation du Royaume-Uni*, 2019. NdT : Il existe depuis vingt ans aux États-Unis une augmentation des effectifs de police dans les écoles. Ils ont pour fonction l'application de la discipline scolaire, le conseil auprès des jeunes et la prévention de tueries de masse. Les exclusions scolaires mènent rapidement à des arrestations et à des sanctions judiciaires pour des délits mineurs. Le « pipeline école-prison » désigne le continuum ainsi créé pour beaucoup d'élèves entre les sanctions disciplinaires, les sanctions pénales et l'emprisonnement.

Changer nos réactions quotidiennes face aux torts et aux souffrances

Lorsqu'une personne fait du mal à une autre, il existe souvent deux tendances principales. La première est de nier ou de minimiser (dire que cela ne s'est pas produit, ou que cela n'a pas d'importance, ou que ce n'était pas aussi grave qu'il n'y paraît). La seconde est de blâmer, de diaboliser et de se venger (la personne qui fait du mal est terrible et devrait être punie ou séparée de la communauté[36]). La première tendance est courante lorsque nous avons un lien avec l'auteur des faits ; la seconde tendance est courante lorsque nous sommes proches de la personne qui a subi le tort. Mais aucune de ces stratégies n'est efficace car elles ne tiennent pas compte de l'effet du préjudice. Les réponses n'abordent pas non plus la raison pour laquelle celui-ci s'est produit en premier lieu, ou ce qui peut être fait pour l'empêcher de se produire à l'avenir.

Offrir un soutien, une sécurité et une guérison est important *autant* pour les personnes qui ont subi le préjudice que pour celles qui l'ont commis. Ce soutien doit être axé sur les besoins spécifiques et immédiats des personnes touchées et que la situation exige, tout en envisageant la manière de traiter les raisons plus larges qui ont conduit au préjudice. Il est également important de reconnaître que le préjudice est un problème collectif (avec des conséquences collectives) et qu'il nécessite donc des solutions collectives. Les dommages causés par un individu se produisent rarement de manière totalement isolée. Le comportement et les conditions qui ont conduit au préjudice sont souvent normalisées, tolérées, ignorées, rendues possibles ou même soutenues par d'autres. C'est notamment le cas de la violence interpersonnelle et des agressions sexuelles commises pendant l'enfance[37].

36. Community United Against Violence (CUAV), *Gems of Change : Pendulum of Approaches*, 2013, disponible sur cuav.org.

37. generationFIVE, *Ending Child Sexual Abuse : A Transformative Justice Handbook*, 2017, disponible sur generationfive.org, et Aishah Shahidah Simmons, *Love WITH Accountability : Digging Up the Roots of Child Sexual Abuse*, 2019, Chico, AK Press.

[...]

La logique carcérale nous enseigne qu'il y a des bonnes et des mauvaises personnes, des victimes et des auteur·rices, des innocent·es et des coupables. On nous apprend à considérer les personnes comme étant soit l'une, soit l'autre. Mais la réalité est beaucoup plus complexe. De nombreuses personnes qui font du mal aux autres ont également subi un préjudice. Le fait d'avoir subi un préjudice ne vous empêche pas de faire du mal aux autres. Il suffit de regarder la démographie des personnes qui sont enfermées en prison. Il est clair que les populations les plus désavantagées socialement et les plus discriminées finissent en prison. Cela ne veut pas dire que les personnes en prison n'ont pas eu de comportement nuisible ou que nous devons recourir à des arguments d'« innocence » pour contester les injustices de l'emprisonnement. Nous devons plutôt être en mesure de tenir compte du fait que les gens peuvent à la fois faire du mal et être lésés. Nous devons reconnaître que les gens peuvent faire des choses terribles mais qu'ils ont toujours besoin de soutien et de soins. Nous devons adopter une politique du « personne n'est jetable[38] ».

Une partie de notre tâche consiste à mieux comprendre et à interrompre les schémas où la souffrance engendre une souffrance supplémentaire. Par exemple, certaines personnes réagissent parfois à un traumatisme en s'acharnant sur les autres et en les blessant. Ou encore, quand d'autres exercent un pouvoir et abusent des autres en fonction de leur propre sentiment d'impuissance ou de vulnérabilité. Cela ne signifie en rien que nous devons excuser ou tolérer les actes abusifs, mais plutôt que si nous voulons nous attaquer à ce comportement, il est peu probable que l'augmentation de la vulnérabilité d'une personne qui fait du mal par l'isolement, la honte ou la punition fonctionne.

38. Reina Gossett, Dean Spade and Hope Dector, *No One is Disposable: Everyday Practices of Prison Abolition*, 2014, disponible sur bcrw.barnard.edu.

Trouver des réponses alternatives à la punition est particulièrement difficile lorsqu'il s'agit de violences sexuelles. Les partisan·es des principes abolitionnistes envisagent parfois ce genre de situations sous le régime de l'exception. On peut avoir tendance à supposer que les personnes qui commettent des violences sexuelles sont en quelque sorte différentes ou irrécupérables. Mais comme l'ont depuis longtemps soutenu les abolitionnistes féministes, les violences sexuelles et sexistes sont si répandues et si omniprésentes qu'elles doivent être au centre de nos réponses abolitionnistes. L' « exceptionnalisme sexuel » ne nous permettra pas de l'aborder de manière significative. La réalité est que la plupart des violences sexuelles ne sont pas commises par des étrangèr·es, mais par des personnes que nous connaissons et que souvent nous aimons. C'est en partie pourquoi il peut être si difficile d'y répondre[39].

[...]

Renforcer nos compétences et nos capacités collectives pour prévenir les dommages et favoriser la responsabilité et la réparation au quotidien.

Si nous sommes en mesure former des personnes aux premiers secours et à la réanimation d'urgence, nous pouvons également apprendre à intervenir de façon sûre lorsqu'on rencontre une situation conflictuelle, la désescalade de la violence, la résolution des conflits et la réduction des dommages. Nous pouvons apprendre à identifier les premiers signes de relations violentes et nous soutenir mutuellement pour intervenir avant que la situation ne s'aggrave. Nous pouvons trouver des moyens de nous soutenir mutuellement pour guérir de nos propres traumatismes et des traumatismes collectifs.

[...]

39. Creative Interventions, *Creative Interventions Toolkit : A Practical Guide to Stop Interpersonal Violence*, 2014 disponible sur creative-interventions.org.

Comme le reconnaît le Creative Interventions Project[40], notre entourage immédiat (qu'il s'agisse de la famille, des ami·es, des voisin·es, des collègues de travail et même des connaissances) est souvent bien mieux placé pour intervenir et répondre aux préjudices quotidiens que le système de justice pénale officiel. Nous devons donc tou·tes acquérir les compétences nécessaires pour nous sentir capables et confiant·es d'intervenir. Nous ne devons pas supposer que seul·es les professionnel·les peuvent agir pour lutter contre la violence. Des groupes comme Hollaback[41], enseignent des moyens d'intervenir, dans la rue et de façon sereine, en cas de harcèlement sexuel.

Il nous faut également envisager la responsabilisation comme une pratique quotidienne et une compétence que nous devons tous encourager, plutôt que comme quelque chose d'exceptionnel ou à déléguer à d'autres. Comme le décrit Ann Russo, autrice du livre *Feminist Accountability* (2018) : « Si on rendait des comptes plus régulièrement quant aux souffrances qu'on occasionne plutôt que cela ne soit uniquement une exigence que nous imposons aux autres dans les situations choquantes, cette pratique générerait moins de culpabilité, de honte, d'attitude défensive, de punition et de représailles. Cela favoriserait plus de compassion les un·es pour les autres

40. *Ibid*

41. NdT : Hollaback! est un blog créé en 2005 (et une ONG depuis 2010) lancé par des New-Yorkais·es pour lutter contre le harcèlement de rue. Le lancement du blog fait suite à l'histoire de Thao Nguyen, une femme qui a pris en photo un homme qui l'a harcelé dans le métro de New York. Quand la police a refusé de l'aider, elle a posté la photo sur Flickr, qui est vite devenue virale au point de faire la couverture du *New York Daily News*. Le blog est devenu une plateforme où les victimes de harcèlement sexuel peuvent partager leur expérience, et également publier des photos de leurs agresseurs. Une application pour téléphone a été créé en 2010 pour permettre de partager des histoires dont certain·es ont été témoins ou des expériences vécues, un peu sur le modèle de Paye ta shneck. Il s'agit d'ouvrir un espace virtuel pour se donner de la force dans la rue. En plus d'organiser des projections de films, des conférences, des manifestations et des enquêtes pour sensibiliser au harcèlement dans l'espace public, Hollaback! encourage les passant·es à intervenir lors de scènes de harcèlement grâce à la méthode des cinq D : « *Direct, Distract, Delegate, Delay, and Document* » (« Intervenir directement, distraire, demander de l'aide, parler à la victime après les faits et documenter »). Autant de petits pouvoirs qui permettent de se sortir de situations sans avoir à appeler le 17.

lorsque nous commettons des erreurs, lorsque nous parlons et agissons de manière nuisible et oppressive (intentionnellement ou non), et/ou lorsque nous générons de la souffrance d'une manière ou d'une autre. Et il serait plus facile d'admettre ses méfaits[42]. »

Une partie de ce changement consiste à reconnaître activement que nous pouvons être nous-mêmes auteur·rices de dommages ou faciliter leur survenue. Trop souvent, nous nous efforçons de nous aligner sur les justes et les innocent·es, de prendre nos distances par rapport aux coupables et à ceux et celles qui font du mal. L'abolition au jour le jour nous oblige à reconnaître que nous sommes tou·tes capables de nuire, tout comme nous sommes tou·tes vulnérables. Cela ne signifie pas que la répartition de la souffrance est égale. Nous savons que le mal et la violence sont profondément liés à des structures de pouvoir qui rendent certains corps plus vulnérables que d'autres. Mais nous devons comprendre notre rôle dans la mise en place ou le maintien des structures de pouvoir qui produisent la violence et ont un effet sur la répartition des chances dans la vie.
Confronter notre complicité avec la violence peut être douloureux, mais il est crucial de le faire pour mettre fin aux préjudices, en particulier lorsqu'il s'agit de violence au sein de nos foyers, nos familles et nos institutions sociales. L'un des aspects les plus douloureux de l'acceptation de l'omniprésence des agressions sexuelles perpétrées sur les enfants, par exemple, peut être de reconnaître à quel point d'autres personnes étaient au courant et n'ont pas agi. Ou que les gens n'ont pas écouté ou n'ont pas cru les survivant·es lorsqu'ils et elles ont fait des révélations courageuses[43]. Parfois, nous refusons de voir ou de croire ce qui est sous nos yeux. Souvent, nous ne reconnaissons pas notre propre comportement nuisible et nous refusons

42. Ann Russo, « 10 Strategies for Cultivating Community Accountability », 2013, disponible sur usprisonculture.com.

43. Danielle Moss, « Love-Centred Accountability », dans Aishah Shahidah Simmons, *op. cit.*, pp.97-100 ; ainsi que Gwendolyn Zoharah Simmons, « Love WITH Accountability : A Mother's Lament ».

de rendre des comptes. Comme le note Russo, « il y a peu d'espaces pour parler des préjudices que nous avons causés et des systèmes d'oppression dont nous avons été complices. La plupart du temps, il semble que lorsqu'on nous demande d'y faire face, nous cherchons à montrer que nous ne sommes pas responsables, nous essayons de prouver notre « innocence ». Ou nous essayons de blâmer les autres, ou de prétendre que nous sommes les véritables victimes[44]. »

Nous pouvons tous intégrer la responsabilisation dans notre pratique quotidienne de l'abolition. Comme le note Kai Cheng Thom : « Lorsque nous sommes capables d'admettre que la capacité de nuire se trouve en nous-mêmes – en nous tous – nous devenons capables de transformer radicalement notre vision de la culture du viol et de la maltraitance. Nous pouvons passer de la simple réaction aux abus et de la punition des « agresseurs » à la prévention des abus et à la guérison de nos communautés. Car, comme on dit, la révolution commence chez soi[45]. La révolution commence dans votre maison, dans vos propres relations, dans votre chambre à coucher. La révolution commence dans votre cœur[46]. »

[…]

Nous disposons déjà de nombreux outils et ressources nécessaires pour mettre fin à la violence – en particulier dans les communautés où appeler les flics n'a jamais été une option en raison des menaces de violence ou d'expulsion qu'ils représentent – où des alternatives ont été nécessaires pour survivre[47].

44. Ann Russo, *op. cit.*

45. NdT : Référence au livre *Revolution Starts at Home, Confronting Intimate Violence Within Activist Communities*, de Jai Dulani, Ching-In Chen, Leah Lakshmi Piepzna-Samarasinha, Chico, AK Press, 2016.

46. Kai Cheng Thom, « What to do when you've been abusive », dans Ejeris Dixon et Leah Lakshmi Piepzna-Samarasinha, *Beyond Survival: Strategies and Stories from the Transformative Justice Movement*, 2020 Chico, AK Press, pp.74-87.

47. Ejeris Dixon and Leah Lakshmi Piepzna-Samarasinha, *op.cit.* Voir aussi Tasha Amezcua, Ejeris Dixon and Renee Long Che, *Ten Lessons for Creating Safety Without Police*, 2016 ; Rose Aaron *What to do instead of calling the police*, 2018 et Mariame Kaba, transformharm.org, 2020.

Mais nous devons également en développer d'autres, en particulier pour les survivant·es d'actes violents[48].
Ce travail nécessite une pratique continue. Nous ne pouvons pas assister à une seule séance de formation ou lire un seul article sur le sujet et savoir ensuite comment réagir ou remédier à chaque situation. Comme le fait remarquer Ejeris Dixon, défenseuse de la justice transformatrice et militante de la lutte contre la violence : « Nous devons pratiquer la sécurité communautaire comme nous le ferions pour un instrument ou un sport. En nous exerçant de manière lente, mesurable et délibérée, nous acquérons les connaissances dont nous avons besoin pour diffuser et traiter les conflits au sein de nos communautés[49] ».

Relier le quotidien à la vision d'ensemble

Aucune de ces pratiques quotidiennes ne suffira si nous ne les relions pas à des objectifs de longs termes plus globaux.
Comme nous le rappelle le groupe anti-violence LGBTQ *Community United Against Violence*[50], la violence existe au niveau interne (en nous-mêmes), interpersonnel (entre les personnes) et institutionnel (entre les institutions et les individus). Le travail de lutte contre la violence doit se faire à ces trois niveaux. Nous devons relier le micro et le macro afin que nos efforts quotidiens contribuent au changement social, systémique et institutionnel plus large qui rendra possible un monde sans prisons et sans police.
Cela signifie que nous devons examiner comment les tactiques que nous mettons en œuvre aujourd'hui auront un impact sur les stratégies à moyen et long terme pour l'avenir. Nous ne voulons pas mettre en œuvre des stratégies aujourd'hui que

48. Moore Darnell, « Love Is a Reckoning » dans Aishah Shahidah Simmons *op. cit.*, pp.3-5.

49. Ejeris Dixon, « Building Community Safety : Practical Steps Toward Liberatory Transformation » dans Ejeris Dixon and Leah Lakshmi Piepzna-Samarasinha, *op. cit.*

50. Community United Against Violence (CUAV), 2019, *op. cit.*

nous devrons défaire plus tard. Nous devons démanteler et transformer les institutions et les structures qui normalisent les prisons, la police et les sanctions. [...]

Si l'abolition peut parfois sembler décourageante, il est important de garder à l'esprit que beaucoup de travail et d'efforts collectifs sont déjà faits pour rendre possible un avenir abolitionniste. Il est essentiel de s'associer à ce travail existant et de s'en inspirer pour développer un changement social durable et collectif. […] Nous pouvons prendre notre courage à deux mains et nous inspirer de la créativité, de la collectivité et de la détermination que l'on trouve à la fois dans les efforts quotidiens et dans les luttes pour l'abolition qui ont lieu dans le monde entier. Ce sont ces efforts abolitionnistes joints bout à bout qui nous permettent de faire le travail ici et maintenant, et de nous rapprocher du monde que nous voulons pour l'avenir.

Organisation abolitionniste et transformation de la justice

Mariame Kaba • « Moving Past Punishment, interview by Ayana Young » • *We do this 'till we free us* • Haymarket Books • 2021

Ce texte est un fragment d'un entretien réalisé en 2019 par Ayana Young, qui anime le podcast écologiste « For The Wild, Une anthologie de l'anthropocène ». Mariame Kaba y parle entre autres – avec une franchise réjouissante – de désir de vengeance, de la ténacité nécessaire à l'aboutissement de processus collectifs, et de la contribution de féministes à la diffusion des pratiques de responsabilisation collective.

Ayana Young : On confond souvent la justice transformatrice et la justice réparatrice. Pourrais-tu nous aider à les différencier ?

Mariame Kaba : Bien sûr. Je veux m'assurer qu'on comprenne bien que c'est par le biais de la justice réparatrice que j'ai pu appréhender la question de la réparation des préjudices. J'ai commencé à m'intéresser à la justice réparatrice bien avant de réfléchir politiquement à l'abolition du complexe industrialo-carcéral. La justice réparatrice s'est davantage développée depuis les années 1990, au moment où je débutais ma formation, et aujourd'hui elle a été en quelque sorte récupérée par le système, mais ses fondements sont toujours aussi valables et efficaces.

La justice réparatrice met les relations interpersonnelles au centre de son travail. Elle s'attache à réparer ces relations

lorsque celles-ci sont brisées, lorsque des violences y surviennent. Elle s'inscrit dans la communauté, parce qu'elle pose cette question : qui doit répondre aux obligations et aux besoins générés par ces violences ? à qui incombe la responsabilité ? Elle demande à la communauté de s'impliquer pleinement, de privilégier l'action à l'observation quand il s'agit de réparer certains torts. Enfin, il s'agit d'un cadre, d'une idéologie et d'un mode de vie qui visent à garantir que nous restons en bonne relation les un·es avec les autres, avec la terre et avec l'environnement. Voilà pour un aperçu rapide de la justice réparatrice.

Au fil des ans, pour régler des conflits, certaines personnes se sont souvent servies des outils et des pratiques de la justice réparatrice, mais sur un modèle individualiste. On peut entendre certaines d'entre elles dire « Je m'occupe d'un cercle de parole, donc je fais de la justice réparatrice ». C'est ridicule. Les cercles de parole font partie des outils qu'on utilise dans le champ de la justice réparatrice et qui posent un certain nombre de questions. Je suis attentive à ne pas tomber dans une vision binaire, du genre « c'est soit ceci, soit cela ». C'est beaucoup de choses différentes pour beaucoup de gens différents, qui l'utilisent de plein de manières différentes. C'est en me posant ces questions que j'en suis venue à m'intéresser à la justice transformatrice.

Par ailleurs, la justice transformatrice prend comme point de départ l'idée que ce qui se passe dans nos relations interpersonnelles est reflété et reproduit par le système dans lequel nous vivons. Les systèmes dans lesquels nous vivons produisent et influencent ce qu'il se passe dans nos relations interpersonnelles. Si on ne pense pas en permanence l'interaction entre ces deux sphères, on finit par trop se concentrer sur l'interpersonnel, et lorsqu'on est confronté·es à des violences interpersonnelles ou à des situations blessantes, il devient donc impossible de transformer les conditions de leur apparition. Cette idée de justice transformatrice me plaît parce que c'est un champ et une idéologie plus large que la justice réparatrice telle qu'elle est pratiquée actuellement.

Ces deux courants ont juste une histoire différente. Ils proviennent d'endroits différents. Ils sont issus de communautés différentes, même s'ils peuvent se chevaucher. Et je pense qu'il est toujours important de se demander d'où viennent les choses et à quoi elles se rattachent.
Pour moi, la justice transformatrice consiste à essayer de comprendre comment répondre à la violence et aux préjudices qu'elle engendre de façon à ne pas causer plus de violence et de souffrance. Elle nous demande d'y répondre sans nécessairement faire appel à l'État ou aux services sociaux si les personnes ne le désirent pas. Il s'agit de cultiver ce qui nous permettra d'éviter de nouveaux préjudices. La justice transformatrice s'oppose à la dichotomie victime/auteur·rice, car le monde est plus complexe que cela : dans une situation donnée, on peut être victime d'un préjudice tandis que dans une autre, on peut en être l'auteur·rice. Nous devons être capables de considérer tout ça à la fois.

[…]

Mariame Kaba

Mariame Kaba est une figure de proue du mouvement abolitionniste. Elle « travaille pour mettre fin à la violence, au démantèlement du complexe industrialo-carcéral, au développement de la justice transformatrice et au soutien du leadership *des jeunes*[51] *». Quand des personnes de sa communauté la sollicitent, elle peut être amenée à accompagner des processus de responsabilisation. Elle n'est pas payée pour cela et insiste sur le fait que ce n'est ni un travail, ni un moyen de subsistance.*

Ces vingt dernières années, elle a été au cœur des luttes abolitionnistes, principalement à Chicago, et mené un grand nombre de campagnes, notamment pour la visibilisation des violences policières à l'encontre des femmes de couleur. Elle a écrit plusieurs

51. Voir son site internet : mariamekaba.com

ouvrages, dont un à l'attention des enfants dont le père est en prison, mais aussi beaucoup de fanzines (comme Resisting Police Violence in Harlem *en 2012 ou un fanzine en 2011 sur la révolte de la prison d'Attica), de programmes d'études, de boîtes à outils ou de rapports de recherche. Elle anime depuis 2010 le blog* Prison Culture *et imagine à travers différents textes les façons de se passer des systèmes punitifs actuels.*

Aujourd'hui, elle travaille au Barnard Center for Research on Women où elle mène une recherche-action intitulée « Interrompre la criminalisation ». Le projet vise à enrayer la criminalisation et l'incarcération croissantes des femmes et des personnes LGBTQ+ de couleur.

A.Y.: Une grande partie de votre travail nous pousse à réévaluer ce que nous entendons par auteur·rice de violence et, dans une certaine mesure, ce que nous entendons par violence. Environ la moitié des personnes actuellement emprisonnées aux États-Unis purgent des peines pour des délits avec violence. Il semble évident que nous devons nous demander pourquoi la violence existe dans notre société et comment replacer la violence dans un contexte plus général. Et de ce fait, comment cette réévaluation nous aide-t-elle à comprendre ce que l'on appelle « *abuse-to-prison pipeline*[52] » ?

M.K.: L'une des choses que je veux dire d'emblée, c'est que lorsque vous êtes une victime ou un·e survivant·e, quelle que soit la façon dont vous voulez vous identifier, il est douloureux de faire l'objet d'une victimation [*to be victimized*]. Il est douloureux d'être la cible de violence, quelle que soit sa forme. Nous devons le reconnaître d'emblée. Ce que je dis ne vise en aucun cas à minimiser l'expérience de la violence.

52. NdT: Cette expression est utilisée pour décrire le processus qui conduit une personne ayant subi des violences ou des préjudices à commettre elle-même des violences, voire à être incarcérée pour faits de violence.

J'ai moi-même été une victime et une survivante. Régulièrement, il m'importe d'insister précisément sur les préjudices qui ont été commis et je ne veux en aucun cas les minimiser.
Il est vrai que la moitié des personnes actuellement incarcérées dans nos prisons d'État le sont pour des voies de fait de natures diverses. C'est compliqué parce que ce qui est qualifié de violence dépend de jugements et de décisions politiques et ne s'applique pas à tout le monde de manière égale. J'ai beaucoup réfléchi à ce que signifie utiliser la violence et à ce que signifie être violent. Souvent, les personnes qui causent de graves préjudices ne sont pas considérées comme violentes, comme par exemple celles qui polluent nos rivières avec des déchets toxiques.
Envoyer des gens tuer des milliers de personnes dans des guerres partout à travers le monde ne fait pas de vous un·e criminel·le. C'est à peine si nous réalisons que le complexe militaro-industriel est une forme de violence dont nous devons d'une certaine façon nous tenir responsables. La voix des antimilitaristes sur ce point de vue peine à se faire entendre, noyée dans les discours de celles et ceux pour qui ces actes ne sont pas violents, puisqu'elles et ils les considèrent comme de la « légitime défense » ou comme des actes qui seront toujours justifiables. Il faut rappeler que ces actes portent atteinte à des millions de personnes, de manière concrète. Pourtant, lorsque Johnny, dans la rue, prend une arme et tire sur une autre personne, c'est considéré comme le summum de la violence, et nous devrions donc enfermer Johnny ou pire, le condamner à la peine capitale.

A.Y.: Maintenant, peux-tu nous expliquer comment émergent les mouvements actuels et les avancées politiques ? Ils sont parfois le résultat de voix très fortes et puissantes, mais individuelles. Ce sujet semble particulièrement délicat parce qu'on ne peut pas prendre le risque de nier le désir de justice d'un·e survivant·e. Mais en même temps, il serait vraiment irresponsable d'ériger une quête de justice personnelle en norme applicable à toute une population. Alors, comment

trouver l'équilibre entre une réponse politique toujours façonnée par les survivant·es et une réponse moins individuelle ?

M.K. : Oh mon Dieu. Vous me posez des questions très difficiles. Je n'arrête pas de dire que je vais écrire un essai intitulé « L'abolition n'a rien à voir avec vos putains de sentiments ». J'ai écrit ça dans un tweet et je me suis pris un gros retour de flammes, parce que les gens avaient l'impression que j'insultais leur droit à ressentir ce qu'ils veulent ressentir. Ce n'est vraiment pas ce que je voulais dire. Le concept du « privé est politique » comme base de l'organisation féministe dans le passé est particulièrement pertinent, et pourtant si délicat en même temps. Ce qu'il ne dit pas – et je pense que c'est ce que certaines personnes voudraient parfois qu'il dise – c'est que ce que je ressens personnellement doit devenir politique. Or, nous ne pouvons pas fonctionner dans un monde où cela se passe comme ça. Nous ne devrions pas vouloir appliquer nos sentiments personnels de vengeance au monde entier.
Toutes ces contradictions se retrouvent dans le système judiciaire. Parce que d'un côté, l'État se pose en arbitre suprême de la « défense des victimes ». Mais dans ces procédures, l'intérêt des « victimes » n'est jamais considéré. Par exemple, si la victime s'oppose à la peine capitale, l'État outrepasse cette volonté et dit : nous allons quand même tuer cette personne en votre nom. Dans ce cas, votre sentiment personnel ne compte pas du tout. Mais lorsque l'État veut justifier sa vengeance, il dira : « Nous agissons au nom de la personne qui a été blessée. » […] On doit gouverner le monde sans se baser uniquement sur nos désirs et nos sentiments personnels. Nous, en tant que société, devons être gouverné·es par une politique et un ensemble de valeurs fondamentales, sans quoi nous ne pourrons pas évoluer dans ce monde.

C'est tellement complexe. Il est vrai que parfois, nos sentiments ne sont pas alignés avec nos valeurs. Nos valeurs exprimées peuvent être « Je ne crois pas à la peine de mort. » Je peux avoir cette valeur. Je pense que l'État n'a pas le droit de

tuer en mon nom, sous aucun prétexte. Et puis, quand quelque chose arrive à un·e de mes ami·es proches, je change d'avis, et je souhaite que cette personne meure. À certains moments, nos valeurs ne correspondent pas à ce que nous ressentons. C'est en partie pour cela que nous sommes censé·es avoir une communauté qui se tient lorsque ces choses se produisent, afin d'éviter que nos sentiments ne régissent nos vies, les vies de tout le monde, d'éviter que nos sentiments ne dominent notre manière de nous gouverner ensemble.

Donc, tout cela peut sembler alambiqué. Je réfléchis pendant que je parle. Mais j'y ai aussi réfléchi pendant longtemps. De différentes manières. Et c'est une question qui revient tout le temps. Aux personnes qui diraient « cette personne a vraiment été blessée », je leur répondrais : « Oui, elle a vraiment été blessée. Absolument. Et ça n'aurait pas dû arriver. Et cela ne doit pas rester sans conséquence. Par contre, je ne pense pas que la punition soit une solution satisfaisante. » Et je ne crois pas non plus qu'il soit efficace de répondre à une violence extrême par une violence extrême. Je pense que c'est juste de la vengeance. Je me souviens avoir regardé un film horrible avec Nicole Kidman et Sean Penn. J'en ai même oublié le titre. Mais le personnage de Nicole Kidman dit à un moment : « La vengeance est une forme paresseuse de chagrin. » Et j'étais genre « Wahou. » Ça m'a fait réfléchir. Ça m'a marquée. Le fait que ça soit sorti il y a des années mais que ça occupe toujours mon esprit – ça a réellement touché une corde sensible. Parce que nous avons besoin de temps et d'espace pour pleurer nos malheurs et nos coups durs.

On a besoin de ce moment, on a besoin de cet espace. Nous méritons du soutien, tout le soutien dont nous avons besoin. Les survivant·es et les victimes devraient bénéficier de soutiens divers de la part de l'État et au-delà, et qui ne soient pas forcément des poursuites judiciaires. Pourquoi l'État ne payerait-il pas les thérapies des gens ? Pourquoi ne pas les soutenir financièrement, pour voyager hors du pays et commencer un processus de guérison ?

TAKE DOWN
THE RACIST
STATUES

A.Y. : Peux-tu m'en dire plus au sujet de la responsabilisation communautaire ? Plus particulièrement, comment peut-elle faire face à la violence intrafamiliale et sexuelle ? Dans ces cas-là, il semble plus difficile de convaincre les gens d'une approche de justice transformatrice, puisque la violence dont il s'agit touche à quelque chose de particulièrement intime.

M.K. : Oui, merci de poser cette question. En fait, les aspects modernes du travail de responsabilisation de la communauté trouvent leur origine dans des communautés de personnes noires, latinx, indigènes ou de couleur, qui étaient en grande majorité des féministes, et qui ont commencé à parler des violences interpersonnelles, sexuelles et familiales. De toute évidence, c'était des personnes qui transgressaient les normes de genre, des personnes trans, des personnes qui n'étaient pas en mesure de faire appel à l'État pour « obtenir réparation » parce qu'elles savaient qu'elles risquaient alors d'être criminalisées. Parfois c'était aussi des gens qui ne voulaient tout simplement pas avoir recours à l'État. La question était donc : comment intervenir ?
Le groupe INCITE ! Women, Gender Nonconforming and Trans People of Color Against Violence a commencé à formaliser comment réagissaient nos communautés : que faire face à des situations problématiques, comment être présent quand quelqu'un est en détresse, comment faire évoluer une personne qui a causé un tort. C'était simplement une façon de rendre plus formel ce que beaucoup faisaient dans nos communautés depuis des générations. Il existe un super guide de Creative Interventions, écrit par Mimi Kim, Rachel Herzing et d'autres, qui fait à peu près six cents pages. Il est en ligne, sur le site creativeinterventions.com. Elles ont passé plusieurs années à pratiquer la responsabilité communautaire dans la région de San Francisco, puis ont élaboré un guide qui regroupe tout ce qu'elles ont pu apprendre et nous l'ont offert. C'était il y a environ quinze ans, peut-être dix. Elles nous ont offert ces ressources pour qu'on s'en serve dans nos communautés.

Je dirais aussi ceci car je pense que les gens devraient y penser plus sérieusement : beaucoup de gens se mettent en colère quand on parle de responsabilisation communautaire. Ils et elles disent « Non, ça ne marche pas. » Ce à quoi je réponds : « Déjà, je ne sais pas ce que vous faisiez, mais ce n'était pas du travail de responsabilité communautaire. C'était quelque chose d'autre. » On a souvent tendance à employer des termes sans les comprendre, pour parler de choses qu'on n'a jamais faites et auxquelles on ne s'est jamais vraiment exercé. Ou d'entendre « J'ai fait un cercle de discussion avec une personne. » Moi ça me fait dire : « Ce n'est pas un processus. Depuis quand parler avec une personne une fois la conduit à transformer toute sa vie ensuite ? » Ça ne marche pas comme ça. Il faut être réaliste. Il suffit de s'imaginer dans cette position et de constater à quel point il est difficile de décider d'un truc de base comme d'arrêter le sucre et d'arriver à le tenir. On n'y arrive pas, parce que c'est dur. C'est difficile de changer de comportement. Je remarque que cette question revient souvent.

Une autre chose qui revient souvent, c'est cette remarque : « Vous êtes en train de me dire que je dois agir de telle ou telle façon. » Je ne vous dis pas ce qu'il faut que vous fassiez. Déjà, il faut savoir que plus de 50 % des personnes agressées, et d'ailleurs salement abîmées, ne contactent pas du tout les forces de l'ordre. Cela signifie qu'elles préfèrent ne rien faire du tout, comme le dit mon amie Danielle Sered de Common Justice. Ils et elles préfèrent ne rien faire du tout plutôt que d'avoir recours à ce qui est actuellement proposé. Un nombre considérable de gens agressés ne cherchent donc aucune forme de réparation de la part de l'État, qu'on nous présente comme l'alpha et l'oméga, comme la seule façon d'apaiser la souffrance. Donc la plupart des personnes agissent déjà comme elles l'entendent.

Je demande toujours « Pourquoi tu t'énerves ? Pourquoi ça te met à ce point en colère que des gens essaient d'obtenir la réparation dont ils ont besoin, quand plus de 50 % des gens ne font même pas appel au système que tu défends et auquel tu t'accroches autant ? » Et même parmi les 50 % qui ont

recours au système, le procureur n'en sélectionnera que la moitié. Les autres ne verront jamais de grand jury. Et le temps que les plaintes sélectionnées soient présentées devant le jury d'accusation, 50 % seront classées sans suite. Ces personnes n'accéderont même pas à un procès. Au final, 98 % des gens qui sont dans une situation où ils pourraient vouloir un procès vont, dans les faits, ne pas aller au procès. Alors, quand arrive enfin le moment de parler d'une possible peine de prison, un si grand nombre de personnes ont été laissées pour compte qu'il nous faut trouver une façon différente de prendre en charge les préjudices.

En tant qu'abolitionniste, deux choses me tiennent à cœur : le lien entre les gens et la manière de prendre en charge la détresse. Je suis abolitionniste parce que je sais que les prisons, la police et la surveillance sont sources d'une souffrance démesurée. Si mon objectif est d'y mettre fin, alors je ne peux pas défendre des institutions qui tuent et qui blessent. J'essaie justement d'éradiquer la souffrance, et non de la reproduire, de la renforcer ou de la maintenir. Nous devons nous rendre compte que parfois nos émotions – et notre désir tout à fait légitime d'une forme de justice pour nous-mêmes – nous empêchent de chercher ce que nous voulons vraiment.

Je discute en permanence avec tout un tas de gens. Je ne prends part aux processus de responsabilité communautaire que dans les communautés auxquelles j'appartiens. Je ne suis pas payée pour ça. Je ne suis pas conseillère salariée. Ce sont des éléments importants. Il nous faut progresser à l'intérieur de nos communautés afin que chacun·e puisse se saisir d'un tort, le régler et s'en sortir. C'est essentiel, trop peu de personnes voient les préjudices qu'elles subissent pris en charge. La responsabilisation communautaire est une façon de proposer quelque chose.

Cinquième partie

Féminisme et abolitionnisme

LiVox
Model S602R

Your man keep ringing my line, he don't understand decline
I'ma have to stomp him out, like turnin' grapes into wine

CUPCAKKE

Construire des réponses féministes

La prison n'est pas féministe. L'oppression et la domination sont les principales caractéristiques du complexe industrialo-carcéral. […] Comment un féminisme qui cherche à mettre fin à la domination et à résister à l'oppression peut-il adopter la prison comme stratégie de base pour éradiquer la violence[1] *?*

La vivacité du mouvement abolitionniste actuel doit beaucoup à sa dimension féministe. C'est depuis ce point de vue que le traitement pénal des violences sexuelles est soumis à de vives critiques, et que le rôle des politiques étatiques dans les violences auxquelles les femmes et les personnes LGBTQ+ font face est mis en lumière. Sur le plan des réalisations pratiques, les groupes féministes et queers américains ont largement contribué à diffuser des solutions de justice communautaire.

Au nom du droit des femmes…

La puissance d'un mouvement féministe qui lutte explicitement pour l'abolition du système pénal peut surprendre au vu de la façon dont les politiques sécuritaires ont su se déployer sous les dehors d'une politique en faveur des femmes.
La transformation d'une politique de lutte contre l'oppression en politique répressive est en effet le tour de force réussi par ce

1. Mariam Kaba, introduction à « Open Letter to The Anti-rape Movement », texte écrit en 1977 par Robin McDuff, Deanne Pernell & Karen Saunders, Santa Cruz Women Against Rape, réédité dans le fanzine conçu par Mariame Kaba et désigné par Hope Dector, 2020. Voir plus bas pour notre traduction de ce texte.

courant identifié par Elizabeth Bernstein sous le nom de « féminisme carcéral ». Sous ce concept, elle décrit ainsi un « mouvement politique et culturel [le féminisme] dans lequel les luttes pour la justice et l'émancipation des générations précédentes ont été reformulées en termes carcéraux[2] ». Ce tournant répressif date, pour elle, des années quatre-vingts et de la vague néolibérale qui vient noyer un peu partout les élans révolutionnaires des années soixante-dix. Il s'oppose aux prises de positions des féministes qui ne considèrent pas la police, la prison et la justice comme des réponses à la hauteur des enjeux des violences genrées qui les touchent spécifiquement : violences conjugales ou intrafamiliales, viols, agressions sexuelles, etc. En France comme aux États-Unis, les partisanes du féminisme carcéral militent pour un alourdissement des peines de prison ou des mesures de surveillance à l'encontre d'auteurs d'infractions ou de crimes sexuels[3]. La figure du « violeur », à l'instar de la figure du « terroriste », fonctionne efficacement comme cristallisation de la dangerosité et sert à faire accepter différentes mesures sécuritaires. Ainsi dans les années quatre-vingt-dix, en France, l'introduction du fichage ADN dans l'arsenal policier a été défendue comme une simple méthode dans la lutte contre les auteurs d'agressions sexuelles et s'est étendue à quasiment tous les délits depuis. En France, le rattachement de Marlène Schiappa, ex-secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, au ministère de l'Intérieur, sous la direction de Gérald Darmanin, est emblématique de cette ambition carcérale du féminisme d'État. Aux États-Unis, un des exemples concrets de cette politique est l'adoption dans certains États, en 1994, d'une loi contre les violences faites aux femmes, qui a mis en place le *Mandatory Arrest* (arrestation obligatoire). Cette disposition oblige les forces de police appelées pour violences familiales à procéder dans tous les cas à une arrestation[4].

2. Elisabeth Bernstein, citée par Gwenola Ricordeau, dans *Pour elles toutes, femmes contre la prison*, Lux, 2019, p. 148.

3. En France, Marlène Schiappa en est une cheffe de file, avec l'introduction du délit d'outrage sexiste en 2018 pour « lutter » contre le harcèlement de rue.

4. La loi VAWA, *Violence Against Women Act*, a été appuyée par le sénateur Joe Biden, actuel président des États-Unis.

Cet alliage entre féminisme et durcissement des politiques pénales affecte surtout les populations non blanches et trouve des échos dans les rapports complexes qui se sont noués entre féminisme et racisme pendant l'esclavage et la colonisation. Les luttes pour les droits des femmes ont ainsi souvent eu tendance à viser en réalité les droits des femmes blanches et elles ont souvent été menées au détriment des personnes non blanches. bell hooks rappelle à ce titre les stratégies concurrentielles qui ont entouré l'obtention du droit de vote des femmes aux États-Unis : « Une des conditions édictées par les sexistes est qu'un groupe de femmes n'aura le droit à des privilèges que s'il soutient activement l'exploitation et l'oppression d'autres groupes de femmes. […] Les féministes blanches et noires seront toujours en désaccord entre elles tant que notre idée de la libération se réduira à la conquête du pouvoir détenu par les hommes blancs[5]. » Par ailleurs, la menace de l'homme noir a longtemps été brandie comme prédateur sexuel de la femme blanche, et de très nombreux lynchages – au cours desquels les hommes noirs sont parfois castrés – sont justifiés par leurs auteurs pour remettre à leur place des Noirs trop entreprenants. La mise à mort d'Emmett Till en 1963 en est un exemple flagrant : cet adolescent de 14 ans est battu à mort dans le Mississippi, après avoir prétendument sifflé une commerçante blanche. La dimension raciste de politiques menées au nom du droit des femmes s'incarne parfaitement dans ce qu'on appelle aujourd'hui le « fémonationalisme », qui entretient des affinités étroites avec le féminisme carcéral. Sara R. Farris a forgé ce concept pour décrire « les tentatives des partis européens de droite (entre autres) d'intégrer les idéaux féministes dans des campagnes anti-immigrés et anti-Islam[6] » afin de soutenir une rhétorique nationaliste. Si ce concept a été créé pour désigner précisément la politique observée par Farris en France, en Italie et aux Pays-Bas,

5. Voir bell hooks, *Ne suis-je pas une femme? op. cit.*, Cambourakis, 2015, p. 242-243.

6. Cité par Kaoutar Harchi dans « Marlène Schiappa, le fémonationalisme et nous », *Ballast*, 6 août 2020, disponible sur revue-ballast.fr. Voir Sara R. Farris, *In the Name of Women's Rights. The Rise of Femonationalism*, Durham, Duke. University Press, 2017.

ses ressorts sont décelables dans bien d'autres politiques impérialistes, comme celles menées par les États-Unis en dehors de leurs frontières. George W. Bush déclarait ainsi en janvier 2002, lors de son discours sur l'état de l'Union : « Le drapeau américain flotte au-dessus de notre ambassade à Kaboul. […] Et, aujourd'hui les femmes de l'Afghanistan sont libres[7] ». La rhétorique de l'émancipation des femmes a toujours été un des ressorts de légitimation de l'œuvre colonisatrice, qu'elle soit française ou étasunienne.

« Vous êtes sûre que vous ne l'avez pas un peu provoqué ? »

Pourtant en France et aux États-Unis, des luttes féministes contre les violences genrées, et plus particulièrement contre le viol, ont formulé une critique rigoureuse du système pénal, se démarquant des options du féminisme carcéral.

La période identifiée comme la deuxième vague du féminisme, à partir de la fin des années soixante dans les pays occidentaux, voit émerger une réflexion quant aux moyens de faire cesser les violences sexuelles, et une critique du prisme judiciaire sur cette question. Dans les années soixante-dix, les féministes s'engagent dans un mouvement contre le viol de chaque côté de l'Atlantique[8]. En France, le débat est à cette époque nourri, au sein même des mouvements féministes sur l'intérêt de la reconnaissance juridique de la gravité du viol. Si faire du viol un crime – et non plus un délit – passible de la Cour d'Assises a indéniablement brisé le silence social et juridique sur les violences sexuelles, les militantes féministes d'alors sont extrêmement critiques sur le fonctionnement de la justice et estiment que la construction de la figure du violeur permet d'éclipser l'ampleur du problème social qu'est le viol. Elles ne voient par ailleurs pas

7. Christine Delphy, « Une guerre pour les femmes ? », *Le Monde diplomatique*, mars 2002.

8. Voir Pauline Delage, « Après l'année zéro. Histoire croisée de la lutte contre le viol en France et aux États-Unis », *Critique Internationale*, n° 70, 2016.

dans l'enfermement une solution[9]. Souvent, elles sont impliquées dans des mouvements politiques qui critiquent la société carcérale, et subissent elles-mêmes la répression judiciaire comme de nombreux groupes politiques. Aux États-Unis, les Santa Cruz Women Against Rape, soutiennent en 1977 la nécessité d'une approche révolutionnaire des violences sexuelles : « La plupart des femmes subissent des violences à des degrés divers dans leur vie quotidienne – de la part d'amis et d'amants ainsi que d'inconnus. La réponse à cette situation n'est pas de poursuivre toutes les affaires (ce qui est impossible, peu pratique et inutile), mais de travailler à la création de nouvelles alternatives pour les femmes dans leur vie. Cela implique de changer les institutions et la culture qui favorisent le sexisme, le racisme et la violence[10]. »

Depuis, de nombreuses féministes ont montré que la justice n'était pas neutre. L'accès à la protection des services de police n'est d'abord pas égal pour toutes et tous[11] : les femmes racisées, migrantes, homosexuelles, ou personnes queers subissent discriminations et violences de la part des forces de l'ordre. Les raids policiers à l'origine des émeutes queers de Stonewall en 1969 ont durablement marqué l'histoire des rapports entre police et communautés trans et homosexuelles. Pour un bon nombre de personnes, appeler la police ne signifie pas se mettre en sécurité. Au quotidien, le virilisme policier fait de nombreuses victimes, à la fois en service et hors service. En France, le viol de Theo Luhaka lors d'une interpellation en février 2017 en est une illustration manifeste, de même que les attouchements sexuels subis par dix-huit adolescents et jeunes adultes dans le XII[e] arrondissement de Paris en 2015, lors de contrôles de police à répétition. En dehors de

9. Voir Jean Bérard, « Dénoncer et (ne pas) punir les violences sexuelles ? Luttes féministes et critiques de la répression en France de mai 68 au début des années 1980 », *Politix*, n° 107, 2014.

10. Robin McDuff, Deanne Pernell & Karen Saunders, Santa Cruz Women Against Rape, « Open Letter to The Anti-Rape Movement », *off our backs*, vol. 7, n° 5, 1977.

11. Gwenola Ricordeau, *op.cit.,* parle ainsi du « recours au pénal comme privilège », p. 183.

leur service, les policiers sont responsables chaque année de plusieurs féminicides[12], et des viols commis sur des personnes travailleuses du sexe sont régulièrement dénoncés[13]. Les services de police peuvent participer à la culpabilisation de la personne qui a subi une agression ou un viol. Le Tumblr français « Paye ta police ! » regorge d'exemples de remarques du type « Vous êtes sûre que vous ne l'avez pas un peu provoqué ? Un peu chauffé ? » ou « Bah la prochaine fois vous boirez peut-être moins[14] ! » formulées par des policiers lors de tentatives de dépôt de plainte. Une immense majorité d'agressions sexuelles et d'incestes sont structurellement ignorés par le système judiciaire. Compte tenu de la violence redoublée que peut constituer le fait d'aller porter plainte et de devoir se glisser dans les vêtements de la « victime idéale », nombreuses sont les personnes qui en réalité préfèrent ne pas se tourner vers l'institution judiciaire. Barbara Hudson fait cette description de la « victime idéale », en reprenant une expression de l'abolitionniste Nils Christie : « se présenter le plus possible comme la vierge ou la femme mariée respectable, soit sans activité sexuelle, soit seulement avec un partenaire (de préférence marital). Elle doit être habillée, de manière non provocante, être sobre, chez elle ou dans une rue bien éclairée, de préférence en plein jour ; elle ne doit jamais s'être associée intimement avec le violeur auparavant ; elle doit avoir refusé des relations sexuelles haut et fort, et il est utile d'avoir été blessée physiquement en résistant[15] ». Aux États-Unis, la disposition de la loi VAWA de 1994 sur le *Mandatory Arrest* n'a pas manqué de produire une augmentation des arrestations de femmes (particulièrement pauvres

12. Le terme de « féminicide » a été forgé pour rendre compte des meurtres de femmes parce qu'elles sont femmes. En France, une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son compagnon ou ex-compagnon. Ce taux est relativement stable ces dernières années.

13. Voir l'article de Désarmons-les sur la culture du viol dans la police, disponible sur désarmons.net.

14. Voir payetapolice.tumblr.com/.

15. Barbara Hudson, « Restorative Justice and Gendered Violence », *The British Journal of Criminology*, 2002.

et non-blanches[16]), selon que les équipages sur place estiment que la femme a provoqué la dispute, qu'elle s'occupe mal des enfants, ou qu'elle n'a pas la nationalité étasunienne. Mimi Kim rappelle, dans un article publié en 2018, que les femmes afro-américaines ont deux fois plus de risques que les femmes blanches d'aller en prison[17]. Les mobilisations #SayHerName ont permis de mettre en lumière les meurtres et les violences policières qui touchent les femmes noires et les minorités de genre, fréquemment invisibilisés.

Au-delà de la violence exercée par les différents maillons du système pénal se pose la question des effets de la judiciarisation des violences sexuelles. Le dépôt de plainte, en tant que menace ou poursuite effective, peut s'avérer utile dans un rapport de forces, et certaines personnes témoignent du sentiment positif de reconnaissance qu'elles peuvent trouver au cours d'une procédure judiciaire. Ce sentiment paraît pourtant presque accidentel tant le système n'est pas tourné vers l'écoute des besoins des personnes ayant subi un tort. Une fois les faits relatés dans un dépôt de plainte, ils seront qualifiés selon des termes judiciaires sans que la « victime » ne puisse rien y redire. Nils Christie considère dans son article « Conflicts as property[18] » que les institutions policière et judiciaire dépossèdent les personnes dans le traitement et le règlement des torts qu'elles ont subis ou commis. La qualification pénale du viol diffère d'ailleurs très nettement de la définition que peuvent en faire des groupes politiques féministes : tandis que la première est tournée vers l'acte de pénétration, des groupes comme Chrysalis conçoivent le viol comme une

16. Melanie Brazzell cite l'exemple, dans « Was macht uns wirklich sicher? », disponible sur le site akweb.de, d'une femme coréano-américaine, interpellée par la police et éloignée de son domicile après avoir appelé celle-ci pour se protéger de son mari violent, un avocat reconnu dans la communauté.

17. Mimi E. Kim « From carceral feminism to transformative justice : Women-of-color feminism and alternatives to incarceration », *Journal of Ethnic & Cultural Diversity in SocialWork*, n°27, 2018, pp. 219-233.

18. Nils Christie, « Conflicts as property », *The British Journal of Criminology*, vol. 17, 1977.

atteinte bien plus large[19]. Ruth Morris, quaker abolitionniste canadienne, liste cinq besoins fréquemment éprouvés par les victimes : obtenir des réponses à leurs questions, parfois très triviales, sur les faits ; voir leur préjudice être reconnu ; être en sécurité ; obtenir réparation et pouvoir donner un sens à ce qu'elles ont subi[20]. Or le système judiciaire est incapable de répondre à ces besoins : la nécessité de se défendre pour l'accusé ne laisse pas la place à des réponses sincères, une grande partie du processus judiciaire fait peser sur la victime le soupçon d'une responsabilité dans le tort subi et une décision judiciaire n'offre que peu de sécurité physique et émotionnelle. Même si l'accusé·e est envoyé·e en prison, que se passera-t-il à sa sortie ? Les dédommagements sont fixés de manière tantôt irréaliste car impossibles à payer, et tantôt ridicule au regard du préjudice subi. Enfin, les procédures judiciaires normalisées, où la victime se retrouve à la marge, voire culpabilisée, ne l'aident pas vraiment à donner un sens à ce qui lui arrive. Du côté des auteurs de violence, difficile de croire que l'incarcération apporte une transformation des comportements, ou une prise de conscience. C'est une autre facette du « vol du conflit » perçu par Christie : lorsque la justice se saisit d'un préjudice, aucun apprentissage individuel ou collectif d'une situation n'est possible. Ni pour l'auteur ou l'autrice de violences, ni pour l'environnement social proche.

« Et alors, vous faites quoi pour les violeurs d'enfants ? »

Face aux impasses du système pénal, une partie du mouvement féministe et queer américain qui s'inscrit dans une perspective abolitionniste a contribué à diffuser des pratiques relevant de la justice transformatrice.

Historiquement, le concept de justice réparatrice semble avoir précédé celui de justice transformatrice dans les débats

19. Voir dans cette partie le texte « À la fois beau, difficile et puissant » du collectif Chrysalis.

20. Ruth Morris, « Two Kinds of Victims : Meeting Their Needs », dans *Journal of Prisoners on Prisons*, vol. 9, n° 2, 1998.

abolitionnistes en Amérique du Nord. Il désigne une démarche collective, à l'échelle d'une communauté, qui vise à la restauration des liens sociaux et à la guérison de la personne qui a subi un tort. Ces pratiques ont vu le jour à différents endroits : en Amérique du Nord dans des communautés autochtones[21] mais aussi en Nouvelle-Zélande et dans certaines communautés aborigènes en Australie. Mimi E. Kim les décrit ainsi : « Les processus de justice réparatrice offrent un forum collectif qui élève la voix de la victime ou de la survivante, reconnaît l'impact de la violence sur les membres de la communauté et permet à l'auteur du préjudice de mieux comprendre les différents niveaux d'impact[22] ». Les politiques pénales canadiennes se sont inspirées de ces tentatives et ont intégré peu à peu des traitements judiciaires similaires, basés sur la conciliation, avec validation d'une autorité judiciaire[23]. La dépendance de ces processus à l'égard du droit ou leur inclusion dans le système pénal au Canada ont conduit certaines militantes à développer davantage le concept de justice transformatrice.

C'est particulièrement Ruth Morris qui le diffuse. La justice transformatrice se situe résolument en dehors de l'État et du système pénal et va plus loin que la réparation. Si les interventions de justice transformatrice peuvent prendre différentes formes, elles partagent généralement les caractéristiques suivantes : premièrement, le soutien à la personne qui a subi une agression ou un tort, sa mise en sécurité et son accompagnement vers une forme de guérison ; deuxièmement, l'accompagnement de l'auteur du tort à le reconnaître et à en assumer

21. Le documentaire *Hollow Water*, sorti en 2001, rend compte d'un processus collectif pour faire face à une vague d'incestes et de violences. Les membres de la communauté amènent les auteurs de violence à reconnaître les faits, préservent les enfants en prenant soin d'eux dans des sphères séparées, et prennent conscience collectivement de l'ampleur du problème.

22. Voir Mimi E. Kim, *op.cit.*

23. En France, le code de procédure pénale intègre par exemple depuis 2014 une sous-section sur la justice restaurative et précise ainsi, à l'article 10-1, qu' « [à] l'occasion de toute procédure pénale et à tous les stades de la procédure, y compris lors de l'exécution de la peine, la victime et l'auteur d'une infraction, sous réserve que les faits aient été reconnus, peuvent se voir proposer une mesure de justice restaurative ».

les conséquences et troisièmement l'implication et la transformation de la communauté. Le terme d'*accountability* est fréquemment utilisé dans ce cadre : il désigne non seulement la capacité de quelqu'un à reconnaître le tort qu'il a commis, à en assumer les conséquences ; mais il désigne aussi, pour la communauté (*community accountability*), la reconnaissance d'une forme de responsabilité dans la perpétration du tort. La communauté est alors autant à réparer qu'à interroger : quelles conditions ont pu permettre que telles ou telles violences surviennent ? Comment les prévenir à l'avenir ? La justice transformatrice vise donc les conditions d'apparition de la violence, en s'attaquant directement aux normes et aux structures qui sous-tendent les violences systémiques, comme la culture du viol et les rapports de genre, le racisme et la pauvreté, en tenant compte du rôle de l'État dans leur reproduction. Les pratiques de justice transformatrice ne sont pas propres aux féministes. Cependant, aux États-Unis, ce sont particulièrement des organisations à la croisée du féminisme et de la lutte pour l'abolition du système pénal qui ont contribué à expérimenter et diffuser ces pratiques.

Des structures nationales d'envergure ont largement participé à porter le débat politique et à mettre en lumière le lien entre les violences interpersonnelles et les violences étatiques. Elles ont ainsi pointé du doigt la façon dont les politiques néolibérales précarisent les femmes et les minorités de genre, et les rendent ainsi plus vulnérables à la violence. Dans une même analyse, elles montrent comment le racisme d'État et les politiques d'immigration tendent à faire de certaines vies des vies qui ne comptent pas. C'est le cas par exemple d'INCITE! Women of Color Against Violence, créée en 2000 à la suite de la conférence historique « Sur la couleur de la violence » tenue à Santa Cruz en Californie, qui réunit mille deux cents femmes de couleur. Sur la base d'une critique des formes institutionnelles de lutte contre la violence, ces féministes ont renommé les violences que subissaient les femmes. La lutte contre la violence ne devait plus se cantonner aux violences

interpersonnelles (depuis une position politique soi-disant neutre) mais s'étendre au contrôle médical et reproductif, à la criminalisation, à la pauvreté, à la colonisation, à l'impérialisme et à la guerre. Ce collectif a ainsi démontré comment les politiques étasunienne font des corps minorisés des cibles potentielles de violences en tout genre, qu'elles soient sexuelles, sociales, administratives ou psychologiques. En 2001, INCITE! et Critical Resistance se sont formellement associées dans une déclaration commune[24] dans le but de créer un pont entre les mouvements contre la violence faite aux femmes et les luttes pour l'abolition du Complexe Industrialo-Carcéral. Cette déclaration incite à développer des stratégies qui visent à la fois l'État et les violences interpersonnelles, tout particulièrement celles qui visent les femmes, et à trouver des réponses aux violences genrées qui ne reposent pas sur le système pénal.

D'autres organisations d'ampleur ont plutôt travaillé à produire et diffuser des outils dans le but d'accompagner la mise en pratique de solutions alternatives. Fondée en 2004, Creative Interventions[25] (CI) valorise les ressources et les compétences dont les gens ordinaires peuvent faire preuve ensemble, en diffusant les récits de telles expériences. CI a également produit un guide qui propose un modèle pour des interventions communautaires contre différentes formes de violence. Bientôt traduit en français, ce guide de près de six cents pages publié en 2012 est issu d'une élaboration avec plus de cent personnes, tirant des leçons de leurs interventions dans vingt-trois situations de violence. Cette brochure détaille les étapes initiales d'une intervention, et aborde des points comme la sollicitation d'allié·es, la formalisation de différents rôles, la définition d'objectifs clairs, l'élaboration d'outils pour faciliter

24. « Statement on Gender Violence and the Prison Industrial Complex » dans Abolition Now! Ten Years of Strategy and Struggle Against the Prison Industrial Complex, CR-10 Publication Collective (Ed.), New York, AK Press, 2001.

25. Voir le très bon article « Moving Beyond Critique : Creative Interventions and Reconstructions of Community Accountability » dans *Social Justice*, janvier 2011, où Mimi Kim détaille de façon approfondie les enjeux des expériences collectives de justice transformatrice et les obstacles auxquels elles peuvent se confronter.

les prises de décision collectives. Il se veut utile à la fois pour des réponses rapides en situation de crise, ou des processus de transformation à plus long terme. generationFIVE est une autre organisation nationale qui tire son nom de l'ambitieuse mission qu'elle s'est fixée : mettre fin aux violences et aux abus sexuels et incestes sur les enfants en cinq générations. Elle diffuse elle aussi un guide pour aider à parler des abus sexuels commis sur les enfants, à prendre en main les techniques proposées par la justice transformatrice et à trouver les groupes ou les lignes d'écoute appropriées pour trouver du soutien. generationFIVE a beaucoup participé au développement du concept de justice transformatrice, notamment grâce à la brochure parue en 2007 « Toward Transformative Justice[26]. »
Enfin, des collectifs locaux ont assumé la mise en œuvre de processus de justice transformatrice autour des violences sexuelles, animés par cette idée « […] qu'il y a davantage de possibilités de transformation dans nos communautés que dans l'État[27] ». Mariame Kaba présente ainsi le travail du BATJC à Oakland : « J'adore ce que Mia Mingus fait depuis des années au Bay Area Transformative Justice Collective, qui travaille à la création de solutions communautaires pour lutter contre les abus sexuels et la violence à l'encontre d'enfants. Ils et elles savent que ça finit par être un point d'appui pour les personnes qui veulent discréditer l'abolition (par exemple : « Et alors, vous faites quoi pour les violeurs d'enfants ? ») . Ils et elles s'engagent très intentionnellement dans cette voie et accomplissent un travail considérable dans leurs communautés pour renforcer la résilience et la sécurité des enfants et de leurs familles[28] ». Le collectif Philly Stands Up est pour sa part né dans la scène punk anarchiste de Philadelphie en 2004 pour faire face à la problématique des

26. Disponible sur leur site : generationfive.org.

27. Mia Mingus, « Transformative justice, a brief description », disponible sur le site transformharm.org.

28. « Community Matters. Collectivity Matters », interview de Mariame Kaba par Damon Williams et Daniel Kisslinger, dans *We Do This 'Til We Free Us : Abolitionist Organizing and Transforming Justice*, Haymarket Books, Chicago, mars 2021, p. 168. Voir leur site batjc.wordpress.com.

agressions sexuelles. Il a mis en place plusieurs processus de justice transformatrice sur le long cours, en impliquant des auteurs de violence. Les membres du collectif élaborent à la fois une critique des systèmes d'oppression tout en proposant des ateliers et un support pour progresser vers la responsabilité communautaire[29].

29. Un de leurs textes traduit est disponible sur le site abolirlapolice.org.

Introduction à la *Lettre au mouvement contre le viol*

La politique contre la professionnalisation

Mariame Kaba signe en 2020 l'introduction de la réédition d'un texte publié en 1977 par les Santa Cruz Women Against Rape, intitulé « Lettre ouverte au mouvement contre le viol ». Cette missive, parue initialement dans Off our backs, *nourrit le débat politique de l'époque en s'élevant contre la tendance croissante à faire confiance à la justice et à la police pour traiter les violences domestiques et sexuelles. Ces féministes soutiennent que le viol ne trouvera pas de réponse appropriée par la criminalisation mais par une transformation radicale de la société, et s'opposent ainsi frontalement au « féminisme carcéral ».*

Le texte de Mariame Kaba rend vivants les débats politiques des années soixante-dix, dans un contexte révolutionnaire où l'horizon politique semblait plus ouvert. Mais il est aussi l'aveu d'une défaite, puisque le féminisme carcéral a – pour l'instant – gagné la partie : le débat médiatique sur les violences sexuelles est systématiquement structuré par les questions d'aggravation des peines, d'allongement du délai de prescription et de création de nouvelles infractions. Ce texte pointe les dangers toujours existants d'une institutionnalisation des réponses féministes aux violences sexuelles. Il met en garde sur la façon dont le recours aux

subventions de l'État neutralise le discours politique, et sur la façon dont la professionnalisation du « prendre soin » écarte l'horizon de la guérison par la lutte collective.

J'ai commencé à prendre part à la lutte contre le viol en 1989, lorsque j'étais à l'université. J'avais déjà voulu faire du bénévolat dans un centre de soutien pendant mes études secondaires, mais je m'étais fait refouler (c'est une autre histoire). J'ai continué à faire du bénévolat après l'université, puis j'ai travaillé dans des centres d'aide aux victimes de viol ainsi que dans des organisations de lutte contre la violence intrafamiliale[30]. À cette époque (la fin des années quatre-vingt), le mouvement contre les violences faites aux femmes et aux filles (aujourd'hui plus largement appelé mouvement contre les violences sexistes) était déjà en passe de devenir un domaine de professionnalisation. Or cette professionnalisation a affaibli les formes de soutien entre pairs dans lesquels des survivantes/victimes venaient en aide à d'autres survivantes en s'impliquant dans des groupes d'écoute et de conseil. Elle a contraint certain·es à se définir comme « expert·es » et a découragé les membres de la communauté de prendre des initiatives. Elle a exclu les survivantes de son terrain au motif qu'elles étaient toujours « en détresse » et ne devaient donc pas être des leaders, elle a rendu obsolètes les chemins de guérison basés sur l'organisation communautaire.

Il est important de se souvenir que le mouvement contre le viol du début des années soixante-dix est né du féminisme radical, qui se méfiait d'une dépendance trop lourde à l'État pour répondre à ses préoccupations. Les premiers centres populaires d'aide aux victimes de viol fonctionnaient explicitement hors du paradigme du travail social et se concentraient sur l'entraide. Ils ne s'appuyaient pas particulièrement sur les forces de l'ordre et les tribunaux. En effet, certain·es craignaient que

30. NdT : Nous avons préféré l'utilisation de « violences familiales » ou « intrafamiliale » à l'expression « violences conjugales » car cette dernière ne recouvre que les violences liées au couple.

le mouvement ne devienne redevable aux intérêts de l'État s'il acceptait son argent.

Quand je suis arrivée sur ce terrain, nous étions déjà bien loin des origines de ce mouvement moderne des années soixante-dix et nous avons continué à nous égarer. Aujourd'hui, le champ de la lutte contre la violence regorge de thérapeutes, de travailleur·euses social·aux et d'avocat·es bien intentionné·es qui y sont arrivé·es suite à une orientation professionnelle dans le secteur social. Andrea Smith, universitaire féministe et militante, nous donne des éléments de contexte :

> *La bureaucratisation du mouvement contre les violences sexistes a coïncidé avec un afflux de fonds fédéraux et étatiques dans les programmes contre les violences, en particulier depuis la promulgation du* Violence Against Women Act[31]. *Les groupes militants ont alors commencé à changer d'objectif : ils ont arrêté de s'organiser contre les violences pour apporter des services de soutien. Parce que les fonds fédéraux imposent souvent des restrictions au type de travail effectué par ces groupes, ce qu'ils font est devenu favorable à l'État (lorsqu'ils appellent à criminaliser davantage les violences sexuelles et domestiques) plutôt qu'en opposition à celui-ci (lorsqu'ils promeuvent la prévention de la violence ou les alternatives à l'incarcération).*

J'entre maintenant dans ma trente et unième année de travail dans ce domaine (en tant que militante, partisane, organisatrice ou travailleuse) et je me considère comme une exilée des associations financées de la lutte contre le viol et les violences domestiques. Depuis ma position d'exil, je m'engage et

31. NdT : Votée en 1994 aux États-Unis, le *Violence Against Women Act*, ou loi contre les violences faites aux femmes, a permis une coordination des différents acteurs sociaux et judiciaires dans la pénalisation des violences faites aux femmes.

je revendique que les réponses aux préjudices ne dépendent pas d'un État punitif, et que celui-ci ne soit pas l'unique recours pour rendre une prétendue « justice ».

En cela, je m'inscris dans la ligne des féministes anti-carcérales qui ont récusé l'idée que le maintien de l'ordre et les prisons allaient résoudre les violences interpersonnelles.

Dès le début, les mouvements contre le viol et les violences familiales étaient en proie à des tensions internes entre celles qui craignaient que les mouvements soient récupérés par l'État et celles qui croyaient profondément que l'État devait répondre aux sanctions pénales exigées.

En 1977, les féministes de Santa Cruz Women Against Rape (« Les femmes de Santa Cruz contre le viol ») ont écrit une lettre ouverte publiée dans *off our backs*[32] et l'ont diffusée aux militant·es de tout le pays. Elle commençait par ces mots :

> *Ceci est une lettre ouverte au mouvement contre le viol. Nous, les membres de Santa Cruz Women Against Rape, écrivons cette lettre parce que nous nous inquiétons de la direction que prend le mouvement. Nous avons de nombreuses préoccupations et certaines seront énoncées dans cette lettre, mais nous souhaitons avant tout questionner la relation qu'entretient le mouvement contre le viol avec le système de justice pénale. Si nous nous intéressons à cette question, c'est principalement parce que nous sommes un groupe de « femmes contre le viol ». Notre groupe politique se concentre sur le problème du viol et des violences contre les femmes, c'est-à-dire que nous avons pour objectif à long terme la transformation radicale de la base même de*

32. NdT : *off our backs* (« Bas les pattes ») était un magazine féministe radical étasunien publié entre 1970 et 2008.

notre société. Nous ne croyons pas que le viol puisse prendre fin dans l'actuelle structure capitaliste, raciste et sexiste de notre société. La lutte contre le viol doit être menée de front avec le combat contre toutes les autres formes d'oppression.

Quand le mouvement contre le viol a commencé à s'organiser il y a environ cinq ans, la plupart des groupes étaient des collectifs de féministes rassemblés en raison de leur colère face à la façon dont la police et les tribunaux traitaient les victimes de viol. Ces groupes (dont le nôtre) étaient avant tout politiques. Nous critiquions la police, les tribunaux et les hôpitaux ; les institutions qui s'occupaient habituellement des victimes de viol. Le traitement horrible que ces institutions réservaient aux femmes est devenu un sujet médiatique, en grande partie grâce aux efforts du mouvement des femmes contre le viol. Dans un effet boule de neige, de nombreux autres groupes contre le viol se sont formés. Beaucoup d'entre eux, cependant, ne se considéraient pas comme politiques, ni même féministes. Ils se présentaient comme des groupes de soutien, destinés à « aider les victimes de viol ». Ils estimaient que le système pénal et le mouvement contre le viol avaient une cause commune, « vider la rue des violeurs ». C'est pourquoi ces groupes avaient tendance à encourager, voire à persuader les femmes de signaler les viols à la police.

Les groupes les plus expressément politiques étaient frustrés, tant par l'inefficacité et l'inertie du système pénal que par l'augmentation du nombre de viols. Si certaines restaient en

théorie critiques du système pénal, la plupart estimaient qu'il était important de travailler à construire ou à améliorer leurs relations avec la police ou avec les organismes judiciaires. Elles espéraient que cela conduise à une augmentation du nombre de violeurs poursuivis et condamnés. Ces organisations, parce qu'elles essayaient de garder de bonnes relations avec la justice, ont mis de côté les critiques de ces institutions ou ont choisi de les traiter par la voie policière plutôt que par des moyens de persuasion extérieurs (comme les médias ou les manifestations, par exemple). Cette propension à travailler avec le système pénal est renforcée par le fait que de nombreux groupes sont soutenus par des financements publics. De ce fait, les groupes contre le viol sont inévitablement incités – quand il ne s'agit pas d'une obligation contractuelle pure et simple – à persuader les femmes de signaler les viols à la police.

Malgré ces préoccupations, les féministes carcérales ont gagné la partie. Le terrain de la lutte contre le viol et contre les violences familiales s'est taillé un franc succès dans l'adoption de loi et la création de nouvelles catégories de « crimes ». L'accent mis sur l'amélioration de la réactivité de la police face à ces cas de violence a conduit à une relation symbiotique entre les militantes et les forces de l'ordre, une relation qui, en réalité, met en danger et criminalise certaines survivantes. En outre, la professionnalisation délégitimise et réduit au silence celles et ceux qui, sur le terrain, refusent que la réponse principale pour mettre fin à la violence sexiste réside dans des stratégies carcérales.

La collaboration des groupes militants avec la police a mis en danger la sécurité de nombreuses survivantes. Un grand

nombre d'entre elles me disent régulièrement qu'elles NE VEULENT PAS que la police ou les tribunaux se mêlent de leurs vies. Elles veulent tout simplement que la violence cesse. Ça n'a rien d'exceptionnel. Moins de la moitié des personnes victimes d'un crime appellent la police. La plupart des gens préfèrent ne rien faire plutôt que de faire appel au système judiciaire actuel. C'est une véritable condamnation de ce système.

La vérité, c'est que la plupart des victimes d'agressions sexuelles ne se tournent d'abord pas vers le système judiciaire pénal et que la plupart des violeurs n'iront pas en prison. Sur 1 000 agressions sexuelles, 230 sont signalées aux forces de l'ordre. 46 conduisent à une arrestation, 9 sont transmises aux procureurs, 5 conduisent à une condamnation pour crime et moins de 5 conduiront à une incarcération[33]. Si l'objectif est de mettre fin au viol grâce à des procédures légales et judiciaires, alors je dirais que d'après les chiffres, cette stratégie a déjà raté.

J'ai lu pour la première fois la lettre ouverte des Santa Cruz Women Against Rape au milieu des années quatre-vingt-dix. Ce fut un remède. Je commençais déjà à perdre mon engouement pour les associations financées contre les violences sexistes. Les survivantes avec lesquelles je travaillais rejetaient systématiquement ce que nous proposions, principalement des solutions juridiques. Cette lettre m'a ouvert une autre dimension : j'ai beaucoup plus appris sur l'histoire réelle de l'organisation contre le viol et les violences domestiques. J'ai appris qu'à chaque moment de l'histoire, les idées étaient discutées, controversées. Un camp a gagné et d'autres ont perdu. L'histoire ne s'est pas déroulée comme une série de vagues, mais plutôt comme une succession de luttes et de combats.

33. Statistiques complètes disponibles sur rainn.org/statistics/criminal-justice-system.

Militante infatigable, Mariame Kaba est à l'origine de Survived and Punished, une coalition nationale d'organisations qui soutient les personnes victimes de violences sexuelles ou conjugales arrêtées, condamnées et emprisonnées pour s'être défendues. Le soutien public à ces survivantes est un des axes importants du féminisme anti-carcéral aux États-Unis, qui appuie l'importance de l'autodéfense. Mariame Kaba a ainsi participé à fonder la Chicago Alliance to free Marrissa Alexander, créée pour soutenir cette femme africaine-américaine qui avait tiré un coup de fusil en l'air en 2010 pour faire face aux violences conjugales et aux menaces de mort de son mari. Condamnée à vingt ans de prison, Marrissa Alexander a fini par être libérée en 2015. Gwenola Ricordeau, dans Pour elles toutes*, relate également la mobilisation pour la libération de CeCe McDonald, cette jeune femme trans africaine-américaine qui s'est défendue à l'aide d'un couteau face à une agression. L'homme qui l'a agressé est décédé à la suite de ses blessures et elle a été condamnée à vingt ans de prison. Grâce à la mobilisation qui a soulevé les enjeux racistes et transphobes de son agression, CeCe McDonald a vu sa peine réduite à quarante et un mois de prison*[34]*. En France, l'équivalent serait la mobilisation pour la libération de Jacqueline Sauvage, qui a abattu son mari de plusieurs coups de fusil en 2012 après des années de violences et d'abus sexuels sur elle et ses filles. Initialement condamnée à dix ans de prison, elle sera finalement graciée en 2016.*

Aujourd'hui, en raison de l'épisode #MeToo, il y a un regain d'intérêt pour les questions liées aux violences sexuelles. Je m'en réjouis. Il est toutefois important de tirer les leçons du

34. Gwenola Ricordeau, *Pour elles toutes*, Lux, 2019, p. 81.

passé et d'éviter de faire les mêmes erreurs. Nous ne mettrons pas fin au viol par la criminalisation. Les femmes de Santa Cruz Women Against Rape nous ont mis en garde en 1977. J'ai voulu sortir ce fanzine pour faire connaître la lettre ouverte à une nouvelle génération de militantes, de coordinatrices et de travailleuses qui ne l'avaient peut-être jamais lu. J'invite toutes celles et tous ceux qui tombent sur cette publication à lire la lettre et à en discuter avec vos communautés. Qu'est-ce qui résonne en vous dans cette lettre ? Qu'est-ce qui vous surprend ? Qu'est-ce qui est encore pertinent aujourd'hui ? Qu'est-ce qui vous semble dépassé ? Si vous deviez écrire une lettre ouverte au mouvement contre le viol aujourd'hui, que diriez-vous ?

Si je devais moi-même écrire une lettre au mouvement contre le viol en 2020, elle soulignerait que les prisons et les services de police commettent délibérément des viols et des sévices. Leur fonctionnement reflète les violences sexuelles et domestiques de la société. C'est une caractéristique, pas un bug. La prison surtout, comme le soutient le militant et professeur de droit Dean Spade, est un « violeur en série ». Lorsque nous condamnons des personnes à la prison, nous les condamnons essentiellement à un viol judiciaire. Intrinsèquement, la criminalisation est une violence sexuelle, elle n'en est pas simplement co-constitutive. C'est LA mise en œuvre par l'État de la violence sexiste. Si vous ne me croyez pas, pensez aux fouilles à nu (qui ont lieu dans les espaces carcéraux). Les prisonnièr·es y sont bien sûr soumis·es, mais les personnes qui leur rendent visite le sont aussi. Les fouilles au corps font partie intégrante du travail de la police en cas de contrôle routier. Les sévices sexuels pendant la palpation sont courants lors de ces interpellations. De plus, parce qu'elles imposent strictement la binarité du genre, les prisons isolent, punissent et ciblent celles et ceux qui ne se conforment pas aux normes existantes d'expression du genre. Pour résumer, les prisons et les établissements pénitentiaires font systématiquement usage de la violence genrée et ils l'entretiennent. La criminalisation reproduit et maintient la violence sexiste.

La prison n'est pas féministe. L'oppression et la domination sont les principales caractéristiques du complexe industrialo-carcéral. La théoricienne féministe Charlotte Bunch suggère que le féminisme « est une perspective politique qui vise des changements structurels : mettre fin à la domination et résister à l'oppression ». Selon cette définition, les prisons ne peuvent pas être féministes. Si, comme le suggère Angela Davis, « la prison est un élément clé du dispositif de coercition de l'État, sa fonction primordiale est d'assurer le contrôle social », alors comment un féminisme qui cherche à mettre fin à la domination et à résister à l'oppression peut-il adopter la prison comme stratégie de base pour éradiquer la violence ?

Nous ne pouvons pas concentrer la lutte contre la vulnérabilité et la violence sur la criminalisation parce qu'elle est toujours racialisée, genrée, et hétéronormée. Une des questions clé en 2020 doit être : « Comment créer de la sécurité hors des logiques carcérales ? » C'est là que notre attention et nos collectifs doivent se concentrer.
Lancez-vous également dans l'écriture de votre propre lettre ouverte au mouvement contre le viol. Nous avons besoin de plus de manifestes.

[…]

En toute solidarité,

Mariame Kaba

« À LA FOIS BEAU, DIFFICILE ET PUISSANT »

Récit d'un processus de justice transformatrice

The Chrysalis Collective • « Beautiful, Difficult, Powerful : ending sexual assault through transformative justice » • *The Revolution Starts at Home : Confronting Intimate Violence. Within Activist Communities* • édité par AK Press • 2011

Le collectif Chrysalis[35] *développe, dans une perspective féministe, des processus de justice transformatrice pour faire face aux violences sexistes et sexuelles. Il s'est initialement créé pour répondre à un viol en milieu militant : le texte proposé constitue un retour d'expérience de cette première prise en charge collective.*

Après les révélations de Diane, la personne aggressée, les membres de ce collectif – qui ne bénéficiaient d'aucune formation spécifique sur le sujet – ont été réuni·es par la certitude que quelque chose pouvait et devait être fait. Dans ce récit, les gens autour – la communauté – s'estiment eux aussi affectés par l'abus sexuel qu'a commis Tom sur Diane. Ce geste vient abîmer un tissu de relations, et c'est depuis ces liens qu'une réponse collective va être apportée de façon à la soutenir. Ce processus collectif est également censé transformer cette même communauté, en remettant en cause le type de rapports collectifs qui y est encouragé (comme la culture du viol). Lutter contre les violences sexuelles devient alors très concret : il s'agit de partir de ce qui nous touche et d'essayer de reprendre prise sur la situation. Autrement dit, la révolution commence à la maison, comme le proclame le titre du livre dont est extrait ce texte.

35. Le terme même de « Chrysalis » (chrysalide en français) rend compte de la transformation.

Ce texte est précieux car il donne à voir la mise en place d'un processus de justice transformatrice de façon incarnée et avec toutes les questions que cela soulève : que faire pour faciliter la reconnaissance des faits par la personne qui les a commis ? Quels rapports de force, de confiance, de contrainte doivent être mis en place ? Comment accompagner les personnes qui ont subi des violences sexuelles dans la définition et la satisfaction de leurs besoins ? Comment faire pour que cette préoccupation soit réellement collective et ne retombe pas en permanence sur les féministes[36]*? Quels peuvent être les objectifs d'un groupe de responsabilisation formé autour d'une personne qui a commis une agression ? Comment ne pas laisser un processus s'étioler au fil du temps, des emplois du temps surchargés des un·es et des autres, et de la difficulté émotionnelle à s'y coller ? Quand une tentative collective échoue, quelles autres options pourraient être envisagées ? Et au fait, par quoi on commence ? Il y aurait un travail conséquent de retours sur ces expériences, y compris infructueuses, à réaliser pour affiner nos capacités à faire face à ce genre de situations et en sortir victorieuses. Essayer, rater, essayer encore, rater mieux.*

Le collectif Chrysalis s'est formé lorsqu'une amie et membre de notre communauté fut violée par une connaissance, un autre militant[37]. Diane est une femme de couleur, impliquée dans plusieurs projets d'organisation locaux. Par le biais de son engagement militant, elle est devenue amie avec Tom,

36. Voir à ce propos : « Entre justice pour les victimes et transformation des communautés : des alternatives à la police qui épuisent les féministes », par Laurence Ingenito et Geneviève Pagé, dans *Mouvements* n° 92, 2017.

37. NdT : La définition que le collectif s'est donnée du viol est : « sexe non consenti, imposé par la force, la manipulation, le stress ou la peur ; expérience de l'acte sexuel vécu comme une violation physique, émotionnelle, mentale ou spirituelle des limites sexuelles, et non comme un acte de bienveillance, d'amour ou de plaisir ; violation sexuelle de la confiance. »

un homme blanc, *organizer* travaillant à temps plein avec des communautés de personnes principalement pauvres et non-blanches. Tandis que leur amitié grandissait, Tom commença à la draguer. Diane expliqua clairement à Tom qu'elle n'était ni disponible ni intéressée. Quelques mois plus tard, Diane eut le sentiment que Tom avait trahi leur amitié en la manipulant et en l'entraînant dans des situations sexuelles dont elle n'avait pas envie. Leur amitié se termina brutalement. Après plusieurs mois de confusion et d'anxiété, Diane réalisa avec douleur qu'elle avait été violée par un proche.

Consciente que l'État et ses prisons étaient les principaux auteurs de violence envers nos communautés, Diane s'est tournée vers d'autres solutions. Aussi furieuse qu'elle était envers Tom, Diane savait que le mettre en prison n'apporterait rien de la guérison, de la justice et de la paix qu'elle souhaitait pour elle-même, pour Tom et pour la communauté. Elle rassembla ses ami·es proches et forma le collectif Chrysalis. On était un groupe de femmes et de personnes trans et/ou racisées, avec de l'expérience d'organisation autour de la justice reproductive[38], la santé queer, les problématiques de genre et de race, les questions relatives à la jeunesse, aux droits des étrangèr·es et également à l'accès à une alimentation saine pour tous et toutes. À cette époque, on ne savait pas comment construire un collectif de justice transformatrice, comment faire pour que Tom reconnaisse et assume ce qu'il avait fait, quels modèles de justice transformatrice existaient déjà, ni quelle serait la prochaine étape[39]. Mais nous croyions en la justice

38. NdT : Terme qui renvoie aux luttes pour l'accès de toutes les personnes à des sages-femmes et des gynécologues compétent·es et respectueux·ses, pour le droit à l'avortement et à la liberté de contraception.

39. Après de nombreux appels, recherches internet, conversations, et rencontres avec des activistes géniales à travers le pays, nous avons trouvé des ressources incroyables. Nous sommes reconnaissant·es de la sagesse et du travail partagé par les activistes de la justice transformatrice qui étaient là avant nous, particulièrement les gens de generationFIVE, Hollow Water, Indigenous Issues Forum, INCITE! Women of Color Against Violence, Communities Against Rape and Abuse (CARA) et le fanzine « The Revolution Starts at Home : Confronting Partner Abuse in Activist Communities », édition Ching-In Chen, Jai Dulani et Leah Lakshmi Piepzna-Samarasinha (2008).

transformatrice comme voie pour la guérison individuelle et collective par la responsabilisation, la compassion et la détermination. C'était une manière de créer un système de justice basé sur la communauté, sur l'humanité – et non sur l'exclusion – de ses membres, un système basé sur notre capacité créatrice à transformer et à guérir d'une vie dans une société violente et déséquilibrée.

Au lieu de s'en remettre à l'État, nous avons misé sur la force et les ressources déjà présentes dans nos communautés pour mettre fin aux agressions sexuelles[40] et pour construire des relations plus sûres et plus saines parmi (et entre) les activistes. Ceci est l'histoire de notre processus, ce que l'on a fait, comment et pourquoi nous l'avons fait, ce qui a marché et ce qui n'a pas marché. Notre histoire ne correspondra pas à d'autres histoires, peut-être même à aucune autre, mais nous espérons que notre contribution à ce beau, difficile et puissant mouvement pour la justice transformatrice inspirera le travail que font d'autres personnes dans leurs propres communautés.

Étape 1 : Se réunir, former un groupe de soutien à la survivante

La première étape fut de former un groupe de soutien à la survivante avec des gens qui voulaient faire de cette idée de responsabilité communautaire une réalité. Diane a rassemblé une équipe d'ami·es de confiance et des militant·es. Certaines des questions qu'on s'est posées étaient :
– Quelles personnes la survivante et ses allié·es veulent-ils/elles dans l'équipe ?
– Quels sont les objectifs de ce groupe ?
– Quels sont les attentes, les capacités, les niveaux d'engagement et les disponibilités du groupe ? De quelles ressources a-t-il besoin pour se préparer et gagner en confiance au vu du travail à venir ?

40. NdT : Le collectif définit comme agression sexuelle « tout acte non désiré de violation des limites sexuelles physiques, émotionnelles, mentales ou spirituelles ».

La première réunion dura deux jours et a entraîné beaucoup de larmes, des mouchoirs, une sortie à l'océan et l'expression d'un engagement à soutenir Diane dans ce processus naissant de justice transformatrice jusqu'à son terme. On a aussi déterminé des buts distincts pour Diane, le groupe de soutien, Tom et pour nos communautés, dont :
– Aider Diane à chercher un chemin de guérison qui lui fasse du bien, rejoindre un groupe de parole, qu'elle ne se blâme pas pour ce qui s'est passé et l'encourager à tenir un journal.
– Faire en sorte que Tom accepte de travailler avec l'équipe de responsabilisation que nous avions prévu de monter, qu'il fasse appel à une aide extérieure (thérapeute), qu'il dise à ses ami·es qu'il est dans un processus de justice transformatrice et qu'il reconnaisse l'agression.
– S'assurer que le groupe de soutien et l'équipe de responsabilisation s'engagent à : entamer un processus de justice transformatrice centré sur la survivante, à reconnaître l'humanité de Tom, à créer une alternative à l'État basée sur la communauté puis à partager leur expérience avec des membres s'organisant au sein de la communauté et avec d'autres groupes.

À l'époque, nous n'avions aucune idée de comment nous allions atteindre ces objectifs, ni même si cela était possible. Pour autant les aspirations que nous avions nommées lorsque les évènements étaient encore récents, bruts et non analysés sont restées nos guides durant tout le processus de justice transformatrice. Puisque ni Diane ni notre équipe de soutien n'avaient d'expérience en justice transformatrice ou en travail de responsabilisation, la prochaine étape était de lire tout ce que nous pouvions trouver sur le sujet. Notre équipe a passé plusieurs mois à apprendre, à partager et à parler de comment nous allions nous y prendre avec Tom. Nous avions besoin de ce temps pour nous engager dans ce travail, construire de la confiance dans le groupe, en apprendre assez pour avancer et donner à Diane l'espace et le soutien dont elle avait besoin pour se reconstruire. Par moments, nous nous sentions submergé·es par ce que nous lisions, lorsque nous

étions incertain·es sur ce que nous devions faire et quand Diane traversait des nuits compliquées. Nous avons construit notre confiance en continuant à être là pour Diane, pour les un·es et les autres, pour nous-mêmes.

Étape 2 : S'agrandir, former une équipe de responsabilisation

Ensuite, nous avons débuté la formation de l'équipe qui serait chargée de travailler avec Tom, afin qu'il assume la responsabilité de ce qu'il avait fait. Dès le départ, le groupe de soutien a conclu qu'il ne voulait pas prendre part au travail avec Tom. Nous voulions nous concentrer sur la guérison de Diane et nous avions le sentiment que nous ne serions pas capables de prendre suffisamment de distance avec notre colère contre Tom pour travailler avec lui. Alors nous avons formé l'équipe de responsabilisation comme un groupe distinct, dont la tâche était de rendre Tom responsable de ses actes et de l'amener à changer. D'abord, nous avons fait une liste des communautés alliées qui pourraient être de potentiels membres de cette équipe. Puisque l'équipe de responsabilisation allait être le plus proche contact de Tom, il était vital de choisir des gens qui non seulement croyaient en notre idée de la justice transformatrice mais qui pourraient également s'investir en temps et en énergie, qui étaient prêts à développer des compétences dont nous avions besoin et à s'engager avec un agresseur[41]. Nous nous sommes posé les questions suivantes :

41. Le collectif Chrysalis use délibérément du terme « agresseur » dans le texte pour des raisons similaires à celles fournies par le collectif de femmes racisées CARA : « Nous usons du terme « agresseur » pour faire référence à une personne qui a commis un acte de violence sexuelle (viol, harcèlement sexuel, etc.) contre une autre personne. Notre usage du mot « agresseur » n'est pas une tentative de minimiser la gravité du viol. Dans notre travail de définition de la responsabilité en dehors du système pénal, nous essayons de ne pas utiliser un vocabulaire basé sur la criminalité, tel que « auteur », « violeur », ou « prédateur sexuel » ». Voir CARA, « Taking Risks : Implementing Grassroots Accountability Strategies » dans *Color of Violence : The INCITE! Anthology,* ed. INCITE! Women of Color Against Violence, 2006.

– Quelles expériences avaient-ils/elles des agressions sexuelles, de la justice transformatrice ou du travail communautaire ?
– Quelles autres compétences pouvaient-ils/elles offrir au processus de justice transformatrice (de la patience, de la lucidité, de la compassion, un point de vue politique, de l'engagement) ?
– Quel poids avaient-ils/elles dans la communauté (en termes de réputation, d'ancienneté dans la communauté, de capital financier ou de réseau) ?
– Serait-il utile que l'équipe de responsabilisation soit composée de membres de communautés diverses, sans distinction de race, de genre, d'orientation sexuelle, de classe, d'affiliation politique et d'âge ? Dans notre cas, l'agresseur était un homme blanc hétérosexuel de classe moyenne, qui avait l'habitude de ne pas écouter. Nous avons pensé qu'un groupe de responsabilisation dirigé par des femmes prolétaires non-blanches serait moins efficace qu'un groupe composé en majorité de blancs et/ou d'hommes.
– Et enfin : est-ce qu'ils/elles connaissaient Diane ou Tom ? Pour nous, le processus n'avait pas pour but d'afficher ou de menacer l'agresseur mais de créer des espaces permettant la transformation de Diane, de Tom et de la communauté entière.

Ensuite, les membres du groupe de soutien ont contacté les personnes pressenties individuellement. Parce que leurs milieux professionnels se chevauchaient trop, Diane choisit de garder son identité et celle de Tom confidentielles. Sans divulguer leurs identités, le groupe de soutien a informé les potentiel·les allié·es qu'une agression avait eu lieu au sein de la communauté et que la survivante entamait un processus de justice transformatrice. Nous leur avons partagé le cadre que nous avions mis en place et nous nous sommes assuré·es qu'ils et elles partageaient une analyse similaire.

À la fin du processus de sélection, notre équipe de responsabilisation incluait quatre militant·es formidables partageant une vision politique radicale et un intérêt marqué pour les questions féministes. Trois de ces membres étaient des activistes

respectés dans le domaine de la justice sociale avec des décennies de travail communautaire et d'expérience d'organisation, certains d'entre eux avaient déjà des expériences de confrontation avec des auteurs d'agression sexuelle et l'un d'entre eux était impliqué dans la lutte pour l'abolition des prisons. La majorité de l'équipe de responsabilisation était des hommes blancs, hétéros, reflétant la stratégie que nous avions choisie et le quatrième était un militant de longue date non-blanc. Tous connaissaient Tom ou Diane et plusieurs avaient déjà travaillé avec l'un·e ou l'autre. Après avoir présenté les membres de l'équipe de responsabilisation les uns aux autres, le groupe de soutien a révélé les identités de Diane et Tom. Comme des gens les connaissaient, il a fallu un peu de temps pour digérer la nouvelle, particulièrement parce qu'il y a eu un laps de temps gênant où l'équipe de responsabilisation a appris l'identité de Tom avant d'être prête à le confronter. À ce moment-là, le groupe de soutien et Diane ont élaboré une liste de « points à discuter ». Ces points incluaient des informations que l'équipe de responsabilisation pouvait (ou ne pouvait pas) partager avec Tom, à savoir, un résumé très bref de l'agression depuis le point de vue de Diane, le fait que l'agression était le fruit d'une manipulation et non de l'emploi de la force physique ainsi que d'autres détails. Point important, Diane rapporta que cette phase était extrêmement stressante. Partager son histoire avec l'équipe de responsabilisation était faire un pas énorme, public, et parfois terrifiant. Elle ressentait beaucoup de peur, de doutes et de la colère. Le groupe de soutien a donc pris le plus grand soin à l'épauler durant ce processus. Ils et elles se sont posé·es avec elle, et lui ont rappelé qu'elle n'était pas seule pour emprunter ce chemin pénible, mais salutaire et important.

Étape 3 : Communiquer, définir la relation entre les groupes

Pour chaque groupe, nous avons défini des attentes et des rôles clairs. Pour autant, nous avons gardé ouverte la possibilité de les faire varier si besoin.

Le groupe de soutien à la survivante :
– Se concentrait sur les besoins et les désirs de Diane durant tout le processus de justice transformatrice.
– S'auto-formait en cherchant des ressources dans des livres, des fanzines, sur le web et dans nos communautés.
– Soutenait le processus individuel de guérison de Diane en le considérant comme faisant partie intégrante du processus de justice transformatrice.
– Impulsait, surveillait et évaluait le processus de responsabilisation de Tom par l'autre équipe.
– Faisait le lien entre la survivante et l'équipe de responsabilisation, s'assurant que celle-ci connaisse les besoins de Diane et la tienne au courant des avancements tout en respectant les limites de ce qu'elle devait savoir dans son processus de guérison.

L'équipe de responsabilisation :
– S'était engagée sur une pratique centrée sur la survivante tout au long de son travail avec Tom.
– S'auto-formait sur la justice transformatrice en gardant un soutien compatissant envers la transformation de Tom (cette équipe avait à trouver un équilibre entre prendre le temps d'être complètement préparée et l'urgence de la transformation du comportement de Tom).
– Travaillait directement avec Tom afin de le mettre en capacité d'endosser sa responsabilité, de rendre des comptes et de se transformer. (En tant que groupe, il fallait gagner la confiance de Tom et s'engager à respecter son humanité en ne le considérant pas comme un monstre. Par exemple, les membres de l'équipe de responsabilisation réitéraient régulièrement leur

engagement envers la justice transformatrice plutôt qu'envers la justice légale ou la vengeance).
– Rassemblait et transmettait les idées et les suggestions du groupe de soutien à Tom. Par exemple, elle a développé des exercices spécifiques et des tactiques de discussion afin de transmettre les inquiétudes de Diane et des gens qui l'entouraient à Tom.

Le groupe de soutien et l'équipe de responsabilisation avaient des rôles, des points de vue et des responsabilités fondamentalement différentes. Pourtant ils étaient reliés par leur engagement partagé envers les principes de la justice transformatrice et par une analyse similaire des nombreuses formes de violence et d'oppression sexuelle. Notre compréhension de la justice transformatrice demandait que chaque point de vue soit équilibré : l'équipe de responsabilisation avait besoin du groupe de soutien afin de voir de manière continue leur travail avec l'agresseur depuis le point de vue de la survivante, et le groupe de soutien avait besoin de l'autre équipe afin de surveiller les progrès de Tom et pour se rappeler son humanité malgré tout le mal qu'il avait commis. Lorsque les groupes travaillaient et communiquaient bien, ils formaient un continuum depuis Diane, jusqu'au groupe de soutien, du groupe de soutien à l'équipe de responsabilisation et de l'équipe de responsabilisation à Tom, permettant des lignes de communication directes.

Étape 4 : Réfléchir, développer, créer un plan de justice transformatrice

Pour nous, il était crucial que le groupe de soutien et l'équipe de responsabilisation développent et se mettent d'accord sur un plan avant qu'ils ne parlent à Tom. Ce plan devait définir nos étapes vers la justice transformatrice à partir du moment où Tom accepterait le processus. On a créé un document dans lequel on a tracé les potentielles « étapes » et on a réfléchi

ensemble aux manières de pousser Tom vers le meilleur résultat possible, aux manières de se protéger du pire scénario, et à quelques entre-deux. Notre plan comprenait :
– Nos objectifs.
– Des idées sur comment approcher Tom pour la première fois.
– Des signes avertissant d'un déni de l'agression par Tom.
– Des précautions contre un retour de bâton (en assurant la sécurité de Diane, en utilisant nos moyens de pression si Tom réagissait en s'organisant de son côté en opposition ou essayait de contacter Diane).
– L'établissement de lignes de conduite pour les rencontres avec Tom (comme construire de la confiance entre Tom et l'équipe de responsabilisation, offrir des ressources, des « devoirs » et des objectifs pour chaque rencontre).
– Travailler sur le processus de responsabilisation de Tom impliquait le dépassement du déni et de la minimisation, d'améliorer son empathie vis-à-vis de la survivante, de faire évoluer ses attitudes malsaines à propos du pouvoir, du privilège et du genre, d'apprendre les bonnes pratiques du consentement[42] et de l'intimité partagée, et de construire un plan pour prévenir les rechutes éventuelles.

Le processus de justice transformatrice fut en réalité différent de ce que nous avions imaginé durant notre phase de réflexion. Certaines idées ne furent jamais utilisées, et d'autres durent être développées en cours de route. Même si tout n'a pas été utilisé, ça a beaucoup aidé le groupe de soutien et l'équipe de responsabilisation d'avoir réfléchi ensemble à certains problèmes, d'avoir anticipé certaines réactions ou résultats. Nous avons puisé dans les ressources dont nous disposions déjà et nous les avons intégrées à notre plan pour le rendre aussi solide que possible.

42. NdT : Pour le collectif, « le consentement est un échange compréhensible de mots et d'actes affirmatifs concernant l'activité sexuelle ; l'accord, l'approbation ou la permission, librement et activement donnée, sans forçage physique, manipulation, stress ou peur. »

Étape 5 : Convocation, préparer la première approche

Nos deux équipes ont passé plusieurs mois à se préparer mentalement et émotionnellement pour l'approche initiale et la première rencontre avec Tom. Nous avons constaté que localement, les ressources communautaires en matière d'agression sexuelle à destination des agresseurs étaient faibles. Nous avons donc exploré les réseaux de soutien régionaux et nationaux. Nous nous sommes aussi demandé·es :
– Quand et où aurait lieu la première rencontre ?
– Qui approcherait Tom ? Comment inviteraient-ils/elles Tom à la rencontre ? Quand et comment diraient-ils/elles à Tom qu'une survivante cherchait à ce qu'il assume la responsabilité d'un viol ?

Nous voulions une approche qui laisse transparaître la préoccupation (plutôt que la punition), la confidentialité et la sécurité communautaire tout en nous donnant assez de poids afin de contraindre Tom à participer au processus. Dans nos discussions, il nous a été utile de distinguer nos tactiques pour « l'approche initiale », quand nous lui demanderions de venir à une rencontre concernant un problème communautaire, et la « première rencontre », lorsque nous lui dirions que le problème communautaire concernait son comportement et le viol de Diane. Nous avons convenu que deux personnes que Tom respectait allaient se charger de l'approche initiale, en gardant l'échange bref et général afin d'éviter de lui donner trop d'informations sur la rencontre à venir. Après un événement communautaire auquel ils avaient tous participé, les deux membres se sont approchés tranquillement de lui et lui ont dit : « Salut, on aimerait que tu viennes avec nous à une réunion à propos d'un sujet important concernant un membre de notre communauté. » Ils ont éludé les questions de Tom à propos de l'identité du membre de la communauté en disant « Il y a des enjeux de confidentialité. Nous en parlerons durant la réunion. » Ni l'agression, ni le processus de justice

transformatrice ne furent mentionnés. Pour la première approche, nous pensions que moins il en était dit, plus il y avait de chance que Tom participe à la première rencontre (où les détails sortiraient et le vrai travail commencerait). Nous avons fait attention à ne pas partager plus d'informations à propos de l'agression ou du processus de justice transformatrice avec Tom, de peur que cela le fasse fuir, que cela puisse déclencher une réaction agressive, ou qu'il refuse de venir.

Avec le recul, nous avons compris que cette approche avait l'avantage supplémentaire d'activer en Tom les cadres mentaux dont lui et nous avions besoin pour ce processus : responsabilité, attention, confiance (nous allions lui confier une préoccupation communautaire), au prix éventuel qu'il se sente trahi par notre demi-vérité. En revanche, une approche « autoritaire » aurait risqué d'activer une réaction de défense chez Tom ou aurait pu le conforter dans son « chemin », le contraire de ce dont nous avions besoin dans ce processus.

Bien que cette première invitation au processus semblât assez simple, ce fut un temps extrêmement stressant pour Diane, pour le groupe de soutien et l'équipe de responsabilisation. Nous avons soutenu Diane et nous nous sommes soutenus les uns les autres, dans nos moments de doute et d'anxiété quant à l'efficacité de la première approche et des premières rencontres. Notre groupe de soutien et l'équipe de responsabilisation ont perdu quelques personnes, à cause de l'intensité croissante du processus et l'engagement en termes de temps et de disponibilité. En tout cas, à ce moment-là du processus, les gens voyaient comment les choses allaient se dérouler.

Étape 6 : Construction, la première rencontre

L'équipe de responsabilisation a planifié la première rencontre en essayant d'anticiper les potentielles réactions de Tom : ça allait être la première fois que Tom entendrait que Diane avait

été violée, qu'elle avait été profondément blessée par son comportement, et que nous lui demanderions de s'engager dans un processus long et complexe de justice transformatrice. Nous avons considéré le panel des affects que Tom pourrait ressentir et/ou exprimer
– L'impression qu'on se ligue contre lui. Afin de minimiser les chances que cela arrive, nous avons limité la première rencontre aux deux membres que nous avions choisis, ceux en qui Tom avait le plus confiance et ceux qu'il respectait le plus.
– Le déni, l'indignation, le remords, la honte, la culpabilité, et une attitude défensive. Avec ces sentiments en tête, nous ne nous attendions pas à grand-chose au début. Nous avons fixé et respecté de bonnes limites, et utilisé l'écoute active.
– Le sentiment d'être trahi par la survivante et l'équipe de responsabilisation. Nous avons essayé de construire de la confiance et de la sécurité dès le départ en écoutant avec compassion (mais de manière critique) le récit de son expérience, en lui laissant de l'espace pour ressentir la trahison et le déni, et en l'autorisant à donner son avis sur le processus de justice transformatrice.
– Être submergé par trop d'informations. Afin d'éviter cela, on a fait les choses simplement au début.

Durant la première rencontre, les deux membres de l'équipe ont calmement dit à Tom qu'une membre de la communauté avait vécu son comportement comme un viol. Ils ont révélé l'identité de Diane, et ont partagé quelques-uns des « points à discuter » du groupe de soutien. Ils ont expliqué que Diane et la communauté avaient fait l'expérience d'un tort qui devait être réparé de manière responsable. Ces points furent communiqués verbalement et dans un document écrit pour que Tom puisse le relire plus tard et le digérer. Après cette rencontre, les membres de l'équipe de responsabilisation ont débriefé, ont tenu le groupe de soutien au courant, se sont soutenus mutuellement et se sont reposés, autant qu'ils le pouvaient. Leur travail venait tout juste de commencer.

Étape 7 : Transformation, rencontre(s) avec l'équipe de responsabilisation

Heureusement, l'approche initiale et la première réunion ont mené à des rencontres régulières entre Tom et l'intégralité de l'équipe de responsabilisation. Durant chaque réunion, l'équipe accordait un large temps pour prendre des nouvelles les uns des autres et pour digérer ses émotions. L'équipe de responsabilisation a joué plusieurs rôles attendus et inattendus, comme le rôle de soutien, d'ami, de rival, de thérapeute, d'enquêteur, de négociateur et de juge. Comme prévu, nos sentiments personnels, tels que la colère et le jugement, ont émergé. Nous avons donc constamment insisté sur l'engagement de toute l'équipe en faveur de la justice transformatrice – et non envers la punition – ainsi que sur la construction d'un climat de confiance et de respect.

Les rencontres avec Tom furent concentrées sur :
– Remettre en question la culture du viol : transmettre doucement les informations, en commençant par les définitions et les statistiques des agressions sexuelles ; étudier et discuter des fanzines et des ressources ; répéter notre définition du viol et montrer comment cette définition différait de la définition juridique et des mythes dominants ; explorer les différences entre intention et impact ; et combattre la primauté que la culture du viol donne à l'intention de l'agresseur plus qu'aux conséquences de son comportement sur la survivante et la communauté.
– Explorer d'autres scénarios : décrire des situations impliquant de la culpabilité, de l'intention, de la manipulation, et les relier à l'incident ; demander ce à quoi ressemblerait une prise de responsabilité même dans le cas où Tom n'aurait pas commis d'erreur.
– Se concentrer sur l'expérience de la survivante : comment Tom imagine ou perçoit ce qu'a pu voir et ressentir Diane ? Lui demander ce qu'il retient des déclarations de Diane ; demander qui a eu ce qu'il ou elle voulait ; réaffirmer l'expérience de la

survivante ; insister sur les ressentis et l'empathie ; comprendre le sens et la pratique du consentement.
– Se lier à Tom : partir de son activisme et des cadres anti-oppressifs qu'il connaît, l'impliquer dans la résolution de problèmes ; pousser Tom hors de sa zone de confort ; demander à Tom de s'imaginer membre d'une équipe de responsabilisation pour quelqu'un d'autre ; se donner et discuter des devoirs à faire ; s'entraîner à l'écoute active et à se regarder dans un miroir.

Nous nous sommes aussi attendus à ce que Tom essaye de manipuler les conversations afin d'éviter d'accepter la douloureuse réalité.
Les membres de l'équipe de responsabilisation ont tenté d'éviter cela par :
– La pratique de jeux de rôles sur les comportements défensifs.
– Le développement de mantras en cas de situations compliquées (par exemple, « Diane a vécu ça comme un préjudice »).
– Le récit et l'analyse de chaque réunion avec Tom, avec une attention particulière à détecter des signes de manipulation.

Durant ce processus, une difficile et récurrente question était de savoir si l'équipe de responsabilisation et Tom avaient atteint leurs objectifs. Cette équipe avait des buts clairs pour Tom, à savoir, qu'il admette le viol et cherche de l'aide professionnelle. En même temps, nous étions frustré·es sur la manière de mesurer ou d'évaluer ces buts. Nous ne voulions pas seulement que Tom change son langage et son comportement, mais qu'il internalise ce qu'il apprenait et qu'il le « capte » sensiblement. L'observation des comportements et des déclarations était une façon de mesurer le changement, mais nous avons réalisé qu'il n'y avait aucune garantie qu'il était vraiment « en train de capter ». Étant donné la difficulté à mesurer notre succès, il fut crucial de poser des objectifs clairs pour Tom dès le début de ce long processus de transformation.

Les objectifs de Tom :
– *S'informer* sur les agressions sexuelles, le consentement, les privilèges, le patriarcat, la socialisation genrée et la culture du viol.
– *Respecter* les limites physiques et communicationnelles pour la sécurité de Diane.
– *Interroger* son comportement passé pour y déceler d'autres expériences de manipulation et d'agression ; reconnaître et être en mesure de rendre compte de ce passé ; et préserver la sécurité de la communauté aujourd'hui et demain si ce comportement se répète.
– *Chercher* une aide professionnelle pour agresseurs ou rejoindre un groupe de parole d'agresseurs.
– *S'éduquer* afin de profondément comprendre l'incident, son intention et le comportement qui ont été les siens, et la souffrance que Diane et ses proches ont subie.
– *Discuter* et formaliser des situations de consentement pour de futures relations.
– *S'engager* dans des actes de réparation envers Diane et la communauté.

Étape 8 : Évaluation, les leçons apprises

Aussi préparé·es que nous l'étions, nous avons appris d'importantes leçons que nous n'avions pas anticipées.

– La situation – Comme pour de nombreux viols dans des communautés militantes – implique la coercition, la manipulation, et/ou une légitimité, pas la force physique pure, et nous avons réfléchi à quel point les mythes et la culture du viol sont profondément ancrés dans nos propres cercles activistes. Le privilège masculin [*male entitlement*[43]], le racisme, et l'ignorance de la culture du viol ont fait qu'il a été difficile

43. NdT : Le terme *entitlement* renvoie, pour quelqu'un, au fait de penser que certaines choses lui sont dues, de se sentir dans son bon droit, de se sentir légitime à obtenir un certain nombre de choses, et par exemple, dans la sphère intime, des relations sexuelles.

pour Tom de reconnaître son comportement comme un viol.
– Il était difficile de mettre en balance les besoins de confidentialité de Diane avec le besoin d'avertir la communauté à propos de Tom et cela est resté une tension non résolue dans notre processus de justice transformatrice.
– Les transformations de Diane et de Tom devaient suivre leur propre chemin, ce qui pouvait signifier que Tom pouvait être prêt à réparer le préjudice qu'il avait causé avant ou après que Diane ne soit prête à l'accepter.

Nous aurions dû être plus sérieux·ses sur la communication entre les deux équipes. Cela semblait simple, mais parfois c'était trop pour nous de prévoir une autre réunion ou d'appeler. Qu'importe l'excuse, nous avons appris à prendre du temps pour savoir comment chacun·e va à un moment donné. C'est bien plus important que nous ne le pensions.

Nous nous sommes tellement impliqué·es dans le processus de responsabilisation de l'agresseur que le groupe de soutien a commencé à perdre le fil du processus de guérison de Diane. À un certain point, nos rendez-vous n'étaient qu'à propos des progrès de Tom, et nous manquions de temps pour parler des besoins de Diane. Nous apprenons à remettre la santé physique et mentale de Diane au centre de notre processus à travers des gestes comme étendre notre cercle de soutien, lire des fanzines ensemble et mettre en place un *trigger plan*[44] comme moyen pour Diane d'identifier et de surmonter ses anxiétés. Lorsqu'elle fait l'expérience de souvenirs ou des réactions traumatiques, le *trigger plan* que nous avons développé l'aide à identifier ce qui lui arrive et ce qu'elle doit faire pour se sentir mieux.

Le collectif Chrysalis est toujours activement engagé dans ce processus de justice transformatrice centré sur la survivante.

44. NdT : « Trigger » signifie « détonateur » ou « gâchette ». Synonyme ici d'« avertissement », ce terme est beaucoup utilisé dans certains milieux militants, sous l'acronyme « TW » (*Trigger Warning*) pour avertir qu'on va aborder un sujet qui peut heurter.

Plus nous apprenons, plus nous comprenons que c'est un engagement profond qui requiert beaucoup d'énergie et de patience. Notre processus inachevé a duré presque deux ans jusqu'ici et nous avons traversé des périodes difficiles. Cependant, nous voyons la guérison et la transformation apparaître clairement, doucement et régulièrement, pour toutes celles et ceux qui y sont impliqué·es. Cette expérience nous a lié les un·es aux autres de manière inattendue et puissante. Elle réaffirme notre engagement collectif dans la transformation de nous-mêmes et de nos communautés.

QUAND LA COMMUNAUTÉ RÉAGIT À LA VIOLENCE CONJUGALE

Le récit qui suit a été publié dans le cadre de Story Telling and Organizing Project[45] *(STOP) : il s'agit d'un des deux projets phares de l'organisation Creative Interventions (CI), fondée en 2004 à Oakland, en Californie, par Mimi Kim, Beth Richie et d'autres.*

Après la fondation de Critical Resistance et de INCITE! au début des années 2000 et le développement d'une critique du complexe industrialo-carcéral, la nécessité de diffuser des exemples d'alternatives concrètes au système pénal et au recours aux forces de l'ordre se fait sentir. Creative Interventions est explicitement créée dans ce but : fournir des outils permettant de faire cesser des situations de violences entre des personnes sans en passer par les instruments étatiques. L'organisation affiche clairement ses ambitions, en déclarant que son but n'est pas l'éradication de la violence mais la libération[46]*. Dans ce sens, l'organisation n'exclut pas l'utilisation de la force ou de la contrainte lors de processus de responsabilisation communautaire face aux résistances courantes de la personne ayant causé du tort.*

45. Que l'on peut traduire par « Raconter des histoires et s'organiser ».

46. C'est la phrase d'accueil du site internet de Creative Interventions : « Our goal is not ending violence. It is liberation. » (Beth Richie).

Creative Interventions propose deux types d'outils. D'un côté la mise en récit et la diffusion de réponses collectives à des situations de violences : c'est le projet STOP. De l'autre, la création d'une boîte à outil, qui propose un modèle d'accompagnement des processus de justice transformatrice : c'est le Creative Interventions Toolkit[47].

Le projet STOP repose sur la conviction que la responsabilité communautaire n'est pas une innovation contemporaine mais qu'elle est issue de rapports présents depuis des générations et que les réponses collectives aux violences ne sont pas rares. Le manque d'exemples est donc dû à une dévalorisation des actions communautaires, ou à un manque de traces laissées, plutôt qu'à une absence. Le recueil, la documentation et la diffusion de ces récits ont pour but de renforcer les capacités collectives à lutter contre les violences interpersonnelles et étatiques, en mettant en lumière les réussites mais aussi les échecs, les contradictions et les limites. Leur site internet donne d'ailleurs la possibilité de contribuer à ces récits, pour multiplier ces histoires pas si anecdotiques et ouvrir l'imaginaire.

Dans le sillon de ce que porte Mariame Kaba dans son introduction à la « Lettre au mouvement contre le viol », Creative Interventions se prononce contre l'approche individualisante des associations de soutien aux victimes et croit fermement que les personnes qui font face à la violence sont les plus inspirées pour y mettre fin. Elle soutient que les proches, les familles et les ami·es sont les premier·es expert·es sur ce qu'il

47. Littéralement « la boîte à outils d'interventions créatives » : il s'agit d'un guide de 576 pages publié en 2012 et réédité en 2018, issu d'une période d'élaboration avec les contributions de plus de cent personnes, tirant des leçons d'interventions dans vingt-trois situations de violence. Ce guide est sur le point d'être traduit en français. Pour plus d'informations, voir creative-interventions.org/toolkit/.

convient de faire dans une situation de violence. Le texte ci-dessous en est une bonne illustration : pas d'action héroïque, pas de geste spectaculaire, mais un groupe de personnes qui se connaissent et cherchent ensemble à sortir l'une d'elles des griffes de son mari violent. Jouer avec les enfants, laisser son numéro de téléphone, venir rendre visite, préparer du thé… autant de petits gestes qui, mis bout à bout, remplissent leurs objectifs. Cette femme, dont nous ne connaissons pas le nom, reprend possession de sa maison, ses enfants vont bien, et son mari a quitté le domicile, conformément à ce qu'elle souhaitait. Ce texte est une transcription traduite de façon très littérale afin d'essayer d'en conserver toute l'oralité.

Il y a deux ans, j'étais mariée à un homme avec qui j'avais été pendant dix ans, et notre relation a eu des accrocs, a connu des difficultés que beaucoup de gens traversent. Au cours de la dernière année de notre mariage, mon ancien partenaire suivait une formation pour devenir agent de police et, au même moment, on déménageait dans un nouvel État. On faisait face à de gros problèmes dans notre mariage et les choses étaient devenues plus difficiles. J'avais de plus en plus peur de quelqu'un avec qui j'avais pourtant l'habitude de me sentir vraiment en sécurité.

J'avais trois enfants d'à peu près 10, 6 et 4 ans à l'époque. Ils étaient témoins de beaucoup de disputes, de cris, de portes claquées, de beaucoup de choses que je savais être risquées à voir pour eux. Ma maison me semblait de plus en plus dangereuse, de plus en plus comme si je ne savais pas ce qui allait se passer. Je l'ai vu agir de manière très autoritaire, comme je ne l'avais jamais vu avant. J'avais peur de quitter la maison, j'avais peur de rentrer à la maison, j'avais peur de dormir dans mon lit.

Je pense que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, ça a été un soir où je suis allée chez un·e ami·e[48] et où mon partenaire m'a suivie avec sa voiture. Quand je suis arrivée chez mon ami·e, il s'est arrêté, il est sorti de la voiture en même temps que moi, et il s'est mis à crier et me hurler des choses horribles. J'avais très peur mais je ne savais pas quoi faire. Je savais que partout où j'irais, il me suivrait. Alors j'ai décidé d'aller à mon bureau, qui était tout près, il faisait nuit donc c'était sûr qu'il n'y aurait personne. J'avais une clé du bâtiment, j'ai couru dans mon bureau, même si, lui, n'avait pas la clé pour y entrer. Pendant tout ce temps, il me criait dessus, essayait de me faire venir avec lui, de m'embarquer dans une conversation avec lui. Et quand je suis enfin entrée dans le bâtiment, j'ai attendu quelques minutes et il est parti. Voilà la situation à laquelle j'étais confrontée.

Alors j'ai appelé une amie, qui est venue me retrouver à mon bureau ; et elle m'a suggéré d'appeler un·e autre ami·e, qui avait une maison où je pouvais aller pendant qu'on réfléchissait à ce qu'on devait faire, et donc c'est ce que j'ai fait. Quand on est arrivées là-bas, tout le monde s'est assis dans le salon et m'a rassurée en me disant que j'étais en sécurité ici, vraiment je l'étais, qu'ils et elles étaient heureux·ses de m'accueillir, qu'ils et elles comprenaient, que là, je fuyais quelqu'un de furieux et d'armé, mais je me sentais quand même mal. J'avais l'impression d'exposer ces personnes à quelque chose que je ne pouvais pas contrôler, quelque chose dont j'étais, genre, terrifiée, mais je savais pas, je savais pas quoi faire d'autre à ce moment-là, puis ils et elles disaient que c'était là où ils et elles voulaient que je sois.

Mes ami·es m'ont demandé s'il y avait des gens que je pouvais réunir, que je pouvais appeler et dont je pourrais apprécier le soutien à ce moment. J'imagine que je devrais dire que faire partie de cette organisation communautaire, Ubuntu, qui s'engage à mettre fin aux violences sexuelles, signifiait qu'on avait

48. NdT : L'anglais « a friend » ne fournit pas d'indication sur le genre de la personne.

une façon de, genre, réagir ; que je savais que les gens allaient se rassembler. Je savais que si j'avais besoin d'aide, des gens viendraient parler avec moi et on pourrait trouver une solution ensemble. Donc, j'avais pas l'impression, je trouvais pas ça étrange de se retrouver, d'appeler des gens et de leur dire : « Eh, j'ai besoin d'aide, et c'est ça qu'il se passe ». Et en même temps, en vivant ça chez moi, j'avais l'impression que les gens me verraient différemment, qu'ils me jugeraient, qu'ils me trouveraient hypocrite, qu'ils me trouveraient faible. Et je me souviens avoir été très troublée par ça les premiers jours. Mais les gens m'ont rassuré en me disant que c'était exactement le but de l'organisation, et que subir une violence n'est pas une question de force ou de faiblesse, que subir une violence c'est comme ça, et que c'est ce qu'on choisit de faire à ce sujet qui importe.

Donc, on a passé des coups de fil et demandé aux gens de venir. Sept ou huit personnes sont venues et ont commencé à discuter de ce qu'il fallait faire. Et moi, à ce moment-là, je me sentais encore bouleversée, j'étais toujours en train de me demander : « Est-ce que ça m'arrive vraiment ? » et « Qu'est-ce que je peux faire pour, je sais pas, arranger les choses ? » Plutôt que de se projeter au lendemain, ou à la semaine prochaine. Mais je pense que mes envies étaient de l'ordre de : « Je veux être chez moi ; je veux que mes enfants se sentent en sécurité ». Je crois que j'ai dit : « Je veux que X parte. » Je pense que c'était essentiellement ça à ce moment-là. Et puis on a réfléchi à ce qui devait se passer maintenant, dans l'heure, le jour suivant, la semaine suivante, pour qu'on réponde à ces envies, alors on a simplement fait le tour de la question. Donc si je veux être chez moi, comment fait-on en sorte que ça soit possible ? Comment fait-on en sorte que ce soit un espace sûr ? Et je pense que l'une des réponses à cette question était, au moins dans un futur proche, d'avoir des ami·es avec moi.

On a donc fini par établir un calendrier. On a envoyé un mail avec un calendrier pour la semaine, avec des créneaux à remplir,

et j'ai été surprise que des gens le remplissent. Et ils et elles sont vraiment venu·es. Ils et elles venaient tous les jours et s'asseyaient dans mon salon, ils et elles apportaient à manger et on s'asseyait ensemble. J'étais émerveillée. C'était la bonne solution, c'était comme ça qu'on a pu faire en sorte que la maison redevienne un espace sûr pour moi.

Lorsqu'on a réfléchi à si on devait ou non appeler la police, j'ai senti que j'avais besoin d'aide pour calmer la situation, mais je ne savais pas quoi faire, parce que je ne peux pas appeler ses amis au travail, et ça ne me semble pas une bonne idée de les appeler de façon informelle, parce que qui sait ce qui va se passer en faisant ça. Et les appeler de manière assumée ne semble pas nécessairement apporter plus de garanties de résultat que ça. On a donc essayé de réfléchir à qui pourrait parler à X. Et je pense qu'on a trouvé des personnes dans la communauté à qui il pourrait parler s'il était prêt à le faire. Ma mère a parlé à X. Et elle était prête à aller le voir. Il était… il était complètement enragé, et pour je ne sais quelle raison, elle n'était pas du tout intimidée, et elle a juste pu lui parler très calmement.

Il y avait des gens qui vérifiaient comment j'allais, des gens qui restaient pendant la journée, parfois la nuit, pendant la semaine qui a suivi, et ça faisait juste du bien. C'était tellement agréable d'avoir cette maison pleine, tu sais, une maison remplie de gens qui passaient, et tu sais les gens jouaient avec les enfants, et on faisait de l'art dans la cuisine, et il y avait toujours quelqu'un pour faire du thé, et je ne me sentais pas seule.

Et si on parle de ce qui a marché, je pense que la plus grosse réussite est d'avoir obtenu les trois choses que je voulais, que j'ai identifiées comme des souhaits à concrétiser. Mes enfants ont traversé cette période en se sentant en sécurité ; X a quitté la maison ; j'ai pu rentrer chez moi ; et tout cela s'est passé en assez peu de temps. En termes de succès donc, je dirais qu'en

fin de compte, pour moi en tant que survivante, ce sont ces réussites qui ont été les plus significatives.

Une autre réussite en terme de communication a été, je pense, le fait qu'on a tout de suite constitué une liste de numéros de téléphone, c'est l'une des premières choses qu'on a faites. Donc j'ai toujours su que je pouvais appeler quelqu'un, et que les gens appelleraient pour prendre de mes nouvelles. Parce qu'à l'époque, je pense que c'était difficile, j'avais peur que les gens s'épuisent, j'avais peur que les gens se sentent dépassés à cause de moi et de mes problèmes. Donc le fait que je ne devais pas constamment, heure par heure, m'efforcer à ce que certains besoins soient comblés simplement parce qu'on les avait identifiés comme tels en amont et le fait qu'il y avait suffisamment de personnes impliquées, m'a donné l'impression que personne ne portait tout sur ses épaules, ou plus qu'il ou elle ne le pouvait. Ce n'est certainement pas que les choses n'étaient pas dures à vivre, parce que c'était vraiment dur.

Je pense que ce qui a été utile, c'est que ce n'était pas une intervention où l'on se demandait genre : « Comment on va m'éloigner de X ? » C'était plutôt du genre « Comment on va s'assurer qu'il n'y a pas de souffrance dans notre communauté ? Comment s'assurer qu'on a fait de notre mieux pour remédier à cela ? » Et puis le fait que le problème, c'était toujours la blessure. C'était toujours les événements ou les comportements, ou les choses néfastes qui se produisaient, mais ce n'était pas lui qui posait problème. Pas non plus mon choix de rester aussi longtemps que je l'ai fait. Mais c'était… pas la relation qui posait problème.

Cela m'a permis de sentir que je pouvais venir dans un espace et dire ce dont j'avais besoin, ce qui, à l'époque, impliquait vraiment de ne pas être quelqu'un qui lui aurait fait du mal en engageant le pouvoir de l'État, ce qui – que cela m'ait été bénéfique ou non à ce moment-là – n'aurait pu avoir que des effets négatifs sur lui. Et puis j'ai dû prendre une décision sur

ce dont j'avais vraiment besoin à ce moment-là pour faire mon travail, pour prendre soin de mes enfants, pour traverser cette journée, pour guérir. Tu vois ?

Il faut qu'on soit confiant·es dans le fait que les gens sont experts de leur propre vie, les prendre au sérieux et croire en l'idée qu'ils et elles garderont le cap afin de passer de la blessure à la transformation. Je pense que cela vient… surtout des personnes qui traversent un préjudice et qui portent elles-mêmes un regard sur ce qu'elles veulent. Et on a besoin de donner aux gens le temps d'identifier ce que c'est et d'être prêt à supporter l'inconfort de ne pas pouvoir sauver quelqu'un d'une manière simple ou rapide. Je pense que ces valeurs ont finalement été les plus réconfortantes pour moi.

Sistas Makin' Moves

Une organisation de femmes à l'échelle d'un quartier

Sista II Sista • «Sistas Makin' Moves, Collective Leadership for Personal Transformation and Social Justice» • *The Color of Violence* • édité par Duke Uniersity Press • 2006

Le texte qui suit a été écrit collectivement au sein de l'organisation de jeunes femmes de couleur, Sista II Sista (SIIS), dix ans après leurs débuts en 1996 dans un quartier de Brooklyn à New York. Elles font le récit de leur réaction à la suite du meurtre par la police de deux adolescentes dans leur quartier en l'an 2000. Le collectif mène des actions à différents niveaux : des campagnes contre le commissariat local, de sensibilisation sur le harcèlement sexuel et les violences policières ainsi qu'un travail d'organisation communautaire pour faire face aux violences sexistes. En 2004, à la suite de ces multiples interventions politiques, elles définissent une zone à l'échelle du quartier, la Sista's Liberated Ground, *« où la violence contre les Sistas n'est pas tolérée, où les femmes se tournent les unes vers les autres plutôt que vers la police ».*

Dans la lignée du livre The Color of violence, *dont est issu ce texte, elles proposent une compréhension systémique et mondiale de la violence. Elles engagent à ce titre des actions en solidarité avec d'autres mouvements féministes dans le monde, comme avec les femmes de Ciudad Juárez, confrontées à une épidémie de féminicides, ou en soutien avec leurs sœurs irakiennes, en manifestant devant des centres de recrutement de l'armée durant la guerre menée en Irak par l'administration Bush.*

SIIS se définit comme une organisation communautaire « de femmes ouvrières, jeunes et adultes, noires et latinas, qui construisent ensemble un modèle de société basé sur la libération et l'amour ».
Partant du constat qu'elles sont confrontées à une tresse d'oppression (racisme, classisme, sexisme, âgisme, etc.) et qu'aucune organisation existante ne leur permet de participer pleinement à la construction d'un pouvoir collectif pour transformer la société, elles créent leur propre organisation, dans un objectif d'autodétermination et de transformation personnelle et sociale grâce à la lutte. Elles prennent le contre-pied des programmes sociaux qui les placent dans des positions de bénéficiaires des aides sociales ou de victimes ayant besoin de services. Si elles croient que la fraternité et la sororité offrent un potentiel énorme, elles pensent qu'elles doivent se construire à partir d'un processus de lutte.

L'événement fondateur de leur groupe est une Freedom School *(école de la liberté) pour les jeunes femmes noires et latinas, lors de l'été 1996. Elles lancent ce programme d'été de plusieurs semaines sans argent ni infrastructure. Elles animent des ateliers sur l'organisation communautaire, la culture b-girl dans le breakdance, le sexisme dans le hip-hop, l'histoire des femmes révolutionnaires de couleur, les arts martiaux et la photographie. Après cet été, l'organisation devient active tout au long de l'année. L'objectif est de « participer au développement holistique de jeunes femmes de 13 à 19 ans afin qu'elles prennent des rôles de* leadership *forts dans leurs communautés ». Ceci grâce à un* empowerment *individuel et collectif, par le biais d'ateliers qui leur permettent d'explorer leurs capacités physiques à travers des cours de danse ou*

d'autodéfense, de relier leur expérience personnelle à des questions plus larges d'oppression et de résistance, ou de se former à la création de médias vidéo[49].
Le poème collectif rédigé à la fin de la Freedom School *de 1996 finit ainsi : « Plus une seule Sista étranglée, poignardée, abattue nulle part. Ensemble, pour toujours,* sistahood *».*

[...]

Suite au meurtre de deux adolescentes racisées à Bushwick par un agent de police et un policier auxiliaire, au cours de l'été 2000, nous, SIIS, avons identifié la violence contre les jeunes femmes de couleur comme notre principal problème. Nous avons réalisé que la majorité de nos membres avaient été confrontées à un certain niveau de violence dans leur vie et, en lançant une enquête communautaire auprès de quatre cents jeunes femmes de Bushwick, nous avons pu confirmer la gravité du problème[50].

En 2001, des membres du SIIS se sont mises à jouer des sketchs dans les rues de Bushwick dans le but de sensibiliser les gens à ce problème. Nous avons également organisé un forum communautaire en octobre 2001 avec INCITE! afin d'élaborer des stratégies communautaires pour résoudre les problèmes de violence dans nos communautés. […]
En 2002, nous avons lancé Action Summer pour promouvoir une action au long cours autour de ces questions. Dans le cadre d'Action Summer, nous avons réalisé une vidéo documentant le harcèlement policier des jeunes femmes à Bushwick,

49. Pour plus d'informations, voir deux vidéos d'entretiens menés par Nadine Naber. Une interview d'une heure réalisée en 2003 avec deux membres, Verónica Giménez et Loira Limbal, est disponible en vidéo ici : https://deepblue.lib.umich.edu/handle/2027.42/55718. Une autre vidéo, de vingt-six minutes, réalisée dans le cadre d'une discussion avec dix activistes, en 2004, est disponible sur youtube sous le nom de Global Feminisms Project : US Thematic Film.

50. NdT : Le questionnaire d'enquête, les communiqués et les tracts du collectif sont disponibles sur incite-national.org.

intitulée « Vous avez le droit de rompre le silence ». Le projet vidéo a véritablement réussi à mettre en œuvre un travail de recherche (enquêtes et statistiques) ainsi qu'à recueillir, dans la rue, le point de vue de jeunes femmes, de militant·es communautaires et d'agents de police locaux. Nous avons également organisé une journée d'action à la fin de l'été devant le commissariat du 83e district de Bushwick pour mettre en avant la question de la responsabilité. Plus de deux cent cinquante membres de la communauté ont participé à l'événement et une pétition a recueilli deux cents signatures pour demander la fin de la violence et du harcèlement policier contre les jeunes femmes de Bushwick. Il y a eu des prises de parole, du breakdance, de la poésie et une projection de notre vidéo.

Cet événement a clamé haut et fort que le harcèlement de jeunes femmes par la police ne serait pas toléré par une communauté soudée. L'action a permis de mettre en pratique notre modèle d'organisation et elle a réussi à embarrasser publiquement le commissariat local devant de nombreux habitant·es et devant la presse, avertissant la police qu'elle était surveillée. Mais, en retour, les SIIS ont été durement surveillées et harcelées. Ainsi, dès le lendemain, une toute petite unité mobile du département de police de New York (NYPD) était garée devant local du SIIS. Ils s'amusaient avec les fils du téléphone sur le poteau à l'extérieur et le « mini-commissariat » est resté garé là pendant deux semaines, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, avec en permanence un flic à l'intérieur. Cela nous a vraiment fait peur. Mais c'était l'époque de la « guerre contre le terrorisme », nous étions conscientes qu'il ne s'agissait pas seulement de représailles isolées et arbitraires de la part de ce commissariat et nous savions que nos allié·es subissaient une surveillance et un harcèlement tout aussi importants.

Nous avons d'abord rencontré des consœurs pour documenter notre expérience et élaborer une stratégie de réponse. En ce qui concerne notre travail, nous avons réalisé que nos

conversations et nos actions étaient alors surveillées de près… Nous avons organisé davantage de formations « Connaissez vos droits » pour tous les membres, et chacune d'entre nous portait en permanence un numéro d'avocat·e militant·e bénévole. Bien que la plupart de nos membres soient restées engagées, les parents de familles sans-papiers sont devenus moins actifs et ont encouragé leurs filles à ne plus participer. Nous avons eu d'intenses discussions avec les mères de famille, et nous avons compris que tout était désormais plus compliqué. Nous ne pouvions pas vraiment faire grand-chose contre le harcèlement, mais nous le documentions et nous procédions avec plus de prudence pour assurer notre sécurité à toutes. Indépendamment de ces méthodes d'intimidation, notre travail s'est poursuivi.

[...]

Au SIIS, nous pensons qu'une véritable transformation sociale doit être holistique[51], que le changement vient de l'inspiration, de l'expression de ses émotions et de sa culture, et d'un message politique fort.

La production de vidéos, les journées d'action, les formations, les ateliers d'autodéfense et le travail collectif quotidien, comme le fait de faire du porte-à-porte et de distribuer des tracts, ont renforcé le soutien de la communauté à notre travail militant. Alors que SIIS a d'abord essuyé des jets de canettes sur son local, balancées par des jeunes types ne voyant pas l'intérêt d'un espace réservé aux femmes, nous rassemblons à présent des centaines de sympathisant·es du quartier, toutes générations confondues, et pas seulement des femmes, lors d'actions contre la police et l'armée. C'est le résultat d'années de sensibilisation et de discussions dans la rue. Au fur et à mesure que notre travail sur la violence s'est développé, nous l'avons divisé en trois domaines : demander des comptes sur les questions de harcèlement sexuel et de violence contre les jeunes femmes de couleur à Bushwick ;

51. NdT : Une approche qui affirme qu'on ne peut pas correctement régler un problème sans le replacer dans son contexte global.

BLACK
LIVES
MATTER

construire une alternative à la police vers laquelle les femmes peuvent se tourner en cas de violence interpersonnelle ; et créer une solidarité avec les femmes confrontées à la violence dans le Tiers-monde.

Le *Sista's Liberated Ground*

Nous avons appris de nos expériences que nous devons adopter une position publique ferme contre les violences policières subies par les jeunes femmes, et en même temps trouver les moyens pratiques de mettre en œuvre des solutions créatives face à ce problème. En 2002, nos efforts ont coïncidé avec la couverture par les médias locaux du retard accumulé par la police de New York dans les affaires de violences conjugales : plus de cent mille cas signalés n'ont eu aucune suite. Cette inaction flagrante met encore plus en danger la vie des femmes. Ces informations ont étayé notre critique de la police en tant qu'institution intrinsèquement oppressive, inappropriée et inefficace pour mettre fin au cycle de la violence contre les femmes. Mais pour réellement construire un pouvoir collectif, nous devons faire plus que critiquer l'institution ou le système – nous devons aussi commencer à envisager et à créer ce par quoi nous voulons le remplacer. Il nous fallait une option concrète sur laquelle les Sistas puissent compter pour faire face à la violence sexiste constante dans la rue, à l'école, au travail et à la maison. La stratégie de SIIS pour notre campagne d'organisation consiste à provoquer des changements institutionnels aussi bien que sociaux et culturels et de créer des alternatives dans le même temps.

Sista's Liberated Ground (Zone libre des Sistas, SLG) constitue notre alternative locale à la police. Le SLG a été le travail de changement social le plus difficile que le SIIS ait jamais entrepris. […] Nous avons établi une zone à l'intérieur de laquelle la violence contre les femmes n'est pas tolérée, et où les femmes se tournent les unes vers les autres plutôt que vers

la police pour faire face à la violence dans leur vie. Le SLG, c'est aussi une vaste campagne de sensibilisation avec des dépliants, des affiches, des T-shirts, des autocollants et des peintures murales pour marquer ce territoire. Il existe également une ligne téléphonique que les femmes peuvent appeler pour s'engager dans le SLG. Les membres de l'équipe animent aussi une série d'ateliers pour les jeunes femmes de la communauté sur le sexisme, la résolution des conflits, l'autodéfense collective et d'autres sujets afin de sensibiliser et de tisser des liens entre les femmes du quartier. Notre nouvelle vidéo, « No More Violence Against Our Sistas ! » (Stop à la violence envers nos sœurs !) sera utilisée pour l'éducation politique au sein de la communauté. SLG organise également les Sista Circles, des collectifs de soutien et d'intervention pour les cas de violences sexistes composés de femmes qui peuvent être des amies, des voisines et des collègues de travail. Nous mettons d'abord en pratique ces cercles de femmes dans notre Freedom School avec nos membres pour expérimenter ce qui crée le soutien collectif et une réelle responsabilité.

L'inauguration du SLG a eu lieu le 28 juin 2004, lors de notre fête de quartier. Au milieu des artistes et de la musique, des membres de la communauté ont lu à voix haute et se sont engagé·es sur la déclaration du SLG :

« Je crois que dans la lutte pour la justice, la sécurité personnelle des femmes est une question communautaire importante. La violence contre les femmes nuit aux familles, aux enfants et à toute la communauté.

En tant que membre de cette communauté, je m'engage à mettre fin à cette violence.

Je soutiens le SLG, un endroit où la violence contre les femmes n'est pas tolérée.

Je m'engage à travailler avec la communauté pour affronter collectivement ces cas de violences sans l'intervention de la police.

Je m'engage à créer des relations fondées sur le respect, l'amour et le soutien mutuel ainsi qu'à lutter pour la justice et la libération à un niveau personnel et communautaire. »

[…]

« Aujourd'hui, je marchais dans la rue et je me sentais à la fois détendue et bizarre. Je portais un débardeur avec un short et des baskets. Et franchement, j'étais VRAIMENT stylée. J'avais les cheveux détachés et un sourire radieux. Mais je me sentais quand même bizarre. Je me pavanais. Mes hanches se balançaient au rythme de ma musique tandis que mes seins rebondissaient sur une autre mélodie. Je me sentais si bien et si détendue que je n'ai même pas remarqué que pendant la dernière demi-heure, alors que je marchais dans une rue bondée d'hommes, personne ne m'avait interpellée. Pour une fois, je n'avais pas entendu : « Hé la petite avec ton gros cul », ou « Yo, on peut discuter ? » ni même « Waou quelle fille ! » Pour la première fois, je marchais dans la rue et je remarquais combien le ciel est beau quand la journée est ensoleillée, à quel point l'herbe est verte dans les jardins, et j'ai même remarqué les nombreuses couleurs des feuilles des arbres. C'est dommage qu'il m'ait fallu autant de temps pour remarquer ces choses, car pendant des années, je déambulais l'air fâché, défiant quiconque de me regarder ou de dire quoi que ce soit, prête à insulter à la moindre remarque. Mais aujourd'hui, j'ai souri. Libre d'être moi sans avoir à m'excuser d'être une femme. Alors vous savez ce que je vais faire en marchant ? Je vais remercier tous les membres de ma communauté d'avoir rendu ça possible. Cela a pris des années, mais mes Sistas peuvent enfin sourire. Nous sommes libres. »

(Keisha, 18 ans)

Le SLG était un projet vraiment nouveau pour les jeunes femmes du SIIS, c'était beaucoup plus ambitieux que tout ce qu'aucune de nous n'avait fait jusqu'à présent, et nous ne nous attendions pas à ce que ce soit aussi difficile, ni que ça marche aussi bien. En rencontrant d'autres groupes à travers le pays, nous avons également appris qu'il n'existe pas de modèle pré-établi pour nous aider à trouver comment mettre ces idées en pratique. Nous avons fait des recherches sur ce qu'il se passait dans les mouvements révolutionnaires et les luttes communautaires dans le Tiers-monde. Par exemple sur la défense des terres agricoles occupées et les groupes féministes dans le Mouvement des Travailleurs sans Terre (MST) au Brésil, au niveau des territoires autonomes des zapatistes au Mexique et des nombreux groupes d'action et de responsabilisation communautaire moins connus créés par des femmes pauvres qui vivent dans des endroits où la police ne met jamais les pieds. Ces modèles d'intervention inventifs ont été construits grâce à des liens et des relations communautaires solides.

Contre les féminicides au Mexique et la guerre en Irak

Aux États-Unis, dans beaucoup d'endroits qui ressemblent à Bushwick, les communautés sont affaiblies – c'est ce qui nous aliène tou·tes. Faire ce travail alors que nous vivons au sein de l'Empire est particulièrement difficile. Cela va nous prendre des années, et beaucoup de notre énergie en tant que Sistas, mais c'est aussi cela qui nous motive.

Un autre domaine d'action du SIIS est la solidarité avec d'autres femmes du Tiers-monde. Nous avons commencé par une campagne de solidarité avec des jeunes femmes à Juárez[52],

52. NdT : Dans cette ville du nord du Mexique, entre 1993 et 2008, mille six cent cinquante-trois femmes ont été retrouvées mortes et environs deux mille ont disparu. La plupart travaillaient dans les usines de groupes internationaux et étaient âgées de 13 à 25 ans. Pour cent trente-sept victimes, des agressions sexuelles ont été constatées. L'association Nuestras Hijas de Regreso a Casa (« Nos filles doivent rentrer à la maison ») demande vérité et justice. Fin 2009, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a condamné l'État du Mexique pour avoir manqué à ses devoirs. De nombreux livres et films racontent cette histoire de Ciudad Juárez.

au Mexique. Les membres de l'équipe ont fait le parallèle entre la manière dont la violence affecte les jeunes femmes pauvres à Bushwick et à Juárez. Nous avons organisé une action à l'ambassade mexicaine avec une pétition qui a recueilli des centaines de signatures présentées au Consul général, au moment d'une journée d'action appelée au Mexique, fin novembre 2002.

À partir de cette période, l'attention s'est tournée vers l'invasion imminente [en Irak] et notre équipe de solidarité a commencé à s'organiser avec des coalitions contre la guerre à l'échelle de la ville. Dans Third World Within[53], les membres de l'équipe du SIIS étaient les seul·es jeunes (de moins de vingt et un ans) à participer aux réunions d'organisation et de travail. Notre participation a apporté de l'énergie, des idées et de la créativité à l'ensemble du groupe. Nous avons contribué avec succès à l'organisation d'actions le 15 février 2003, au lendemain du début des bombardements et le 19 mai, jour de l'anniversaire de Malcolm X.

En plus du travail à l'échelle de la ville, l'équipe de solidarité a également organisé des actions dans notre quartier contre la guerre en Irak. Elle a fait de la sensibilisation et de l'éducation sur la question, organisé une veillée à la bougie la nuit du début des bombardements et fait une campagne contre le recrutement militaire, avec une action appelée Recruitment for Justice[54]. Le 17 juin, devant le centre de recrutement local de l'armée à Bushwick, des autocollants, des affiches et des CD contre la guerre ont été distribués à ceux qui s'inscriraient à la liste de diffusion du SIIS plutôt qu'à l'armée.

[…]

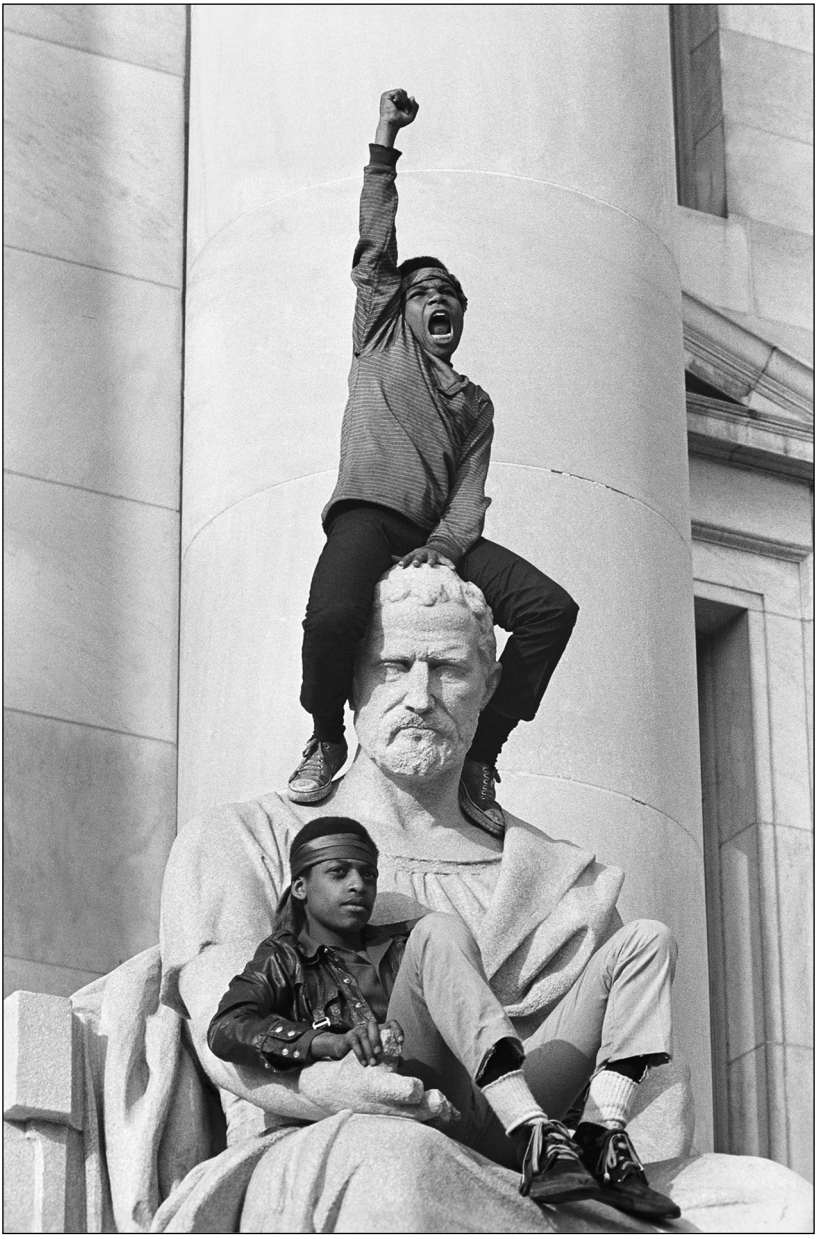
53. NdT : Réseau de justice sociale destiné aux personnes de couleur.

54. NdT : Littéralement : « Recrutement pour la justice ». Les SIIS ont écrit un tract disant : « Arrêtez de tuer nos sœurs en Irak ! », « De Bushwick à Bagdad, dehors ! », « Arrêtez de transformer nos frères en assassins », « Bush, si tu veux la guerre, vas-y toi-même ! ».

Depuis que nous avons écrit ceci, nous avons pris des décisions difficiles à SIIS. L'une des plus importantes a été de ne plus faire de demandes auprès des fondations. Pourquoi ? Parce qu'après le 11 septembre 2001, les fondations ont pris des orientations plus conservatrices, à l'image du climat général qui règne aux États-Unis. SIIS avait surfé sur une vague de popularité chez les donateurs, et ce temps touchait à sa fin. Les bailleurs de fonds progressistes ne comprenaient pas notre nouveau travail d'organisation, le SLG. Si nous ne « visions plus à réformer les institutions » comme la police, ils pensaient que nous ne faisions pas du « vrai travail militant ». Nous croulions sous la quantité de dossiers de subventions, de travail administratif, de visites sur place et de rapports. Nous étions épuisées par les rejets, l'attente et le fait de devoir expliquer constamment notre travail à des gens qui ne comprenaient rien. Nous en avions marre de transcrire notre travail en données quantitatives. Le moral était en berne et ce qui devait être un engagement pris avec amour pour SIIS devenait un travail.

Nous avons donc fait acte de foi. Nous sommes en train de redevenir un collectif entièrement bénévole. Les choses avancent plus lentement maintenant. Nous avons perdu quelques personnes pendant la transition. Nos vies sont folles. D'un autre côté, des femmes plus jeunes ont pris le relais et leur leadership est plus important que jamais au sein de SIIS. Ça donne de la force de savoir que les gens sont ouverts à trouver d'autres moyens de construire et de travailler dans ce mouvement.

Nous avons écrit ici beaucoup de choses sur nous-mêmes et notre travail, mais nous en oublions sans doute encore de grandes parties. Au fil des années, nous avons tiré de nombreux enseignements et relevé de nombreux défis. Certaines de ces leçons se démarquent plus que d'autres. L'une des plus

importantes est que nous avons compris ensemble que la justice est un processus qui ne connait pas de « fin ». La justice est une chose que nous devons continuellement imaginer, envisager, construire et pratiquer. C'est quelque chose que vous devez incorporer dans votre vie quotidienne et dans vos interactions, avec celles et ceux qui vous entourent dans votre foyer, votre travail, votre organisation, votre espace spirituel ou religieux et dans tous les autres aspects de l'existence. Pour cette raison, il est de notre responsabilité de réorganiser et de remodeler SIIS au fil du temps, afin de garantir les principes de libération, d'autodétermination et d'amour.

L'autre grande leçon que nous retenons est qu'il ne suffit pas de critiquer les systèmes que nous trouvons oppressifs. Il est beaucoup plus facile de dire ce qui ne va pas à propos de quelque chose que de s'asseoir avec un groupe de personnes et d'imaginer ce qui serait mieux pour tout le monde. C'est plus facile, mais cela ne nous rapproche pas de la justice pour nos communautés. Nous ne pouvons pas dire à ceux qui sont au pouvoir que ce qu'ils font est mal et les laisser ensuite décider de ce qui serait mieux pour nous. Nous devons créer cela collectivement pour nous-mêmes. C'est le défi qui nous attend.